

La télématique française
se regroupe
pour s'attaquer
au marché américain

LIRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

350 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ;
Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,
28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 90 pes. ; E.-U., 85 c. ;
O.S., 45 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie,
1 000 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg,
27 fr. ; Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ;
Portugal, 55 esc. ; Roumanie, 220 F CFA ; Suède,
7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.
Tarif des abonnements page 28
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69672 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

LES RELATIONS EST-OUEST APRÈS LA MORT DE LEONID BREJNEV

La France conteste qu'il y ait accord entre Washington et les Européens sur le commerce avec l'U.R.S.S.

Sortir
d'un mauvais pas

Depuis le début des négociations ouvertes en septembre à Washington entre le gouvernement américain, les pays de la Communauté européenne, le Japon et le Canada, il était clair que M. Reagan s'était mis dans un mauvais pas en imposant un embargo sur les fournitures de gazoduc sibérien, et plus encore en étendant cet embargo, en juin, à l'ensemble des filiales américaines à l'étranger et aux entreprises étrangères travaillant sous licence américaine.

Cet embargo, qui résultait d'une décision personnelle du président, prise contre l'avis de la plupart de ses conseillers et qui devait entraîner la démission de M. Haig, alors secrétaire d'Etat, avait en fait causé plus de tort à ce que l'on voulait renforcer — la cohésion de l'alliance atlantique — qu'à l'Union soviétique, que l'on voulait punir. Tout le monde se rendait compte que la raison officiellement invoquée — le coup d'Etat militaire en Pologne — n'était qu'un prétexte dont l'équipe des « durs », qui compose l'entourage du président à la Maison Blanche s'était saisie pour promouvoir un projet autrement ambitieux : « mettre à genoux » l'Union soviétique en aggravant ses difficultés économiques, en la couplant de ses sources de devises étrangères ; bref, en affaiblissant encore la base réduite sur laquelle s'édifie sa puissance militaire.

Les pays européens ne partagent pas cet objectif. Ils le contestent d'autant plus que le président américain accordait dans le même temps à ses agriculteurs, en reprenant les fournitures de céréales à Moscou sur une grande échelle, les avantages qu'il refusait aux exportateurs de biens d'équipement. Or, parmi ceux-ci figuraient ses propres industriels. On peut penser que leur avis aussi a été déterminant.

Il était difficilement pensable cependant que le président annule l'embargo sans rien obtenir en échange. La France avait semblé l'admettre en se prêtant aux conversations de Washington ces dernières semaines. Après tout, si Paris voulait être absolument certain que Washington annulerait unilatéralement la décision unilatérale et « politiquement inadmissible » qu'avait dénoncée M. Mitterrand, le mieux eût été d'éviter tout contact avant la levée de ce préalable. Ce n'est pas ce qui s'est produit, et le gouvernement français s'est enfoncé à son tour dans une opposition un peu théorique en affirmant que le gazoduc ne figurait pas au programme de ces discussions.

Il est vrai qu'aucun accord en bonne et due forme n'a été conclu à Washington. L'accord substantiel sur un plan d'action — dont fait état M. Reagan — est vague et ressemble étrangement aux promesses de coordination des politiques dont parlait déjà le communiqué du sommet — de triste mémoire — de Versailles.

Le malentendu actuel entre Paris et Washington porte donc surtout sur la manière dont M. Reagan a annoncé sa décision — encore que la Maison Blanche ait informé à l'avance l'Elysée du contenu du discours présidentiel. Si c'est tout ce qui est en cause, le malentendu ne devrait pas persister au-delà des communiqués aigres-doux des dernières quarante-huit heures. Mais rien n'indique que la France, pas plus d'ailleurs que ses autres alliés européens, soit prête à adopter la philosophie « reaganienne » des échanges Est-Ouest.

Toutes les capitales européennes ont accueilli favorablement la levée de l'embargo américain sur la fourniture de matériel et de technologie destinés au gazoduc sibérien. Tant à Rome qu'à Londres, à Bonn et même à Paris, cette mesure a été qualifiée de « positive ».

L'annonce conjointe par le président Reagan le 13 novembre d'un accord entre les États-Unis et les autres pays occidentaux sur les conditions nouvelles du commerce Est-Ouest a en revanche provoqué de fortes réserves en France. M. Mitterrand a déclaré à ce propos : « Une négociation s'est ouverte, elle n'est pas close, mais les éléments répandus dans l'opinion publique samedi ne correspondent pas à une réalité pour la France. La France n'est pas partie à ce qui a été peut-être pas même un accord ».

Se déclarant ouvert au dialogue, M. Mitterrand, qui parlait à l'issue de l'inauguration du dixième Salon international de l'alimentation, poursuivait : « Nous acceptons de négocier, mais nous ne voulons pas que l'indépendance des décisions de la France soit altérée ».

L'agence Tass, qui a annoncé dès le 13 novembre la décision de M. Reagan, a souligné la position française.

La levée de l'embargo sur le gazoduc

De notre correspondant

Washington. — Les dirigeants américains n'ont guère apprécié le communiqué du Quai d'Orsay, même s'ils connaissent parfaitement la position française. En opposant un démenti immédiat à M. Reagan, Paris a entravé le projet de Washington qui était de montrer à l'U.R.S.S. l'unité et la détermination des alliés occidentaux. C'est un paradoxe : alors que l'embargo avait divisé l'alliance atlantique, sa levée a eu pour première conséquence d'accroître la tension franco-américaine.

L'affaire s'inscrit, en effet, dans un climat d'incompréhension entre les deux capitales (le Monde du 6 novembre). Elle laissera des traces ici, malgré la volonté de M. Reagan d'éviter toute polémique publique avec un allié. On pense d'ailleurs que la France appliquera les décisions prises en commun.

La France refusait qu'on fasse le moindre lien public entre la levée de l'embargo et les engagements des alliés. Au cours d'une conférence de presse le 11 novembre, M. Reagan lui avait donné satisfaction en distinguant les deux problèmes. Mais Paris n'approuvait toujours pas la manière dont la Maison Blanche se proposait de faire part de l'accord.

Dans l'esprit des Français, la discussion continuait. D'où leur étonnement, samedi matin, en apprenant que M. Reagan allait annoncer un accord à la radio.

ment, samedi matin, en apprenant que M. Reagan allait annoncer un accord à la radio.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 6.)

M. Iouri Andropov souhaite une « coopération honnête » mais promet à tout agresseur « une riposte foudroyante »

Les obsèques de Leonid Brejnev se sont terminées, ce lundi, à 10 h 45 (heure de Paris), sur la place Rouge, à Moscou, devant plus de soixante-dix délégations étrangères. Elles ont été marquées par un discours de son successeur à la tête du parti, M. Andropov, qui a notamment affirmé que « le parti et l'Etat défendront infailliblement les intérêts de notre patrie, maintiendront une haute vigilance et seront prêts à riposter de manière foudroyante à toute tentative d'agression ». M. Andropov, qui a promis aux Soviétiques, « un relèvement continu du niveau de vie » et un développement des « fondements démocratiques de la société », s'est déclaré prêt, d'autre part, à « une coopération honnête et réciproquement avantageuse sur un pied d'égalité avec tout Etat qui en manifestera le désir ». La fin de la cérémonie a été marquée par un concert de sirènes d'usines, de trains et de bateaux, et un arrêt de travail de quelques minutes dans tout le pays. Un défilé militaire a eu lieu ensuite sur la place Rouge.

A Paris, M. Mitterrand est allé signer le registre de condoléances de l'ambassade soviétique au moment de la cérémonie.

De notre envoyé spécial

Moscou. — Leonid Brejnev a été inhumé à 12 h 45 (10 h 45 heure de Paris) devant le mur du Kremlin, dans le petit cimetière réservé aux dirigeants du parti communiste soviétique, où repose Staline depuis que Khrouchchev avait fait enlever sa dépouille mortelle du mausolée.

M. Andropov, suivi des membres du bureau politique et des membres suppléants, avait monté le matin

même une dernière garde d'honneur autour du cercueil de Brejnev dans la salle des Colonnades de la Maison des syndicats avant que le corps ne soit placé sur un affût de canon pour parcourir les quelque 500 mètres en direction de la place Rouge.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 3.)

Le retour à Gdansk de M. Walesa

M. Lech Walesa a regagné son domicile à Gdansk, dimanche soir 14 novembre. Dès son arrivée, il s'est adressé à la foule en proclamant : « Nous allons gagner ». Il s'est dit prêt à négocier « raisonnablement », mais « pas à genoux ».

La libération du dirigeant de Solidarité avait été annoncée vendredi soir, puis samedi matin.

« Nous allons gagner »

Varsovie. — Ce n'est pas juché en haut de la grille du chantier Lénine qu'il parle ni dans un stade où l'on s'écroule. Non, le temps de Solidarité — dont il ne va pas une seule fois prononcer le nom — est bien révolu et, s'il en était besoin, le cadre dans lequel M. Walesa prononce son premier discours d'homme libre serait là pour le rappeler.

L'« ex-président de l'ex-Solidarité », comme dit l'agence ex-

De notre correspondant
BERNARD GUETTA

Soixante-huit heures, les autorités ont paru embarrassées par la personnalité du dirigeant de Solidarité qui est pour elles aussi « encombrant » en détection qu'en liberté. On retardait le moment de sa venue à Gdansk, peut-être ont-elles voulu décourager les Polonais qui l'attendaient pour lui faire un accueil triomphal.

quelque trois mille personnes, qui ne sont plus, dans la nuit froide et humide, que cinq cents. On l'attend depuis trois jours, certains sans bouger, d'autres en passant et repassant aux nouvelles. Il est ovationné, pressé de toutes parts. On crie seulement d'abord : « Walesa ! Walesa ! », et puis on scande : « Pas de liberté sans Solidarité ! ».

(Lire la suite page 4.)

AIMÉ CÉSAIRE



moi,
laminé...

ÉDITIONS DU SEUIL

39 F

Un demi-siècle
d'action
poétique et
d'engagement
politique

SEUIL

AU JOUR LE JOUR RETOUR

On a trouvé dans l'Antarctique des météorites dont la provenance plonge les chercheurs dans un océan de perplexité. La thèse la plus entendue veut que ces fragments soient des morceaux de Lune et de bouts de Mars tombés sur terre au hasard de mystérieuses pérégrinations.

Nous croyons savoir que la vérité est très différente et moins glorieuse : il s'agit de fragments de notre planète. Les Martiens et les Sélénites les ont retournés à l'envoyeur, par peur de la contagion avec les horreurs de la Terre est portuse.

BRUNO FRAPPAT.

DEUX DOSSIERS

- La « caisse noire » de l'A.S. Saint-Etienne
Page 14
- La crise du logement
Page 19 : La situation en province
Page 45 : La sortie du blocage des loyers

« Une semaine avec Champagne-Ardenne »

Le Monde commence aujourd'hui la publication des enquêtes et des reportages que, durant toute cette semaine, il consacrerait aux quatre départements de la région Champagne-Ardenne. Aujourd'hui, le dossier du champagne :

- Les plus belles bulles du siècle, par François Renard
- Brut de Californie, par Nicole Bernheim
- Du bon usage du « vin roi », par Robert J. Courtois

Lire pages 23 à 27

« NAPOLEON », D'ABEL GANCE, AU HAVRE

Renaissance d'un chef-d'œuvre

La Maison de la culture du Havre a offert ce week-end une double avant-première : l'inauguration officielle — l'inauguration officielle, conformément au vœu des autorités locales, aura lieu la semaine prochaine pour une manifestation non cinématographique, en présence de M. Jack Lang, ministre de la culture — de ce bloc de béton conçu par Oscar Niemeyer qui abritera désormais ses activités, et la première présentation en France, avant Paris, de la version reconstituée par Kevin Brownlow du Napoléon d'Abel Gance. Les dix

minutes d'applaudissements interrompus qui salueront l'apparition de la signature de Gance sur le triple écran de 18 mètres de base, au terme de cinq heures et quart de projection, avec accompagnement d'un orchestre de quarante-cinq musiciens sous la baguette de Carl Davis, venu de Londres diriger sa propre partition, justifiaient amplement un choix qui marque un peu le second retour de l'« empereur ».

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 16.)

Un immense besoin
de changement

Le Monde

étranger

LES OBSÈQUES DE LEONID BREJNEV

La préparation des obsèques de Leonid Brejnev n'a pas constitué la seule préoccupation des dirigeants soviétiques. Ils veulent, en effet, en terminer le plus vite possible avec la succession. C'est ainsi qu'on a appris, dimanche à Moscou, qu'un nouveau plénum du comité central aurait lieu le lundi 22 novembre ; le lendemain se réunira le Soviet suprême, l'organe habilité à élire le président de son pays. On s'attend aussi, après la disparition de Brejnev, que le comité central renforce le bureau politique, devenant ainsi le véritable organe politique, et, sans doute, de MM. Kirilenko et Pelche. Le chef du gouvernement, M. Tikhonov, est, d'autre part, âgé de soixante-dix-sept ans.

Jusqu'à dimanche soir, le public moscovite a rendu un dernier hommage au disparu, dont le corps était exposé à la Maison des syndicats. Seules les délégations d'entreprises ou d'organisations étaient cependant admises ; les gens isolés, venus d'eux-mêmes, étaient refusés, et la ville demeurait coupée du reste

du pays. Même le trafic des trains de banlieue avait été interrompu et la vente de vodka et de vin interdite.

Dimanche, le patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Mgr Pimen, a célébré un office à la mémoire du secrétaire général défunt. « Cette pensée élevée et inspirée, selon laquelle le plus important des droits de l'homme est le droit à la vie, est de Leonid Brejnev », a notamment déclaré le chef de l'Eglise russe, qui était allé se recueillir la veille devant la dépouille du secrétaire général.

Dans la soirée, plusieurs personnalités étrangères sont venues s'incliner devant la dépouille de Brejnev, dont MM. Bush, Shultz et Mauroy, qui ont salué M^{me} Victoria Brejnev, la veuve du secrétaire général.

A son arrivée dans la capitale soviétique, le vice-président américain, M. Bush, a déclaré que la présence de sa délégation témoignait du « désir des Etats-Unis de continuer à œuvrer pour des relations positives

entre nos deux pays ». Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a, pour sa part, affirmé que, « si l'Union soviétique fait preuve d'une attitude constructive, les Etats-Unis sont prêts à y répondre et sont prêts à des relations plus constructives que nous n'avons eues au cours de ces dernières années ». Il n'a pas rejeté, d'autre part, l'éventualité d'une rencontre au sommet entre le président Reagan et M. Andropov.

Plusieurs entretiens ont lieu à l'occasion de la présence à Moscou de nombreuses délégations étrangères. Une rencontre entre M. Mauroy et M. Tikhonov était notamment envisagée dans la journée de lundi. Le président ouest-allemand - qui avait déjà rencontré dimanche soir le chef du P.C. de la R.D.A. M. Honecker - devait également être reçu au Kremlin.

Aucun rendez-vous n'était annoncé pour le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, que la

télévision soviétique a cependant montré dimanche soir s'inclinant devant la dépouille de Brejnev.

Parmi les délégations présentes, on relève en particulier celle de l'Egypte, dont l'arrivée est interprétée comme un signe de la volonté du président Mubarak d'améliorer ses relations avec l'U.R.S.S. Divers pays, qui n'entretenaient pas de relations avec l'Union soviétique, ont cependant adressé des messages à Moscou, en particulier l'Arabie Saoudite, dont le roi Fahd a envoyé ses félicitations à M. Andropov.

A Tirana, l'Agence albanaise de presse n'avait encore annoncé lundi, en fin de matinée, ni la mort de Brejnev ni l'éléction de son successeur.

Les autorités soviétiques n'ont accordé aucun visa aux journalistes étrangers qui désiraient assister aux obsèques, indiquant que seuls les correspondants accrédités à Moscou pourraient « couvrir » l'événement.

Le discours de M. Andropov

(Suite de la première page.)

En tête du cortège marchaient M^{me} Victoria Brejnev, soutenue par son fils Yuri, premier vice-ministre du Commerce extérieur, et sa fille Galina, puis les membres du bureau politique. Les officiers généraux portaient les très nombreuses décorations du défunt. Les marches funèbres succédant aux marches funèbres, le cortège s'est arrêté devant le mausolée de Lénine. Face au cercueil, ouvert selon la tradition russe, M. Andropov, entouré des membres du bureau politique, a prononcé à la tribune du mausolée l'éloge funèbre de Leonid Brejnev, dont il a promis de poursuivre « la ligne stratégique à l'intérieur comme à l'extérieur ».

Le maréchal Oustinov, ministre de la Défense, puis M. Alexandrov, président de l'Académie des sciences, un ouvrier d'élite d'une usine de Moscou, puis le secrétaire du parti de la ville natale de l'ancien secrétaire général, ont dressé la liste de ses mérites dans les domaines militaire, scientifique et économique.

Après l'hymne soviétique, le cercueil a été descendu, tandis que retentissaient vingt et un coups de canon et que toute l'activité s'arrêtait pour cinq minutes dans l'ensemble de l'Union soviétique.

On a remarqué que MM. Pelche et Kirilenko ne se trouvaient pas à la tribune du mausolée, et que l'ordre de préséance adopté situait M. Tikhonov, chef du gouvernement, à la gauche de M. Andropov, tout de suite avant M. Tchereneko, suivi

par M. Gromyko. Enfin, seuls deux membres du bureau politique ont pris la parole, M. Andropov et le ministre de la Défense, le maréchal Oustinov.

Dans son discours, M. Andropov, après avoir fait l'éloge du défunt, a notamment déclaré :

« En ce moment douloureux, faisant leurs adieux à Leonid Ilitch Brejnev, tout notre parti et son comité central affirment leur volonté d'appliquer fermement et avec esprit de conséquence la ligne stratégique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, qui a été élaborée sous l'influence bénéfique de Leonid Ilitch Brejnev (...). Le parti continuera à faire tout le nécessaire pour assurer un relèvement continu du niveau de vie du peuple, développer les fondements démocratiques de la société soviétique, consolider la puissance économique et la capacité de défense du pays, renforcer l'amitié des peuples frères de l'U.R.S.S. (...). Nous ferons tout pour consolider la cohésion de la grande communauté des Etats socialistes, l'unité des rangs des communistes du monde entier dans la lutte pour des objectifs communs et des idéaux communs. »

« Nous allons maintenant et développer notre solidarité et notre coopération avec les peuples affranchis du joug colonial, avec la lutte des peuples pour l'indépendance nationale et le progrès social. Nous se-

rons toujours fidèles à la lutte pour la paix, pour l'atténuation de la tension internationale. Dans la conjoncture internationale compliquée où les forces de l'impérialisme voudraient pousser les peuples dans la voie de la haine et de la confrontation militaire, le parti et l'Etat défendront infailliblement les intérêts vitaux de notre patrie, maintiendront une haute vigilance et seront prêts à riposter de

manière foudroyante à toute tentative d'agression. Ils redoubleront d'efforts dans la lutte pour la sécurité des peuples, renforceront la coopération avec toutes les forces de paix de notre planète. Nous sommes toujours prêts à une coopération honnête et réciproquement avantageuse sur un pied d'égalité avec tout Etat qui en manifestera le désir. »

DANIEL VERNET.

Encensoir

Il s'est vraiment attaché. Leonid Brejnev, il a escaladé les pics vertigineux du dithyrambe habituellement réservé aux membres des familles royales pour nous lancer, d'une voix toute vibrante de respect et de componction, un hymne à la gloire de Leonid Ilitch, cet amoureux de la paix, à la stature imposante, au calme sans défaut. Après la cruauté de Staline et la tourbillonnante rotundité (je cite à peu près) de ce malheureux Khrouchtchev - on ne l'aurait pas en U.R.S.S., paraît-il - le pays s'est reconnu en Brejnev.

Arrivé à ce point de son commentaire, sur des images transmises en léger défilement à la télévision, on se donne le temps de traduire les discours, Zhiroune a débarrassé à la suite du cortège sur la place Rouge, une place qui appelle la foule, a-t-il cru devoir

préciser, et sur laquelle, manque de pot, en l'absence curieuse d'ailleurs des Moscovites (on se serait cru en Egypte, à l'enterrement de Sadate), on voyait s'aligner le parterre bien rangé, tracé au cordeau, des seules notabilités.

Avant de passer la parole, sans rupture de ton, à M. Yuri Andropov, notre Héródote national a eu juste le temps de nous vanter la simplicité du disparu, la modestie de ses goûts, lui qui avait préféré, à une luxueuse datcha, le cadre spartiate d'un appartement de trois pièces à Moscou.

Leon avait pris ses précautions : il ne fallait pas voir, nous a-t-il précisé, dans le fait qu'il enlevait son chapeau devant les morts, un coup de chapeau. D'accord. Disons un coup d'encensoir. - C.S.

MOSCOU INTERDITE AUX PROVINCIAUX

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises

De notre envoyé spécial

Moscou. - Lundi, avant les obsèques, la ville paraît vide. Les deux millions de provinciaux qu'il d'ordinaire viennent tous les jours chercher dans la capitale les produits qu'ils ne trouvent pas chez eux ont été refoulés à la périphérie. Le centre est interdit à toute circulation. Seules les grosses limousines noires qui transportent les délégations officielles, traversent à vive allure les artères désertes.

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises dès la mort de Brejnev. Les autorités veulent, par souci d'ordre, éviter que ne se reproduisent les incidents qui avaient marqué la mort de Staline.

A vrai dire, la précaution semble avoir été inutile. Hors du centre, les Moscovites vaguent à leurs occupations habituelles : ce lundi n'a pas été déclaré férié, bien que les écoles aient été fermées ; des meetings de deuil se tiennent sur les lieux de travail et toute activité doit cesser pendant cinq minutes au moment de l'inhumation de Leonid Brejnev dans le petit cimetière des héros communistes, au pied du mur du Kremlin.

Mais on n'a assisté à aucun débordement d'émotion ; les passants n'ont l'air ni plus tristes ni plus sérieux qu'à l'ordinaire. Depuis des années, ils voyaient leur dirigeant suprême malade et sa mort ne les a guère surpris. Beaucoup considèrent même que cet homme diminue le pouvoir plus incertain un pays jeune et dynamique en marche vers un « avenir radieux ». Sans doute, beaucoup pensent-ils que leur sort quotidien ne sera guère affecté par sa disparition.

Pour l'instant, les dirigeants insistent, comme il se doit en pareille circonstance, sur les mérites du défunt, et ils promettent de poursuivre sa politique. Si des accents nouveaux doivent être mis, ils n'apparaîtront que progressivement. La nouvelle direction devra se mettre en place la semaine prochaine ; le bureau politique sera complété au plénum ordinaire du comité central, qui précédera, le lundi 22 novembre, la session d'automne du Soviet suprême. Cette instance paraît pour

l'instant réduite à dix membres, puisque le portrait de M. Kirilenko a disparu de l'imagerie officielle et que M. Pelche n'est pas apparu en public depuis longtemps. Ils n'étaient présents ni lors de l'anniversaire de la révolution, le 7 novembre, ni dans la délégation du bureau politique, qui a rendu un dernier hommage à Leonid Brejnev.

Le Soviet suprême devra, d'autre part, élire un président du présidium en remplacement de M. Leonid Brejnev, qui cumulait ses fonctions avec celles de secrétaire général du parti. Tout laisse à penser que les deux charges seront désormais distinctes.

Les obsèques sont l'occasion pour les dirigeants de renouveler le contact avec le monde extérieur. Les délégations étrangères devraient être reçues ce lundi après-midi au Kremlin. M. Mauroy aura notamment un entretien avec M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, et M. Chyeyson rencontrera le ministre des affaires étrangères, M. Gromyko.

Le nouveau secrétaire général du P.C. soviétique devrait également avoir des entretiens avec ses collègues des pays socialistes, mais il semble qu'aucune réunion formelle du pacte de Varsovie ne soit prévue à cette occasion.

D. V.

● M. Giscard d'Estaing a adressé, vendredi 12 novembre, un message de condoléances à l'ambassadeur d'Union soviétique à Paris, à la suite du décès de Leonid Brejnev : « J'ai constaté l'attachement de M. Leonid Brejnev à la paix et son désir d'éviter que l'Europe ne connaisse à nouveau une guerre semblable à celle dont il avait mesuré lui-même l'horreur. Je garde le souvenir de l'impulsion et de l'attention soutenue qu'il a apportées au développement des relations et de la coopération entre l'Union soviétique et la France. Du caractère du peuple russe, il partageait la simplicité et la chaleur dans les rapports personnels », écrit l'ancien président de la République.

La liste des délégations

Voici la liste des personnalités étrangères qui ont assisté, d'après les informations parvenues en fin de matinée, aux obsèques de Leonid Brejnev.

Afghanistan : président Babrak Karmal.

Algérie : M. Mohamed Cherif Messadia, membre du bureau politique du F.L.N.

République démocratique allemande : président Honecker.

République fédérale d'Allemagne : président Carsten, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Genscher.

Angola : président José Eduardo Dos Santos.

Argentine : M. Julio Martinez Vivot, ministre de la Défense.

Autriche : président Rudolf Kirchschlaeger, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Pahr.

Bangladesh : général Mahub Ali Khan, chef-administrateur adjoint de la loi maritale.

Belgique : M. Martens, premier ministre.

Bénin : M. Vilon Guézo, vice-président de la République.

Bulgarie : président Jivkov.

Cambodge : M. Heng Samrin, chef du gouvernement.

Canada : M. Trudeau, premier ministre.

Chine : M. Huang Hua, ministre des affaires étrangères.

Chypre : président Kyprianou.

Congo : président Denis Sassou Nguesso.

Corée du Nord : M. Pak Sencher, vice-président de la République.

Cuba : M. Fidel Castro, président du Conseil d'Etat.

Danemark : prince consort Henryk, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Elleman-Jensen.

Egypte : M. Salem, secrétaire de la présidence.

Espagne : M. José Pedro Perez-Llorca, ministre des affaires étrangères.

Etats-Unis : le vice-président M. Bush, accompagné du secrétaire d'Etat, M. Shultz.

Finlande : président Kalvita.

France : M. Mauroy, premier ministre, accompagné du ministre des relations extérieures, M. Chyeyson, de M. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, et de M. Hubert Védrine, conseiller à l'Elysée.

Grande-Bretagne : M. Pym, secrétaire au Foreign Office.

Grèce : M. Papandréou, premier ministre.

Guinée : M. Louis Lansana Beavogui, premier ministre.

Hongrie : président Pal Losonczy, M. Kadar, chef du parti socialiste ouvrier hongrois.

Inde : M^{me} Gandhi, premier ministre.

Indonésie : le vice-président, M. Malik.

Irak : le vice-président, M. Taha Yasser Ramadan.

Irlande : président Hillery.

Italie : M. Fanfani, président du Sénat, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Colombo.

Japon : M. Suzuki, premier ministre.

Jordanie : M. Mudar Badran, premier ministre.

Kenya : M. Robert Ouko, ministre des affaires étrangères.

Koweït : M. Abdul Aziz Hussein, ministre des affaires étrangères.

Laos : président Souphanouvong.

Les précédents : Lénine, Staline et Khrouchtchev

Lénine, malade depuis longtemps, mourut à Gorki le 21 janvier 1924. Il avait cinquante-trois ans. Dès le lendemain de sa mort, son corps fut embaumé puis exposé à la Maison des syndicats - ex-Club de la noblesse - non loin de la place Rouge, là même où a été exposée la dépouille de Leonid Brejnev. Après cinq jours de deuil, le corps de Lénine fut transféré en grande pompe sur la place Rouge où avait été construit à la hâte un mausolée en bois. Ce n'est que six ans plus tard que le mausolée actuel, imposante bâtisse faite de granit, de marbre et de porphyre, et d'où les dirigeants assistent à toutes les grandes fêtes, fut construit. Pendant la guerre, le corps de Lénine fut momentanément enlevé du mausolée et transporté à l'arrière pour qu'il ne tombe pas aux mains des ennemis.

C'est officiellement le 5 mars 1953, à soixante-quatre ans, que Staline mourut dans sa datcha, non loin de Moscou. Son deuil dura trois jours et son corps fut aussi embaumé et exposé à la Maison des syndicats. Le 9 mars, alors que des centaines de milliers de personnes avaient envahi Moscou pour manifester leur émotion, le corps de Staline fut installé dans le mausolée, à côté de celui de Lénine. Peu après, le ferveur de la foule se transforma en hystérie collective et de nombreuses personnes moururent étouffées. L'évaluation des victimes varie beaucoup - d'une dizaine à cinq cents selon les historiens Heller et Nekrich (1).

C'est en 1961 que Khrouchtchev fit retirer du mausolée la

dépouille de Staline et effacer son nom sur le fronton du bâtiment. Le corps du dictateur fut alors mis dans une tombe située entre la mausolée et le mur du Kremlin. Un peu plus tard, un buste fut érigé sur la tombe, qui existe toujours. C'est la même formule qui a été adoptée pour Leonid Brejnev (2).

Le dernier numéro soviétique, Nikita Khrouchtchev, est mort alors qu'il avait été renversé depuis sept ans. Il n'eut donc droit ni à des obsèques officielles ni à la place Rouge, mais fut enterré à la va-vite dans le cimetière de l'ancien couvent de Novo-Dievitchi, à la périphérie de Moscou. Aucun responsable soviétique n'assista à la cérémonie et l'éloge funèbre fut prononcé par son fils. Plus tard, la tombe de Khrouchtchev fit l'objet de luttes sourdes opposant « révisionnistes » aux autorités. A plusieurs reprises, les autorités interdirent l'accès de Novo-Dievitchi au public, pour éviter des commémorations. Pendant plusieurs années, elles s'opposèrent aussi à l'installation sur la tombe d'un monument dû au sculpteur Nievestny, aujourd'hui exilé en Occident.

(1) L'Utopie au pouvoir, chez Calmann-Lévy.

(2) Il existe deux « classes » d'enterrement sur la place Rouge : ou bien le corps est incinéré et l'urne contenant les cendres placée dans le mur du Kremlin comme cela fut fait pour Kossyguine, John Read, Gagarine, Gretchko ; ou bien le corps est placé dans une tombe creusée entre le mausolée et le mur, comme ce fut le cas pour Soultov par exemple.

Liban : M. Ibrahim Halaoui, ministre de l'Economie.

Libye : colonel Mouammar Khadhafi, guide de la révolution.

Malie : M^{me} Agata Barbara, présidente.

Maroc : le prince héritier Sidi Mohamed.

Mongolie : le président et secrétaire du parti, M. Tsendenbal.

Nicaragua : M. Daniel Ortega, chef de la junte sandiniste.

Nigéria : le vice-président, M. Alex Ekwueme.

Norvège : le prince héritier Harald, M. Kaare Willoch, premier ministre.

Ouganda : le vice-président, M. Paul Muwanga.

Pakistan : président Zia Ul Haq.

Pays-Bas : le premier ministre adjoint, M. Geijsber Van Aardene.

Philippines : M^{me} Marcos, femme du chef de l'Etat.

Pologne : président Jablonski, le général Jaruzelski, secrétaire général du parti ouvrier unifié polonais, M. Czyzek, membre du bureau politique.

Portugal : M. Vasco F. Pereira, ministre des affaires étrangères.

Roumanie : président Ceausescu.

Sierra-Leone : le premier vice-président, M. Sorie Ibrahim Koroma.

Suède : M. Palme, premier ministre.

Syrie : président Ali Assad.

Tanzanie : vice-président Aboud Jumbe.

Tchécoslovaquie : le président et secrétaire du P.C., M. Husak.

Tunisie : M. Mohamed Chaker, ministre de la justice.

Turquie : M. Bulend Ulsu, premier ministre, et M. Ilter Turkmen, ministre des affaires étrangères.

Venezuela : M. José Alberto Zambrano, ministre des affaires étrangères.

Vietnam : président Truong Chinh.


Yémen du Sud : président Ali Nasser Mohamed.

Yougoslavie : président Petar Stambolic, MM. Ribicic, président de la Ligue des communistes yougoslaves, et Lazar Mojsov, ministre des affaires étrangères.

Zimbabwe : président Canaan Banana.

Les Nations unies ont d'autre part représentées par leur secrétaire général, M. Perez de Cuellar.

Romanees sans paroles.



Yves Navarre

romanees sans paroles

Navarre

"Yves Navarre, avec une nuance de provocation, montre qu'en dépit parfois de nos affirmations la liberté passe par des attachements multiples. Et cet amour-là n'est pas comptable." Alain Poirwin. 240 pages, 60 F.

Flammarion

EUROPE

U.R.S.S.

Doyen des membres du bureau politique, M. Pelche serait mort

Des rumeurs persistantes à Moscou font état de la mort de Arvid Pelche, doyen des membres du bureau politique. Cette nouvelle n'a toutefois pas été officiellement confirmée. Il est possible que les autorités attendent la fin des funérailles de Brejnev pour signaler le décès d'un autre membre de la direction suprême.

Selon d'autres rumeurs, un proche parent de M. Kirilenko serait passé à l'Ouest depuis quelque temps, ce qui expliquerait la disgrâce de cet ancien dauphin de Brejnev. A Londres, les autorités ont démenti les affirmations du correspondant à Moscou du Sunday Telegraph selon lequel, le fils de M. Kirilenko, un scientifique, âgé d'une cinquantaine d'années, aurait demandé l'asile politique en Grande-Bretagne alors qu'il était membre d'une délégation soviétique. Selon d'autres sources, ce ne serait pas le fils, mais le gendre de M. Kirilenko qui aurait fait défection.

Si ces nouvelles sont confirmées, le bureau politique aurait perdu quatre membres depuis le début de l'année : Soultov, Brejnev et Pelche, décédés, M. Kirilenko en disgrâce. L'instance suprême comprendrait donc actuellement dix membres titulaires et huit membres suppléants.

Un des derniers dirigeants ayant participé à la révolution d'Octobre

Né en 1899 dans la région de Bausk, en Lettonie, Arvid Yanovich Pelche était le vétéran des membres du bureau politique et le dernier représentant de la direction suprême des communistes qui participèrent à la révolution d'Octobre. Il adhéra au parti en 1915. Après l'effondrement d'une première et éphémère République soviétique de Lettonie, il se fixa en Russie. Il servit dans l'armée de 1918 à 1929, puis il suivit à Moscou les cours de l'Institut des professeurs rouges. De 1933 à 1940, il prit la direction du département politique d'une ferme d'Etat au Kazakhstan, et exerça les mêmes fonctions à Moscou au commissariat du peuple (ministère) pour les soviètes.

Après l'annexion de la Lettonie par l'Union soviétique en juillet 1940, il revint dans son pays natal, mais dut faire retraite un peu plus tard au moment de l'invasion allemande et rentrer en U.R.S.S.

En 1944, il put enfin revenir pour de bon en Lettonie. Rapidement, il devint un des principaux dirigeants du parti dans cette république : membre du secrétariat en 1949, l'année même où il devint pour la première fois député au Soviet suprême, membre du bureau politique en 1954, second secrétaire en 1959 et premier secrétaire en 1959.

Sa promotion fut la conséquence d'une crise aiguë à l'intérieur du parti communiste de Lettonie. Les dirigeants qui demandaient que les intérêts économiques de cette république fussent davantage pris en considération connurent la disgrâce. En revanche, M. Pelche, lui, avait été le début, pris vigoureusement position contre les nationalistes bourgeois.

Elu membre du Comité central au vingt-deuxième congrès en octobre 1961, il atteignit le sommet de sa carrière en 1966. Cette année-là, il devint en même temps membre du bureau politique et président du

Selon sa mère ANATOLE CHTCHARANSKI SERAIT ALIMENTÉ DE FORCE

Moscou (A.F.P.). - Le dissident juif soviétique Anatole Chtcharanski, qui a entamé le 27 septembre une grève de la faim pour protester contre ses conditions de détention, est « alimenté de force » sur décision des autorités pénitentiaires, a affirmé vendredi 12 novembre sa mère, Mme Ida Milgrom.

Elle a indiqué qu'elle avait fait une nouvelle démarche auprès du comité central du P.C.U.S. dans l'espoir de rendre visite à son fils. Elle n'a pas vu celui-ci depuis le 4 janvier dernier, à la prison de Tchistopol où il est actuellement détenu.

Chtcharanski, condamné en 1978 à treize ans de prison pour « trahison et espionnage », avait entamé sa grève de la faim pour protester contre l'interdiction qui lui est faite de correspondre avec sa famille et ses amis. Ce droit pourtant reconnu par la Constitution soviétique.

LIVRES
POLONAIS
et livre français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 326-51-09

Pologne

Le retour à Gdansk de M. Walesa

(Suite de la première page.)

L'abbé Jankowski, son confesseur et l'un des hommes aussi qui assurèrent la liaison entre l'épiscopat et « Lech », essaie d'expliquer qu'il est trop fatigué pour prendre la parole.

Vaine tentative : et quatre premières phrases tombent de la fenêtre : « Je ne vais pas vous parler longtemps, car je n'ai pas utilisé ma voix depuis un an. Je vous remercie tous pour votre fidélité et votre dévouement. Je resterai à coup sûr indépendant. Il n'y a aucune force qui puisse nous diviser. » Un tonnerre d'applaudissements l'interrompt.

L'hymne national retentit : chacun a compris qu'il a commencé par balayer tous les doutes qu'avait pu faire naître la soudaineté de l'annonce de sa libération.

A vrai dire, ici, dans cette foule, on refusait même de se poser la moindre question : « Impensable, répondait samedi avec indignation une mère de famille, qu'il ait pu se faire embobiner, et si je le pense, je ne serais pas là ! » Parmi les militants clandestins, en revanche, on cachait mal une certaine angoisse, et pour quelques-uns même à Varsovie, la cause était entendue : il avait « trahi ».

Au-dessus de sa fenêtre, une banderole proclamait : « Lech, la nation t'a fait général. » Des drapeaux polonais ont été accrochés à la façade. M. Walesa poursuit : « Dans ma conduite future, je serai courageux mais raisonnable. Nous allons gagner : il ne peut y avoir de discussion là-dessus. J'aurai des conversations et j'agirai - pas à genoux, mais raisonnablement. Vous pouvez en être sûrs. »

A peu près au même moment, l'agence PAP diffuse un communiqué annonçant le retour à Gdansk, expliquant que « Lech Walesa est un homme libre et qu'il peut décider lui-même ce qu'il souhaite faire de sa vie ». « Dans ce contexte, ajoute l'agence, il est difficile de comprendre que la presse occidentale ait parfois présenté comme inévitable une rencontre et des conversations entre le général Jaruzelski et Lech Walesa. L'ex-dirigeant de l'ex-Solidarité est maintenant une personne libre. »

On ne saurait être plus clair ni mieux confirmer ce que l'on martelait officiellement depuis samedi à Varsovie : que cette libération n'annonce aucune négociation. Première hypothèse donc : M. Walesa entend, envers et contre tout, marquer qu'il est, lui, partisan d'un compromis politique que les autorités, elles, écartent, après avoir seulement voulu, profitant de l'échec de la grève du 10 novembre, pouvoir répondre à

un accord correct et équitable. « Tout le monde parle d'entente, lit-on encore, aussi bien le gouvernement que moi-même, mais il y a quelque chose qui ne va pas, car nous sommes incapables de nous comprendre. »

Bien sûr, une seconde fuite incontrôlée fait état d'autres phrases dans le cours de cette interview, qui aurait duré quarante-cinq minutes au total, et dans lesquelles M. Walesa déclare se considérer toujours comme le dirigeant du mouvement ouvrier polonais et n'envisager à ce titre de conversation qu'avec le général Jaruzelski. Vrai ? Faux ? On l'ignore aussi, mais, vendredi soir, la télévision présente la libération comme effective sans pour autant que l'on voie apparaître M. Walesa.

Samedi, alors qu'on annonce à nouveau officiellement qu'il est libre, mais cette fois-ci depuis le matin même seulement, il demeure toujours introuvable. Le soir, nouveau raté : PAP donne en flash le retour à Gdansk comme accompli. Ce n'est pas le cas, et la nouvelle est mise sous embargo, puis annulée : « Malentendu », dit-on. Dimanche après-midi, enfin, les autorités de Gdansk font savoir au clergé de la ville que le retour est « reporté », avant qu'il n'ait bien lieu dimanche soir.

« Je vous reste fidèle »

« La télévision a-t-elle diffusé mon interview ? », demande de prime abord à la foule M. Walesa, qui aurait pourtant dû savoir qu'il n'en était rien, puisque, arrivé dans la même voiture que le père Jaruzelski, il avait eu tout le temps de lui poser la question. Manière de faire savoir qu'un conflit s'était produit ? Pas de réponse là non plus, et laissons donc parler cet homme qui l'aurait, en tout état de cause, été difficile de garder désemparé après avoir annoncé sa libération.

« Tous les jours et dans tous les moments, poursuit-il, en évoquant ses mois d'internement, j'étais avec vous. Je voulais que tout aille dans la direction que nous avions tracée. Je ne quitterai pas cette voie, pas plus que je n'abandonnerai les idées que nous avons définies en août. » - Je veux de nouveau, il y a quelques instants, ajoute-t-il, mon ordre de libération. J'ai été isolé pendant plus d'un an et je suis maintenant d'un peu de temps, de quelques jours, pour y voir plus clair et m'orienter dans cette situation. Je vous demande de me les accorder en faisant preuve de pa-

Italie

LA FIN D'UNE EXPÉRIENCE DE GOUVERNEMENT « LAIC »

M. Spadolini a confirmé la démission de son cabinet

Rome. - Tirant les conclusions d'un débat au parlement qui, à ses yeux, « n'a pas apporté de motif pour modifier ou corriger les décisions prises collectivement par le gouvernement », M. Spadolini a confirmé samedi 13 novembre la démission de son cabinet sans demander un vote de confiance. Le président de la République a, selon la formule consacrée, pris acte de cette décision et commence ce lundi au premier tour de consultations avec les partis pour désigner la personnalité chargée de former le nouveau gouvernement.

Après les atermoiements de ces derniers jours au cours desquels le gouvernement n'en finissait pas de tomber, et le coup de théâtre de M. Spadolini et le renouveau devant les Chambres, la quarante-troisième crise de l'histoire de la République italienne s'est donc formellement ouverte.

Cette crise présente l'originalité de mettre fin à un gouvernement qu'à une expérience : celle du premier cabinet « laïc » (c'est-à-dire non dominé par des démocrates-chrétiens). Elle est en outre grosse d'incertitudes : les partis ne semblent en effet pas être préparés à une crise, latente certes, étant donné la paralysie de plus en plus évidente du second cabinet Spadolini face notamment à une situation économique et sociale des plus graves et dont l'origine reste un fait mineur (une algarade par journaux interposés entre deux ministres).

En demandant à M. Spadolini, démissionnaire dès le 11 novembre, de se présenter devant les Chambres, M. Pertini espérait peut-être éviter la chute du gouvernement. Il voulait surtout que celle-ci, si elle devait advenir, se produise sur des bases claires. Le débat au parlement a en fait mis en lumière le désaccord entre démocrates-chrétiens et socialistes, les deux principales composantes de la majorité.

En ne recourant pas à un vote de confiance, M. Spadolini a évité l'apparition au grand jour des divergences entre démocrates-chrétiens et socialistes, ce qui aurait rendu quasi inévitables des élections anticipées. Il s'agit cependant que ces

De notre correspondant

deux partis qui au parlement se sont contents de prendre acte de la fin d'une expérience « n'ont avancé aucune proposition concernant une éventuelle entente future.

Les ambitions socialistes

En substance, les démocrates-chrétiens apparaissent favorables à un gouvernement capable de durer jusqu'à la fin de la législature (dix-sept mois). Les socialistes souhaitent une formule limitée dans le temps et sur le programme, afin de gérer le pays jusqu'à des élections anticipées. Dans ces conditions, ils ne feraient pas d'objection à ce que la direction du gouvernement revienne à un démocrate-chrétien.

Dès l'avènement du gouvernement Spadolini, le P.S.I. n'a jamais caché son espoir de le remplacer. Toutes les tentatives de crise suscitées par des socialistes se sont cependant brisées sur la persévérance de M. Spadolini et la vigilance du président de la République. Aujourd'hui le P.S. obtient ce qu'il cherchait. Mais il ne s'agit pas de faire de faux pas.

Or, la situation des socialistes est d'autant plus délicate qu'en août ils ont déjà provoqué une crise du premier gouvernement Spadolini mais ont dû faire marche arrière : le cabinet Spadolini bis n'a comporté aucun changement et ils n'ont obtenu que l'inscription de réformes institutionnelles au programme. Vis-à-vis de leur électorat, alors que les P.S. français et espagnols sont au pouvoir, les socialistes italiens apparaissent les artisans d'une nouvelle crise dont il n'est pas évident qu'ils puissent tirer parti. D'autant moins qu'ils ont en face d'eux une démocratie chrétienne dont, comme l'écrit *La Stampa*, « rend le vieil orgueil ».

Cette première dissonance entre D.C. et P.S. se conjugue peut-être avec des fractures plus profondes que ne laissent guère pressager de la survivance de la majorité à ce point : le parti républicain, la formation de M. Spadolini, qui, au parlement, a critiqué de manière acerbe l'attitude

de ses anciens alliés, émet de sérieux doutes sur la possibilité de la réconciliation.

L'opposition communiste a beau jeu de montrer les limites de l'« alternative laïque » qui, pour l'U.D.C., conclut l'expérience des cabinets fondés sur une large majorité et excluant les communistes. Tout en ménageant des ouvertures en direction du P.S. dont les ministres n'ont pas fait preuve « d'initiatives négatives », souligne M. Napolitano, chef du groupe communiste à la Chambre, le P.C.I. relance son projet d'un gouvernement « différent ».

Au-delà des manœuvres partisans auxquelles elle donne lieu, la chute du cabinet est plus qu'une anecdote dans l'histoire d'une République caractérisée par l'instabilité gouvernementale. L'accession au pouvoir du premier chef de gouvernement laïc marquait une tentative de renouveau véritable : après la période d'union nationale où le P.C., sans faire partie de la majorité gouvernementale, n'était pas moins à la Chambre l'une des composantes de la majorité parlementaire, ce fut après les élections de 1979 le début de l'expérience d'une alliance à cinq excluant les communistes.

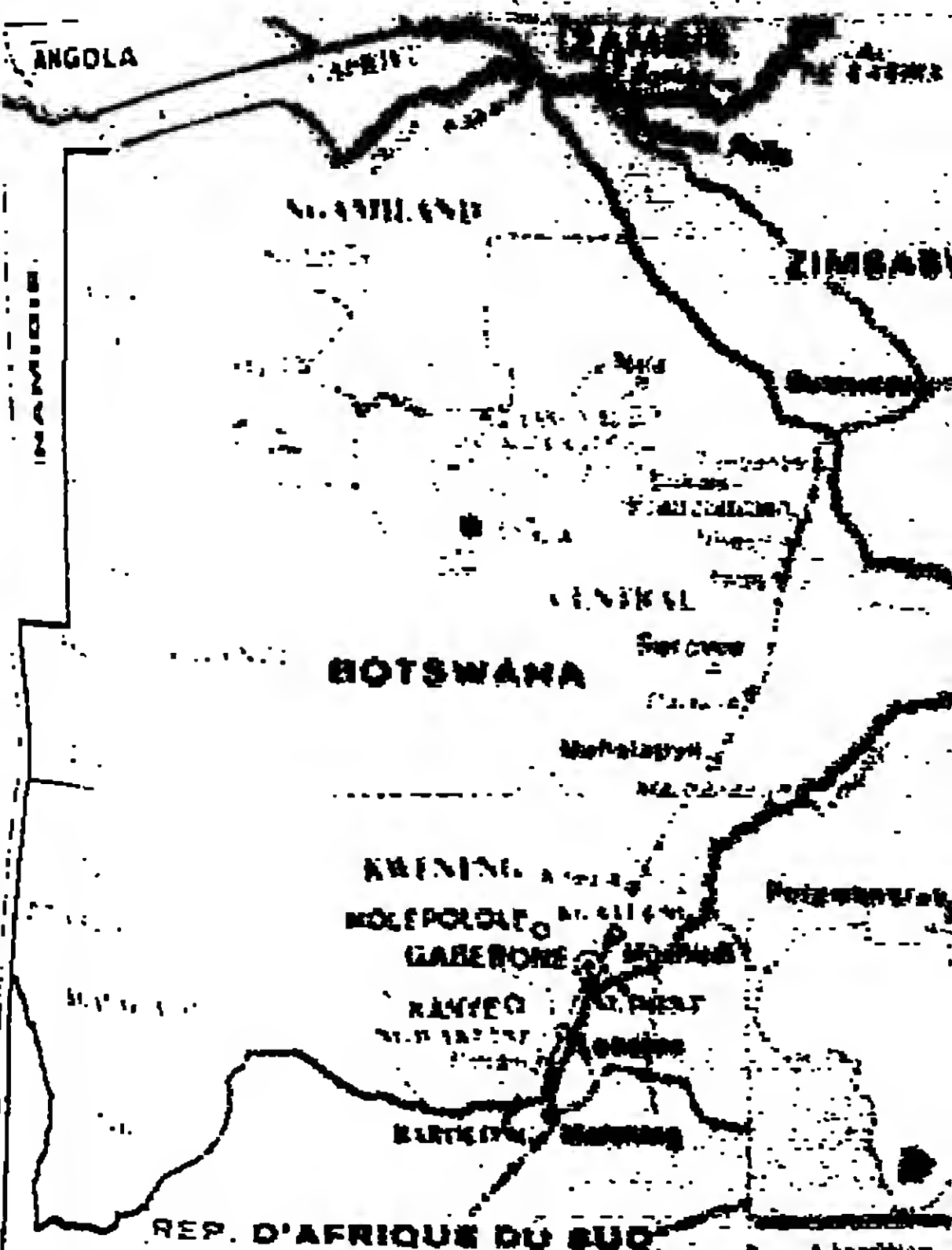
Philippe PONS.

La visite du président

Un pays fra

Arrivé dimanche à l'aube pour une visite officielle de travail, le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a été reçu à l'aéroport de Gaborone par le président de la République, M. Seretse Khama. Les deux chefs d'Etat ont été accueillis par une foule enthousiaste. M. Giscard d'Estaing a ensuite visité le palais présidentiel et a eu une audience avec le premier ministre, M. Seretse Khama. La visite se poursuivra demain à Gaborone.

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a été reçu à l'aéroport de Gaborone par le président de la République, M. Seretse Khama. Les deux chefs d'Etat ont été accueillis par une foule enthousiaste. M. Giscard d'Estaing a ensuite visité le palais présidentiel et a eu une audience avec le premier ministre, M. Seretse Khama. La visite se poursuivra demain à Gaborone.



contentieux entre les deux républiques, de ce fait, très lourd.

A Gaborone, les milieux politiques, plusieurs centaines de haut rang et de hauts fonctionnaires ont accueilli le président de la République, M. Giscard d'Estaing, et ont exprimé leur espoir de voir à l'adoption d'une ligne « dure » à l'égard de Pretoria. Le président de la République, M. Giscard d'Estaing, a ensuite visité le palais présidentiel et a eu une audience avec le premier ministre, M. Seretse Khama. La visite se poursuivra demain à Gaborone.

En septembre 1980, quand Royall-Union accorda l'indépendance au protectorat du Bechuanaland, le gouvernement de la République d'apartheid de l'Afrique du Sud avait refusé de reconnaître le nouveau pays. M. Giscard d'Estaing a ensuite visité le palais présidentiel et a eu une audience avec le premier ministre, M. Seretse Khama. La visite se poursuivra demain à Gaborone.

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a été reçu à l'aéroport de Gaborone par le président de la République, M. Seretse Khama. Les deux chefs d'Etat ont été accueillis par une foule enthousiaste. M. Giscard d'Estaing a ensuite visité le palais présidentiel et a eu une audience avec le premier ministre, M. Seretse Khama. La visite se poursuivra demain à Gaborone.

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE
CONFIRMÉE DEPUIS 1953
Préparations complètes
au diplôme d'Etat de
L'EXPERTISE COMPTABLE
C.P.E.C.F.
Certificat Préparatoire
aux Etudes Comptables
et Financières
D.E.C.S.
trois certificats
(Novembre à juin)
CENTRE TOLBIAC
83, av. d'Italie - 75013 PARIS
Tél. : 585.59.35 +

LIVRES
POLONAIS
et livre français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 326-51-09

lentilles de contact souples
C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.
Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si perméables à l'air et à l'eau, qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ de vision normal et une correction parfaite.
Ysopie
80, bd Malesherbes
75008 Paris Tél 563 85.32
Venez vite faire un essai
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Depuis un an, le monde a changé.
Découvrez le nouvel
ETAT DU MONDE
1982
Annuaire économique et géographique mondial
Par 83 spécialistes, un panorama complet des grands événements de l'année écoulée et des 163 États de la planète
129 articles de fond, 157 tableaux statistiques, 80 bibliographies, 40 cartes, 800 adresses utiles
★ 40 000 exemplaires vendus de l'édition 1981
François Maspero 68 F, 640 pages. Format de poche, relié

5021111111

DIPLOMATIE

La visite du président du Botswana à Paris

Un pays frappé par la récession

De notre envoyé spécial

Arrivé dimanche à Paris pour une « visite officielle de travail » de trois jours, le président Quett Masire du Botswana est l'hôte à déjeuner, ce lundi 15 novembre, de M. Mitterrand. Premier président du Botswana à être reçu officiellement en France, il rencontrera plusieurs membres du gouvernement et se rendra mardi à Lyon pour y visiter l'Institut Mérieux ainsi que des usines agricoles. Le successeur de Sir Seretse Khama, décédé voilà deux ans et demi, nous a déclaré dimanche soir qu'il comptait sur sa visite pour développer — sur le plan commercial notamment — la coopération franco-botswanaise, très hautes jusqu'à présent.

Gaborone. — Ville ouverte, sous-préfecture du désert, Gaborone est la capitale d'un jeune État, grand comme la France, couvert aux trois quarts de sable brûlant, peuplé d'un million seulement d'habitants, à la fois havre de paix dans une région turbulente, haut lieu de la liberté d'expression, surbrasse africaine de la démocratie où affluent les contestataires de l'apartheid, mais aussi otage et soupape de sécurité de l'Afrique du Sud.

A l'instar de son illustre prédécesseur, Sir Seretse Khama, décédé en juillet 1980, le président Masire ne mâche pas ses critiques contre l'apartheid. Comme lui, il souhaite éviter à son pays « le sort du Liban ». Les « Palestiniens de l'A.N.C. », comme on appelle parfois ici les militants du Congrès na-

l'invasion de la République ». Mais chacun reconnaît dans le même souffle, avec les diplomates américains et chinois, que la capitale de ce pays sans détenus politiques constitue le « meilleur poste d'observation en Afrique australe ». Le gouvernement refuse désormais les bourses offertes aux jeunes Botswana pour aller étudier à Moscou. « Ils nous retiennent incollables sur les œuvres de Marx, mais irréconciliables pour l'agriculture », pense un haut fonctionnaire à l'éducation.

Un sentiment anti-sud-africain se développe rapidement dans la jeunesse des trois grandes villes du pays (Gaborone, 100 000 habitants, Francistown, 35 000, et Selebi Phikwe, 35 000). Les réfugiés politiques de Soweto, dont certains sont devenus enseignants ici, n'y sont pas étrangers. Mais c'est Pretoria elle-même qui, par ses empiétements, selon un journaliste de la radio gouvernementale, nourrit les inimitiés. « Si l'Afrique du Sud, explique-t-il, s'abstenait de survoler notre territoire sans autorisation (violation), si son armée stationnée dans la partie namibienne de la bande de Caprivi n'avait pas la détente un peu trop facile, si ses agents spéciaux n'enlevaient pas, sous notre nez, des réfugiés chez nous, si, enfin, ces mêmes barbouzes n'étaient pas de corrompre nos fonctionnaires, alors, peut-être, sans être amicales, nos relations d'État à État seraient-elles meilleures. » Le

porte non moins régulièrement. Quand l'illustrateur chef meurt le 13 juillet 1980, c'est la douche froide. Comme par magie, sa disparition sonne le glas de la prospérité. Sur les marchés internationaux, les cours des minerais s'effondrent. Pour comble de malheur, la pluie refuse obstinément de tomber. Le président Masire doit lancer, en avril 1982, un appel désespéré à l'extérieur. Des organisations internationales et plusieurs pays occidentaux et arabes lui répondent, mais le mal est fait. Les récoltes de sorgho et de maïs, substances de base de l'alimentation des ruraux, ont diminué des trois quarts. Plus de deux cent cinquante mille têtes de bétail (deux cent mille en 1981) devront passer à l'abattoir. Les recettes d'exportation de viande (10 % des ventes à l'étranger) augmenteront certes d'autant, mais ne compenseront pas le manque à gagner causé par la mévente et la chute des cours du diamant.

Devenu le quatrième producteur mondial, le Botswana est contraint de stocker une partie des 5 millions de carats tirés du sol en 1981 (on en attend bientôt le double, soit autant que l'Afrique du Sud). Le reste, écoulé sur les marchés par la De Beers sud-africaine qui détient le monopole national de la production, est vendu en moyenne 20 % moins cher. Conséquence quasi immédiate car les diamants comptent pour 60 % des exportations, la balance des paiements, excédentaire de 1975 à 1980, se retrouve déficitaire de 65 millions de dollars, et le déséquilibre risque de s'aggraver cette année. Le budget de l'État est bien sûr touché. En mai, la pula nationale est dévaluée de 10 % (1 pula vaut environ 7 francs français), les salaires des fonctionnaires sont bloqués, et le gouvernement envisage d'introduire la T.V.A.

Pour la première fois depuis l'indépendance, le niveau de vie des Botswana — du nom de l'ethnie — se détériore. En dépit des limites imposées par le gouvernement, l'exode rural, ajouté à une démographie galopante (la moitié de la population, qui a presque doublé en douze ans, a moins de quinze ans), vient, du fait de la sécheresse, dangereusement grossir, aux abords mêmes de la capitale, la masse déjà nombreuse des chômeurs. L'industrie naissante n'est en mesure de créer que sept à huit mille emplois par an. Il en faudrait cinq fois plus. Le gouvernement parviendra-t-il à contenir le mécontentement qui couve ? Les projets de développement ne manquent pas, mais beaucoup, comme le chemin de fer du Kalahari, sont encore lointains, voire aléatoires.

Un jeune général

Sur le plan politique, même en s'appuyant sur les sans-emploi, les étudiants et un mouvement syndical qui se développe, le principal parti d'opposition, le Botswana National Front, n'a apparemment aucune chance de vaincre — aux élections de 1984 — une formation gouvernementale qui, dans l'esprit de l'immense majorité des citoyens, demeure le « parti du chef », fondé par Seretse Khama (1). Toutefois, alors que l'ancien président appartenait à la maison royale des Bamangwato, ethnique dominante du Botswana, M. Masire ne dispose pas de cet atout. Le petit peuple le lui a rappelé par quelques manifestations, en mai, lorsqu'il fut décidé, un peu maladroitement, de retirer les portraits officiels de Seretse Khama et de remplacer son effigie par celle de son successeur sur les billets de banque.

« Au temps de la prospérité, personne n'aurait sans doute protesté, observe, à ce propos, un diplomate étranger, mais depuis la disparition de Seretse Khama, le grand unificateur », les différences ethniques semblent reprendre force. L'unité réalisée par le premier des Khama pourrait-elle être menacée par le fils de l'illustre disparu, le « brigadier Ian » ? Il n'a, semble-t-il, aucune intention de semer la gangrène du tribalisme. « Mais cela ne veut pas dire qu'il renoncera à utiliser sa position ethnique pour réaliser ses ambitions », murmure-t-on. Le jeune général, héritier en titre du trône bamangwato, commandant en second des Botswana Defense Forces, est respectueux du devoir de réserve imposé par sa fonction et s'exprime peu. Il est austère, intraverti et énigmatique. Les seuls colares qui lui sont attribués sont dirigés contre Pretoria. Parce qu'il s'est rendu à Moscou pour parapher l'accord sur les armes et qu'il justifie l'influence soviétique dans la région par le soutien qu'elle apporte aux mouvements de libération, on le présente parfois comme l'« homme de l'U.R.S.S. ».

Son entourage nie qu'il soit marxiste et lui-même se déclare « farouchement attaché à la démocratie ». Celle-ci le récompenserait-il de cet hommage s'il décidait de solliciter ses faveurs ? Même parmi ses parti-



tional africain, pourchassés en Afrique du Sud, sont les bienvenus à Gaborone. Mais sans armes. Ceux qui ne respectent pas le contrat et se livrent au terrorisme à partir du Botswana sont parfois renvoyés à Pretoria. Le mouvement de libération dispose d'un bureau officiel dans la capitale, et ses éléments circulent à leur guise. Mais, « pour leur propre sécurité », et sans doute aussi pour celle de leurs hôtes, environ deux cents réfugiés de l'A.N.C. ou du rival Pan African Congress (PAC) sont cantonnés dans un camp, à 600 kilomètres au nord de la capitale et de la frontière sud-africaine.

Dukwe, village d'exilés enfoui sous les sables, est sans doute le plus cosmopolite des camps de réfugiés de toute l'Afrique. Outre deux cents Sud-Africains, dont la moitié sont assignés à résidence, il y a là deux cent cinquante Anglais anti-marxistes, une centaine de Namibiens, une trentaine d'opposants à la dictature du Lesotho et quelques dizaines d'exilés venus du non moins dictatorial Malawi. Au-delà des tentes, dans de petites maisons en dur, une centaine de Zimbabwéens s'affairent. Ceux-là sont les derniers des vingt mille qui, en 1977, avaient fui la Rhodésie blanche de Ian Smith. En dépit de la victoire de M. Mugabe, ils souhaitent rester à Dukwe, camp bien géré par le gouvernement, le haut commissariat aux réfugiés de l'ONU et l'Eglise luthérienne.

La presse africaine de Pretoria parle, à propos du Botswana, du « Cuba de la République Sud-Africaine ». Quand le pays achète des armes à Moscou, le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan, dénonce « l'ouverture d'un second front (après l'Angola) contre l'Afrique du Sud ». « C'est tout simplement les Soviétiques qui nous faisaient les meilleures conditions », réplique le président Masire. Quand l'ambassade soviétique accroit jusqu'à une trentaine son personnel à Gaborone, la presse africaine voit surgir « deux cents communistes prêts à organiser

contentieux entre les deux régimes est, de ce fait, très lourd.

A Gaborone, les milieux universitaires, une bonne partie de l'intelligentsia politique, plusieurs militaires de haut rang et certains « amis » étrangers incitent le pouvoir à adopter une ligne « plus dure » à l'égard de Pretoria. Jusqu'à présent, le président Quett Masire a su résister à ces appels qui, jusque dans son propre parti, condamnent la « tolérance » gouvernementale à l'égard des capitaux sud-africains et réclament une plus grande africanisation de l'enseignement dans les services publics et privés. Si le président, dépourvu du charisme de son prédécesseur, bénéficie du respect général, il n'est pas un chef populaire « à l'africaine ». Sa relative modération envers Pretoria, avec la dégradation de la situation, est l'un des meilleurs atouts de ses adversaires.

En septembre 1966, quand le Royaume-Uni accorde l'indépendance au protectorat du Bechuanaland, personne ne parierait une livre sur l'avenir économique de ce désert peuplé par quelques centaines de milliers de petits paysans plus ou moins nomades. Mais les diables sont avec ce qui deviendra bientôt le Botswana. Sous la terre apparemment morte gît un fabuleux trésor de diamants, de cuivre, de nickel et de charbon. Le pays ne tarde guère à quitter le groupe des dix pays les plus pauvres du monde.

Au pouvoir, servi par une chance insolente, une personnalité hors du commun et un vice-président dévoué et intelligent, qui lui succédera un jour, M. Quett Masire, Sir Seretse Khama, fait des merveilles. Entre 1969 et 1979, le P.N.B. est multiplié par dix. De 1970 à 1978, la croissance réelle de l'économie atteint 13,2 % l'an, la plus rapide du continent. Les habitants sont bientôt scolarisés à 90 % et assurés d'un niveau sanitaire satisfaisant. Démocrate convaincu, Sir Seretse Khama suscite régulièrement des élections générales que son parti, le Botswana Democratic Party (B.D.P.), rem-

sans, pour l'instant, on en doute. Certes, âgé de trente et un ans, le rejeton le plus brillant de la célèbre famille est depuis un an autorisé par la Constitution à briguer la magistrature suprême. Mais son image personnelle souffre encore de faiblesse dans l'opinion. Né et éduqué à Londres, Ian Khama maîtrise mal le setswana, la langue nationale, et, comme sa mère, lady Ruth, une Blanche de nationalité britannique qui eut beaucoup de difficulté à gagner le respect, sinon l'amour des Bamangwato, le jeune général paraît encore trop éloigné du petit peuple. Il dispose toutefois de deux solides atouts : le nom de son père et ses soldats. Nul doute qu'il pourrait utiliser l'un et l'autre s'il le jugeait nécessaire. Ou si, comme en court la rumeur, les autorités commentaient l'erreur d'amender la Constitution dans l'intention de barrer la route de la présidence à ceux qui n'ont pas vu le jour au Botswana.

PATRICE CLAUDE.

(1) Sur les 32 sièges de l'Assemblée nationale, le B.D.P. en détient 29, le B.N.F. 2 et le Botswana People's Party (B.P.P.) 1 seul. Aux élections de 1979, conduites par Sir Seretse Khama, 135 000 électeurs sur 225 000 (60 %) se rendirent aux urnes. En 1984, il y aura environ 100 000 électeurs potentiels de plus.

INCROYABLE

Au pied du Mont-Blanc
votre chalet individuel
dès cet hiver

Vallée de Chamonix

179.000F*

Entièrement équipé et meublé, dans le cadre grandiose de la vallée de Chamonix. Exceptionnelle, notre formule gestion - location assurée par Club Montamer : rentabilité garantie.

UNE AFFAIRE A SAISIR
QUANTITE SPECIALE LIMITEE

Pour recevoir notre documentation complète, retournez ce bon à : SERITOUR - 15, avenue Gourgand - 75017 Paris
Tél. (1) 766.04.33

RENTAPIERRE
Groupe Seritour
15, avenue Gourgand
75017 Paris
Tél. (1) 766.04.33

Nom : _____
Adresse : _____
Tél. dom. : _____ Tél. bur. : _____
Tél. (1) 766.04.33

En quelles professions les Français ont-ils confiance ?

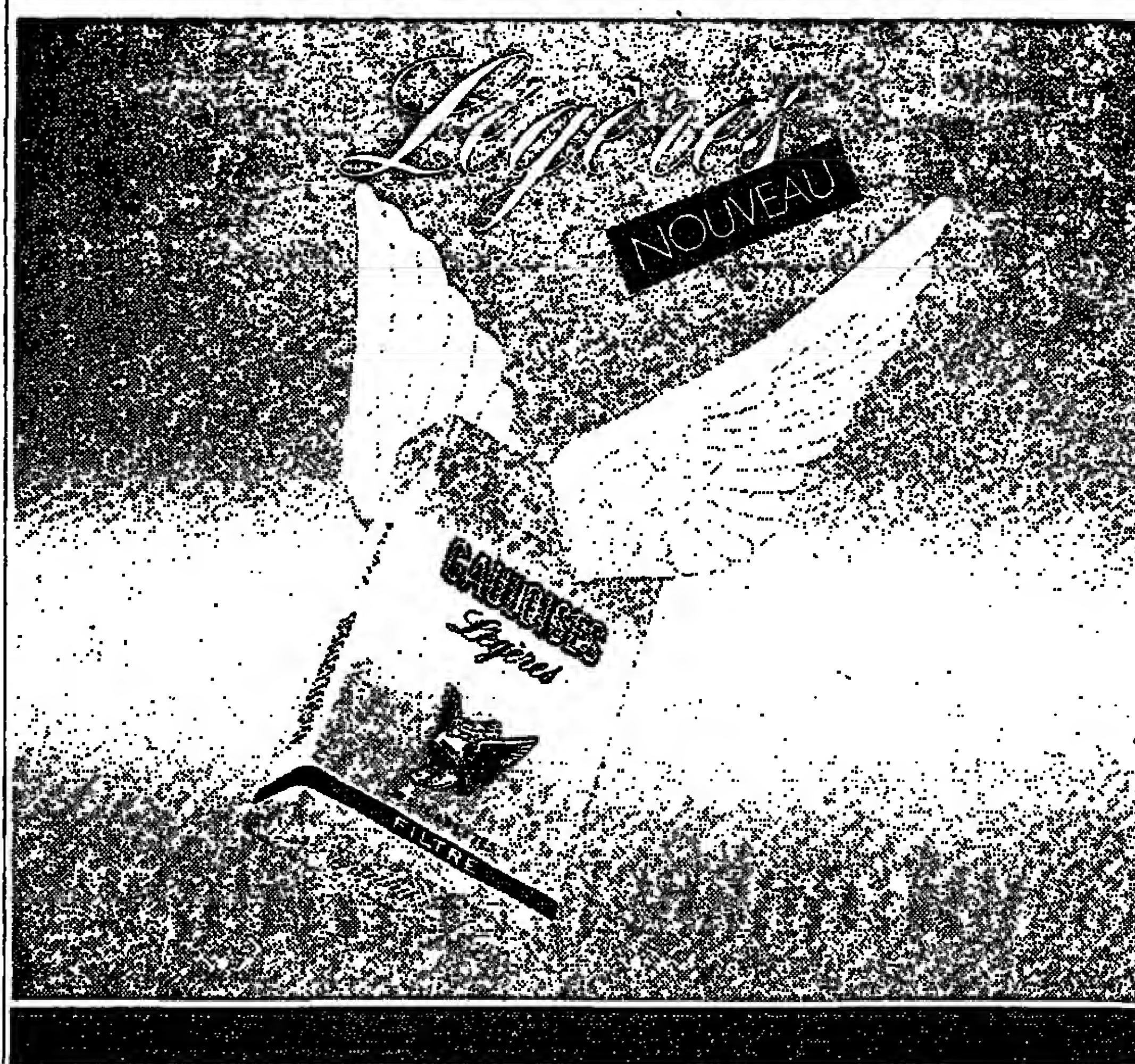
III^e partie de l'enquête Sofrès/Le Nouvel Observateur. Entre les 98% de confiance accordée aux pompiers et les 45% de méfiance manifestée envers les avocats, quelle opinion les Français ont-ils des fonctionnaires, des médecins, des enseignants, des chefs d'entreprise, des commerçants, des gendarmes, des évêques ?... Un Palmarès où chaque corporation en prend pour son grade.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL :

Après la mort du Tsar...

Les conséquences de la disparition de Leonid Brejnev.

LE NOUVEL
observateur
CETTE SEMAINE



DIPLOMATIE

La construction du gazoduc euro-sibérien et la levée de l'embargo américain

La levée, le 13 novembre, par M. Reagan de l'embargo sur les fournitures du gazoduc euro-sibérien, assortie de l'annonce d'un accord global avec les pays alliés sur les conditions du commerce Est-Ouest, a été accueillie, avec satisfaction par les industriels concernés et dans les capitales européennes, sauf à Paris, où l'on se montre extrêmement réservé.

■ A BRUXELLES, la Commission européenne a accueilli « avec une grande satisfaction » cette mesure. « La décision américaine constitue une étape importante vers la stabilisation des relations entre la Communauté et les Etats-Unis », souligne la Commission. « Elle correspond, ajoute-t-elle, à ce que la Communauté n'a cessé de suggérer, et démontre une nouvelle fois que les problèmes les plus complexes entre l'Europe et les Etats-Unis peuvent être surmontés ».

La Commission souligne pourtant « avoir pris note avec attention » pour ce qui touche aux relations Est-

Ouest, de la réserve générale du gouvernement britannique et des prises de position d'autres pays membres.

■ A ROME, alors que M. Reagan avait remercié l'Italie pour son rôle « constructif et très important », M. Colombo, ministre italien des affaires étrangères, a souligné « la haute valeur politique » de la décision américaine, de nature à « rétablir la coopération entre l'Europe et les Etats-Unis, coopération qui constitue une valeur fondamentale pour la sécurité de l'Occident ».

■ A BONN, le gouvernement fédéral a estimé que la levée de l'embargo « augurait favorablement des entretiens » que M. Kohl aura dès le 15 novembre avec le président Reagan à Washington, à un an d'une éventuelle implantation en R.F.A. de nouveaux missiles nucléaires américains à moyenne portée. Bonn souhaite, d'autre part, que l'Union soviétique perçoive la décision américaine comme un « signal pour le développement de rapports constructifs ».

■ A LONDRES, le secrétaire au Foreign Office, M. Pym, s'est déclaré « ravi ». « Il n'y a pas eu de concessions, a toutefois ajouté M. Pym. L'application des sanctions était une décision unilatérale américaine. Leur levée était aussi une décision unilatérale ».

Au sujet du commerce Est-Ouest, le chef de la diplomatie britannique a estimé : « Nous ne devrions pas avoir des échanges commerciaux susceptibles de donner à l'Union soviétique un avantage stratégique ou militaire (...) ou de subventionner l'économie soviétique. Ceci n'implique absolument pas une guerre commerciale avec l'Union soviétique. Je serais tout à fait opposé à cela ».

■ A MOSCOU, Tass a annoncé la levée de l'embargo dès le 13 novembre en mettant en relief les réserves formulées par la France sur le commerce Est-Ouest.

Dans une dépêche datée de Washington, l'agence soviétique officielle a annoncé cette décision à un échec des Etats-Unis : « Par le moyen des sanctions décrétées à l'encontre des firmes livrant du matériel à l'U.R.S.S., a-t-elle affirmé, Washington a tenté sans succès de compromettre la construction du gazoduc euro-sibérien ».

D'autre part, les industriels concernés ont manifesté leur satisfaction, tant chez General Electric que chez Caterpillar, où l'on affirme avoir perdu du fait de l'embargo un contrat de 90 millions de dollars. En France, le responsable du syndicat C.G.T. de Dresser-France a estimé que « toutes les conditions étaient réunies pour un retour à une situation normale dans l'entreprise havraise ». Le député (P.C.) de Seine-Maritime et maire du Havre, M. André Duron, a ajouté : « Il s'agit maintenant pour le gouvernement américain de réparer le préjudice causé à Dresser-France ».

DEUX ANS DE CONFLITS

Les premières négociations des Européens avec l'Union soviétique, pour celle-ci fournisse du gaz sibérien en échange des moyens de développer ses ressources (technologie et crédits à bon marché), remontent à 1979. Déjà l'administration Carter avait manifesté son inquiétude devant un tel projet. M. Reagan, dès son arrivée au pouvoir en janvier 1981, réaffirma son opposition à un gazoduc qui, à ses yeux, accroître la dépendance énergétique de l'Europe à l'égard de l'U.R.S.S.

Cette position, il l'a soutenue vigoureusement au sommet d'Ottawa (juillet 1981). Cela n'empêchera nullement les principaux alliés de Washington d'aller de l'avant.

Les montages financiers et plus encore les grands contrats industriels avec Mannesmann, Creusot-Loire, A.E.G., Thomson, Nuovo Pignone, sont conclus à la fin de l'été et au cours de l'automne 1981. Le 20 novembre, Ruhrgas - chef de file ouest-allemand - signe un contrat d'achat de gaz (11,2 milliards de mètres cubes annuels avec les quantités achetées spécialement pour Berlin-Ouest). Les autres suivront. Et d'abord la France dans la soirée du 22 janvier 1982 pour 8 milliards de mètres cubes par an. Au total, l'Europe, qui recevait déjà 27 milliards de mètres cubes de gaz soviétique chaque année, en accueillera 60 milliards de mètres cubes quand les contrats nouveaux auront leur plein effet, vers 1987-1988. En échange - des contrats séparés - les industriels occidentaux doivent fournir l'équipement des tuyaux de 56 pouces, les stations de compression (ingénierie comprise) avec leurs turbines, les compresseurs, les réfrigérateurs, la télé-surveillance du gazoduc, etc. Au total, la mise en valeur des gisements sibériens et la construction du gazoduc devraient coûter entre 8 et 10 milliards de dollars. Par un troisième type d'accords, des groupes de banques, avec pour chefs de file la Deutschebank en Allemagne fédérale et le Crédit lyonnais, se sont engagés à fournir des crédits à l'U.R.S.S., dans un premier temps à 8,90 % quand les taux sur le marché étaient de plus du double. A des taux plus raisonnables depuis lors.

L'affaire polonaise

Entre-temps, le 29 décembre 1981, M. Reagan avait institué un embargo sur les exportations vers

l'U.R.S.S. par les sociétés américaines de technologie pétrolière et gazière. C'était là une des sanctions américaines qui répondait à l'instauration de « l'état de guerre » en Pologne. Cela affectait les Européens, principalement pour les rotors de turbines que devait fournir General Electric. Le 18 juin, le président étendait cette mesure aux filiales à l'étranger des sociétés américaines et aux compagnies européennes sous licence américaine. Dès lors, prises entre leurs engagements contractuels envers l'U.R.S.S. (donc les risques de pénalités pour retard) et les sanctions pénales encourues aux Etats-Unis si elles passaient outre à ces nouvelles dispositions, les firmes européennes se retournèrent vers leurs gouvernements.

Le 23 juillet, l'Hotel Matignon publiait un communiqué pour affirmer que « les contrats conclus par les sociétés françaises pour la construction du gazoduc d'Ourengal doivent être honorés », et, un mois plus tard, le 23 août - à la veille des premières livraisons - le gouvernement français réquisitionnait la firme Dresser-France, filiale à 100 % de la société américaine Dresser-Industries, pour qu'elle livre des compresseurs. Le 26 août, les Etats-Unis interdisaient l'exportation de tous produits, services et technologies à Dresser-France et à chaque embarquement de matériels destinés au gazoduc, les sociétés européennes seront ainsi sanctionnées - John Brown en Grande-Bretagne, Mannesmann, trois de ses filiales et A.E.G.-Kanis en Allemagne fédérale, Nuovo Pignone en Italie - le président Reagan limitant cependant, le 9 septembre, l'interdiction de fournir équipements et technologies américaines à ces sociétés dans les seuls secteurs pétrolier et gazier.

Depuis lors, des négociations continuèrent à Washington, entre alliés, pour parvenir à un accord global. Dès la fin du mois d'août, les Américains avaient fait savoir que des engagements plus précis de tous sur le commerce Est-Ouest et les conditions d'exportation et les conditions de crédit - permettraient de lever l'embargo. C'est ce qui s'est passé finalement, le 13 novembre, bien que la France affirme n'être pas partie à l'accord sur le commerce Est-Ouest. En fait, les Américains n'ont jamais vraiment caché que la Pologne n'était qu'un prétexte et que leur ambition était sinon

d'empêcher, du moins de ralentir la construction du gazoduc. Ils ont présenté tour à tour une série d'arguments : la dépendance énergétique de l'Europe à l'égard de l'U.R.S.S. d'abord (avec une dépendance gazière de certains pays qui approchera, il est vrai, 40 % vers 1990) ; mais surtout Washington mettait en avant le fait que l'Europe ne devait pas, avec la technologie américaine, renforcer le potentiel économique (sous-entendu : donc militaire) de l'U.R.S.S. Avec une technologie occidentale, des crédits à bon marché et les achats de gaz, l'Union soviétique pourra mettre en valeur 200 milliards de mètres cubes de gaz par an dont 35 milliards seulement seront exportés vers l'Ouest. Le gaz se substituant au pétrole dans l'industrie, ce dernier pourra être exporté contre des devises fortes. Cela, disaient les « durs » de l'administration américaine, est « stratégiquement dommageable ».

Dans un memorandum remis aux Etats-Unis, au mois d'août, la Commission européenne avait répondu que l'embargo américain ne retarderait que faiblement (deux ou trois ans) la construction du gazoduc, qui pourrait être achevé par les Soviétiques ; que la dépendance énergétique européenne ne dépasserait pas 4 % de sa consommation ; que l'embargo épargnerait au moins 2 milliards de dollars à l'U.R.S.S. et pénaliserait les firmes européennes ; enfin qu'il remettrait en cause l'utilité des liens technologiques entre les firmes européennes et les américaines. Tant la Chambre des représentants, qui sous la pression des entreprises américaines s'était prononcée pour la levée de l'embargo, que la C.I.A., qui, dans un rapport, avait estimé de faible portée la décision américaine, étaient venus conforter la position européenne. - B. D.

« La France n'est pas partie à l'accord annoncé à Washington » déclare le Quai d'Orsay

« La France, qui a fait connaître en temps utile à ses alliés sa position sur les conditions du commerce Est-Ouest telles qu'elles ont été proposées par les Etats-Unis, n'est pas partie à l'accord annoncé à Washington », a déclaré, le 14 novembre, un porte-parole du Quai d'Orsay.

Le Sénat américain souhaite un contrôle plus strict des exportations de technologie vers l'U.R.S.S.

Washington (Reuters). - La technologie américaine a joué un rôle décisif dans les programmes militaires et industriels soviétiques et a aidé l'U.R.S.S. à réaliser des progrès importants avec un minimum d'efforts, estime un rapport du Sénat publié dimanche 14 novembre. Résultat d'une enquête de dix-huit mois, le rapport recommande une surveillance accrue de la part des services de renseignements et un contrôle plus strict des exportations américaines.

La C.I.A., dans une note remise aux enquêteurs, donne des exemples d'utilisation de la technologie américaine dans la mise au point d'armes soviétiques.

Elle souligne, par exemple, les « ressemblances frappantes » entre le dernier modèle soviétique d'avion de surveillance et de direction de tir avec les AWACS (Airborne Warning and Control System) américains. Elle déclare que les ingénieurs soviétiques se sont procurés les paramètres techniques de l'avion de transport géant C-5A et d'autres appareils occidentaux. La C.I.A. estime que la dernière génération de missiles intercontinentaux soviétiques a été améliorée par l'acquisition de gyroscopes et d'accéléromètres américains que l'U.R.S.S. n'aurait pas pu mettre au point elle-même si rapidement.

Les décisions de M. Reagan

(Suite de la première page.)

C'était clair : Washington leur faisait la main, avec l'approbation tacite de plusieurs autres alliés qui commencent à trouver ridicule la poursuite de cette discussion de pure forme, alors que l'accord de fond était établi depuis plusieurs jours (le 11 novembre) et que divers événements encourageaient à en finir avec les sanctions américaines : la mort de Brejnev, l'annonce de la libération de M. Walesa et l'arrivée à Washington, dimanche 14 novembre, de M. Kohl, désireux d'établir de meilleures relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale.

Dans son allocution, le président a pris soin de ménager la susceptibilité française. La levée de l'embargo n'est pas présentée comme un marché avec les alliés, mais comme le résultat d'une situation nouvelle. « Les Etats-Unis, a-t-il dit, imposent des sanctions contre l'Union soviétique pour démontrer que les politiques d'oppression de celle-ci entraînent des coûts substantiels. Maintenant que nous sommes arrivés à un accord avec nos alliés qui permet des mesures plus fortes et plus efficaces, on n'a plus besoin de ces sanctions, et je les lève aujourd'hui ».

Il s'agit d'un « accord substantiel sur un plan d'action », a expliqué M. Reagan, un accord qui est « une victoire pour tous les alliés ». Et de préciser : « Nous sommes convenus de ne pas engager des échanges qui donneraient à l'U.R.S.S. un avantage militaire ou stratégique, ou qui fourniraient une aide préférentielle à l'économie soviétique, lourdement militarisée. Dans l'application de ces principes, nous surveillerons de manière prioritaire le commerce des produits de haute technologie, y compris ceux qui sont utilisés dans la production de pétrole et de gaz. Nous entre-

prendrons également une étude urgente sur les alternatives énergétiques de l'Occident, ainsi que sur la dépendance énergétique à l'égard de l'U.R.S.S. ».

M. Reagan a affirmé que « trois actions immédiates » étaient décidées :

- 1) Aucun nouveau contrat d'achat de gaz soviétique ne sera « signé ou approuvé » durant les études entreprises ;
- 2) Les Etats-Unis et leurs alliés « renforceront » les contrôles existants sur le transfert de matériels stratégiques à l'U.R.S.S. ;
- 3) Ils établiront « sans délai » des normes pour leurs relations financières avec l'Union soviétique et chercheront à « harmoniser » leurs politiques de crédit à l'exportation.

Le président américain à l'ambassade soviétique

La levée de l'embargo annule deux mesures. L'une, en date du 28 décembre 1981, qui interdisait aux firmes américaines de fournir à l'U.R.S.S. du matériel pour le raffinage et le transport énergétiques. L'autre, en date du 18 juin 1982, qui étendait cette interdiction à leurs filiales étrangères. Demeurent, en revanche, les autres sanctions prises contre l'U.R.S.S. depuis l'instauration de la loi martiale en Pologne : interdiction aux appareils de l'Aeroflot d'utiliser les aéroports américains, fermeture du bureau d'achats soviétiques à New-York, refus de discuter un nouvel accord maritime et gel de divers programmes d'échanges pour l'énergie, la science et la technologie.

Les discours présidentiels a été évidemment bien accueilli par les firmes américaines concernées : General Electric, Dresser, Caterpillar, Baker,

Cooper Industries et Smith International. Elles estiment avoir perdu - filiales comprises - quelque 2,2 milliards de dollars, mais aussi un peu de leur crédibilité commerciale.

Personne n'est vraiment convaincu à Washington que l'embargo ait fait plus de mal à l'U.R.S.S. qu'à l'Occident. Même le principal conseiller économique de la Maison Blanche, M. Martin Feldstein, exprimait un doute au cours du week-end, déclarant : « Les sanctions ont eu un effet temporaire (...), mais elles nous ont atteints, ainsi que nos alliés. Elles n'étaient donc pas un moyen efficace de sanctionner les Russes ».

On précise bien à Washington que la levée de l'embargo n'est pas un geste de bonne volonté à l'égard du successeur de Brejnev. Prévu depuis plusieurs jours, elle aurait même été retardée par la mort du dirigeant soviétique.

Si M. Reagan voulait vraiment faire un geste, il serait allé à Moscou pour les funérailles, comme le lui conseillaient son secrétaire d'Etat, M. Shultz. C'était une occasion unique, écrit le New York Times, et le président n'a pas su la saisir. « Il n'a montré aucun sens de l'histoire. Il a manqué la chance de se présenter au peuple soviétique autrement que comme une voix distante et algébrique. Avec sa belle prestation, Ronald Reagan, dans les manières humanisant les doctrines, a été aussi efficace que Nikita Krouchtchev quand il était venu ici ».

A défaut de partir pour Moscou, M. Reagan s'est rendu le 13 novembre à Washington. Il y a passé six minutes, le temps d'écrire dans le livre officiel de condoléances quelques lignes qui se concluent ainsi : « Puisse les deux peuples vivre en paix ensemble dans le monde ».

ROBERT SOLÉ.

Les Soviétiques tiendront leurs délais

Les décisions annoncées le 13 novembre à Washington mettent fin à un imbroglio juridique qui aurait pu traîner pendant des années devant des juridictions américaines. L'embargo touchait, en effet, au droit des accords de licence, à leur rétroactivité éventuelle et à la souveraineté des Etats sur les firmes étrangères qui opèrent sur leur sol.

Au-delà de cet aspect juridique, cette reculade de l'administration Reagan va permettre aux firmes américaines et européennes d'honorer leurs contrats à l'égard de l'U.R.S.S. General Electric va pouvoir fournir aux sociétés John Brown (G.-B.), A.E.G. Kanis (R.F.A.) et Nuovo Pignone, les rotors des cent vingt-cinq turbines qui permettront à Creusot-Loire, à A.E.G. et à Nuovo Pignone de fournir les stations de compression qui doivent jaillir les 4 500 kilomètres du gazoduc. La levée de l'embargo sur les matériels et sur les licences permettra, en outre, à de nombreuses sociétés (comme Dresser-France) d'apporter leur contribution à la mise en valeur du gaz sibérien.

Feu vert pour l'Italie

Pour l'Italie, cet accord entre les Américains et leurs alliés devrait jouer comme un feu vert à la signature définitive du contrat d'achat de gaz soviétique. Les Italiens, qui avaient signé un accord de principe, avaient ensuite décidé d'une pause du fait des événements en Pologne.

Globalement, cela devrait donc permettre aux Soviétiques de tenir leurs délais : le gaz acheté par les Européens dans le cadre de ces nouveaux contrats, arrivera dans le cou-

rant de 1984 et les contrats joueront pleinement vers 1987.

En revanche, les engagements qu'auraient pris les pays européens sur le commerce Est-Ouest ne passeront guère : alors que la consommation d'énergie baisse partout et que l'U.R.S.S. entrera déjà - en moyenne - pour plus de 30 % dans l'approvisionnement gazier de l'Europe, nul ne songerait à de nouveaux contrats et à un troisième gazoduc. Quant aux conditions des crédits publics à l'Union soviétique, elles ont été révisées, dans le cadre de l'O.C.D.E., en juillet. L'U.R.S.S., ayant été « replacée » dans la catégorie des riches pays industrialisés, devra désormais acquitter un taux de 12 %. En ce domaine, il est vrai, la France est quelque peu piégée puisqu'elle est partie à cet accord sur les crédits publics et que ses crédits privés - du fait des taux sur le marché français - sont nettement plus élevés que ceux des Allemands ou des Japonais par exemple. Or les achats de matériels sont de plus en plus souvent liés aux conditions de crédit. Et déjà la France n'a obtenu qu'un peu plus de 5 milliards de francs de commandes soviétiques contre 10 milliards pour les Allemands.

Au-delà de ces effets immédiats, cette affaire risque de laisser des traces profondes de part et d'autre de l'Atlantique. Jamais, sans doute, les pays européens n'auront à ce point ressenti les dangers qu'il y a à dépendre technologiquement d'un pays, fût-il un allié. Prendront-ils des mesures pour remédier à cette dépendance ? Et comment ne pas ressentir que l'embargo a porté atteinte à l'ensemble du commerce des accords de licence ? - B. D.

novembre!

un mois exceptionnel pour l'achat de votre PEUGEOT ou TALBOT



Le meilleur prix - le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

CEPRIG

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT DANS LES INDUSTRIES TRADITIONNELLES

15 - 16 - 17 Décembre 1982

SÉMINAIRE RÉSIDENTIEL

Renseignements : 764-54-80

Le Sénat américain souhaite un contrôle plus strict des exportations de technologie vers l'U.R.S.S.

Washington (Reuters). - La technologie américaine a joué un rôle décisif dans les programmes militaires et industriels soviétiques et a aidé l'U.R.S.S. à réaliser des progrès importants avec un minimum d'efforts, estime un rapport du Sénat publié dimanche 14 novembre. Résultat d'une enquête de dix-huit mois, le rapport recommande une surveillance accrue de la part des services de renseignements et un contrôle plus strict des exportations américaines.

La C.I.A., dans une note remise aux enquêteurs, donne des exemples d'utilisation de la technologie américaine dans la mise au point d'armes soviétiques.

Elle souligne, par exemple, les « ressemblances frappantes » entre le dernier modèle soviétique d'avion de surveillance et de direction de tir avec les AWACS (Airborne Warning and Control System) américains. Elle déclare que les ingénieurs soviétiques se sont procurés les paramètres techniques de l'avion de transport géant C-5A et d'autres appareils occidentaux. La C.I.A. estime que la dernière génération de missiles intercontinentaux soviétiques a été améliorée par l'acquisition de gyroscopes et d'accéléromètres américains que l'U.R.S.S. n'aurait pas pu mettre au point elle-même si rapidement.

RECHERCHE - ACTION

SENSIBILISATION A LA RECHERCHE-ACTION EN SITUATION DE FORMATION

78 heures (8 heures / 13 jours) du 24/1 au 19/4/83

Animateur : René BARBIER.

Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente


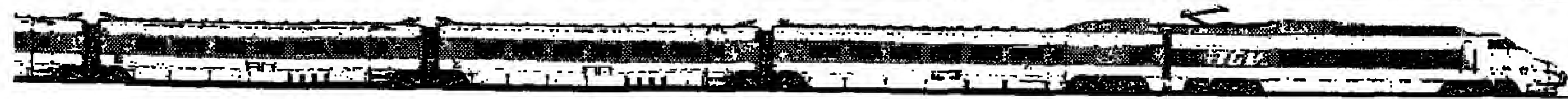
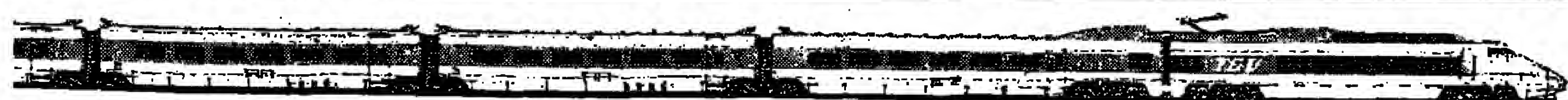
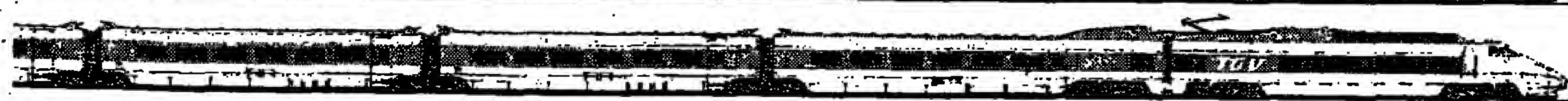
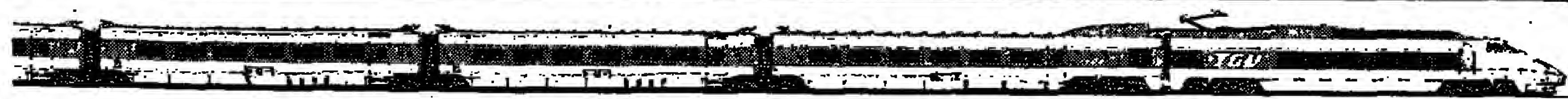
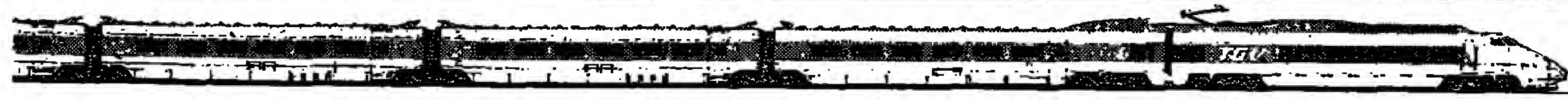
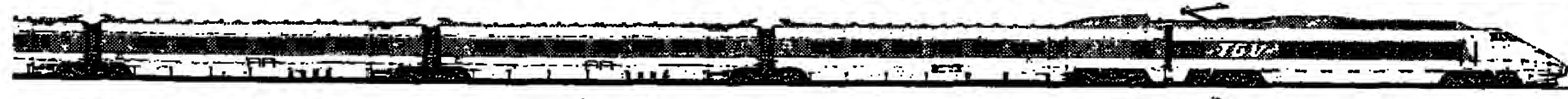
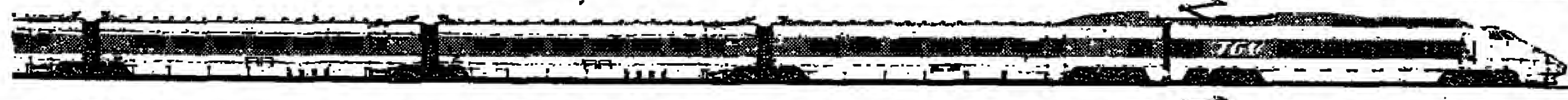
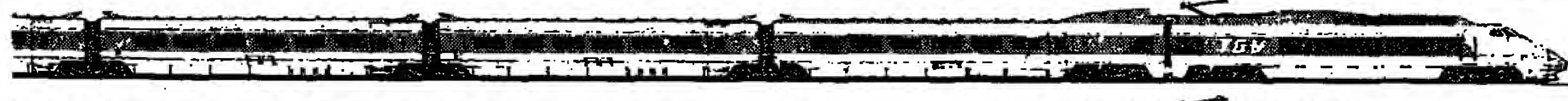
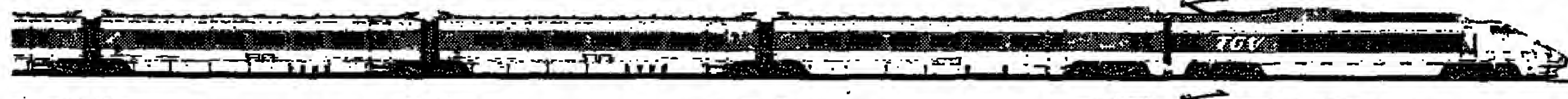
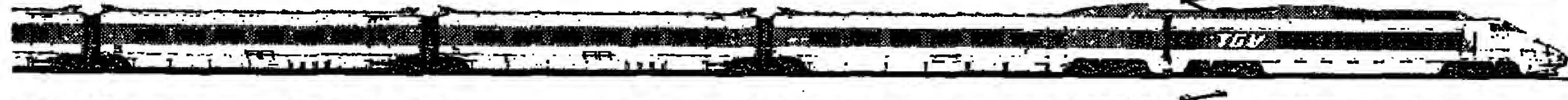
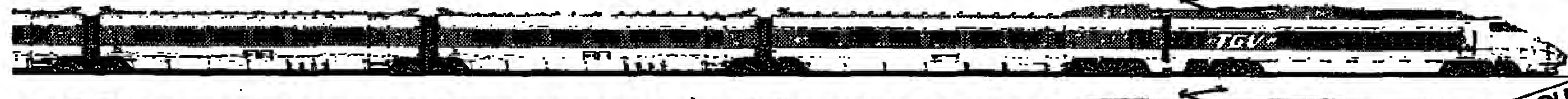
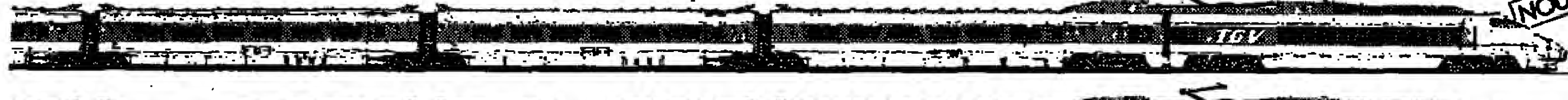
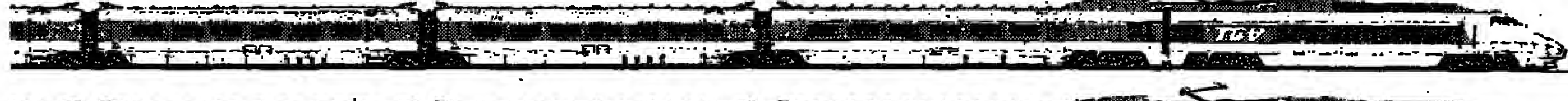
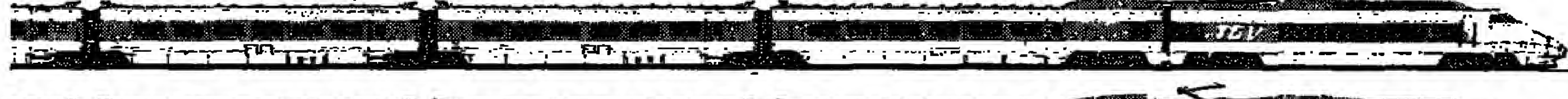

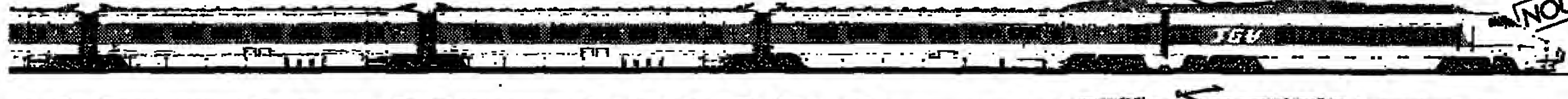
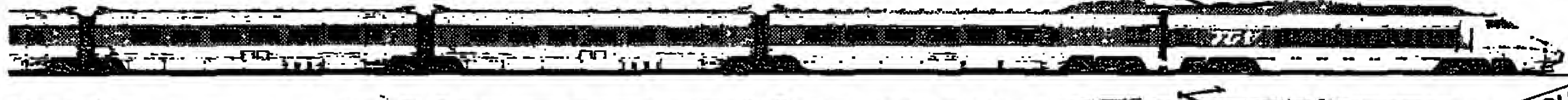
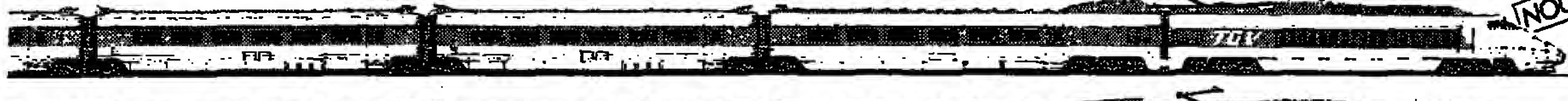
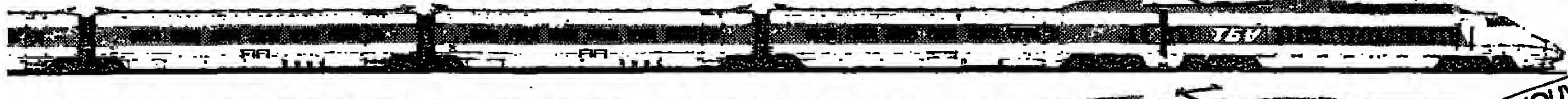
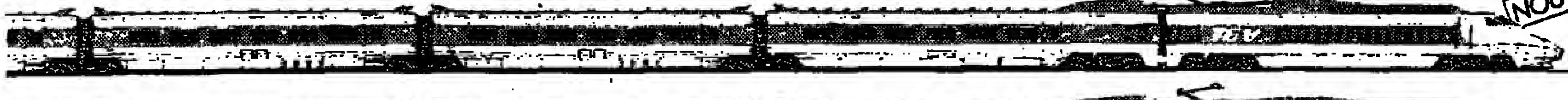
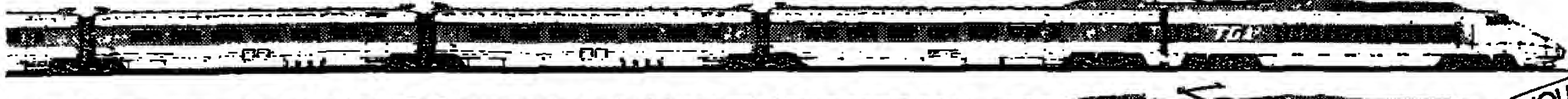
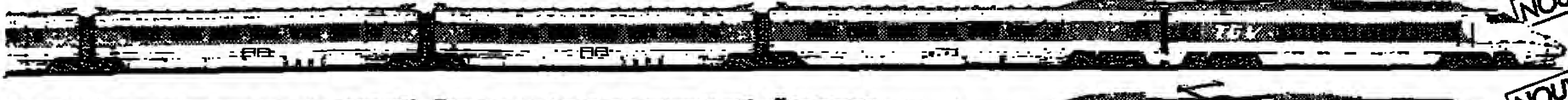


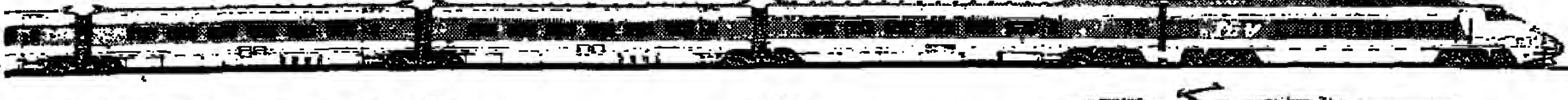
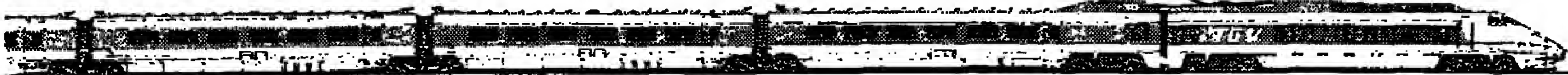
2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02

Tél. 829.23.00

مكتبة جامعة القاهرة

Le TGV se multiplie.

W. HANS COMBET 1782

	PARIS 6 ¹⁵ LYON BROTEAUX 8 ⁵¹ *
	PARIS 6 ³⁶ DIJON 8 ⁵⁷
	PARIS 7 ¹⁰ MARSEILLE 12 ⁵⁴ MONTPELLIER 12 ⁴²
	PARIS 7 ¹⁵ LYON BROTEAUX 10 ⁰⁵ *
	PARIS 7 ⁴⁵ GENEVE 12 ⁰⁰
	PARIS 8 ¹⁵ LYON BROTEAUX 10 ⁵¹ * ST-ETIENNE 11 ⁴¹
	PARIS 9 ⁰⁷ MARSEILLE 14 ⁴⁵ MONTPELLIER 14 ⁴⁰
	PARIS 9 ¹⁵ LYON BROTEAUX 11 ⁵¹ *
	PARIS 10 ⁵⁵ MARSEILLE 16 ³⁷ MONTPELLIER 16 ³³
	PARIS 11 ¹⁵ LYON BROTEAUX 13 ⁵⁹ *
	PARIS 12 ⁰⁸ DIJON 14 ¹⁸
	PARIS 12 ¹⁵ LYON BROTEAUX 14 ⁵⁷ *
	PARIS 12 ²⁸ GENEVE 16 ⁴³
	PARIS 12 ⁴⁵ MARSEILLE 18 ¹⁵
	PARIS 13 ¹⁵ LYON BROTEAUX 15 ⁵¹ * ST-ETIENNE 16 ⁴¹
	PARIS 14 ¹⁵ LYON BROTEAUX 16 ⁵¹ *
	PARIS 14 ²⁸ MARSEILLE 19 ⁵⁹
	PARIS 16 ¹⁵ LYON BROTEAUX 18 ⁵³ *
	PARIS 16 ²⁰ MARSEILLE 21 ⁵³
	PARIS 17 ¹⁵ LYON BROTEAUX 19 ⁵⁹ *
	PARIS 17 ²⁰ MARSEILLE 23 ⁰³ MONTPELLIER 22 ⁵⁸
	PARIS 18 ¹⁵ LYON BROTEAUX 20 ⁵⁷ * ST-ETIENNE 21 ⁴⁷
	PARIS 18 ³¹ MARSEILLE 21 ¹⁸
	PARIS 19 ¹² CHAMBERT 23 ¹² GENEVE 23 ³⁴
	PARIS 19 ²⁰ LYON BROTEAUX 22 ⁰⁶ *
	PARIS 19 ³⁵ DIJON 21 ⁴⁵ BESANCON 22 ³⁶
	PARIS 20 ¹⁵ LYON BROTEAUX 22 ⁵¹ *

TGV. Gagnez du temps sur le temps. **SNCF**

* Arrivée à Porcelle 10 à 15 mn après.

levée de l'embargo américain

élections de M. Reagan

Les Soviétiques ferment leurs

RECHERCHE - ACTION
BUREAU REACTION & RECHERCHE
EN STRATEGIE D'INFORMATIQUE

PROCHE-ORIENT

L'explosion du quartier général israélien de Tyr

Les enquêteurs n'écartent pas la thèse d'un accident

Jérusalem (A.F.P.). - Les Israéliens ont été invités à s'associer ce lundi 15 novembre à une journée de deuil national à la mémoire des soldats disparus dans l'explosion du quartier général de Tyr (Sud-Liban).

Le bilan officiel de cette catastrophe - la plus grande dans l'histoire de l'armée israélienne - a été établi samedi soir par l'armée à 89 morts (75 soldats israéliens, 14 civils libanais et palestiniens) et 56 blessés, dont 28 militaires. Les recherches ont été interrompues samedi, les ruines du bâtiment ayant été complètement dévastées.

Deux hypothèses sont retenues par la commission d'enquête officielle : celle d'une bombe préalablement placée à l'intérieur du bâtiment et celle de l'accident, provoqué par une fuite de gaz.

Des spécialistes militaires ont affirmé à la radio - n'avoir pas décelé dans les débris d'odeur de dynamite, de cordite ou de nitroglycérine, mais une odeur de gaz butane. Aucune trace d'explosif n'a été découverte non plus sur les lieux, ont-ils indiqué. Cependant, à l'encontre de cette thèse, les grandes bombes de gaz, qui servaient aux cuisines, ont été retrouvées intactes à l'extérieur du bâtiment. Les enquêteurs envisagent également la possibilité que les explosifs aient été cachés à l'intérieur du bâtiment, celui-ci ayant autrefois abrité le quartier général de l'O.L.P., et des explosifs auraient pu y être entreposés sans que l'armée israélienne ne les découvre. De plus, plusieurs dizaines de Libanais venaient chaque jour remplir des formalités administratives.

La mort de Mme Begin

D'autre part, les ingénieurs du génie militaire ont indiqué au *Jérusalem Post* que l'immeuble de sept étages n'avait pas de fondation et reposait sur de simples piliers centraux, ce qui pourrait expliquer que l'immeuble se soit effondré comme un château de cartes.

M. Begin a d'autre part regagné Israël dans la nuit de dimanche à

lundi, venant de Californie, après l'annonce du décès de sa femme Aliza, morte samedi à l'âge de soixante-deux ans. Le porte-parole de M. Begin a indiqué que le premier ministre, qui semblait très abattu, n'avait « presque pas ouvert la bouche » pendant le vol.

Le premier ministre s'est abstenu de toute déclaration à son arrivée et a aussitôt gagné sa résidence à Jérusalem où les funérailles de son épouse devaient avoir lieu ce lundi matin, dans la plus stricte intimité.

Aliza Begin sera enterrée au cimetière du mont des Oliviers (Jérusalem-Est), à proximité des sépultures de deux combattants de l'Irgoun (l'organisation clandestine armée qu'a dirigée M. Begin avant l'indépendance d'Israël en 1948) qui avaient préféré se donner la mort dans leur cellule plutôt que d'être exécutés par les Britanniques.

L'annonce de la mort de M. Begin a rendu encore plus oppressant le climat qui règne en Israël et nombreuses étaient les spéculations sur les conséquences de ce décès sur le moral du premier ministre, déjà profondément affecté par le nombre de pertes subies par l'armée israélienne à Tyr.

On s'interroge donc légitimement en Israël sur les effets de ces drames sur le moral et la santé, déjà fragile, du premier ministre. Selon les premières indications fournies par son entourage, M. Begin a, pour l'instant, décidé de continuer à exercer sa charge, dont il a une conception historique. Il y a peu plus d'un mois, évoquant sa succession, il avait affirmé que sa carrière politique dépendrait de la santé de sa femme, et il envisageait de se consacrer davantage à sa femme après les élections de 1983.

LA VISITE DE M. CHEYSSON A KOWEIT

La France va livrer du matériel militaire à l'émirat

La France et le Koweït ont exprimé, dimanche 14 novembre, leur commune « préoccupation » face à la poursuite de la guerre irakienne, à l'issue de la visite de M. Cheysson dans l'émirat. Au cours d'une conférence de presse, le ministre des relations extérieures a expliqué qu'un des principaux objectifs de sa visite était d'« examiner le rôle que la France pourrait jouer afin de mettre un terme à cette guerre ».

Faisant allusion au projet américain d'organiser avec l'aide du sultanat d'Oman une « force de déploiement rapide » dans le Golfe, M. Cheysson a réaffirmé l'« attachement de la France à la liberté de circulation » dans la voie d'eau, mais a ajouté : « Ce n'est pas à nous d'imposer cette liberté de navigation. Il n'est pas question que nous envisagions une force internationale

pour interférer dans les eaux qui ne sont pas les nôtres. »

M. Cheysson a précisé qu'une délégation militaire française se rendra à Koweït pour poursuivre les entretiens sur la coopération dans ce secteur qu'il a eus avec ses interlocuteurs koweïtiens. Il a indiqué que la France livrera à l'émirat des Mirage F-1, des missiles et des chars. En outre, cheikh Salem Al-Sabah, ministre koweïtien de la défense, effectuera prochainement une visite en France. Enfin, Koweït s'est engagé à confirmer sa commande de onze Airbus.

D'autre part, M. Rocard, qui effectuait depuis jeudi une visite de quatre jours en Arabie Saoudite, a poursuivi dimanche ses entretiens avec les dirigeants saoudiens. Le ministre d'Etat ministre du Plan a notamment rencontré le prince sultan

Ben Abdel Aziz, vice-premier ministre, et les membres « économiques » du cabinet.

Enfin, Radio-Bagdad a annoncé dimanche que les forces irakiennes avaient repoussé la veille une attaque iranienne dans la région de Misan, à 250 kilomètres au sud-est de Bagdad. Selon la radio, « quatre millions » d'Irakiens sont descendus dans la rue samedi pour manifester leur soutien au président Saddam Hussein. La presse irakienne souligne qu'il s'agit d'un « plébiscite de fait » de la politique du chef de l'Etat. Le premier ministre irakien, M. Hussein Moussavi, a aussitôt réagi en déclarant à Téhéran que l'organisation d'un référendum en Irak sous le contrôle des autorités religieuses et d'observateurs du monde musulman « aboutirait au renversement de M. Saddam Hussein ». - (A.F.P., Reuters, A.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• M. GUY PENNE, conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines et malgaches, se rendra en Angola du 18 au 20 novembre, où il rencontrera le président Dos Santos ainsi que plusieurs ministres.

• LE COUT DE LA DÉFENSE. - Luanda a investi en sept ans plus de 10 milliards de dollars pour assurer sa défense, a rapporté, jeudi 11 novembre, l'agence angolaise de presse Angop, citant un discours prononcé jeudi par le président Dos Santos à l'occasion du septième anniversaire de l'accession du pays à l'indépendance. L'Angola achète presque tout son équipement militaire à l'Union soviétique et des milliers de soldats cubains stationnent depuis 1975 sur son territoire.

Canada

• M. JEAN DRAPEAU a été réélu, dimanche 14 novembre, maire de Montréal. L'opposition, qui n'avait que deux sièges au conseil municipal sortant, face au parti de M. Drapeau, le Rassemblement des citoyens de Montréal (R.C.M., qui ne joue un rôle qu'au niveau municipal), renforce néanmoins sa position, puisqu'elle obtient dix-huit sièges (sur cinquante-sept). C'est la huitième fois que M. Drapeau, qui est âgé de soixante-six ans, remporte ces élections. Il avait été élu maire pour la première fois en 1954 et n'a perdu qu'une seule consultation, celle de 1957. - (Corresp.)

Égypte

• LES AUTORITÉS ÉGYPTIENNES ont décidé, dimanche

14 novembre, de libérer quatre-vingt-quatre extrémistes musulmans arrêtés avec des milliers d'autres à la suite de l'assassinat du président Sadate en octobre de l'année dernière, a annoncé l'Agence du Moyen-Orient. Un autre groupe de cent soixante-douze extrémistes avait déjà été libéré au début du mois. Les autorités égyptiennes n'ont jamais rendu public le nombre exact de personnes arrêtées après l'assassinat du président Sadate. - (A.P.)

Haute-Volta

• LE SORT DU GÉNÉRAL LAMIZANA. - Chassé du pouvoir en 1980 et aujourd'hui âgé de soixante-six ans, l'ancien président Lamizana a été assigné à résidence, le 7 novembre, dans une villa d'Ouagadougou, où il est libre de recevoir des visiteurs. Il a déclaré avoir été bien traité pen-

dant ses deux années de détention. Les autres dignitaires de la III^e République ont également regagné leurs domiciles respectifs dans la capitale voltaïque, où ils sont aussi assignés à résidence. C'est notamment le cas de M. Combo, ancien premier ministre, et de M. Ouédraogo, ancien président de l'Assemblée nationale. D'autre part, une semaine après le coup d'Etat du Conseil provisoire de salut du peuple présidé par le commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, Ouagadougou a retrouvé sa physionomie habituelle, mais on ignorait encore, dimanche 14 novembre, les intentions et même la personnalité des nouveaux dirigeants. - (A.F.P.)

Nigéria

• LA FIN DE LA VISITE DE M. BUSH. - Avant d'interrompre sa tournée africaine, dimanche

14 novembre, pour assister aux obsèques de Brejnev, le vice-président américain a fait état, samedi à Lagos, des « critiques franches et constructives » de la part des Nigériens à l'égard de la politique américaine en Afrique australe, notamment des relations entre Washington et Pretoria. Le communiqué conjoint américano-nigérien fait cependant mention de la « cordialité » et de la « compréhension » ayant caractérisé les entretiens bilatéraux. M. Bush doit reprendre sa tournée africaine en Zambie après son bref séjour en Union soviétique. - (A.F.P.)

LE MONDE

malade, sur la disposition de ses affaires personnelles et annuler les impondérables. Vous y trouverez peut-être L'APPARETMENT que vous recherchez.

Novembre 82 Rapprochement entre deux grands de la location.

L'accord commercial qui associe désormais les sociétés Milleville et Locamion donne une nouvelle dimension à la location de véhicules.

Milleville, spécialiste de la voiture et de l'utilitaire, et Locamion, spécialiste du poids lourd, offrent en effet aujourd'hui un service unique dans le monde des loueurs.

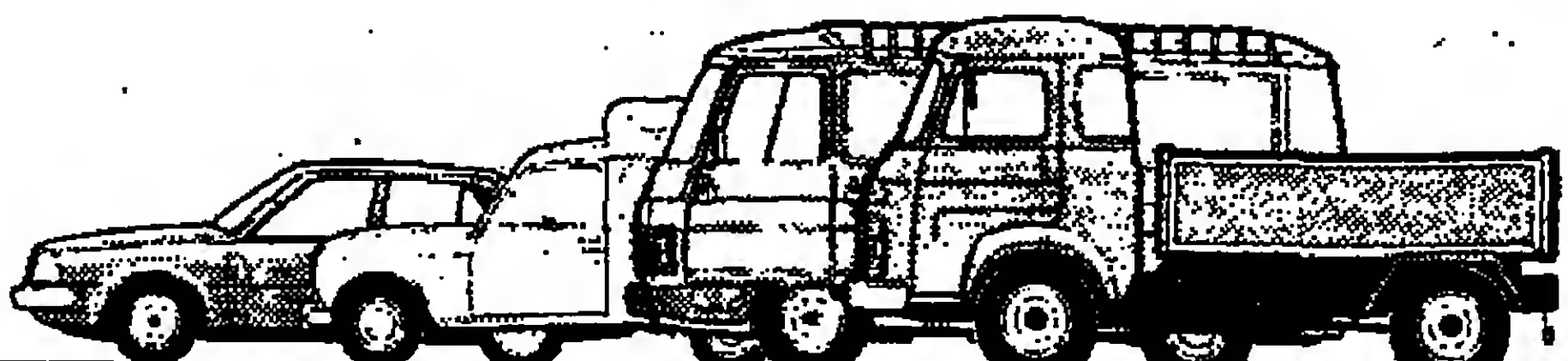
Dans chacune des 170 agences Locamion ou Milleville, l'utilisateur peut disposer de la gamme la plus complète de véhicules, de la petite voiture au tracteur routier de 38 tonnes : 33 modèles différents chez Milleville, 50 modèles standards chez Locamion. A louer pour un jour, quelques semaines ou plusieurs années.

De plus, les clients de Locamion disposent aujourd'hui d'avantages tarifaires importants pour la location de véhicules légers chez Milleville, de même, les clients de Milleville pour les poids lourds proposés par Locamion.

Adressez-vous à l'une des 170 agences Locamion ou Milleville. Vous y trouverez une solution à votre problème de location, quelles que soient sa taille et sa durée.

Milleville + Locamion : la location de la voiture au 38t.

Locamion. Siège social : 106, avenue Jean-Jaurès - 69357 Lyon Cedex 2 - Tél. (7) 869.81.06
Milleville. Siège social : 207, avenue du Mans - Saint-Cyr-sur-Loire - B.P. 0153 - 37001 Tours Cedex - Tél. (47) 41.59.00



سكندرية

L'EXPRESS

**DANS LA FRANCE SOCIALISTE
ETES-VOUS...**

**VIGILANT
OU EXASPERÉ**

**GALLUP / Faits et opinions
REPOND DANS L'EXPRESS
CETTE SEMAINE**

LA CONVENTION NATIONALE DES CLUBS PERSPECTIVES ET RÉALITÉS

M. GISCARD D'ESTAING : pour une solution de rechange crédible

Le choix d'un slogan tel que « Le socialisme, cela ne marche pas » ne suffit pas à rendre crédible l'opposition aux yeux d'une opinion publique qui ne lui accorde toujours pas sa confiance.

Réunis en convention nationale à Versailles, samedi 13 et dimanche 14 novembre, les clubs Perspectives et Réalités se sont rangés à cette évidence. Et avec eux leur invité d'honneur, M. Giscard d'Estaing.

Cette faiblesse de l'opposition a conduit MM. Jean-Pierre Fourcade et Jean-François Deniau à mettre en doute l'efficacité de l'U.D.F., dont les clubs

Dimanche, les mille cinq cents participants à la convention nationale applaudissent l'engagement de M. Giscard d'Estaing, accompagné de son épouse.

M. Jean-Pierre Fourcade, qui devient président d'honneur, trace le bilan des sept années pendant lesquelles il a dirigé les clubs. Il propose à l'opposition un code de déontologie. Il lui suggère notamment de se montrer « modeste », l'engagement à demeurer « fidèle » à l'ancien président de la République et lui demande de se montrer « vigilante sur les libertés ». Il estime enfin que l'opposition doit se montrer « responsable » et ne pas « se déborder s'il est des sujets ou des moments où l'unité nationale est requise ».

M. Fourcade insiste sur le rôle des clubs dans l'opposition qui doivent « contribuer à la transformation de l'U.D.F. qui, sans aller jusqu'à la fusion, doit améliorer son efficacité ».

« Je suis venu réfléchir avec vous, commence M. Giscard d'Estaing, qui conduit sa réflexion à partir du constat selon lequel « le socialisme, cela ne marche pas ».

« Les Français, avant même d'être déçus par les résultats (du socialisme) sont déçus par la manière de faire, ressentent comme rigide, centralisée, réductrice de possibilités, nivelante et souvent intolérante (...). Le socialisme qui nous propose est peut-être adapté à une société en moyen développement, mais il est totalement inadéquat à la complexité de notre société avancée. » Il ajoute : « Lorsque le système est mauvais, des intentions, même bonnes, aboutissent à des déceptions, blocages ; elles se retrouvent au contraire des occasions perdues. »

Il cite comme exemple les nationalisations, la réforme de l'audiovisuel, les dévaluations et la cinquième semaine de congés payés, à propos de laquelle il précise : « J'étais, je suis et je reste favorable à cette mesure. Quand une grande partie de la population française dispose d'un avantage social, on ne peut le refuser à d'autres. »

Trois grandes orientations

Après cette démonstration de l'échec d'un système, M. Giscard d'Estaing se demande comment pourrait « marcher » la société française. Il note qu'elle s'est profondément transformée au cours des dix ou quinze dernières années, « beaucoup plus que durant les trente années précédentes », et que cette évolution est diversement accueillie. Une telle société exige, selon lui, une « nouvelle méthode de gouvernement ». Il déclare notamment : « Gouverner la France aujourd'hui n'est pas adapter la France aux vus des gouvernants, ce n'est pas lui imposer un modèle de société, mais entretenir la capacité d'adaptation du pays à des événements prévisibles et qui ne dépendent pas entièrement de lui. C'est observer la réalité plutôt que d'appliquer des dogmes rigides. Il faut faire confiance à la société française au lieu de l'empêcher de devenir elle-même. » Il résume d'une formule : « Gouverner la France, c'est piloter l'adaptation de la société française à la modernité. »

M. Giscard d'Estaing invite les Français à ne pas se résigner. Il conclut en affirmant : « Nous devons compenser la montée de la déshérence sociale par la montée de l'espérance libérale. »

M. Jean-François Deniau, nouveau président des clubs, dénonce les discours de « pompier pyromane » du gouvernement. Il s'interroge, comme l'avait fait M. Four-

cade, sur la vocation des clubs et l'avenir de l'U.D.F. Il insiste sur le rôle « traditionnel » des clubs, de « réflexion et de proposition » et estime : « C'est un autre libéralisme à vocation sociale qu'il faut établir. »

Il souhaite d'autre part que les clubs « composent à part entière de l'U.D.F., soient un mouvement politique et que les candidats adoptent, pour les élections municipales, l'étiquette U.D.F.-Clubs ». Il constate que l'U.D.F. « ne correspond pas tout à fait à ce qu'attendent les Français » et estime : « Six doctrines, c'est trop ! (L'U.D.F. compte six composantes). Il ajoute : « On ne gagne pas des élections en se présentant comme un cartel électoral. Il nous faut réfléchir à de nouvelles méthodes sans changer les statuts. »

M. Deniau écarte l'éventualité d'une séparation de l'U.D.F. en deux ailes, l'une libérale et l'autre sociale, et défend une union dont les clubs seraient les « gardiens ».

Après avoir fait part de son rêve de voir un jour réuni sur une même photographie, MM. Chirac, Giscard d'Estaing et Barre, il suggère que l'union de l'opposition soit scellée par un « pacte d'alliance qui assure la cohérence d'action et la totalité des reports » qui prendrait la forme de « dix engagements devant les électeurs ». Selon lui, la conclusion d'un tel pacte permettrait à l'opposition de retrouver la confiance des Français.

Il s'agit enfin, explique-t-il, de rechercher « une gestion diversifiée et personnalisée du progrès social ».

Le troisième volet de la réflexion de M. Giscard d'Estaing s'organise autour de la contribution de l'opposition à cette bonne marche de la société. L'ancien président de la République estime que l'opposition doit « changer d'attitude et de méthode » pour faire face à ses « missions » qui sont « d'être perçue à terme comme une alternative crédible de gouvernement et d'entretenir, de nos jours, le contrôle social, en exerçant des pressions démocratiques qui s'imposent en partie à l'action du gouvernement ». Il juge que, pour l'instant, « l'opposition exerce activement son rôle dans les institutions, mais pas complètement dans la société française ». Il reconnaît, d'autre part, que si l'opposition est « démotivée », elle n'est pas « démotivée ».

L'opposition doit, selon M. Giscard d'Estaing, « faire entrer dans la vie politique une perspective d'avenir, et ne pas laisser la pensée politique occupée par le gouvernement ». C'est de la manière dont se comporteront les partis de l'opposition et leurs chefs que viendra la crédibilité d'une alternative, estime-t-il en ajoutant : « Cette attitude préfigure la méthode de gouvernement. »

M. Giscard d'Estaing juge à ce propos que le débat sur la nécessité d'un programme est un faux débat. Il explique que, quand les Français demandent un programme, c'est pour savoir où ils vont, mais que cela signifie pas qu'il faille se livrer à un catalogue de propositions chiffrées. M. Giscard d'Estaing insiste sur la deuxième mission attribuée à l'opposition, celle de « contrôle social ». Il juge qu'il ne faut pas négliger l'influence que peut avoir une opposition qui « gère plus de la moitié des départements, la moitié des régions et a la majorité au Sénat. Il faut, explique-t-il, exercer une pression démocratique constante pour faire en sorte que les dégaits soient limités. » Il donne deux limites à cette pression : « la politique du pire » et « la politique du meilleur » et la compromission avec le pouvoir.

M. Giscard d'Estaing invite les Français à ne pas se résigner. Il conclut en affirmant : « Nous devons compenser la montée de la déshérence sociale par la montée de l'espérance libérale. »

M. Jean-François Deniau, nouveau président des clubs, dénonce les discours de « pompier pyromane » du gouvernement. Il s'interroge, comme l'avait fait M. Four-

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Anciens combattants : le résistible rattrapage du « rapport constant »

« Elève Laurain, vous avez fait un très bon premier trimestre, mais il y a un certain relâchement : reprenez-vous avant l'examen, sinon vous courez à l'échec ! ». Le propos de M. Vacant (P.S., Puy-de-Dôme) résume bien le sentiment de l'ensemble des députés, ce samedi 13 novembre, lors de la discussion du budget des anciens combattants. M. Mauger (R.P.R., Vendée) abonde dans ce sens. « Déception et inquiétude », ajoute M. Nilles (P.C., Seine-Saint-Denis). « Budget de routine, sans imagination, sans initiative », à peine un budget de reconduction », résume M. Brocard (U.D.F., Haute-Savoie).

Qu'en est-il ? Avec un total de crédits de 24 milliards 503 millions de francs, le budget des anciens combattants pour 1983 s'élève à 6,05 % par rapport à 1982 (cette année-là, le budget augmentait de 20 %). Les pensions de guerre et d'invalidité représentent 21,25 milliards, soit 86,8 % du budget (+ 5 %). L'action sociale 2,37 milliards, soit 9,7 % budget (+ 13,5 %), les moyens des services et les interventions publiques 876 millions, soit 3,5 % du budget (+ 12,1 %). Une certaine d'emplois vont disparaître en 1983, mais M. Laurain a précisé que cette mesure n'entraînera aucune licenciement puisqu'il s'agit de postes vacants.

Le point le plus contesté de ce budget, c'est — comme chaque année — le rattrapage du « rapport constant ». Le retard constaté est de 14,26 %. L'écart a été comblé à hauteur de 5 % par la première loi de finances rectificative en juillet 1981. En outre, la prise en compte de l'intégration de l'indemnité mensuelle spéciale dans l'indice de référence des pensions prévue par le budget pour 1983 permet de revaloriser de 1 % l'indice de référence du rapport constant. Le chiffre de 14,26 %, sou-

ligne le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Dumont (P.S., Meuse), « est devenu un symbole, et il y va dans cette affaire du respect de la parole donnée ». Plusieurs députés l'ont souligné : pendant la campagne présidentielle, M. Mitterrand s'était engagé à respecter ce pourcentage. Bref, 14,26 % — 5 % = 9,26 % = 8,26 %. Manque donc 8,26 % pour que les engagements soient tenus. C'est donc la « réprobation générale » dans le monde combattant », si l'on en croit M. Mauger. budget n'est pas « reconfortant », ajoute M. Tourné (P.C., Pyrénées-Orientales).

Le ministre des anciens combattants va-t-il se laisser fléchir ? Le mystère subsiste ce samedi matin. Comme ses prédécesseurs, déclare M. Brocard, vous nous réservez, parait-il, une surprise. En réalité, il n'y avait pas de surprise du tout, étant donné que tout le monde savait depuis plusieurs jours que le gouvernement était disposé à « faire un geste ». Ce geste a été accompli par l'adoption d'un amendement majorant les crédits de 295 millions de francs, soit 1,40 % de plus dans l'indice de référence.

8,26 % — 1,40 % = 6,86 %, qu'il reste à rattrapper. 6,86 % ou 7,86 %, puisque certains députés estiment que le 1 % résultant de l'intégration de l'indemnité spéciale ne peut être pris en compte. M. Laurain a affirmé que le rattrapage sera terminé au plus tard dans le budget de 1986. Il a tenu auparavant à souligner : « On ne peut accepter la rigueur que pour les autres. Cette rigueur ne signifie pas le retour du mépris ni la pénurie. » Cet effort supplémentaire constitue un « maximum » pour le moment, a-t-il ajouté. Les députés de l'opposition ont estimé que ce maximum était insuffisant ; ceux de la majorité s'en sont contentés.

L. Z.

Le budget des anciens combattants pour 1983 s'élève à 6,05 % par rapport à 1982 (cette année-là, le budget augmentait de 20 %).

Les pensions de guerre et d'invalidité représentent 21,25 milliards, soit 86,8 % du budget (+ 5 %). L'action sociale 2,37 milliards, soit 9,7 % budget (+ 13,5 %), les moyens des services et les interventions publiques 876 millions, soit 3,5 % du budget (+ 12,1 %). Une certaine d'emplois vont disparaître en 1983, mais M. Laurain a précisé que cette mesure n'entraînera aucune licenciement puisqu'il s'agit de postes vacants.

Le point le plus contesté de ce budget, c'est — comme chaque année — le rattrapage du « rapport constant ». Le retard constaté est de 14,26 %. L'écart a été comblé à hauteur de 5 % par la première loi de finances rectificative en juillet 1981.

En outre, la prise en compte de l'intégration de l'indemnité mensuelle spéciale dans l'indice de référence des pensions prévue par le budget pour 1983 permet de revaloriser de 1 % l'indice de référence du rapport constant. Le chiffre de 14,26 %, sou-

ligne le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Dumont (P.S., Meuse), « est devenu un symbole, et il y va dans cette affaire du respect de la parole donnée ».

Plusieurs députés l'ont souligné : pendant la campagne présidentielle, M. Mitterrand s'était engagé à respecter ce pourcentage. Bref, 14,26 % — 5 % = 9,26 % = 8,26 %. Manque donc 8,26 % pour que les engagements soient tenus. C'est donc la « réprobation générale » dans le monde combattant », si l'on en croit M. Mauger. budget n'est pas « reconfortant », ajoute M. Tourné (P.C., Pyrénées-Orientales).

Le ministre des anciens combattants va-t-il se laisser fléchir ? Le mystère subsiste ce samedi matin. Comme ses prédécesseurs, déclare M. Brocard, vous nous réservez, parait-il, une surprise.

En réalité, il n'y avait pas de surprise du tout, étant donné que tout le monde savait depuis plusieurs jours que le gouvernement était disposé à « faire un geste ».

Ce geste a été accompli par l'adoption d'un amendement majorant les crédits de 295 millions de francs, soit 1,40 % de plus dans l'indice de référence.

8,26 % — 1,40 % = 6,86 %, qu'il reste à rattrapper. 6,86 % ou 7,86 %, puisque certains députés estiment que le 1 % résultant de l'intégration de l'indemnité spéciale ne peut être pris en compte.

M. Laurain a affirmé que le rattrapage sera terminé au plus tard dans le budget de 1986. Il a tenu auparavant à souligner : « On ne peut accepter la rigueur que pour les autres. Cette rigueur ne signifie pas le retour du mépris ni la pénurie. »

Cet effort supplémentaire constitue un « maximum » pour le moment, a-t-il ajouté. Les députés de l'opposition ont estimé que ce maximum était insuffisant ; ceux de la majorité s'en sont contentés.

L. Z.

Deux élections municipales...

● GIVET (Ardennes) (1^{er} tour).

Inscr., 4 250 ; vot., 2 351 ; suff. expr., 2 309. MM. Samson, R.P.R., 1 378 ; ELU ; Michalek, P.C.F., 662 ; Valentin, sans étiqu., 269.

(Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'André Bertrand, R.P.R., maire et conseiller général, décédé le mois dernier.)

An premier tour des élections municipales de mars 1977, la liste conduite par André Bertrand avait obtenu 1 460 voix et la liste d'union de la gauche conduite par M. Stievenot, P.S., 1 344 pour 2 851 suffrages exprimés.

● SAINT-LAURENT-BLANCY (Pas-de-Calais) (1^{er} tour).

Inscr., 3 920 ; vot., 2 297 ; suff. expr., 2 212. M. Jean-Marie Thibaut, opp., 1 387 ; ELU ; MM. Jean-Pierre Fleury, P.S., 629 ; Jean-Claude Danglot, P.C., 202.

(Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de maire de la commune, Raoul Thibaut (socialiste dissident).)

Aux élections municipales de mars 1977, Raoul Thibaut avait refusé de figurer sur une liste d'union de la gauche. Dès le premier tour, il avait été élu ainsi que toute sa liste (23 sièges) avec 1 765 voix contre 1 125 à la liste d'union de la gauche conduite par M. Deleury, P.S., pour 2 907 suffrages exprimés. M. Thibaut a amélioré le score de son parti de près de deux points (62,53 % des suffrages exprimés, contre 64,71 % en 1977).

L. Z.

...et une cantonale

● SEINE-MARITIME : canton de Saint-Etienne-du-Rouvray (2^e tour).

Inscr., 15 281 ; vot., 6 363 ; suff. expr., 6 118. MM. Pierre Trébet, P.C., 4 000 ; ELU ; Claude Timé, R.P.R., 2 118.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Pierre Toutain, P.C., maire d'Oissel, décédé le 20 août dernier.

Au premier tour, M. Pierre Trébet avait obtenu 3 255 voix, M. Pierre Timé, 1 783 et M. Roger Lefebvre, P.S., 1 543. M. Trébet est élu avec 65,38 % des suffrages. Il ne fait cependant pas le plein des voix de gauche du premier tour (72,90 % des suffrages exprimés). M. Timé, candidat unique de l'opposition aux deux tours, progresse de 335 voix. Comme au premier tour, la participation a été particulièrement faible : 41,63 %.

Au second tour des élections cantonales de mars 1982, Pierre Toutain avait recueilli 6 621 voix (67,21 %) contre 3 229 à M. Claude Timé, pour 9 850 suffrages exprimés.

● RECTIFICATIF : Dans le compte-rendu des travaux de la convention nationale du Mouvement des démocrates (Le Monde du 9 novembre) une erreur de transcription a dénaturé le propos de M. Kerouedan (M.R.C.). Il fallait lire [le socialisme] « se situe dans le dépassement de l'état absolu et dans la réinvention d'un état relatif » (et non « réinventé »).

● La Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance, que préside M. André Jarrot, Compagnon de la libération, ancien ministre, refuse « toute tentative de réhabilitation de Pétain sous quelque forme que ce soit » et estime que « tout commencement d'exécution serait considéré comme un début de justification de la collaboration et de la trahison ».

● Le P.S.U. a annoncé, samedi 13 novembre, le lancement d'une pétition s'opposant à ce que le projet de loi sur les « séquelles » de la guerre d'Algérie puisse s'appliquer aux officiers généraux compromis dans l'O.A.S.

Une étape importante est franchie des mécanismes cancéreux

Que s'est-il passé ? L'échec du cancer qui est un moment décisif dans la vie d'un homme. C'est la question que se posent les chercheurs en oncologie. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ne sont pas seulement des cellules qui se divisent à l'envie, mais qu'elles ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

Les chercheurs ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire. Ils ont découvert que les cellules cancéreuses ont une vie propre, une vie qui leur permet de résister à l'attaque du système immunitaire.

MEDECINE

Une étape importante est franchie dans la compréhension des mécanismes cancéreux à l'échelon moléculaire

Que se passe-t-il à l'échelon moléculaire qui fait qu'à un moment donné une cellule normale se transforme en cellule cancéreuse ? Ou plutôt l'anomalie responsable ? Comment établir une chronologie des événements, une hiérarchie des causalités ?

L'absence d'outil permettant d'appréhender dans le détail les différents aspects de la physiologie cellulaire et l'énorme complexité des structures en cause faisaient qu'en dépit de nombreux travaux aucune réponse positive ne pouvait être apportée à ces questions. Y répondra-t-on un jour complètement ? Les premiers

résultats des travaux de biologie moléculaire appliquée à la cancérologie apportent de nouvelles lumières dans ce domaine.

Le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* publie deux articles et un long éditorial consacrés aux résultats de travaux menés par deux équipes américaines (1). Ces résultats représentent, de l'avis des spécialistes, un progrès majeur dans la compréhension des mécanismes cancéreux chez l'homme.

Etape « décisive » ou simplement « importante » ? Il est toujours difficile de qualifier dans une discipline en effervescence, comme l'est la biologie moléculaire, l'exacte portée des résultats. Les scientifiques qui commentent dans la revue *Nature* le travail de leurs confrères, cachent pourtant mal leur enthousiasme. Schématiquement, de quoi s'agit-il ?

On sait, depuis quelque temps, que certaines régions bien particulières de l'acide désoxyribonucléique (A.D.N.) des cellules sont responsables de transformations cancéreuses. Plusieurs expériences récentes de laboratoires étaient parvenues à situer avec précision la localisation de ces structures ou oncogènes dans la « boîte de commande » qu'est pour chaque cellule l'A.D.N. (le *Monde* du 10 septembre). Plusieurs hypothèses avaient été formulées pour rendre compte du mode de fonctionnement de ces oncogènes. Aucune démonstration n'avait néanmoins encore pu être fournie.

C'est ce pas que viennent de franchir les deux équipes américaines : travaillant de manière indépendante sur deux lignées de cellules isolées de cancers humains de vessie, ces deux équipes sont parvenues par des voies parallèles à des résultats remarquablement convergents.

En substance, il apparaît qu'au niveau de l'oncogène des cellules ; une modification extrêmement minime dans l'enchaînement des composants (nucléotides) de l'A.D.N. suffit à faire apparaître un processus cancéreux. En d'autres termes, dans le gigantesque assemblage que forme l'A.D.N. cellulaire, la substitution d'un nucléotide par un autre suffit

pour modifier l'ensemble du métabolisme et transformer une cellule normale en une cellule cancéreuse. La « lecture » de l'A.D.N. étant à l'origine de la synthèse des protéines (code génétique), la modification qu'implique cette substitution entraîne la fabrication d'une protéine différente. L'un des deux groupes est allé jusqu'à préciser en quoi consistait cette différence : elle porte très précisément sur le douzième acide aminé d'une protéine dont la structure a été, à cette occasion, parfaitement identifiée.

« Même s'il est possible de discuter certains points de ces travaux, commente M. Dominique Stehelin (directeur du laboratoire d'oncologie moléculaire, Institut Pasteur de Lille), il faut néanmoins souligner que, pour la première fois, on apporte la démonstration qu'une mutation survenant sur un gène humain et la modification protéique qui en découle sont in vitro à l'origine d'une transformation cancéreuse. »

La simplicité de ces données contraste avec les hypothèses très complexes qui sont avancées depuis plusieurs années pour expliquer l'apparition et la prolifération des cellules cancéreuses. Elles ne doivent néanmoins pas tromper : le « fil conducteur » aujourd'hui tenu peut amener à une cascade de problèmes très difficiles. Quel est, dans ce cas, le rôle joué par la protéine nor-

male ? Quel est le véritable impact métabolique de la modification de sa structure ? Parviendra-t-on à identifier la somme de toutes ses conséquences ? Pourra-t-on à terme utiliser les données obtenues dans une optique diagnostique ou thérapeutique ? Rien ne permet de dire que les réponses positives pourront être apportées à ces questions.

Rien ne permet non plus de dire que tout se passe de cette manière dans un cancer de la vessie survenant *in vivo*. Ni que tous les processus cancéreux répondent à ce schéma. Quoi qu'il en soit, ces résultats renforcent les premiers espoirs nés de l'application des concepts et des techniques de la biologie moléculaire à la cancérologie. Tout se passe aujourd'hui comme si une brèche s'était faite qui apporte un peu de lumière et de cohérence dans ce qui restait, jusqu'à présent, du domaine de l'incompréhensible.

JEAN-YVES NAU.

(1) La première communication est signée par un groupe de neuf chercheurs dirigé par le docteur Robert A. Weinberg (Massachusetts Institut of Technology). La deuxième communication est signée par un groupe de quatre chercheurs dirigé par le docteur Mariano Barbacid (National Cancer Institut, Bethesda, Maryland). Ces travaux sont publiés dans le n° 5888 de l'hebdomadaire *Nature*, daté du 11 novembre 1982.

Depuis 38 ans, le journal spécialisé
"Les Années" est le n° 1
pour la vente des fonds de commerce

En Vente Partout 3 F et 36 r. Moltre, 75011 PARIS TEL. (1) 805.30.30

AU CONSEIL NATIONAL DE LA LICRA

Les formes modernes de l'antisémitisme

De notre correspondant

n'a pas été cité, mais auquel une allusion fut jointe.

pression d'apparence plus respectable : On n'est pas antisémite, on est antisioniste.

« Pourquoi les mêmes hommes qui n'ont à la bouche que le droit des peuples à l'autodétermination, fut-elle acquise par la force, le refusent-ils au seul peuple juif ? Dans le meilleur des cas, il faudrait faire de l'Etat juif un Etat de seconde zone, le juif des Etats, et le mettre dans une catégorie spéciale ne comportant qu'un seul exemplaire, lui. C'est pourquoi ils pensent que, dans toute négociation, c'est Israël qui a une concession majeure que de reconnaître son droit à l'existence. Formule étonnante ! Est-ce que l'on a entendu dire : Les Etats-Unis ont le droit d'exister, l'U.R.S.S. a le droit d'exister, la France, Cuba, la Suisse, ont le droit d'exister ? »

Analysant le fait qu'on puisse être à la fois juif et antisioniste, M. Monteil a refusé qu'on puisse y voir la négation de sa thèse sur la parenté entre l'antisémitisme et l'antisionisme, qu'on puisse considérer comme un non-sens le fait d'être juif et antisioniste. L'histoire le prouve selon lui : l'antisémitisme a sécrété un stéréotype de la victime et cette dernière, sous la pression extérieure, pour se faire accepter par l'environnement majoritaire, peut succomber à une sorte de « haine de soi et des siens ».

Une mise en cause de M. Krasucki

Torquemada, le grand inquisiteur, était sans doute d'origine juive. Comme le second inquisiteur, Hernando de Talavera, et l'ancien grand rabbin de Burgos devenu évêque de Carthagène. Dernier exemple avancé par M. Monteil, et le rapprochement avec les grands inquisiteurs n'est sans doute pas un hasard, celui de l'actuel secrétaire général de la C.G.T., M. Krasucki, dont le nom

« Au beau temps du stalinisme, on a vu un certain nombre de militants applaudir aux procès engagés à Moscou ou à Prague contre les « comploteurs juifs », saluer l'exécution de Slansky accusé d'espionnage au profit de l'organisation sioniste et dénoncer les activités « criminelles » des médecins juifs du « complot des blouses blanches ». Dans le chœur des chacals qui hurlaient à la mort, il y avait entre autres un jeune Juif, secrétaire de l'Union des syndicats C.G.T. de la Seine.

Après le vingtième congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., Slansky a été réhabilité : les médecins juifs aussi, mais ils sont bel et bien morts. Aucun congrès ne peut les ressusciter. En revanche, le jeune dirigeant syndical de 1953 a poursuivi sa carrière. Il est maintenant au sommet de la hiérarchie et, tout en se défendant aujourd'hui comme hier d'être antisémite, il s'emploie à dénoncer le stalinisme, Israël et les hommes d'Israël.

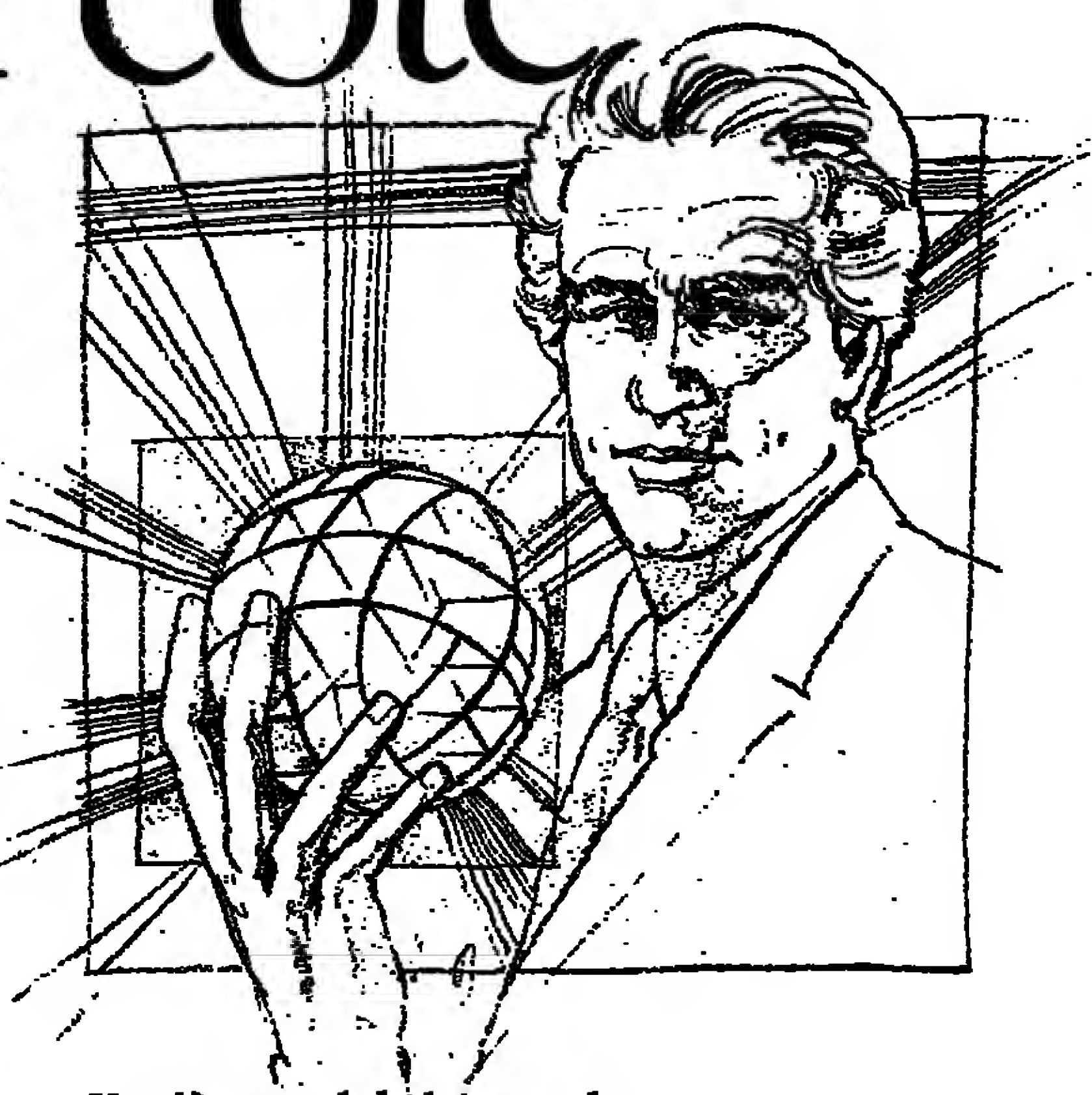
Ce fut, tout au moins en séance publique, la seule allusion aux différends qui peuvent opposer la L.I.C.R.A. à la C.G.T. ou au P.C.F.

Concluant les travaux, M. Jean Pierre-Bloch, président de la L.I.C.R.A., a souhaité qu'en 1983 soit lancée une campagne d'adhésions pour porter le nombre des adhérents de trente-cinq mille à cinquante mille. Après avoir fait rappeler la multitude de faits qui peuvent faire craindre une montée rapide du racisme, notamment les nombreux attentats, violences ou razzias en Corse ou à Marseille, il a lancé un appel aux enseignants : « Pour atteindre la jeunesse, c'est d'abord eux qu'il faut viser. Autrefois l'instituteur donnait aux jeunes le sens du civisme et de la patrie. Beaucoup d'enseignants ont oublié qu'ils avaient cette charge. A nous de le leur rappeler : les enfants doivent être instruits du droit à la différence. »

PIERRE CHERRUAU.

du bon côté de l'avenir

Matra Harris Semiconducteurs propose 100 postes d'ingénieurs, managers et commerciaux de haut niveau. Voici quelques bonnes raisons de vous y intéresser.



Carrières dans la microélectronique.

Nous avons besoin de vous. Tant mieux pour vous. Tant mieux pour nous. C'est la rançon du succès. Et aujourd'hui, qui s'en plaint ? En 3 ans, MHS est devenu l'un des fabricants européens les plus en vue dans le domaine des circuits intégrés à haute technologie. Convaincre les sceptiques et faire la preuve de nos capacités, c'était la première étape. Aujourd'hui seul l'avenir nous intéresse. Vous aussi sans doute.

La croissance et pour longtemps.

Les semiconducteurs sont l'une des clés du devenir industriel mondial des prochaines décennies. La France est dans la course. Les objectifs sont ambitieux, les moyens mis en œuvre les rendent réalistes. Les pouvoirs publics ont défini objectifs et stratégie industrielle de la filière électronique française : passer d'un rythme de croissance annuelle de 3,1 % à 9 % environ. A 5 ans : l'autonomie totale en matière de composants.

MHS est confirmé comme pôle leader de ce programme. Notre mission : le développement et la fabrication des produits de pointe.

La logique d'une collaboration internationale au sommet.

Pour réussir, débiter au niveau mondial. Ainsi MHS, c'est déjà :

- Les technologies circuits intégrés MOS (CMOS et HMOS).
- Un outil de production de circuits intégrés VLSI parmi les plus avancés du monde.
- Un accord de coopération unique en son genre, en recherche et conception avec le leader mondial dans le domaine des microprocesseurs : la société américaine INTEL.
- Un centre de développement de logiciels avancés pour la conception de circuits assistée par ordinateur (CAO) avec une antenne en Californie liée aux universités de Stanford et de Berkeley.
- Marketing et vente : une implantation sur l'ensemble des marchés européens et américains avec son partenaire Harris Corporation.

Que les talents s'épanouissent.

En rejoignant MHS, vous nous apporterez vos compétences, votre expérience, votre potentiel et aussi vos espérances.

Nous ne voulons ni décevoir les uns ni user trop vite les autres. Cyniquement, c'est une question d'intérêt bien compris. Personnellement, c'est plutôt une question d'état d'esprit. C'est pourquoi, à nos ingénieurs et chercheurs, nous offrons des programmes de formation, des carrières et la possibilité de coopérer avec la plupart des écoles, laboratoires et universités françaises et étrangères impliquées dans la technologie de haut niveau.

Un siège au club des grands.

La chose est entendue : notre volonté est de prendre place dans le club étroit des sociétés internationales les plus performantes en micro-électronique. Elles sont aujourd'hui pour la plupart japonaises et américaines. La RAM statique 16K CMOS la plus rapide de sa catégorie et le microprocesseur 16 bits HM 8086, un standard mondial, nous en rapprochent. Ce sont les premiers signes d'un grand avenir. Il y en aura beaucoup d'autres.

MHS
MATRA-HARRIS SEMICONDUCTEURS

le nouveau monde des micromondes

Matra Harris Semiconducteurs
La Chantreie, BP 942 Nantes Cedex

Pour le détail des postes offerts,
consultez nos rubriques offre d'emploi.

dp-industries



L'AWACS E-3 REPOUND AUX BESOINS DE LA FRANCE.

L'AWACS E-3 de Boeing est conçu pour remplir la totalité des besoins de la France en matière de système aéroporté d'alerte rapide.

Avec son radar et ses équipements de traitement des données puissants, cet "œil volant" détecte les navires de surface et les avions volant à haute ou basse altitude. Il communique avec les forces aériennes et terrestres. Il fournit des informations vitales à la Marine. Il est compatible avec le système français de commande et de contrôle aérien au sol STRIDA II.

Les performances supérieures du système AWACS E-3 permettent de satisfaire aux

nécessités d'alerte rapide actuelles et futures avec un moins grand nombre d'avions. Il réquiert nettement moins d'entretien que les systèmes plus simples.

L'AWACS E-3 peut devenir, en tous points, un atout majeur pour la France. Il est assez rapide pour réagir dans les plus courts délais. Il est assez fiable pour répondre à tous les besoins existants et assez flexible pour parer à toutes les menaces à venir.

L'AWACS E-3 de Boeing n'est pas seulement un système aéroporté d'alerte rapide incomparable. C'est un investissement incomparable pour la paix.

BOEING

AVEC UN SEJOUR DE PLUS DE 185 JOURS

Les deux cosmonautes de Saliout-7 battent le record de vie dans l'espace

Plus de deux semaines se sont écoulées depuis le 11 septembre 1982, date à laquelle les deux cosmonautes de Saliout-7 ont quitté la Terre. Ils ont maintenant accompli 175 jours de mission dans l'espace.

Missions militaires

Recherches et développements militaires, c'est le thème principal de la mission de Saliout-7. Les deux cosmonautes ont effectué de nombreuses missions militaires, notamment des missions de reconnaissance et de surveillance.

Les cosmonautes ont également effectué des missions de maintenance et de réparation de l'orbiteur. Ils ont également effectué des missions de recherche scientifique et de développement technologique.

Mars et fragments de Lune

Les cosmonautes ont également effectué des missions de recherche scientifique et de développement technologique. Ils ont également effectué des missions de maintenance et de réparation de l'orbiteur.



CHAQUE SEMAINE

FAITES VALIDER VOS BILLES CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE



TWA vers et à l'intérieur des USA

New York :

Liaison sans escalier également possible

Tarif local, nuit et jour

هكذا من الاجل

SCIENCES

JUSTICE

AVEC UN SEJOUR DE PLUS DE 185 JOURS

Les deux cosmonautes de Saliout-7 battent le record de vie dans l'espace

En orbite depuis le 13 mai dernier, les cosmonautes soviétiques Anatoli Berezovoy et Valentin Lebedev ont égalé, dimanche 14 novembre, à 7 h 10 (heure française), le record de durée d'un séjour orbital, qui était de cent quatre-vingt quatre jours, vingt heures et douze minutes. Ce record avait été établi par leurs compatriotes Leonid Popov et Valeri Rioumine, du 9 avril au 11 octobre 1980. Mais les deux nouveaux titulaires du record, effectués leur premier vol, sont encore loin du total accompli par Rioumine, qui, en trois missions dont une très brève, a séjourné près d'un an dans l'espace, et ne s'en porte apparemment pas plus mal.

Au cours de ces six mois, les cosmonautes n'ont pas chômé. Ils ont d'abord accueilli l'équipage franco-soviétique constitué par Vladimir Djiribekov, Alexandre Ivantchenkov et Jean-Loup Chrétien, lancé le 24 juin à bord du Soyouz-T6 et revenu sur Terre le 2 juillet. Puis ce fut Serebrov en août, la visite de Leonid Popov et Alexandre Svetlana-Svitlanska - cette dernière étant la première femme à partir dans l'espace depuis que Valentin Terechkova prit place à bord de Vostok-6, en 1963. Cet équipage, lancé le 19 août à bord de Soyouz-T7, revint le 27 août, avec Soyouz-T5, le vaisseau qui avait amené, trois mois plus tôt, Berezovoy et Lebedev à la station Saliout-7.

Pour des raisons de sécurité, en effet, les responsables des vols orbitaux se refusent à laisser un Soyouz plus de trois mois en orbite, craignant que le vieillisse-

ment des composants ne soit un facteur de panne. S'ils maintiennent cette règle, il faut s'attendre soit à un retour prochain de Berezovoy et Lebedev, soit à une nouvelle visite d'un équipage, qui ramènerait Soyouz-17 au sol et laisserait aux habitants de Saliout-7 un vaisseau neuf.

Missions militaires

Berezovoy et Lebedev ont aussi déchargé quatre cargos Progress, occupation qui dure en général près d'un mois - et n'est sans doute pas terminée pour Progress-16, lancé le 31 octobre.

Les observateurs ont noté que les cosmonautes viennent de recevoir, coup sur coup, deux Progress - le numéro 15 s'était détaché de Saliout-7 le 16 octobre. Ce qu'on sait de leurs activités « civiles » ne paraît pas justifier un tel rythme-ménage. D'où l'idée que des observations militaires viennent s'ajouter aux tâches connues de biologie, astronomie, physique des matériaux, télé-détection des gisements miniers, évaluation des ressources agricoles... Il faut aussi rappeler que Saliout-3 et Saliout-5 passent pour avoir été des stations militaires. Il ne pouvait en être de même de Saliout-7 puisqu'un cosmonaute français y a séjourné. Mais cette échappée, si elle est possible que la station retrouve une vocation militaire (il semble, en effet, que les stations portant des numéros impairs, soient plus spécialement affectées à des missions militaires).

M. A.

Morceaux de Mars et fragments de Lune

Washington (A.F.P.). - Deux morceaux de Mars et un morceau de Lune seraient tombés sur la Terre il y a des millions d'années et auraient été trouvés dans l'Antarctique, selon des chercheurs américains.



CAPEL met l'homme fort à son aise

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Depuis plusieurs années, les chercheurs de la NASA, à Houston, étudient deux météorites qui, selon eux, ne peuvent provenir que de la planète Mars. Dans une interview publiée dans le *New-York Times*, le docteur Donald Bogard, un des chercheurs, souligne en effet que dans ces météorites, ils ont trouvé des gaz exactement similaires à ceux, extrêmement rares, que l'on trouve dans l'atmosphère de Mars.

La provenance de ces météorites est cependant contestée par certains chercheurs, comme le docteur Brian Mason, du Smithsonian Institute, à Washington. Il souligne dans le *New York Times*, que si des chocs peuvent envoyer des morceaux de Mars dans l'espace, il est étrange qu'il n'y ait pas plus de morceaux de Lune sur la Terre.

Le docteur Mason estime d'ailleurs avoir trouvé un morceau de Lune : il étudie depuis plusieurs mois un fragment de météorite découvert en janvier dernier également dans l'Antarctique, et a remarqué que son apparence au microscope est exactement comparable à celle des morceaux de Lune rapportés par « Apollo-16 ».

La sortie dans l'espace des astronautes de Columbia a été retardée

La mission de la navette spatiale américaine Columbia touche à sa fin. Après une ultime sortie dans l'espace de deux de ses astronautes et après avoir pleinement réussi son premier vol opérationnel, la navette devrait se poser, mardi 16 novembre à 15 h 29 (heure française), sur la base aérienne d'Edwards, en Californie.

Le mal de l'espace a obligé, samedi, la NASA à reporter de vingt-quatre heures la sortie dans l'espace de la trentième mission depuis celle d'Edward White en 1965 - que deux des astronautes de la navette spatiale américaine Columbia, Joseph Allen et William Lenoir, devaient effectuer le dimanche 14 novembre. Elle devait, en effet, avoir lieu dans l'après-midi de lundi à la condition que William Lenoir soit remis dans les forces dont il a été victime. La NASA craignait toutefois que les vomissements de l'un des astronautes ne bouchent accidentellement les conduites respiratoires de son scaphandre, le mettant ainsi momentanément en danger.

Les deux hommes devaient franchir vers 14 h (heure française) le sas qui sépare l'habitat de la navette de sa soule et procéder pendant un peu plus de trois heures et demie à l'essai des nouvelles combinaisons spatiales développées par la NASA. Ils devaient aussi expérimenter divers matériels et outils destinés à la réparation de satellites dans l'espace et à la construction future d'importantes stations spatiales permanentes ou de satellites aux dimensions gigantesques.

Dans tous ces domaines, ce n'est pas tant la technologie qui freine les progrès que la capacité de l'homme à s'adapter au vide spatial. Le cas de

William Lenoir n'est pas unique. Bien souvent, dans le passé, des astronautes, pourtant pilotes chevronnés, ont été victimes du mal de l'espace. Si, en apesanteur, la vision et les récepteurs musculaires continuent de fonctionner normalement, il n'en va pas de même des centres nerveux d'informations sur le positionnement au niveau des articulations, de la peau et du système otolithique - qui est, avec les canaux semi-circulaires, le centre de l'équilibre du corps humain. L'activité de ces centres est, en effet, diminuée. Cette situation conflictuelle, notamment en ce qui concerne le système otolithique, donne lieu à des sensations de vertige dues au fait qu'en apesanteur, l'astronaute, lorsqu'il tourne la tête, a l'impression de voir le monde environnant tourner autour de lui (le *Monde* du 23 juin). Survient alors l'accélération du poids, les sueurs froides, une salivation intense et, enfin, les nausées. La syncope n'est pas à exclure.

Malaises

Bien des astronautes américains et bien des cosmonautes soviétiques ont connu de telles indispositions, qui, avec le temps, finissent par disparaître. Il n'y a pas si longtemps, l'un des équipages de Columbia a été malade au point que le programme de travail de la mission en fut perturbé. De même, au cours de ce vol, Robert Overmyer, le pilote de la navette qui doit surveiller la marche dans l'espace de ses deux camarades, a ressenti quelques malaises, heureusement éphémères.

Dans de tels cas, la NASA a recours à une pharmacopée désormais classique et administre à ses astronautes du Scopex : un mélange d'un sédatif, la scopolamine, et d'un stimulant, la dexedrine. Cette fois, cependant, le médecin-chef de la NASA, le docteur Sam Pool, a prescrit du Phénergan à William Lenoir. Jusqu'à ce jour, les services médicaux de la NASA avaient évité le recours à une telle médication, car elle a un effet soporifique gênant et peut parfois provoquer de légers troubles de la vue et une sécheresse excessive des muqueuses de la bouche.

● Pour célébrer le centième anniversaire de la mort de Charles Darwin, le Muséum national d'histoire naturelle organise un cycle de six conférences : le 16 novembre, la révolution darwinienne (M. J.-F. Leroy, professeur au Muséum) ; le 18 novembre, théorie synthétique de l'évolution (M. C. Petit, professeur à Paris-VII) ; le 23 novembre, Darwin, darwinisme et systématique (M. C. Dupuis, professeur au Muséum) ; le 25 novembre, mutagenèse et évolution (M. C. Hébert, professeur au Muséum) ; le 30 novembre, Darwin, et les récifs coralliens (M. B. Salvat, directeur à l'Ecole pratique des hautes études) ; le 2 décembre, évolution de l'homme et darwinisme (M. Y. Coppens, professeur au Muséum).

Toutes ces conférences ont lieu à 16 h 45, dans la salle de cours de la bibliothèque du Muséum, 38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris-5. Entrée gratuite.



CAPEL se met en quatre pour les doublemètres

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Huit ans de prison pour un proxénète grenoblois

De notre correspondant

Grenoble. - Le tribunal correctionnel de Grenoble a une nouvelle fois sévèrement condamné un proxénète. M. Michel Milesi, accusé également d'avoir détourné à son profit une partie des actifs d'une société de presse qu'il dirigeait et qui était un journal sportif intitulé « Chrono », a été condamné à une peine de huit années d'emprisonnement - le procureur avait requis dix ans - assortie d'une amende de 100 000 F et de dix années d'interdiction de séjour. Son collègue, Jean-Claude Zera, barman, homme de main du premier, purgera une peine de quatre ans de prison. Les deux hommes devront, en outre, verser 60 000 F de dommages et intérêts aux équipes d'action contre la traite des femmes et des enfants qui s'étaient portées partie civile.

La chute de « Monsieur Michel »

Lorsque, le 14 octobre, « Monsieur Michel » s'était installé dans le box des accusés, le public, nombreux, n'avait pas eu de mal à faire coïncider le personnage à la large carrure et aux épaisses moustaches tombantes, avec l'image du « caïd », du « parrain », et du « patron » du trottoir grenoblois.

Certain de n'avoir en face de lui aucun témoin gênant et aucun accusateur dans le prétoire autre que le procureur de la République et l'avocat de la partie civile, Michel Milesi, accusé pourtant de proxénétisme aggravé, de banqueroute frauduleuse et de coups et blessures avec préméditation, semblait sûr de lui.

Christian Jamet, proxénète comme lui, sorti de prison il y a quelques semaines, n'avait pas jugé bon de venir déposer contre son ancien « collègue », qui l'avait pourtant rossé en 1979, parce que son « amie » s'était installée sur le trottoir de « Monsieur Michel ». Blessé et dans l'incapacité de reprendre son travail, Christian Jamet avait alors porté plainte, et il comptait être partie civile. Il s'est évanoui dans la na-

ture aussitôt après son retour à la liberté.

Félix Piccaredda, condamné à neuf ans de prison, en décembre 1980, par la cour d'appel de Grenoble pour proxénétisme aggravé et qui avait déclaré pendant l'instruction que ses frères et lui venaient régulièrement une dime à Milesi pour l'utilisation de la côte de Moirans et pour les quais de l'Isère, avait lui aussi souhaité rester dans sa cellule.

Sur les vingt et un témoins importants qui avaient osé parler contre M. Milesi, deux seulement avaient accepté de venir à la barre : un ami et l'épouse du proxénète.

Prolonge à l'encontre de son mari dans le cabinet du juge d'instruction, la femme du proxénète changea brusquement de registre au cours de l'audience publique, affirmant notamment qu'elle était « invivable » et qu'elle se prostituait... à son insu pour jouir égoïstement de la vie. Cette mère de trois enfants, qui fut transportée, à deux reprises, dans le coma à l'hôpital de Grenoble à la suite de coups portés par son mari-proxénète, avait pourtant craqué devant le juge d'instruction et raconté l'enfer de sa vie passée sur les bords de la route Grenoble-Valence, le long des quais de l'Isère et dans les sordides studios du centre de la ville.

« De tous les coups »

La longue procédure menée pendant deux mois par le juge d'instruction, M. Paul Weisbuch, pour cerner la personnalité et le rôle joué par « M. Milesi » dans le milieu grenoblois, malheureusement, a manqué de consistance. Il fut cité par une prostituée, quelques mois après l'incendie du « 5-7 », de Saint-Laurent-du-Pont (Isère) où, le 1^{er} novembre 1970, cent quarante-six personnes trouvèrent la mort.

« M. Milesi était de tous les coups », affirmait, avant sa mort, le patron du bar « l'Oxford », Jacques Charroust, tué à la sortie d'un bar en août 1981. (le *Monde* du 7 août 1981). Mais aucune preuve ne permet d'affirmer aujourd'hui que Michel Milesi est bien à la hauteur de sa légende.

CLAUDE FRANÇILLON.

ÉDUCATION

● Publication de thèses. - La direction générale des enseignements supérieurs du ministère de l'éducation nationale vient de publier l'inventaire 1981 des thèses de doctorat de sciences soutenues devant les universités françaises. Ces inventaires peuvent être consultés auprès des bibliothèques universitaires. Ils peuvent être acquis auprès du Service d'échanges universitaires de la Sorbonne - 15, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, ou auprès du C.N.R.S. Centre de documentation scientifique et technique, 26, rue Boyer, 75020 Paris.

RECRUTEMENT PAR CONCOURS
Titres et épreuves
MAÎTRE DE CONFÉRENCES
MICROBIOLOGIE
les 17 et 18 novembre 1982.
Examen national supérieur Agrégation Biologie
Renseignements : E.N.S.A.R.
65, rue de Saint-Etienne
35042 RENNES Cedex
Tél. : (09) 59-02-40.

Les libéralités
Les successions

Jacques FLOUR et Henri SOULEAU
Deux cours de droit civil s'adressant aux étudiants et à tous les praticiens du droit notarial.
Très clairs, avec de nombreuses références à la doctrine et à la jurisprudence, ces ouvrages peuvent fournir l'amorce de travaux personnels ou dirigés.

Les libéralités : 95 F. Les successions : à paraître fin nov. 82.

ARMAND COLIN

103, BO SAINT MICHEL - 75005 PARIS

Droit constitutionnel et science politique

Bernard CHANTEBOUT

Cet ouvrage montre comment les concepts fondamentaux du droit constitutionnel se sont formés et ont évolué en France et à l'étranger, pour donner naissance aux régimes actuels, analysés dans leur fonctionnement concret. Un tiers du livre est consacré à l'évolution des institutions et des forces politiques, de de Gaulle à Mitterrand.

127 F

TWA vers et à l'intérieur des USA.

New York : vol quotidien - 3350 F*.

Liaison sans escale de Paris CDG1 en gros porteur. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des États-Unis.

*Tarif loisir aller/retour.

Vous plaire nous plaît.

TWA

FAITS ET JUGEMENTS

Le baron Fourn a regagné le domaine de la Badoc

Limoux. - Le baron Ferdinand Fourn, qui avait dû quitter le domaine de la Tour de la Badoc à Limoux (Aude), le 11 novembre, après un vif incident avec son propriétaire, M. Jean Besset, a pu regagner le domaine qu'il occupe depuis cinquante et un mois, dimanche après-midi 14 novembre, sans difficulté (le Monde du 13 novembre). M. Besset, directeur de la cave coopérative des producteurs de blanquette de Limoux, a, en effet, été inculpé, le 13 novembre, ainsi que son régisseur, M. Emile Satgé, par M. Torregrossa, juge d'instruction au tribunal de Carcassonne, de violation de domicile avec effraction, voies de fait et menaces verbales. M. Satgé a, en outre, été inculpé d'outrages à agent de la force publique, mais interdiction leur a été notifiée de pénétrer dans la propriété de la Tour de la Badoc.

M. Fourn, qui s'est constitué partie civile, a été également inculpé, le même jour, de menaces légères. « Mes armes sont maintenant en dépôt à la gendarmerie, dit-il, mais je n'ai plus besoin de leur protection, étant placé sous la protection de la loi. Maintenant, je suis libre de mes mouvements. Je peux aller et venir. C'est extraordinaire pour moi, car c'est la première fois depuis cinquante et un mois. »

Quant à M. Besset, le propriétaire légal, il estime que l'acte de violation de domicile qu'il a pénétré dans une maison qu'il possède depuis le 11 juillet 1978, date de la vente aux enchères, et que, depuis le mois d'octobre de cette même année, son titre de propriété a été transcrit et enregistré aux hypothèques.

• L'un des deux évadés de la prison de La Talaudière (Loire), vendredi 12 novembre, a été arrêté le lendemain près de Valence (Drôme). Il s'agit de Jean-Louis Crépiat, vingt-quatre ans, condamné à vingt ans de réclusion criminelle pour le meurtre, en 1979, d'un jeune vagabond marginal (le Monde du 3 février 1979).

L'attentat chez Mme Thomazo UNE MAISON VISÉE

Un attentat à l'explosif a endommagé, dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 novembre, la villa que possède sur la plage de Pampelonne, dans le golfe de Saint-Tropez (Var), Mme Lucette Thomazo, membre du parti communiste et ancienne administratrice de l'Hôtel de Ville. L'attentat a été revendiqué par des inconnus qui affirment être partis en guerre contre « les milliardaires soi-disant membres du parti des travailleurs ».

Mme Thomazo, présente à sa villa au moment de l'explosion, en compagnie de son mari et de deux amis, a rapporté cet attentat des événements survenus cet été : le 23 juillet, le ministre de la mer, M. Louis Le Penzec, avait dirigé les opérations de destruction d'un mur de la propriété de Mme Thomazo, dans le cadre de sa campagne contre la « privatisation des plages ». La propriétaire de la villa, qui, comme d'autres résidents du golfe de Saint-Tropez, refusait de laisser le libre passage à la mer, avait, à cette occasion, été présentée comme « une milliardaire rouge ». Elle avait, depuis, reçu des menaces anonymes. Et sur les murs de sa propriété, nous indique notre correspondant, les auteurs de l'attentat ont laissé des graffitis similaires : « Traîtres, vendus », « K.G.B. ». « Cet attentat fait suite à une campagne de presse dont M. Le Penzec peut être tenu pour responsable », a déclaré Mme Thomazo. Il a favorisé la presse de droite par son action. C'est lui qui a allumé la mèche. »

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

INONDATIONS A MILLAU : UNE CATASTROPHE ECONOMIQUE

(De notre correspondant.)

Millau. - Deux cents millions de francs de dégât, dont une quinzaine de millions pour les secteurs industriels et commerciaux, plus d'un milliard de particuliers sinistrés, cent-vingt entreprises et commerces touchés - dont certains à cent pour cent, - tel est le bilan, de la dernière crue du Tarn, survenue le 3 novembre à Millau (Aveyron).

Les conséquences économiques de ce désastre n'ont pas fini de peser sur une ville dont le secteur industriel, qui n'avait cessé de regagner depuis vingt ans, n'avait nul besoin de ce nouveau coup. Dernier pilier de l'industrie locale, les mégaséries, qui valaient de terminer leurs stocks de peaux après la période d'abatage, sont particulièrement affectées : l'une des principales, l'entreprise Alric, totalise à elle seule 15 millions de francs de dégâts. C'est seulement dans une quinzaine de jours que la production pourra partiellement reprendre dans la plupart des entreprises sinistrées.

• **Attentat en Corse.** - Un attentat à l'explosif et à la grenade défensive a été commis, dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 novembre, contre la caserne de gendarmerie de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). L'explosion n'a pas fait de dégâts, les démineurs de la protection civile ayant pu intervenir à temps. D'autre part, cinq attentats à l'explosif, dont quatre visant les domiciles ou les véhicules d'enseignants d'origine « continentale », ont été commis à Bastia et à Ghisonaccia (Haute-Corse).

POLICE

• **Le décret nommant directeur de la Surveillance du territoire** M. Yves Bonnet, représentant du gouvernement à Montparnasse, a été publié au Journal officiel du 15 novembre. M. Bonnet succède à la tête de la D.S.T. à M. Marcel Chalet, nommé inspecteur général de l'Administration (le Monde du 4 et du 12 novembre).

[Né le 20 novembre 1935 à Chartres (Eure-et-Loire), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Yves Bonnet occupe les fonctions de chef de cabinet du préfet de la Mayenne (1960-1963), puis de la Manche (1963-1966). Après avoir été directeur de cabinet du préfet de la Guyane, il est nommé en 1968 sous-préfet de La Trinité (Martinique) et il est attaché en 1970 en qualité d'administrateur civil au ministère de l'Intérieur. Nommé en 1974 sous-préfet d'Arles, en 1976 sous-préfet de Dunkerque, il a été nommé représentant du gouvernement à Mayotte le 5 janvier 1982.]

CATASTROPHES

En Inde

UN CYCLONE PROVOQUE LA MORT DE 442 PERSONNES

Le bilan des victimes du cyclone qui s'est abattu la semaine dernière sur l'ouest de l'Inde, et en particulier sur la côte des Etats du Maharashtra et du Gujarat, s'établissait, durant le week-end, à 442 morts. Les dégâts étaient estimés à environ l'équivalent de 2,3 milliards de francs. Plus de 100 000 logements ont été détruits ou endommagés par l'ouragan et 30 000 personnes ont été évacuées. - (A.F.)

PROMOTION EXCEPTIONNELLE

pendant 1 semaine (du 15 au 20 novembre inclus) **PULLS hommes et femmes taille 38 au 48** 50% cashmere - 50% soie

545 Frs! **SWEATERS BAZAAR** 83, rue du Fg. St-Honoré Paris 8ème - tél. 266.65.08

ouvert sans interruption de 10 heures à 19 heures

CARNET

Réceptions

- L'ambassadeur, haut représentant de la République démocratique et populaire d'Algérie, et M. Jamel Houhou, ont donné une réception, jeudi, à l'occasion de la fête nationale.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès du compositeur Maurice BAGOT, survenu en son domicile, le 31 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-septième année. Suivant la volonté du défunt, l'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale.

M. Maurice Bagot, 1, rue Melay, 75003 Paris.

- Valence, Paris. M. et M^{me} Gaston Bénéchou, M. et M^{me} Pierre-Yves Bénéchou, Corinne et Arièle, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Gaston BÉNÉCHOU, avocat honoraire du barreau de Valence, ancien bâtonnier du barreau de Sidi-Bel-Abbès, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, survenu le 9 novembre 1982. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. 44, rue Berthelet, 26000 Valence. 64, rue de Bellechasse, 75007 Paris.

- M^{me} Mesquite Et toute la famille, ont la grande douleur de faire part du décès de M. Raymond MESQUITE, chevalier de l'ordre du Mérite, survenu le 2 novembre 1982. Cet avis tient lieu de faire-part.

- Orléans, Toulouse, Paris. M. et M^{me} Hervé Palasio, M^{me} Corinne Palasio, ses petits-enfants, arrière-petits-enfants et arrière-arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Dominique PALASIO, né à Orléans, de la première guerre mondiale, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918, croix du combattant volontaire, décédé à Pau le 17 mars 1971, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

- La Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes a la douleur de faire part du décès de son président-fondateur, Marcel PAUL, ancien ministre, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, commandant des Francs-Tireurs et Partisans français, résistant déporté à Auschwitz et Buchenwald, survenu le 11 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques auront lieu le mercredi 17 novembre, à 14 h 30, au cimetière du Père-Lachaise (entrée boulevard de Ménilmontant). On pourra s'incliner devant la dépouille mortelle le mercredi 17 novembre, de 10 heures à 13 heures, à l'annexe de la Bourse du travail, 85, rue Charlot, Paris (3^e). Cet avis tient lieu de faire-part.

- Constantine, Sidi-Bel-Abbès, Paris. M^{me} Mosès Morris Pimental, née Fernande Lasry, M. et M^{me} Pierre Pimental et leurs fils, M. François Bussière et M^{me}, née Joëlle Pimental et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de M. Mosès Morris PIMENTAL, avocat honoraire à la cour d'appel de Paris, survenu le 8 novembre 1982 à Paris. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 10 novembre. La famille ne reçoit pas. 66, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

- Profondément touchée des marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de

professeur Jean VERNE,

sa famille vous exprime ses sentiments de reconnaissance et ses remerciements émus. 38, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

- Alain Guerin remercie tous ceux qui lui ont témoigné leur affection, leur solidarité et leur peine lors de la tragique disparition de sa compagne Elisabeth WEINER.

Communications diverses

- En l'hôtel du Grand-Orient de France, 16, rue Cadet, 75009 Paris (métro Cadet), se tient, jusqu'au 25 novembre, une exposition d'un peintre franco-magasin Pierre Boissac. Le titre de cette exposition, « Sujets tabous », est déjà une indication sur l'œuvre (originale, bien que de facture classique) d'un peintre qu'aucune considération traditionnelle n'arrête dans sa recherche.

- L'Association des anciens élèves des maisons d'éducation de la Légion d'honneur organise une vente de charité du 19 novembre au 21 novembre dans les salons de l'Académie diplomatique internationale, 4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris.

- La Fondation des orphelins apprenants d'Autueil lance un appel pour venir en aide aux enfants orphelins, abandonnés. Les dons sont à adresser à la Fondation des orphelins apprenants d'Autueil, 40, rue la Fontaine 75781 Paris Cedex 16. (C.C.P. Paris 1629-02 Y.)

- L'Association Championnet organise sa vente annuelle au profit de ses instituts médico-pédagogiques et professionnels et foyer de jeunes travailleurs, les 26, 27 et 28 novembre, à la Fondation abbé J.-Bernard, 16, rue Georges-Agutte, 75018 Paris. (C.C.P. Association Championnet 309 12 F Paris.)

- Les amis de M. Pierre Moineau, désireux de participer à la souscription ouverte pour lui offrir l'épée qui lui sera remise à l'occasion de sa réception à l'Académie française, sont priés de s'adresser aux Editions Gallimard, 5, rue Sébastien-Bottin, 75007 Paris. Les versements peuvent être faits par chèque bancaire à l'ordre des Editions Gallimard, avec indication de leur affection.

Halte au Vol

serrure à 5 points **IZIS - LAPERCHE ou PICARD** Matériel GARANTI 5 ANS + 1 blindage acier 15/10 + renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier + 1 cornière anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte +

NOUVEAU (Sécurité renforcée) 1 cornière de pivotement paumelles soudées Offre exceptionnelle au lieu de 4.300 F

4.000 F TTC Pose et dépt. compris. PARS-BANLIEUE Société PARIS PROTECTION (1 seule adresse) 55, av. de la Motte Picquet 75015 PARIS

566.65.20 CREDIT GRATUIT 4 VERS

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

LANGUAGE STUDIES

PARIS - LONDRES - BERKELEY COURS D'ANGLAIS INTENSIFS POUR HOMMES D'AFFAIRES COURS INDIVIDUELS OU PETITS GROUPES Pour tous renseignements, veuillez nous téléphoner au 280-33-70, ou nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessous

LANGUAGE STUDIES, 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS. Tél. : 280-33-70. Tx 513.535 LSP PAR.

Nom, prénom Age, profession Adresse Désire recevoir une documentation sur les cours

AIR AFRIQUE **TARIFS VISITE**

ABIDJAN Aller-retour **4085 F***

BRAZZAVILLE Aller-retour **4900 F***

NIAMEY Aller-retour **3590 F***

NOUAKCHOTT Aller-retour **3195 F***

SUR VOLS REGULIERS

Pour découvrir l'Afrique Noire, Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55% de réduction (valable même si vous voyagez seul), il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3^e âge...

Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Consultez Air Afrique ou votre agence de voyages.

AIR AFRIQUE

*Prix valables au 1.11.82 et soumis à certaines conditions d'application.

Sté Paris Renov
FABRICANT-INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres
(bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)
• Les fenêtres RENOV S 1 se posent en une journée
• Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous les styles
• Sont déductibles des impôts

10 ANS DE GARANTIE

Prix bloqués jusqu'au 31/12/82
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage ST-GOBAIN 4/8/4 ou en glace de 8 mm comptez 2 950 F T.T.C. posée.

DEVIS GRATUIT - POSE PAR GRANDE BANLIEUE
Sté PARIS-RENOV 22, RUE FONTAINE 75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

TÉLEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

CHEVEUX A PROBLÈMES
PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affronter les sécheresses avec lequel nous luttons contre :
• pellicules, dépôts gras, cheveux secs, cassants ;
• démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.

APPELÉZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP

75001 PARIS
4, rue Castiglione
(11) 260-38-84

Bordeaux (58.49-06-34) - Grenoble (78.49-21-41) - Lille (20.51-24-19) - Limoges (85.34-15-20) - Lyon (7.538-08-78) - Marseille (91.48-23-57) - Mulhouse (89.45-30-88) - Nancy (8.332-91-98) - Nantes (40.48-74-57) - Paris (26.86-66-74) - Rennes (98.30-16-88) - Rouen (35.73-08-22) - Saint-Etienne (77.39-10-78) - Toulon (94.53-55-30) - Toulouse (61.25-29-44).

Pour les cuticules asséchées, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes semaines.

PROTHÈSE BRIDGECAP

SPECTACLES COMMUNICATION

Lundi 15 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : La Tête du client.
Film français de J. Poiraud (1982), avec S. Desmarest, M. Serrault, J. Poiraud, L. Valenzuela, F. Blanche, D. Covi (N. redif.).
Avec la complicité de son beau-frère, un chapelier a monté un triptot clandestin, dans la banlieue parisienne. Sa fille s'oppose au projet de son père et un amoureux se sacrifie pour elle.
Un vaudeville teinté d'humour noir. Quiproquos et malentendus permettent d'amuser les spectateurs d'une troupe d'acteurs populaires.

22 h 10 Magazine économique : L'Enjeu.
De F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller.
L'homme du mois : Bernard Geyler ; Canada : la crise sur un trésor ; Conseils pour syndicats ; Recherche et industrie.

23 h 10 Journal.

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Le grand échiquier.
De J. Chassol.

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : (le rire du lundi) Jo.
Film français de J. Gualdi (1971), avec L. de Funès, C. Gensac, C. Müller, B. Blier, C. Nelli, C. Trépo (redif.).
Un auteur dramatique, accablé par les exigences d'un maître-chanteur l'attire chez lui pour le tuer. Mais le cadavre ne se trouve pas. Le drame se termine par une comédie musicale.

21 h 55 Journal.

22 h 25 Magazine : Thalassa.
De Georges Perroud : la course - Route du Rhum -

23 h 10 Musiclub : Les musiques de Gurdjeff-Hartmann.
Avec Alain Kremski au piano.

FRANCE-CULTURE

21 h, L'œuvre poétique de Jean Calvin, sa vie, sa pensée.

22 h, Naïfs magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35, Concert donné au Grand Auditorium de Radio-France le 23 avril 1982. Hommage à Schaeffer : « Pièces rythmiques », de Henry ; « Voyage au centre de la terre », de Bayle ; « Pour la paix », de Xenakis.

22 h 35, France-Musique, 23 h 5, Aspects de la musique française.

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

LE BUDGET POUR 1983

L'A.F.P. et les journaux

voient leurs aides augmentées

Le budget affecté à la documentation et à l'information sera en 1983, si le Parlement adopte les propositions gouvernementales, de 1 093 millions de francs, soit une augmentation de 16 %, il s'agit uniquement de dépenses de fonctionnement, aucun crédit d'équipement n'étant prévu en la matière. Certaines mesures nouvelles ou reconduites retiennent particulièrement l'attention.

● La création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. En 1983, un crédit de 12 074 868 F (le Monde du 14 octobre) ; celle du Conseil national de la communication audiovisuelle 1 264 589 F, mais l'Etat récupère 794 994 F par la suppression de l'ancien Haut Conseil de l'audiovisuel.

● L'Agence France-Presse reçoit une dotation supplémentaire de 44 007 373 F, ce qui porte l'aide publique au titre des « abonnements souscrits par les administrations » à 328 435 166 F (+ 13 %).

● Les aides à la presse écrite augmentent globalement de 11 454 894 F, portant leur total en 1983 à 143 171 175 F (+ 8 %). Ces aides comprennent une réduction sur les tarifs de la S.N.C.F., une subvention pour les communications téléphoniques des correspondants de presse, un appui à l'expansion de la

presse française à l'étranger, et un Fonds d'aide aux quotidiens nationaux d'information générale et politique à faible capacité publicitaire (10,2 millions de francs). Le gouvernement a, en outre, décidé de prolonger jusqu'au 1^{er} janvier 1984 le taux de 4 % de la T.V.A. pour les publications non quotidiennes (il devait passer à 7 %). Les dispositions de l'article 39 bis du Code général des impôts - prévoyant une franchise fiscale pour une partie des bénéfices des entreprises de presse - sont aussi prorogées.

● Le Service d'information et de diffusion (S.I.D.) du premier ministre reçoit 5,25 millions de francs supplémentaires (au total 14 344 730 F) et les « actions d'information à caractère interministériel » sont maintenues à 2 095 000 F.

● Le Fonds de soutien aux radios privées locales (le Monde du 25 septembre) sera alimenté par une taxe parafiscale en provenance de la radiodiffusion ; il devrait recevoir 70 millions de francs en 1983.

L'Assemblée nationale et le Sénat auront d'autre part à se prononcer sur le budget annexe des organismes régis par la loi sur la communication audiovisuelle (chaînes de télévision et de radio, Société française de production, etc.) ; nous avons présenté les grandes lignes de ce budget dans le Monde du 13 octobre.

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Les deux innovations par la IV^e directive eur

La directive sur les services de médias audiovisuels, adoptée par le Conseil de l'Europe, introduit deux innovations majeures : la possibilité pour les Etats membres de limiter la part des programmes de production nationale dans les émissions de télévision, et la possibilité de limiter la part des programmes de production étrangère dans les émissions de télévision.

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

Philippe TIMSIT
"POUR ELLE"

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR
FABRICANT
GARANTIE
DE CONFIANCE

ont la fourrure qu'il vous faut.
Grand choix prêt-à-porter ou sur mesure.
Veste, long, renard, etc. PRIX DE GROS.
Grand choix de peaux.
Promotion vestes loup canadien : 950 F.
Service après-vente. Tél. 878-60-67.

47, rue La Fayette, 75009 PARIS - M^{le} LE PELLETIER

SALTA 255.95.25

TRANSPORTE TOUT A TOUTE HEURE

COPIES GEANTES

Sur papier blanc ou couleur, calque, polyester, largeur 60 cm, longueur illimitée.
Réduction agrandissement. Pour plans, cartons, affiches, posters.
Etrave 38, Av. Daumesnil PARIS 12^e - T 347.21.32 - T 220064

سكزا من الاصل

Le Monde ECONOMIE

Les deux innovations apportées à la comptabilité française par la IV^e directive européenne: l'image fidèle et l'annexe

Le Parlement vient d'adopter sans débat en première lecture (le 8 octobre dernier) un projet de loi modifiant le code de commerce, la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, la loi de 1970 sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne et l'ordonnance de 1967 sur la procédure de la suspension provisoire des poursuites, afin d'adapter ces textes aux nouvelles exigences comptables européennes. Il s'agit d'harmoniser la législation française avec les dispositions prévues par la IV^e directive européenne (une directive de tout État membre quant au

résultat à obtenir, tout en lui laissant le choix des moyens).

Le projet de loi compte à un champ d'application plus large que la IV^e directive. Celle-ci ne vise que les sociétés de capitaux (sociétés anonymes, sociétés en commandite par actions et S.A.R.L.). Le projet de loi entend viser l'ensemble des entreprises commerciales, y compris celles qui revêtent une forme individuelle. Conformément à la directive, les nouvelles dispositions concernent la structure et le contenu des comptes annuels

— c'est-à-dire les documents comptables de fin d'exercice — et leurs modes d'évaluation. L'objectif assigné aux comptes annuels est de donner une « image fidèle » de la situation de l'entreprise, ce qui est une notion nouvelle dans la comptabilité française. Son introduction constitue-t-elle un progrès? Telle semble être l'opinion d'une majorité de professionnels (on lira à ce sujet l'argumentation de Mme Isabelle de Kerviler). Cependant, d'autres contestent l'opportunité de cette innovation, comme le fait ci-dessous M. Henri Montet.

Une nouvelle étape pour obtenir un meilleur outil de gestion

NOTRE premier propos sera d'examiner la notion d'image fidèle à la lumière du projet de « loi comptable ». Nous aborderons ensuite le plan comptable révisé qui introduit les dispositions européennes dans la comptabilité des entreprises françaises; il doit être appliqué au plus tard, le 1^{er} janvier 1984.

On ne peut d'abord que donner raison aux auteurs du projet de « loi comptable » de reprendre les articles 8 à 17 du code de commerce, c'est-à-dire de viser l'ensemble des entreprises commerciales, quelle que soit leur forme: sociale ou individuelle, donc toutes celles qui sont concernées, en France, par le plan comptable général. Il aurait été peu rationnel, au vu de Desmarest, d'harmoniser les obligations comptables de certaines sociétés à l'échelon européen, tout en désarmant l'interdiction de la France. C'est la situation à laquelle nous aurions abouti si le législateur français

par
ISABELLE DE KERVILER (*)

s'était limité aux seules sociétés directement visées par la quatrième directive et avait laissé hors du projet de loi les commerçants-sociétés de personnes et les commerçants-personnes physiques. Ces derniers auraient continué à appliquer l'ancien plan comptable (celui de 1957). Tous les efforts de normalisation accomplis en France depuis trente ou quarante ans auraient alors été détruits.

La directive se réfère, sans jamais la définir, à la notion d'image fidèle, inspirée du concept anglo-saxon de « true and fair view », lorsqu'elle précise que le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe forment « un tout », dont l'objectif est de donner une image fidèle de l'entreprise. De plus, elle prévoit que, dans des cas exceptionnels, si l'une de ses

dispositions contrevient à l'obtention d'une telle image, il y a lieu d'y déroger.

Tous ces éléments sont repris dans le projet de « loi comptable » et sont accompagnés d'une référence explicite aux notions de régularité et de sincérité des comptes; la régularité conduit à respecter les règles existantes et la sincérité consiste à les appliquer de bonne foi.

Arrêtons-nous un instant sur le fait que le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe forment « un tout ». L'annexe complète et explique certains éléments du bilan et du compte de profits et pertes. Mais attention! La valeur juridique d'une information mentionnée dans l'annexe est la même que celle d'une information portée dans les deux autres documents. Nous voyons apparaître à quelque inégalité du côté des commissaires aux comptes, qui auront à certifier le « tout ».

(Lire la suite page 20.)

Une notion contestée

par HENRI MONTET (*)

LA IV^e directive comporte deux innovations qu'on peut résumer ainsi:

1) La première introduit comme principe de justification des comptes la notion, jusqu'à présent inconnue en France, d'« image fidèle » dont on nous dit, dans l'exposé des motifs, qu'elle est « internationalement admise », ce qui suggère l'idée qu'il était urgent de l'importer.

2) La seconde fusionne compte d'exploitation et compte de profits et pertes, et prévoit l'établissement d'un document nouveau appelé annexe explicative, de sorte qu'il existera désormais non plus trois documents de synthèse, mais seulement deux: bilan et compte de résultat.

Le « bilan » est compte de résultat, auxquels s'ajoute l'annexe explicative, document analytique.

L'« image fidèle » a suscité des discussions passionnées et controverses au sein de la corporation comptable, sans intéresser grand monde en dehors de cette dernière, et bien à tort. C'est pour-

quoi il paraît opportun de hasarder un avis sur la manière dont on pourrait peut-être concevoir le mystère de cette alliance de mots égarée dans les arcanes de la comptabilité.

Observons d'abord que cette notion, insolite dans un texte juridique, est introduite par le projet — sans être nulle part définie — dans six articles nouveaux du code de commerce et de la loi de 1966 sur les sociétés, avec de légères variantes, qui paraissent, à première vue, sans grande portée. De l'un à l'autre, on peut retenir le texte qui doit, en principe, devenir l'article 241-3 nouveau de la loi de 1966: « Le bilan, le compte de résultat et l'annexe explicative doivent comprendre autant de postes ou de rubriques qu'il est nécessaire pour donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise ».

(Lire la suite page 20.)

(*) Ancien président du Conseil national de la comptabilité.

LA CRISE DU LOGEMENT LOCATIF ET LA LOI QUILLIOT

Les effets pervers et psychologiques d'un texte mal connu

LA crise du logement locatif n'a fait que s'accroître à Paris depuis que, au début de 1981, nous lui consacrons une longue enquête (le Monde des 27, 28, 29 et 30 janvier 1981). Comme on pouvait le prévoir, elle touche aussi, aujourd'hui, les grandes métropoles de province et, plus ponctuellement, certaines villes comme Toulouse et Grenoble. La limitation de la hausse des loyers, puis leur blocage pur et simple, dans le cadre général du blocage total des revenus et des prix, ont ajouté leurs effets à l'inquiétude des propriétaires suscitée par la mise en application de la loi sur les droits et obligations des locataires et des bailleurs (Journal officiel du 23 juin 1962). La loi Quilliot — dont les quatre-vingt-deux articles sont loin d'être encore bien connus des propriétaires comme des locataires — s'est vite retrouvée dé-

gnée comme le grand responsable de la crise constatée par les candidats locataires les de courir à la recherche d'un logement au loyer raisonnable, fatigués de grimper à quarante des escaliers incommodes pour apprendre que l'appartement qu'ils ne visiteront pas est « déjà loué » (le Monde des 19-20 septembre et du 30 octobre). Quelle est la responsabilité exacte de cette loi dans la crise aujourd'hui constatée? Cela est difficile à apprécier, mais on peut, sans crainte de se tromper, affirmer que ses effets sont avant tout psychologiques. En effet, la pénurie de logements locatifs à loyers raisonnables dans les centres des villes ne date pas de juin dernier. Il y a des années maintenant que l'addition des spéculations immobilières et foncières a rendu inabordable aux familles, de revenus moyens les appartements bien

situés. Le coût élevé des transports (en temps, en argent et en fatigue) reste la pénalisation qui supportent les ménages de faibles revenus, contraints d'habiter dans les banlieues. La vérité est que la raison primordiale de la crise, dans les endroits où elle est la plus forte, est l'absence de marché du logement.

Au-delà, on ne peut que constater les effets pervers et psychologiques d'un texte encore mal connu. Il existe sans aucun doute des petits propriétaires qui le goût du lucre pousse à geler leur patrimoine pendant dix-huit mois afin de pouvoir, au-delà de ce temps de purgatoire, demander — ce qu'ils voudront — à leur nouveau locataire. Combien sont ceux qui, le premier mouvement d'humeur passé, ont calculé ce que ce « gel » va leur coûter en manque à gagner,

tandis que leurs charges continuent à couler, et le temps qu'il leur faudra attendre pour que le nouveau « loyer libre » ait épongé ce manque à gagner? Plus logiques sont ceux qui ne reprennent pas de locataires parce qu'ils veulent vendre vite leur bien.

Il existe sans doute aussi des « institutionnels » — notamment dans les assurances — qui jouent ce jeu absurde parce que leur surface financière le leur permet. Mais ces institutionnels ne sont-ils pas, pour la plupart, des groupes d'Etat ou nationaux? Et n'est-ce pas le rôle des pouvoirs publics que de les obliger à appliquer honnêtement la loi?

Il est encore certain, aussi, que la loi, de par les droits qu'elle confère aux locataires, incite les propriétaires, ainsi que leurs gestionnaires, à devenir plus sévères

sur le choix de leurs locataires. Non seulement ceux dont les revenus sont insuffisants n'ont aucune chance de trouver un logement, mais encore faut-il que les revenus substantiels soient stables, que l'âge des impétrants ne risque pas, en quelques années, de les transformer en bénéficiaires du droit au maintien dans les lieux... La liste s'allonge des obligations non écrites auxquelles il faut satisfaire pour être agréé comme locataire.

La loi Quilliot est encore trop jeune pour qu'on puisse la juger sur ses réactions qu'elle a suscitées et qu'on voit croître épidémiques. Le législateur a voulu en faire une loi d'équilibre. Elle n'aura guère de chance de démontrer cette vertu que si elle cesse de subir les vagues et les tempêtes de « circonstances économiques difficiles ».

JOSÉE DOYÈRE.

LYON : les « régisseurs » et la pénurie

C'EST la démographie qui donne la seule clé incontestable de l'évolution du marché locatif dans l'agglomération lyonnaise. Entre les deux recensements de 1975 et 1982, la ville-centre a perdu trente-huit mille habitants (de quatre cent cinquante-six mille à quatre cent dix-huit mille). Cette donnée brutale relativise l'ampleur du phénomène récent du « retour au centre-ville » que les professionnels du logement croient discerner depuis quelques mois. La volonté de retour vers le centre, et plus particulièrement vers le locatif, est bien réelle. Beaucoup plus que les logements disponibles. La remise en état de l'habitat a été certes entreprise depuis plusieurs années mais les opérations engagées, ou à venir, — comme la ZAC « Paul Bert » sur la rive gauche de Rhône, — aboutissent à une « dédensification » et donc à une plus grande tension sur le marché locatif.

Autre phénomène très spectaculaire: le rejet par les habitants de certains immeubles d'habitation « vifs et mal faits » dans la première couronne

d'urbanisation autour de Lyon. Vendeurs et acheteurs ont perdu cinq cents habitants en sept ans, les tours de la ZUP des Miniguettes sont murées en attendant une démolition progressive. Aspirant à plus de confort et à plus de sécurité, ses locataires aux revenus faibles ou moyens fourmillent le gros des demandeurs du marché. Mais le retour au centre, du fait de prix prohibitifs, n'est pas possible pour eux. Ce sont les communes de la deuxième couronne de la périphérie de l'agglomération qui ont bénéficié d'un apport important de population. A l'ouest comme à l'est.

L'exemple de Corbas, qui a doublé sa population entre les deux recensements — de trois mille deux cents à six mille quatre cents habitants, — est très significatif. Les usagers locataires, et à un degré moindre les accédants à la propriété, compensent leurs plus longs déplacements domicile-travail par un coût de logement qui se situe dans des normes acceptables.

CLAUDE RÉGENT.

(Lire la suite page 21.)

COTE D'AZUR : entre 10 et 15 % d'appartements « figés »

S'IL est un département où la loi Quilliot a du mal à entrer dans les faits, c'est sans nul doute celui des Alpes-Maritimes. Pour de nombreuses raisons, en particulier foncières, le secteur locatif public y est tout d'abord peu développé. D'où une face-à-face généralisée entre locataires et propriétaires privés. Contrairement, d'autre part, à ce que l'on pourrait imaginer, le patrimoine immobilier locatif du secteur privé n'est pas concentré dans les mains de quelques riches particuliers ou de puissants groupes d'investisseurs. On le trouve en réalité éparpillé entre une multitude de petits et de moyens propriétaires disposant au mieux de deux ou trois logements. Autre caractéristique du département: les bailleurs y sont généralement âgés, qu'il s'agisse d'individus ayant acheté pour se procurer un revenu complémentaire à leur retraite ou de personnes ayant investi en vue de se retirer prochainement. Elles-mêmes sur la Côte d'Azur, et ce sont ceux, explique M. Joseph Marro, président du syndicat des propriétaires de Nice et des Alpes-Maritimes et président de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), qui sont les plus affrayés par le formalisme


excessif et les dispositions contraignantes de la nouvelle loi. Comme partout, en fait, la réaction de ces propriétaires privés a souvent été de se réfugier dans l'attentisme.

Selon les responsables de la chambre syndicale de la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM) des Alpes-Maritimes, pour 10 à 15 %, le parc locatif privé du département serait

actuellement « figé », soit entre quatre mille cinq cents et six mille logements. Sur ce nombre, un tiers environ auraient été mis à la vente avec pour conséquence l'aggravation de la crise qui sévit sur le marché du logement neuf (dix mille appartements en stock à la date du 1^{er} septembre).

GUY PORTE.

(Lire la suite page 21.)



CLASSEURS DE PLANS: la mémoire qui s'ouvre en son milieu

La graphithèque Rouget est une véritable mémoire qui s'ouvre en son milieu. Elle dispose, au sein de son système, d'un système unique de rangement des plans et de documents de plans qui font de la loi une véritable bibliothèque.

Ce classement de plans unique est un véritable système d'indexation et de classement des plans et documents de plans.

GRAPHITHÈQUE ROUGET

le classement de plans intelligent.

Département unique au monde: 1500000
3, rue des Bains-St-Jacques 75004 PARIS TEL. (1) 277.93.12

COPIES GÉANTES

**Une nouvelle étape pour obtenir
un meilleur outil de gestion**

(Suite de la page 19.)

On y trouvera, nous dit-on, « toute information susceptible d'influencer le jugement personnel et collectif sur la conjoncture, la situation financière et les résultats de l'entreprise ». Bonne initiative, certes, mais, à l'examen, on découvre avec quelque inquiétude vingt-huit rubriques, dont la première, intitulée « Rapports et d'autres élaborations de tableaux fort complexes. On a fait bonne mesure au culte de l'image fidèle ». Mais elle ne fait pas pour autant bonne figure, car devant cet amas disparate de données, on se demande si on est en droit de se demander si tous sont utiles, à qui ils sont destinés et quelle idée organisationnelle a commandé le choix qu'on en a fait.

Le chef d'entreprise y trouvera sans doute une nouvelle aggrégation de chiffres que chez lui il craindra surtout d'augmenter ainsi de dangereuses polémiques. Qui prétendra qu'il a tout à fait

Le plan comptable révisé ne tient que deux catégories d'entreprises. Les deux premiers systèmes concernent les petites entreprises et les moyennes entreprises du commerce. Le système abrégé est réservé aux petites entreprises (celles qui seront définies par décret). Le système de base comprend les dispositions comptables minimales qui doivent être appliquées par les entreprises de moyenne ou grande dimension. Quant au système développé, il s'adresse aux entreprises de toute taille. Il comporte des outils de gestion, tels que le calcul de la valeur ajoutée ou l'élaboration du bilan financier.

Le système II est donc d'une nature toute différente, si nous le comparons aux deux premiers systèmes. En tant qu'outil de gestion, il est proposé aux entreprises à titre facultatif, mais sa présence, au sein du plan comptable, est obligatoire. Il illustre le principe d'élargissement des possibilités de choix, avant tout dicté

Il faut d'ailleurs utiliser les documents comptables pour éclaircir la question se destinant déjà dans le système abrégé et le système de base. En effet, le bilan et le compte de résultat — termes synonymes à ceux de « compte de profits et pertes », employés par la directive — représentent les chiffres de l'exercice en cours et ceux de l'exercice précédent. Cette présentation devrait tout naturellement conduire les dirigeants à s'interroger sur l'évolution de la situation comptable dans le temps. Quand on arrête de classer retenu dans le plan comptable révisé, il s'agit plus économiquement qu'en 1987 :

- les éléments du bilan sont classés, à l'actif, par destination (actif immobilisé et circulant), puis par nature (à l'intérieur, par exemple, de l'actif immobilisé : immobilisations incorporelles, corporelles et financières) ; au passif, par origine (capitaux propres, provisions et dettes), puis par nature (dettes financières et autres) ;
- le compte de résultat distingue les opérations d'exploitation, les opérations financières et les opérations exceptionnelles.

il faudrait au moins, peut-être, revoler d'un peu plus près cet étonnant catalogue et l'organiser rationnellement. Il faudrait avant tout et d'urgence reprendre la rédaction de la loi afin qu'il soit enfin que l'image fidèle : puisse apparaître comme principe régulateur de la validité des comptes. Qu'il y ait à admettre — si comme il est vraisemblable, les accords communautaires l'autorisent — qu'elle soit considérée comme une règle d'interprétation de l'ensemble des informations comptables.

Précisons d'abord plus nécessaires que de nouvelles exigences administratives se profilent à l'horizon, et celles-là plus inquiétantes encore, car elles instituent une sorte d'obligation de prévoir les difficiles futures de l'entreprise (1) !

Puisse l'image fidèle évaluer, pour le législateur, le souvenir de Jean Cocteau, qui disait : « Les miroirs seraient bien de réfléchir un peu avant de renvoyer les images. » Les miroirs aussi.

HENRI MONTET.

(1) Voir le Monde du 1^{er} octobre 1962.

Une information plus abondante

Enfin nous trouvons, dans l'annexe, l'analyse de certains cas (immobilisations, amortissements, dépréciations, classement de dettes et de créances par échéances). Parmi les autres informations inscrites dans ce document, mentionnons celles concernant le classement d'un élément en opération d'exploitation ou opération exceptionnelle. Ces indications sont particulièrement importantes en France, du fait de l'imbrication entre ces deux de notre pays entre règles fiscales et règles comptables. Nous ne sommes pas seuls à penser qu'il faut essayer de donner plus d'autonomie aux règles comptables. Mais, en attendant, il nous faut vivre avec des règles encore très empreintes de fiscalité. Le souci d'analyser, de classer, de faire ressortir, le composant, le passif, le actif de la comptabilité est, dit-on, le

l'annexe.

En fait, l'annexe n'est qu'un complément d'analyse. En fait, l'annexe n'est qu'un complément d'analyse.

de son plan comptable, révisé en 1957, correspond à une nouvelle étape dans l'évolution des mentalités des comptables, et le projet de « loi comptable » amorce la création d'un « droit comptable » autonome.

Le plan comptable 1957 avait pour objectif d'initier les entreprises au maniement de la comptabilité, mais son caractère obligatoire, le plan comptable français, le plan comptable européen peut demander aux entreprises de réfléchir sur le cadre comptable, en justifiant certains de leurs choix dans l'annexe et en commentant certains postes. Le lecteur des comptes annuels devrait alors avoir une vision assez globale que possédait de l'entreprise. Cette évolution conduit à la production d'une information abondante et de meilleure qualité, production rendue possible par l'informatique. Les P.C.E. offre également des ouvertures sur la gestion financière, à titre facultatif. Le prochainains évolution des comptes comptables conduira sans doute à publier obligatoirement certains documents financiers.

Une étape suivante imposera peut-être l'établissement de documents prévisionnels; mais nous aurons alors largement franchi le cap de l'an 2000.

ISABELLE DE KERVILER.

(1) Il est fait référence à des systèmes en comptabilité (système abrégé) et à des régimes de fiscalité (régime simplifié, régime

**SUP DE CO
TOURS** le profil
qui sera
recherché demain

**LA DOUBLE COMPÉTENCE
GESTION ET
INFORMATIQUE**

École Supérieure de Commerce du Centre
1 rue Léo Delibes - 37200 Tours Tél (47) 27.42.43

DAFSA vient de publier dans sa collection
- ANALYSES DE SECTEURS -
un ouvrage intitulé

**LES SOCIÉTÉS DE COMMERCE EXTÉRIEUR
DANS L'AGRO-ALIMENTAIRE**

Les sociétés de commerce extérieur ont une place importante dans les échanges internationaux de produits agro-alimentaires : elles interviennent dans plus des deux tiers des exportations et dans plus d'un tiers des importations de ces produits, alors que l'intervention des S.C.E. dans l'ensemble des échanges de biens matériels n'est que de 10 % à l'exportation et d'un quart à l'importation.

Les S.C.E. ont un rôle dominant dans les exportations de céréales, de produits laitiers et de viande, et un rôle notable dans les exportations de fruits et légumes. On peut dire que leur part est généralement importante dans les échanges en forte croissance, avec les pays tiers et sur les produits dont l'organisation des marchés est complexe.

Compte tenu de l'étroite spécialisation de la plupart d'entre elles, les sociétés sectorielles de commerce extérieur ont une action discriminant au regard de la taille et de la stratégie des entreprises et qu'il a une influence sur leur structure d'exploitation (l'analyse a porté sur les entreprises d'exportation).

Les S.C.E. spécialisées dans les céréales sont généralement importantes, relativement indépendantes de la production nationale et plusieurs sont contrôlées par des groupes étrangers. Les marges par rapport à leur production sont variables ; leur structure d'exploitation est influencée par l'activité de stockage secondaire.

Par contre, les maisons avec la production sont beaucoup plus fortes :

- dans les fruits et légumes ainsi que dans les produits laitiers où les S.C.E. sont souvent des filiales des producteurs ;
- dans la viande et les produits de la pêche, où les sociétés de commerce extérieur existantes, dans ce dernier sous-secteur, qui se caractérisent par sa forte expansion (chiffres d'affaires et investissement), ont retrouvé également des filiales des grands groupes de la production nationale.

Dernières et Intégrés. L'analyse des sociétés révèle que la marge brute avant éléments financiers (EBEF) est proportionnelle à la taille de l'entreprise.

Dans le domaine des vins et spiritueux, le chiffre d'affaires des S.C.E. croît faiblement et l'évolution des marges est généralement défavorable. Les sociétés de commerce extérieur sont moins nombreuses, présentes, parmi les plus grandes, de capitaux étrangers. On note

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA,
7, rue Bergère, 75009 Paris, tél. 523-19-12, au prix de 4 500 F H.T.,
(4515 P. T.T.C.).

[illegible]

LA CRISE DU LOGEMENT LOCATIF ET LA LOI QUILLIOT

LYON : les « régisseurs »
et la pénurie

(Suite de la page 19.)

Un appartement récent, type trois pièces cuisine, se loue 900 à 1 000 francs mensuels vers Meyzieu, le double ou plus dans les quartiers lyonnais prestisieux : de 1 800 à 2 300 francs pour un trois pièces neuf de 70 mètres carrés à la Croix-Rousse, dans la presqu'île ou dans le système atterrassé des Brotteaux... quand on trouve.

Le mode de gestion des logements locatifs est une autre singularité lyonnaise. Dans la très grande majorité des cas, entre locataires et propriétaires se situent les « régisseurs ». Sous ce vocable, il faut reconnaître des administrateurs de biens qui ont en charge, confiés par des propriétaires, la règle des biens immobiliers loués. Ces intermédiaires, qui n'ont pas très bonne réputation, puisqu'ils sont en première ligne en cas de litige, sont notamment chargés de s'assurer de la solvabilité des occupants locataires. Ils contrôlent environ les trois quarts du marché locatif privé. Dans un même immeuble — surtout ancien — il n'est pas rare de rencontrer une dizaine de copropriétaires différents, qui ont pu confier la gestion de la location à un nombre équivalent de régisseurs. Difficile dans ces conditions d'imaginer les modalités d'une représentation des locataires par des associations. Le système a cependant des avantages : pour le propriétaire qui, en contrepartie d'un versement de 5 à 8 % du loyer au régisseur, est débarrassé des contraintes administratives ; pour le locataire, qui a comme interlocuteur un professionnel qui gère, selon l'importance du cabinet, entre une centaine et un ou plusieurs milliers d'appartements. Les maisons individuelles sont également au système du gré à gré. Mais elles comptent pour une part négligeable dans le parc locatif.

Dans cette situation particulière, comment à Lyon les régisseurs vivent-ils l'application de la loi Quillot ? « C'est une grosse question qui a fait débattre le cas », estime M. Roger Fiorini, vice-président des agents immobiliers du Rhône. Mais il reconnaît que « si y a trois ou quatre ans que la profession a des problèmes ». La question essentielle est bien celle de la pénurie des logements, tout particulièrement au niveau de la gamme — de prix et de confort — intermédiaire. Conséquence, selon M. Fiorini, dont le constat est repris par l'ensemble des professionnels : « Les locataires savent qu'il leur est très difficile de changer de logement, et les rotations pour raisons familiales ou professionnelles ont diminué de moitié ». De plus, les appartements à louer sont occupés, selon ses estimations, à « 95 % », et bien des agences, spécialisées dans la mise à disposition du public de locations, ont dû fermer leurs portes faute

d'offres. Quant aux rubriques « locations », elles sont réduites à la portion congrue dans les petites annonces des quotidiens locaux.

Dans un contexte fort perturbé, la loi Quillot aurait entraîné, selon M. Gérard David, secrétaire général de la Fédération des locataires de Lyon, la manifestation de « curieuses conceptions » de certains propriétaires. « Qui seraient prêts à attendre dix-huit mois avec un appartement vide en payant des charges et des impôts et sans recette ». Selon d'autres sources, ce type de réticence à la location, ou cette attitude fondamentalement spéculative, n'aurait qu'un caractère exceptionnel. Plus nombreux, en revanche, seraient les propriétaires désireux au départ des locataires de mettre en vente leurs biens immobiliers. Mais le délai d'application de la loi est trop court pour permettre de mesurer sûrement ce phénomène. La première estimation fait état de 20 % de propriétaires « hésitants ».

Les réticences des propriétaires pour relouer leurs appartements ont, selon les régisseurs, une explication d'ordre financier : « Les immeubles dits de rapport n'existent plus. Le taux de rendement immédiat de ce placement est de l'ordre de 3 à 4 %, ce qui, malgré la non-dépréciation du capital, est insuffisant ». Un des plus importants promoteurs lyonnais, M. Deguilhem, regrette l'époque où l'épargne de petits investisseurs alimentait « 80 % du marché immobilier privé ». « Aujourd'hui, assure-t-il, il ne fait plus que 5 % ». Les statistiques de la direction départementale de l'équipement sont globalement plus rassurantes : « Les demandes d'ouverture de chantier sont équivalentes de 1981 à 1982 », mais ce maintien général d'activité ne rend pas compte d'une évolution structurelle : la déviation des programmes sociaux des H.L.M. distille une baisse des programmes privés.

Parmi les solutions avancées, notons celle, paradoxale, de M. Deguilhem : « Il faut aider le logement de base, car par un effet de cascade cela débarrasse pour la location les appartements moyens, puis de bas de gamme ». Au lieu de cela, il estime que, « depuis au moins dix ans, l'épargne immobilière a été découragée : plus d'exemption de droits de succession, baisse de la déduction forfaitaire et impôt sur la fortune ».

Notons, enfin, que tous nos interlocuteurs lyonnais souhaitent une « simplification » des règlements. « On ne sait pas dialoguer des textes », dit-on à la FNAIM. « Une législation plus claire et plus simple », estime M. David, représentant des locataires, éviterait bien des abus.

CLAUDE RÉGENT.

COTE D'AZUR : entre 10 et 15 % d'appartements figés

(Suite de la page 19.)

Une partie des ventes est probablement imputable aux conséquences de l'application de l'impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.). Mais, selon la FNAIM, qui s'appuie sur des renseignements fournis par les notaires, « l'I.G.F. n'est qu'un élément secondaire ».

Le blocage est en tout état de cause une réalité tangible qui se vérifie à travers un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande. « A Nice, témoigne un agent immobilier du centre-ville, M. Henri del Piano, directeur du cabinet Victoire, le marché locatif était devenu très tendu et nous étions à deux doigts d'un ajustement. La loi Quillot a tout remis en question. Mon portefeuille de gestion augmentait chaque année d'une vingtaine d'appartements. Cette année, j'en ai perdu une bonne dizaine. Je passe mon temps à répondre négativement aux demandes et à essayer des reproches des candidats locataires mécontents (1) ».

A Cannes, où le parc locatif a toujours été, au contraire, restreint, la situation confine à la pénurie. A Antibes, elle n'est guère meilleure en dépit du lancement des dernières années de programmes locatifs relativement importants mais qui sont aujourd'hui entièrement « placés ». Un bon indicateur du rétrécissement du marché dans le département est donné d'ailleurs par le volume des petites annonces immobilières que publie le quotidien Nice-Matin. Pour les offres de location, elles ont baissé de 30 à 35 % au cours des derniers mois. La tendance à la rétention s'applique, semble-t-il, à toutes les catégories de logement, mais dans une proportion qui est cependant moindre pour les studios. On explique à ce sujet que les propriétaires de petits appartements sont généralement moins aisés et ont plus besoin de leurs revenus locatifs et que, d'autre part, la mobilité du locataire dans ce type de location est habituellement assez grande. « Quoi qu'il en soit, remarque M. Luc Oliva, directeur de l'agence Montagne à Cannes, plus des trois quarts des relocations se font avec deux ou trois ans, ce qui est symptomatique de l'insécurité des bailleurs de vendre plus facilement à l'expiration du contrat ».

Les raisons de l'attitude adoptée par les propriétaires privés sur la Côte d'Azur ne sont en effet pas différentes de celles constatées ailleurs en France. Principale crainte : « l'enracinement » du locataire (abrité derrière la loi) qui réduit la disponibilité du bien possédé et à laquelle s'ajoute le problème des nouvelles règles de fixation des loyers, donc de la rentabilité du placement. Dans un département qui est sociologiquement conservateur, on se méfie beaucoup aussi des dispositions de la loi relatives à l'organisation des rapports collectifs de location. Au début du mois d'octobre, on n'hésitait pas, ainsi, dans une réunion publique de propriétaires à Cannes, à parler de « soviétisation ».

Prime aux fonctionnaires

Selon les intermédiaires professionnels de l'immobilier, les effets « pervers » des nouveaux textes — qu'ils avaient dénoncés à l'avance — seraient d'autre part nombreux, à commencer par la discrimination dont feraient preuve désormais les propriétaires à l'égard des candidats locataires. « C'est bien simple ! s'exclame un agent immobilier nîçois, M. Maxime Esliève, nous arrivons à un point où nous ne louons plus qu'à des fonctionnaires ». La Fédération des locataires des Alpes-Maritimes, elle, confirme que les garanties exigées par les bailleurs deviennent de plus en plus exorbitantes, tant en ce qui concerne le secteur professionnel que le salaire — quatre fois le montant du loyer — ou que la caution morale et financière de tiers.

Les mesures prises dans la loi pour protéger les locataires âgés se retourneraient également contre ceux-ci dont la clientèle est presque systématiquement éliminée par les propriétaires.

*Listes de
Mourange*
260.36.30 - poste 233
**AUX TROIS
QUARTIERS**

alors qu'elle était auparavant plutôt recherchée.

« D'une certaine manière, constatent M. Jacques Longuet et M. Laurent Codani, respectivement présidents régional et départemental de la FNAIM, la méfiance des propriétaires a entraîné celle des locataires en place, qui hésitent à changer d'appartement, même lorsque l'évolution de leur situation de famille le justifierait. Jamais nous n'avions vu dans le département une telle stabilité, qui contribue évidemment à gripper davantage la machine... » Selon certains témoignages, la pratique de la « reprise » ou du « pas-de-porte » aurait également réapparue, soit de la part du propriétaire, soit de celle du locataire.

« Nous Tavons formellement condamnée », déclare M. Codani. Tout adhérent qui accepterait de s'en rendre complice serait immédiatement exclu de notre syndicat. » D'après la Fédération des locataires des Alpes-Maritimes, un nombre important de congés pour vente seraient donc illégalement. « Dans la plupart des cas, affirme la présidente de cet organisme, Mme Louise Sory, le droit de préemption du locataire n'est pas respecté ».

Les échappatoires

La surévaluation du prix du logement mis à la vente par le propriétaire pour se débarrasser du locataire semble cependant très peu courante : deux cas seulement signalés à la Fédération des locataires en quatre mois et concernant de petites transactions (notamment celles portant sur la vente d'une pièce-maison sans confort proposée au locataire au prix de 80 000 francs et conclue effectivement à 30 000 francs).

La vocation touristique du département a inspiré enfin à quelques propriétaires soucieux de se soustraire à l'application de la loi Quillot l'idée d'une reconversion. « Quelques-uns de nos clients, indique un agent immobilier d'Antibes, M. Deleage, nous ont demandé de meubler sommairement leur appartement pour le proposer désormais à la location saisonnière. » Cette échappatoire, qui n'est d'ailleurs pas sans inconvénients — la gestion d'un meu-

blé saisonnier est plus lourde, plus contraignante et moins rentable que celle d'un appartement vide — ne sera jamais toutefois qu'un pis-aller.

Sur l'évolution de la situation, les avis divergent entre les pessimistes, pour lesquels la crise actuelle ne peut que perdurer, car « le ressort du marché locatif est cassé », et les réalistes, qui tablent sur le bon sens de tous les partenaires de l'acte de location. Les seconds soulignent notamment que la marge de manœuvre des propriétaires est, dans la majorité des cas, très étroite. Vendre rapidement, et dans des conditions économiques raisonnables, tient actuellement de l'exploit sur la Côte d'Azur, en raison du marasme qui affecte l'immobilier.

Vers une détente ?

La non-location représente, d'autre part, des charges importantes que peu de bailleurs peuvent supporter longtemps. L'effort exceptionnel qui a été consenti par les pouvoirs publics en faveur du logement social, notamment dans le domaine de la construction neuve (trois mille logements en 1982, soit deux fois plus qu'en 1981), devrait permettre aussi de détendre quelque peu le marché. « L'alarmisme entretenu par certains retombera de lui-même quand le véritable contenu de la loi sera mieux connu et compris », estime Mme Sory.

Les responsables de la FNAIM, eux, se déclarent partisans du dialogue avec les associations de locataires, et se font fort, même, de « créer une dynamique » débouchant sur des aménagements de la loi. « La Côte d'Azur, soutiennent-ils, a souvent servi de région-pilote en matière de location immobilière, par exemple pour la multipropriété. Toute loi est amendable, surtout quand elle a atteint, comme c'est le cas, des objectifs en partie contraires à ceux qu'elle visait ».

GUY PORTE.

(1) Le caractère complexe de la loi a incité un nombre non négligeable de propriétaires à confier à des intermédiaires professionnels la gestion de biens dont ils s'occupaient eux-mêmes antérieurement. Ce mouvement a généralement conduit dans les semaines la ratification des offres de location.

LES RENDEZ-VOUS DE GSI

Si vous désirez obtenir le programme du prochain Rendez-Vous de GSI dont le thème est

**Améliorer la rentabilité
de l'entreprise
par la fonction personnel:
des actions concrètes,
des résultats mesurables**

le jeudi 9 décembre 1982 de 9 h à 18 h
à la Maison de la Chimie, Paris

veuillez nous retourner le coupon-réponse ci-joint à :
Laurence Dudal, Service d'information GSI
24 rue Royale, 75008 Paris, Tél. 261.80.81

gsi formation

Frais de participation
2.000 F/personne.

M. _____ **gsi**
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____



Pour mieux réussir partout dans le monde

- exporter à l'Ouest,
- vous implanter au Sud,
- commercer à l'Est,
- investir au Nord.

comptez avec les Europartenaire. En France, votre Europartenaire est le Crédit Lyonnais.

Europartenaire

CREDIT LYONNAIS, BANCO DI ROMA, BANCO HISPANO AMERICANO, COMMERZBANK

BIBLIOGRAPHIE

« LA DEUXIÈME GAUCHE » D'HERVÉ HAMON ET PATRICK ROTMAN

Qu'est-ce qui fait courir la C.F.D.T. ?

A la seule vue de son titre, la *Deuxième Gauche*, et de son sous-titre, « Histoire intellectuelle et politique de la C.F.D.T. », le livre d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman (1) risque de susciter l'irritation de nombreux syndicalistes, ceux qui ne sont pas cégétistes, et de nombreux dirigeants et ministres socialistes, ceux qui, contrairement à M. Delors ou à M. Rocard, ne se sentent pas particulièrement « mairistes ». Dans cette difficile période d'austérité où le côté donneur de leçon de la C.F.D.T. est toujours aussi mal reçu par la classe politique, où le P.S. veille toujours jalousement à ce que cette centrale ne sorte pas du terrain revendicatif stricto sensu dans lequel il semble vouloir la cantonner, l'apologie présumée d'une confédération « mairiste » d'une deuxième gauche alliée à la rigueur intellectuelle à l'imaginaire résistanciste va réveiller de vieux débats, d'anciennes, mais toujours présentes, préventions.

Si ce livre habilement charpenté ne saurait pourtant être réduit à une simple apologie de la C.F.D.T., ses deux auteurs sont indéniablement animés d'un parti pris de bienveillance sympathique envers une centrale dont ils cherchent à comprendre comment elle pourrait être réellement la seule alternative dans la classe ouvrière à la doctrine communiste, selon une formule — et une ambition — de M. Edmond Maire. Cette quête curieuse devient au fil des chapitres une démonstration, au demeurant rigoureuse : la C.F.D.T. est en passe d'avoir les capacités de ses ambitions. Le résultat est réussi : Patrick Rotman et Hervé Hamon, au prix d'une enquête très minutieuse, ont écrit un ouvrage brillant et passionnant. On se laisse très vite emporter par le rythme d'un livre qui, conçu comme un roman, fourmille d'anecdotes, de confessions et de documents inédits, et à travers l'histoire de la C.F.D.T. on cherche à comprendre le sens d'une démarche. A l'arrivée, on a le sentiment de l'avoir comprise.

Le principal reproche que l'on peut faire à la *Deuxième Gauche* tient finalement au choix qui a animé ses auteurs au départ. Délibérément, en effet, ils ont délaissé les militants, cette « principale multiple et indisciplinée »,

Une indispensable contribution

Il n'en demeure pas moins que ce livre est une indispensable contribution au débat social. Il comble opportunément un vide. Bien. Articulé autour de trois parties — Paul Vignaux, Edmond Maire, Patrick Rotman — l'ouvrage présente de nombreux portraits des hommes qui ont marqué et marquent encore la C.F.D.T. Le combat de Reconquête revêt ainsi sous les traits de M. Paul Vignaux, ce « catholique fervent », cet historien de la philosophie médiévale à l'origine de la création du SGEN qui apparaît comme « l'instituteur de la C.F.D.T. » et le père spirituel de M. Maire. Son ambition était de « réduire le syndicalisme chrétien d'une question de principe à une donnée de fait » et de faire émerger une « alternative fondamentale » à la C.G.T. Aujourd'hui M. Vignaux, le « boss », estime qu'elle existe.

Apparemment, les auteurs ont été moins fascinés par M. Edmond Maire que par M. Maire ou M. Vignaux. L'histoire de la déconformation de 1984 est croquée comme « une grande querelle géméuse » qui « compense en généralité ce que son

tempérament recèle d'impérieux » et est « toujours avide d'embrasser ses frères ouvriers d'une même étreinte ». Son bilan est jugé « impressionnant ». Mais l'image qu'on donne de lui semble indiquer qu'après 1984 il a davantage subi certaines évolutions de sa centrale qu'il ne les a imprimées. Jusqu'à un communiqué confédéral du 16 mai 1982 qui reprend le terme, « Gégène », apparaît réticent face à l'autogestion et même tenté par une « pause réparatrice » après le saut de 1984. Le portrait de M. Edmond Maire, qui avait initié son premier tract en 1954 chez Péchiney : « Nous sommes socialistes et révolutionnaires », n'en est que plus contrasté.

M. Maire est d'abord vu comme « l'appareilleur distant, entier, peu enclin aux démonstrations publiques et aux envolées oratoires ». L'image est vite corrigée et c'est le rayonnement intellectuel de l'actuel secrétaire général, son ascendant sur les militants qui transparaissent. Différences de tempérament mais aussi nuances de conceptions qui expliquent sans doute les réticences de M. Descombes, le bouillant métalliste, à proposer d'emblée le froid chimiste comme successeur. Les auteurs sont cependant étonnamment discrets sur la précaution prise par le bureau national de faire « chaperonner » le successeur par un président en la personne de l'homme de confiance de « Gégène », M. Laurent Lucas. Un simple appel de note le mentionne.

Si l'on chasse des lunettes politiques, on retiendra principalement la « précoce séduction » exercée par Pierre Mendès France sur des minoritaires soucieux de dégarer la C.F.T.C. du M.R.P., les relations chaotiques et teintées de méfiance réciproque entre les cégétistes et les socialistes, l'extrême érudition de 1980 et la brouille avec les gauchistes, le refus de la logique du programme commun ou encore bien sûr les convergences entre le « mairisme » et le « rocardisme ». L'engagement, contesté alors, de la C.F.D.T. dans les Assises du socialisme en 1974 années aujourd'hui M. Maire à cet aveu significatif : « Je réside à cette époque, et je n'étais pas le seul, d'un parti qui fut simultanément pour l'Etat et pour la so-

ciété. Eh bien, François Mitterrand m'a fait faire aujourd'hui, en politique, un progrès considérable : je ne rêve plus. »

Si l'on chasse des lunettes culturelles, on saisira, au fil de l'histoire de cette force sociale, sa tentative pour faire émerger une nouvelle culture ouvrière se distinguant fondamentalement du marxisme et prétendant « réunifier le salariat », de plus en plus éclaté, en ressoudant son « identité culturelle ». Mais l'aspect le plus remarquable du livre de P. Rotman et H. Hamon — son fil conducteur — c'est la démonstration de la cohérence et de la continuité des choix essentiels de la centrale depuis l'épopée de Reconquête au recensement de 1978, en passant par l'option socialiste autogestionnaire de 1970. Déjà les minoritaires de la C.F.T.C. avaient esquissé un syndicalisme de proposition « qui ne saurait se cantonner dans la présentation quotidienne des cahiers de doléances ». Déjà, dans Reconquête, Marcel Gonin, un autre inspirateur de M. Maire, peignait la « redistribution équilibrée du revenu national » en s'en remettant non à l'Etat mais au contrat.

Il n'en est pas moins vrai qu'on retrouve dans « la stratégie commune » esquissée par M. Maire à la Fédération de la chimie en 1968 — syndicat se dotant d'un projet, hiérarchisant ses revendications, élaborant un « contre-plan » révisable avec ses partenaires politiques, etc. — l'essence de la logique cégétiste de 1982. La filiation est tout aussi nette entre le « contrôle ouvrier » préconisé par M. Vignaux en 1948 et l'autogestion. Et le cri du cœur d'un militant au congrès de 1959 — « Si Benoit Frachon veut l'unité d'action, c'est pour nous prendre. Soyons francs : nous aussi on veut les prendre ! » — résume bien des controverses actuelles sur l'unité avec la C.G.T. Le grand mérite du livre, c'est que l'histoire qu'il raconte est fondamentalement saine. Et enrichissante.

MICHEL NOMECCOURT.

La Deuxième Gauche, histoire intellectuelle et politique de la C.F.D.T., par Hervé Hamon et Patrick Rotman. Editions Bataillon. Collection « L'empreinte des idées », 446 pages, 25 F.

« LA QUESTION MONÉTAIRE »

de Gérard Maarek

On pouvait déplorer que, la France ayant eu, en la personne de Jacques Rueff (mort en 1978), l'un des plus puissants théoriciens (doublé d'un praticien) de la monnaie du vingtième siècle, les jeunes économistes français négligent ou ignorent à peu près complètement sa pensée pour s'intéresser quasi exclusivement aux travaux des néo-keynésiens ou des « monétaristes » américains et anglais, selon le cas. C'est pourquoi il convient de se féliciter de la publication par Gérard Maarek, de la *Question monétaire* (1), qui ouvre enfin la voie dans cette direction négligée. Dans les premiers écrits de Jacques Rueff (ceux des années 1920 à 1930) se trouvent déjà résumés par avance les apriorismes de l'école de Chicago : s'appuyant sur ces analyses, qui montrent notamment pourquoi la demande de monnaie n'est pas stable, Gérard Maarek présente une brillante critique du monétarisme.

Il reprend, pratiquement sans la modifier, la thèse traditionnelle de l'équilibre monétaire obtenu quand le montant des « encaisses effectives » et le montant des « encaisses désirées » coïncident, coïncidence que la politique de régulation de la Banque centrale est précisément chargée de maintenir à l'équilibre.

On aurait aimé que l'auteur, fort de son expérience — il a travaillé au service des études de la Banque de France et est administrateur de l'INSEE — indique par quelles réformes concrètes du marché monétaire (notamment) pourrait être, aujourd'hui, réalisé un programme d'assainissement selon les grandes lignes proposées. De même que beaucoup d'analyses sur la monnaie, Maarek, comme s'il cherchait d'abord à se convaincre lui-même, présente, au contraire,

P. F.

* Economica, 156 pages, 55 F.

« LA VIOLENCE DE LA MONNAIE »

de Michel Aglietta et André Orléan

Il n'est pas d'embrasser la matière monétaire, dans sa totalité historique, politique et bien sûr, politique, atteint au sublime. Voulez-vous essayer de comprendre la nature, les fonctions (au nombre de trois, comme chacun sait) de la monnaie, les crises qui affectent les systèmes monétaires et qu'ils transmettent au système général des échanges, ne cherchez pas à analyser les données monétaires elles-mêmes. Vous resteriez instantanément à la surface des choses. Lisez, relisez Maarek et imprégnez-vous de la pertinence de ce chef-d'œuvre de l'esprit humain que représente son analyse des différentes formes de la valeur. Les classiques avaient fait un distinguo entre le concept de valeur d'usage et celui de valeur d'échange. Cette distinction d'ordre logique est, par l'auteur du *Capital*, promise au rang de contradiction. Cela change tout. Voilà donc pour le point de départ dialectique.

Mais pour mettre en mouvement les processus de l'échange, pour expliquer la création de la monnaie sans laquelle l'échange ne pourrait être « médiatisé », il faut finalement exister, il faut un ressort. Aucun économiste ne l'avait encore découvert, bien que, au sein du marxisme, en ait eu l'intuition. A la pensée de Marx, nos contemporains ont rapproché, selon les cas et les préférences, celle de Freud ou celle de Nietzsche, sans s'émouvoir outre mesure de la contradiction au sein du dialectique du terme. Michel Aglietta et André Orléan proposent à un amalgame encore plus inattendu. Voulez-vous pénétrer au cœur des phénomènes monétaires, donc économiques : lisez, relisez René Girard.

Dans sa théorie de la rivalité mimétique, vous découvrirez la véritable nature de l'acte d'échange : celui-ci n'est rendu possible que parce que, à la relation conflictuelle originelle entre les deux coéchangistes se substitue une double relation entre chacun d'eux d'une part et l'institution d'autre part. Ces différentes lectures ne sont pas encore tout à fait suffisantes pour donner au style le mouvement approprié. La fréquentation de quelques autres philosophes modernes qui ne paient jamais de monnaie est utile. Altman n'est pas loin ni Michel Proulx (dans la phrase suivante, par exemple : « Portant d'abord une signification négative, c'est-à-dire la négation de l'immédiateté de la mort, le travail... ») Moyennant ces vicissitudes, nos auteurs, qui ne manquent pas de talent propre, ne lancent dans une prodigieuse équipée verbale, ils n'hésitent pas à écrire que « la dynamique mimétique », empruntée à la pensée de Girard (nous ne mettons ici nullement en cause l'œuvre de cet auteur, mobilisée ici à des fins qui, selon toutes apparences, ne sont pas les siennes), leur permet d'opérer une révolution dans l'espace monétaire qui n'est pas sans rappeler celle d'Eisenstein dans le domaine physique.

Un marché espagnol

Engels avait écrit tout un livre pour résumer la thèse de Proudhon, selon laquelle la propriété c'est le vol. Et Marx, à la suite d'Artaud, voyait dans l'échange une relation d'égalité. Nos auteurs, qui se réclament de l'œuvre de Marx, violent à la base de la société marchande la capture.

Leurs conclusions sur plusieurs points d'importance ne sont pas toujours éloignées de celles des penseurs et des économistes modernes. Comme R. E. S. A. par exemple, ils estiment que la monnaie n'a pas de valeur. L'explication, différente bien sûr de celle de Keynes, est que cette institution, la monnaie, est par elle-même incapable d'ordonner les relations d'équivalences éparpillées entre les couples de marchandises. Cela ne contribue pas à rendre moins vaguement entortillée, on s'en doute bien, de tous les maléfices. Abordant l'inflation allemande des années 1920-1930, ils en attribuent la cause, tout au moins au cours de la première phase du processus, au « durcissement des luttes pour la répartition du revenu ». Plutôt que d'interroger l'économie politique, cette pseudo-science chargée de produire de la « conflucialité sociale », nos auteurs préfèrent à leur manière illustrer la théorie de la lutte des classes et prouver leur objectivité en ne prenant parti pour aucun groupe social en particulier.

PAUL FABRA.

* Un vol. de 324 p. Presses universitaires de France, 120 F.

Une semaine à Champagnardenne

Grande, très grande année les Champenois n'avaient jamais fait de telles vendanges

Le patron d'un... donne le bon du « vin »

Pas facile de partir sur les traces de « l'homme aux semelles de vent »

Le patron d'un... donne le bon du « vin »

Pas facile de partir sur les traces de « l'homme aux semelles de vent »

Le patron d'un... donne le bon du « vin »

IDRH

organise le 15 décembre à Paris le premier colloque international sur le thème:

LES CERCLES DE QUALITÉ A TRAVERS LE MONDE

avec la participation de: JEFFERSON F. BEARDSLEY

VENUE DES CERCLES DE QUALITÉ AUX ETATS-UNIS RESPONSABLE DU LANCEMENT DES CERCLES DE QUALITÉ CHEZ LOCKHEED PROMOTEUR DES CERCLES DE QUALITÉ DANS PLUSIEURS PAYS COFONDATEUR DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES CERCLES DE QUALITÉ

qui débattira de ses réalisations avec un groupe de personnalités françaises de l'industrie, de la banque et de l'administration.

De nombreuses entreprises françaises lancent des cercles de qualité. D'autres entreprises dans différents pays l'ont déjà fait depuis plusieurs années. Ce colloque est l'occasion exceptionnelle de découvrir leurs philosophies, leurs méthodes, leurs résultats et leurs problèmes. On ne pourra développer une véritable approche française des cercles de qualité si on ne tire pas parti de l'expérience des autres.

Dossier à retirer auprès de Jean-Luc Placet IDRH - Institut pour le Développement des Ressources Humaines 35, rue Fortuny 75017 Paris. Tél. (1) 766.7127 +

le nombre de participants est limité

BACCALAUREAT SCIENCES PO

REVISEZ VOTRE PROGRAMME HISTOIRE XX^e 1914 - 1945

6 livres de 50 pages + 6 cassettes de 90 min

Etat-Unis, Grande Bretagne, Empire russe, URSS

Edition de l'économie mondiale La France Italie, Allemagne Le Monde extra Européen

Vaste en librairie (diffusion Veillard) ou par correspondance 75 fr (en 4 livrets par livret-cassette) à Groupes SIGMA Editions 18 rue de Clotilde Notre-Dame 75004 Paris - 325.53.30

RÉSIDENTS - CLUBS 3^e AGE

Spécialité Côte d'Azur Cabinet INDEXA

52 rue Jean-Médard 13000 NICE

Tél. : (93) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

EXPRESSION ORALE

MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement COURS LE FÉAL

ES 30, rue des Dames Paris 17^e

SK I

Réservez dès maintenant dans les meilleures stations la formule de votre choix (station, location, séjour) grâce à notre sélection

« BUDGET HIVER 83 »

سكن في الصيف

Une semaine avec Champagne- Ardenne

Grande, très grande année :
les Champenois n'avaient
jamais fait de telles vendanges

Les plus belles bulles du siècle

Les Américains aussi
savent cultiver
des vignes qui pétillent

Brut de Californie

« LES vendanges du siècle... » Une pluie d'or sur le vignoble... Les titres à sensation ont déferlé et, en dehors de la région, un peu à l'intérieur aussi, on a pu éprouver le sentiment que, au seuil de l'hiver 1982-1983, la Champagne était un véritable îlot de prospérité dans cette période de crise.

C'est vrai : les vignerons des cotillons crayonnés qui montent à l'assaut de la « montagne » de Reims et ourlent les rives de la Marne, aussi bien que les grandes maisons dont les chais orgueilleux affichent la puissance, avenue de Champagne, à Épernay ou dans les hauts quartiers de Reims, ne peuvent dissimuler leur jubilation. Plus justement, il faudrait parler d'un immense soulagement, avec la certitude d'avoir frôlé une véritable catastrophe.

Trois récoltes déficitaires s'étaient succédées en quatre ans (1978, 1980 et 1981) : « accident naturel unique », assurent les professionnels. Tout s'était ligué pour faire chuter les rendements dans ce vignoble fragile, aux limites du froid, volontiers sujet aux maladies : les gelées printanières, le froid et l'humidité qui font « couler » la fleur de la vigne, l'oidium, le mildiou, la pourriture grise, jusqu'aux vents violents qui, en juillet 1981, firent choir au pied des ceps les grains de raisin fraîchement formés. Du coup, les stocks, ce pilier de la viticulture champenoise, où un vieillissement de plusieurs années, dans des kilomètres de caves profondes, assure la « prise de mousse » et la qualité du vin, avaient dangereusement fondu. De 575 millions de bouteilles avant la récolte de 1978, la plus faible depuis 1957, ils étaient tombés à 385 millions de bouteilles à la fin de l'été 1982, pour 148 millions de bouteilles vendues les douze mois précédents, soit 2,6 fois les expéditions contre 3,5 fois à l'été 1977 (la bonne règle exige trois bouteilles en cave pour une expédition).

La Champagne avait perdu, au niveau de ses stocks, une année de vente. Pour ne pas compromettre la qualité, les producteurs s'étaient résignés à contourner leurs clients français et étrangers après le record de 186 millions de bouteilles établis en 1978. Une mauvaise récolte sup-

plémentaire et c'était l'asphyxie. Aussi, à l'aube de 1982, grande était l'appréhension en Champagne.

Louanges soient rendues à saint Vincent, patron des vignerons ! Cette année, les conditions climatiques idéales n'ont cessé de régner : le résultat a été une récolte « historique », avec les plus gros rendements jamais enregistrés, depuis cent cinquante ans que l'on tient les statistiques : plus de 16 000 kilos de raisins à l'hectare, contre 13 900 en 1970, précédent record, avec des pointes à 20 000 et même à 30 000 kilos. De mémoire de vigneron, jamais on n'avait vu un tel ruissellement de grappes sur les ceps. Même en limitant à 13 000 kilos le rendement en appellation « champagne », une marte de près de 300 millions de bouteilles a déferlé sur la région.

Un autre résultat est que cette ré-

président de leur syndicat, M. Marc Brugnion, successeur de M. Henri Geoffroy, et M. Gérard Autreau, le secrétaire général, il faut compenser le manque à gagner des maigres années 1980 (5 200 kilos à l'hectare) et 1981 (4 400 kilos à l'hectare). Les frais de culture sont très élevés en Champagne : il faut parfois faire douze à treize traitements pendant une campagne, et la surface cultivable par un seul homme ne dépasse guère 2 hectares, au lieu de 6 en Bourgogne. Leur coût annuel représente 2 000 à 4 000 kilos à l'hectare (essentiellement des salaires) et, depuis deux ans, du retard a été pris dans le renouvellement d'un matériel cher, que ce soit pour la culture ou pour la vinification assurée par les vignerons eux-mêmes (récoltants-manipulants). Et puis, dit-on, « Qu'est-ce qu'on va payer comme impôts l'année prochaine ! » Per-

Comité interprofessionnel des vins de Champagne (C.I.V.C.), à Épernay, où tous les ans, à pareille époque, six représentants du négoce et six du vignoble, s'affrontent pour fixer le prix du kilo, la bataille a été chaude. Les « maisons » voulaient 18 F et les récoltants 20 F. Il fallut que les pouvoirs publics, arbitres et conciliateurs, menacent, discrètement, de recourir à la voie réglementaire pour aboutir à un compromis : 19,05 F. Ce prix est un léger recul sur celui de 1981 (20 F) mais il vient, purement et simplement, de doubler en quatre ans, venant de 9,41 F en 1978, après une pointe à 23,50 F en 1980. L'explication est simple : la rareté du produit, du fait des mauvaises récoltes répétées a fait bondir les cours, entre un négoce pris à la gorge et des vignerons forts de leur pouvoir, soucieux aussi de ne pas trop amputer leurs marges.

Comme il faut 1,3 kilo de raisin pour remplir une bouteille, le champagne est devenu cher : après avoir suivi le coût de la vie pendant vingt ans, et être même passé au-dessus après la crise de 1974-1975, il est carrément passé au-dessus. « C'est vrai », reconnaissent les représentants du négoce, les vignerons et les récoltants-manipulants. « Le cru de Champagne, naguère produit de luxe, puis démocratisé, et devenu élément de confort, est en passe de redevenir produit de luxe », au risque de décourager les acheteurs et de les détourner vers les substituts, notamment les mousseux, en très forte expansion et dont la concurrence s'affirme, notamment aux États-Unis.

Déjà, les premiers signes d'une réduction de la demande se manifestent en France, où, par exemple, les cadeaux d'entreprise, à l'approche des fêtes, se font plus rares, et à l'étranger, avec, pour les neuf premiers mois de l'année, un recul des ventes de 19 % pour les États-Unis (premier client avec la Grande-Bretagne), 45 % pour l'Italie (troisième client), 20 % pour l'Allemagne (quatrième) et 22 % pour la Suisse (sixième).

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 24.)

Le patron d'un « trois étoiles » donne le bon usage du « vin roi »

(Lire en page 25 l'article de Robert J. Courtine.)

colte « miracle » représente plus de 5 milliards de francs, dont près de la moitié va être versée, directement aux vignerons par le négoce (les maisons de champagne). Assurant 66 % des expéditions, ces derniers ne possèdent que 12 % du vignoble.

Pour les 14 000 exploitants, sur 21 000 hectares (85 % ont plus d'un hectare, 21 % plus de deux, 23 % plus de trois et 22 % plus de cinq), à 19,05 F maximum le kilo de raisin et 17 F en moyenne, soit 220 000 F à 250 000 F l'hectare, l'impression est d'avoir tiré le « jackpot ». Du coup, assurent les mauvaises langues, les agences Mercedes du coin, déjà parmi les plus florissantes de France, vont réaliser des affaires d'or.

Voilà pour l'apparence. La réalité est un peu différente. D'abord, soulignent les vignerons, notamment le

sonne ne plaindra vraiment les « millionnaires » du champagne, mais, du fait de la progressivité du barème, la morsure du fisc est d'autant plus ressentie que l'imposition avait été libérée les années précédentes, que le forfait accordé jusqu'à 500 000 francs de chiffre d'affaires, en vigueur depuis 1972, se trouve très souvent dépassé cette année, et qu'aucun étalonnage n'est prévu pour le vigneron qui vend son raisin.

Quant au négoce (les 120 ou 130 maisons qui assurent 66 % des expéditions de bouteilles, et, parmi elles, les douze principales qui font les deux tiers l'ensemble), tout en exprimant aussi son soulagement d'avoir pu, pour une grande part, reconstruire ses stocks, il affiche son mécontentement d'avoir, à son avis, payé trop cher le raisin en 1982. Le 10 septembre dernier, au siège du

Pas facile de partir
sur les traces de « l'homme
aux semelles de vent »

« M. ARTHUR RIMBAUD est né d'une famille de bonne bourgeoisie à Charleville (Ardenne) où il fit d'excellentes études quelque peu révoltées. A seize ans, il avait écrit les plus beaux vers du monde... »

C'est Paul Verlaine, attaché lui aussi à la terre ardennaise où il chercha plus d'une fois un répit à ses tourments, qui campait si joliment et brièvement en 1886 dans sa préface à la première édition des *Illuminations*, celui qu'aujourd'hui ce département honore avec un mélange de fierté et d'agacement.

A cette époque, la « chère grande âme » en était bien revenue de l'illusion parnassienne et des tumultes parisiens, londoniens et bruxellois de sa bohème d'adolescent. Devenu négociant appliqué, consciencieux, il gérait pour d'autres des comptoirs dans les terres brûlantes de la Corne africaine, aspirant à une réussite ordinaire sinon à une fortune pour laquelle il ne négligeait pas le commerce des armes. Cinq ans plus tard, en 1891, il allait mourir.

En dehors des siens vers lesquels il reviendra sans cesse, Charleville comme les Ardennes l'ignorent. Quelles raisons aurait-on ici de le

connaître, de le saluer ? La maison blanche et basse de la rue Napoléon, devenue déjà rue Thiers où il est né, le 20 octobre 1854, est à l'image des demeures qui l'entourent. A 300 mètres de là, la place Ducale, où depuis une statue de Charles de Gonzague, fondateur de la ville, a remplacé la petite fontaine d'autrefois, a oublié ses promenades et ses discussions de bistrot avec Ernest Delahaye, le condisciple, ou Georges Izambard, le jeune professeur conseiller et confident. La loi de la Madeleine ne songe pas du tout à devenir quai Arthur-Rimbaud. Il faudrait attendre encore un bon demi-siècle pour qu'une plaque vienne dire au mur de l'immeuble si triste et banal qu'un poète habita là avec mère, frère et sœur. Un poète ? Bien plus un gamin fuyeur et mal embouché, rêvant de départ, dans les flux et les reflux du désastre de 1870 vécu aux premières loges. Et puis, il faudrait quand même bien du mérite pour célébrer l'effroyable joie qui, à seize ans, disait tout tranquillement de sa ville natale qu'elle est « supérieure à l'idiotie entre les petites villes de province », malmenait avec la même lucidité « les épicuriens retirés qui revêtent l'uniforme », ironisait férocièrement sur « les notaires, les vignerons, les percepteurs, les menuisiers

et tous les ventres qui, chassés par le cœur, font du patrouillisme aux portes de Mézières ».

C'est qu'il était ainsi le bon sujet de la pension Rossat, puis du collège municipal, collectionneur de premiers prix, virtuose de la composition latine, mais en même temps « décomposé d'ennui dans la platitude », dans la « mauvaise foi », dans la « faiblesse ».

Comment, aujourd'hui, s'y retrouver ? Comment mesurer sa réalité, faire la part entre la satisfaction bien réelle qu'éprouve à le revendiquer une ville ainsi éblouie par ses soins et l'agacement qu'il suscite dès que l'on veut faire parler de lui, comme si les Ardennes n'avaient pas d'autres sujets, d'autres soucis ? Au fond, pour qui connaît un peu l'âme ardennaise marquée par trois guerres, par toutes les infortunes dues à la géographie, et à la proximité d'une frontière si longtemps menaçante, Arthur Rimbaud avait et pour beaucoup gardé les défauts d'un précurseur sinon du « voyant » qu'il voulait être.

L'Ardennes, si elle s'incarne dans cette famille, c'est par la mère rigoriste qui n'entend pas que le gamin badine, qui tient aux vieux principes ! Mais voici justement qu'une fois jetée la gourme le gamin insupportable, devenu adulte, rompt avec sa jeunesse, et une fois écrite sa Saison en

enfer, se désintéresse de tout ce qu'il a pu écrire, s'emploie à devenir un explorateur avec tout ce que le mot, dans les vingt dernières années du dix-neuvième siècle, a d'honorifique. Au reste, la plaque apposée en 1954, année du centenaire, sur la maison natale saluait bel et bien le poète et l'explorateur. Un peu comme si l'orthodoxie du second devoir, consciemment ou non, rachetait les folies et les impertinences du premier.

De plus, la lecture rimbaudienne

n'est pas facile. Est-ce à dire que l'œuvre ne permet pas de retrouver la terre sur laquelle pour bonne partie elle fut écrite ? « L'homme aux semelles de vent » a trop parcouru ces lieux, trop écorché ses bottines aux cailloux de ce qu'étaient alors les chemins pour ne pas en demeurer imprégné. Et de leurs côtés, les lieux ici et là ont leur importance sans qu'il soit besoin de les solliciter.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 26.)

NICOLE BERNHEIM.

(Lire la suite page 24.)

Au pays de Rimbaud le maudit

Information
Hôtel de Ville
(25) 03 07 20

A 280 km de Paris, près des autoroutes A 26 et A 37,
sur les lignes SNCF Paris-Bâle et Lille-Dijon

CHAUMONT

Préfecture de la Haute-Marne vous propose
20 ha de zones industrielles à 13 F HT/m²

Champagne

Les plus belles bulles du siècle

Vendanges au prix fort

Au printemps 1978, le prix moyen du champagne, sur une base 100 au premier trimestre 1970, s'inscrivait à 8 % en dessous de celui de la hausse des prix, séquelle de la crise 1974-1975. A mi-1982, il est passé à 25 % au-dessus, le renversement de tendance s'étant produit au deuxième trimestre 1979, après une augmentation de 18 % du prix du raisin en 1978, suivie par un bond de 23 % en 1979 et d'une « explosion » de 103 % en 1980, grâce à une « prime » de rareté de 10 F.

Ajoutons que la formule permettant de fixer le prix du kilo de raisin est diabolique lorsqu'une spirale ascendante s'amorce : 36 % du prix moyen de la bouteille au cours des six premiers mois de l'année.

L'heure actuelle, ce prix moyen est d'environ 60 F, s'écartant entre 45 F environ pour le brut non millésimé d'un petit propriétaire récoltant, 80 F environ pour un brut de grande maison et 100 F, ou bien plus, pour les millésimés ou cuvées spéciales des grandes maisons.

(Suite de la page 23.)

Certes, comme cela a été dit, les livraisons ont dû être réduites en raison de la baisse des stocks, mais, à l'heure actuelle, quelle est dans cette réduction la part de freinage volontaire et celle du fléchissement de la demande ?

Sans doute, pour l'Italie, peut-on incriminer l'instauration d'une T.V.A. à 38 % pour les mousses d'importation et une campagne de dénigrement dans le cadre de la « guerre du vin ». Mais, pour les autres pays, c'est bien de crise qu'il s'agit, aux États-Unis, en Allemagne et même en Suisse. Bien plus, pour la première fois depuis la guerre, mis à part l'accident de 1974-1975 (chute de 30 % des ventes pendant un an au lendemain du premier

choc pétrolier), le marché français, le plus important avec plus des deux tiers des ventes, risque d'être sévèrement touché. Le pouvoir d'achat des cadres moyens et supérieurs, principaux consommateurs, à toutes chances de fléchir l'année prochaine, et peut-être la suivante.

Si une telle et redoutable conjonction se produisait, quelle devrait être la politique de l'interprofession champenoise, disposant de cette manne recueillie sur la treille ? Ralentir ou même stopper la hausse des prix préconisée, en chœur, récoltants et négociants. Mais comment ? Les frais de culture et de vinification continuent à augmenter (9,7 % de hausse sur les salaires en 1982) et, de toute façon, les prix des bouteilles vendues pendant les pro-

chaines années incorporent déjà des prix de raisin historiquement très élevés. A cette occasion, M. Ducloux, président du négoce, trouve - peu intelligemment - l'obstination des vignerons à réclamer un raisin aussi cher : « Il fallait, dit-il, accentuer la déflation dès 1982 ». En face, on lui rétorque qu'il était indispensable de maintenir les cours pour se donner les moyens, avec une bonne récolte, de tenir les prix en francs courants en 1983 et 1984, soit une baisse en francs constants.

Au-delà de cette querelle, que se produirait-il si la récolte 1983 était normalement bonne comme cela est possible ? On verrait réapparaître des problèmes de surproduction et de décalassement bien oubliés depuis la mini-crise de 1975. En attendant,

la dégrue vient tout de même de commencer pour le consommateur : Moët-et-Chandon, premier producteur de la région, avec 14 % des ventes, vient de donner le « la » en annonçant, pour le premier janvier 1983, une hausse de 6 à 8 % (soit un « petit 7 % », après les 14 % appliqués en 1982). De quoi satisfaire M. Delors, même si les prix du champagne ne sont pas bloqués.

Quant à la suite, tout dépendra du marché, et effectivement il y a de fortes chances pour qu'une déflation se produise. Même si le champagne, assis sur sa craye, ses caves et le savoir-faire de la profession, est inimitable, le marché à ses côtés les Champenois vont devoir, bon gré, mal gré, en tenir compte.

FRANÇOIS RENARD.

Brut de Californie

(Suite de la page 23.)

Les étiquettes des bouteilles portent le seul nom « Chandon-Napa Valley », avec la mention « brut », « blanc de noirs », « blanc nature » ou « panache », parfois illustrées d'une vignette arts déco qui rappelle l'origine de la maison mère. La bouteille de « brut » et de « blanc de noirs » est vendue 12,50 dollars (90 F). Toute la production est distribuée aux États-Unis, mais, pour l'avenir, John Wright garde un œil sur le marché asiatique, en particulier le Japon, Hongkong et Singapour.

John Wright n'a aucun complexe à l'égard du champagne français (ne surtout jamais ajouter : « le vrai »...). Il dit, avec un sourire en coin : « Ici, ce n'est pas de la craye (comme dans la Marne), c'est un terrain volcanique, mais, du nord au sud de la vallée, il y a autant de différences de climats qu'entre Châlons-sur-Marne et Alger. Les raisins ont des goûts aussi différents que dans les vignobles d'Europe ».

Un peu plus loin dans la vallée, passé la petite ville de Sainte-Hélène qui a gardé un charme du siècle passé, M. Hanns Kornel, lui-même cultivateur, mais il fait du champagne. Originaire de Mayence, il est arrivé aux États-Unis en 1940, après avoir été miraculeusement libéré d'un camp de concentration. M. Kornel a racheté, il y a vingt-cinq ans, une exploitation qui date de 1860 et a créé une prospère affaire familiale. Il achète son raisin aux producteurs de la région, mais il fabrique son vin selon la méthode champenoise qu'il avait apprise dans sa jeunesse en Allemagne, et à partir de riesling, de pinot blanc, de sauvignon. Il vend 1 200 000 bouteilles par an, dont il exporte une bonne partie en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suisse.

Soixante-quinze pour cent de ses

ventes sont en brut (vendu 10,75 dollars la bouteille (78 F), avec une belle étiquette vert et or frappée du mot « champagne »). Il a aussi un « Sehr Trocken » (brut de brut) à 13,75 dollars (90 F). Mais qui ne représente encore que 5 % de sa production. Lui non plus n'a pas de complexe à l'égard de la production française. Il trouve d'ailleurs qu'elle n'est « plus ce qu'elle était », parce que les « Français se sont endormis sur leurs lauriers ».

Pour arriver au domaine Korbelt, dans la vallée de Sonoma, on n'en croit pas ses yeux : des kilomètres de routes de montagne, au plus profond de la forêt des séquoias dont la voûte noire, et vaguement inquiétante, oblitère la lumière du jour. Et, soudain, une éclaircie qui laisse apparaître une grande demeure de maître en brique et solides solives, construite dans le style des maisons de vigneron allemands.

A la Maison Blanche

Les Korbelt étaient des Tchèques, immigrés au milieu du siècle dernier aux États-Unis. Après un itinéraire classique qui les mena de New-York à Chicago, ils se retrouvèrent à San Francisco, où ils achetèrent un morceau de forêt de séquoias dans l'intention de fabriquer des boîtes à cigares. Entreprise réussie ; mais que faire du terrain défriché ? Les Korbelt essayèrent le tabac : il faisait trop froid. Des arbres fruitiers réussirent quelques années, jusqu'au moment où une épidémie de parasites les tua. En désespoir de cause, on planta de la vigne... qui prospéra. Mais les Korbelt, devenus d'opulents hommes d'affaires de San Francisco, laissèrent, par la suite, stagner leur vignoble qui devait être racheté en 1954 par la famille Heck, originaire d'Alsace.

Le jeune président de Korbelt, M. Gary Heck - tenue western -

est, lui aussi, un fervent de la méthode champenoise. Il est aussi très fier de l'antiquité de sa maison et aime faire visiter la salle « historique » où trônent, à côté des photos de la famille Korbelt dans ses diverses activités sur le domaine, de vieux pressoirs à main et les étiquettes en style « pop » 1900 du premier « Korbelt sec ».

Korbelt est, aujourd'hui, le plus gros producteur de mousses américains : il occupe 175 personnes sur un domaine de 1 500 hectares, dont 320 de vignes qui ne suffisent d'ailleurs pas à une production annuelle de quelque 7 millions de bouteilles vendues aux États-Unis et sur les bases militaires américaines à travers le monde. Le brut constitue 60 % de la production, le naturel 20 %, mais le « ruban bleu » de Korbelt est un blanc de blancs qui est arrivé il y a quelques mois sur le marché au prix de 17 dollars (12 F). Les ventes de 1982 représenteront un chiffre d'affaires de 54 millions de dollars.

Avec son bureau directeur lambrissé, sa « maison d'hôtes » à piscine, ses 4 500 000 dollars de nouveaux bâtiments et de machines neuves (presque toutes d'origine européenne), le domaine Korbelt respire la prospérité. Pourtant, M. Gary Heck ne cache pas une certaine inquiétude : seul de tous nos interlocuteurs, il n'est pas sûr que le marché se développe assez vite pour absorber cette production galopante : « Il commence à y avoir beaucoup de monde dans le champagne », dit-il, nous faisons un million de cartons, nous en ferons cinq millions en 1983. Les consommateurs suivront-ils ?

Ses prix commencent à 8,50 dollars la bouteille. Il s'inquiète des mousses italiens et espagnols qui ont envahi le marché ces dernières années avec une gamme qui commence à 4 dollars. « Les Américains », dit-il, commencent seulement à faire la différence entre les meil-

leurs produits et les autres. Il y a, certes, une clientèle au goût éduqué, mais elle est si minoritaire que le marché est surtout constitué de gens pour lesquels le « champagne » - c'est ainsi que le Korbelt s'intitule - ne se voit que dans des circonstances exceptionnelles, et au verre ».

Une préoccupation que Jack et Jamie Davies n'ont guère : propriétaires du domaine Schramberg, ils font une production « de luxe » : 480 000 bouteilles par an dont ils vendent la moitié à des prix qui vont de 15 à 25 dollars la bouteille. « Le « Schramberg » est, disent les Davies, le mousses de la Maison Blanche ». (Ils ne parlent jamais de « champagne ».) Des photos de MM. Nixon, Kissinger et Chou En Lai échangeant des toasts à Pékin, de M. Ford avec la reine Elizabeth, flûte en main, témoignent des grandes destinées de la maison.

Les Davies sont, eux aussi, venus au mousses par lassitude de la vie professionnelle traditionnelle, avec ses horaires, ses pompes et ses basses œuvres. En 1965, ils ont acheté l'ancien domaine d'un producteur allemand, M. Schram.

Diplômé de Harvard et de Stanford, Jack Davies menait la vie huppée d'un cadre supérieur de l'industrie, connaissait de bons vins, lorsqu'il décida de se lancer dans un « créneau » d'avenir : le mousses fabriqué par la méthode champenoise. Il acheta le domaine et s'en fut perfectionner ses connaissances aux cours d'œnologie de l'université de Californie, à Davis. « Maintenant, je sais tout faire », dit-il : aussi bien planter la vigne que faire le vin et le laisser vieillir.

Le domaine Schramberg qui, à peu près seul de son espèce, ne reçoit que sur rendez-vous et cache si bien son entrée qu'on peut passer dix fois devant avant de la découvrir, possède pourtant l'une des seules vraies « caves » de la région : le long

tunnel de roches volcaniques creusé par M. Schram et que Jack Davies vient d'agrandir considérablement. Pourtant, il n'a l'intention d'augmenter sa production que très lentement. Il commence à exporter un peu en Angleterre, en Allemagne et en Suisse. Ce qui l'intéresse, c'est de développer le goût des Américains pour le bon mousses. Il pense qu'il faut leur enseigner que le « champagne » est aussi un vin qu'on peut boire au repas (certains vins blancs ou rouges de Californie sont plus chers que les meilleurs mousses français).

13 dollars : 90 francs

Jack Davies est très excité par sa nouvelle aventure : il vient de signer un contrat avec Rémy Martin pour produire un nouveau « brandy » californien (le nom de « cognac » ne sera pas plus prononcé que celui de « champagne »). Production de départ : 300 000 bouteilles par an. Date de mise sur le marché : 1985.

Le mousses de luxe est-il rentable ? Jack et Jamie Davies disent qu'ils ne gagneront pas vraiment d'argent avant plusieurs années. Mais dans leur belle maison à colonnes, au fond d'un bois d'eucalyptus géants et de chênes verts, entouré d'un grillage « pour empêcher les daims de venir manger les fleurs », ils se disent très heureux, avec les amitiés formées parmi leurs voisins vigneron, les soirées à San Francisco à une heure et demie de route, les voyages à l'étranger : la France tous les ans, l'année dernière, la Chine pour donner quelques conseils techniques aux responsables de la viticulture chinoise.

Il y a trois ans, Piper-Heidsieck a formé, avec Renfield, l'une des premières sociétés de distribution de spiritueux de New-York, et M. Rodney Strong, l'un des maîtres de cave américains les plus respectés, responsable des vastes vignobles de la

vallée de Sonoma, une société qu'ils ont tout naturellement baptisée « Piper-Sonoma ». Rodney Strong n'a pas toujours été « dans le vin », puisqu'il a commencé sa carrière comme danseur avec les ballets de Martha Graham et s'est produit, notamment, au Lido de Paris. Mais, descendant d'une famille de viticulteurs de la vallée du Rhin, il a abandonné la danse après quinze ans de travaux forcés, est, lui aussi, passé par la faculté d'œnologie de Davis, et a créé, en 1959, dans la petite ville de Windsor, les vignobles de la Sonoma qui couvrent, aujourd'hui, 800 hectares.

En 1980, avec les conseils du chef de caves de Piper-Heidsieck, M. Michel Lacroix, Piper-Sonoma a commencé sa production de mousses : 30 000 cartons qui sont devenus 90 000 (plus d'un million de bouteilles), pour l'instant destinés au marché américain.

Les bâtiments de la partie « mousses » de Piper-Sonoma viennent d'être livrés : une impressionnante structure de béton qui se dresse comme une nef au-dessus du vignoble et qui a coûté près de neuf millions de dollars. Avec sa salle de banquet, sa salle de projection, sa galerie d'art et son jardin offert à la dégustation, l'ensemble témoigne d'un goût certain de standing confirmé par le premier prix du « brut » : 12,95 dollars la bouteille (90 F).

Rodney Strong, qui connaît bien la France, pense que le « goût américain est en marche : passer du coca-cola sucré au vin sec, convaincre les ouvriers du pétrole au Texas que le mousses de bonne qualité vaut bien le bourbon, ne se fait pas en un jour ». Mais il est plus que confiant : « La côte est et la côte ouest marchent - déjà très bien, quant au Middle-West, c'est un champ endormi, mais quand il se réveillera... »

NICOLE BERNHEIM.

CHAMPAGNE-ARDENNE

On n'exporte pas que du Champagne...

... mais aussi des productions et du mécanisme agricoles, des produits textiles, métallurgiques et chimiques...

Grâce à sa situation géographique et sa tradition, notre région maintient son sens de l'accueil et des échanges.

Nous savons adopter ceux qui, dotés d'un même tempérament, ont envie de se développer avec nous.

Pour être prêts demain, le Conseil Régional a décidé de porter ses efforts sur :

• les voies de communication : déjà traversée par l'autoroute Paris-Strasbourg, notre région le sera bientôt, du Nord au Sud, par l'A 26 Calais-Dijon.

• l'agro-alimentaire : cette industrie doit devenir l'une des

forces de Champagne-Ardenne qui, déjà, est la première région de France pour ses productions céréalières et sucrières.

• les filières de pointe : la télématique, l'informatique comme l'innovation technologique bénéficieront d'un soutien constant avec le concours de l'Université.

Conseil Régional de Champagne-Ardenne
1, cours d'Ormesson 51000 Châlons-sur-Marne Tél. : (26) 64 91 51

حکومت الاحول

Ardenne

PROPOS AUTOUR D'UNE GRANDE TABLE

Du bon usage du « vin roi »

LE champagne est le vin de toutes les occasions, le slogan est connu. Le champagne est, en famille, le vin pétillant des fêtes (ici souvent remplacé par son rival moins coûteux, le mousseux). Il faudrait connaître les statistiques précises, mais on sait que, globalement (un mot à la mode), l'exportation domine la consommation interne. Et que, dans cette consommation française, la restauration est largement partie prenante. Un récent rapport du Syndicat parisien des restaurateurs de la clientèle (surtout constatée aux déjeuners) se traduit évidemment par une consommation moindre. Mais aussi la clientèle restante a réduit ses dépenses en « extra » de 25 % par rapport à l'an dernier.

Le champagne est-il à compter dans le principal de ces « extra » ? Et comment le consommateur français, étranger, aborde-t-il le vin blond ? Son goût est-il évolué ? C'est ce que je suis allé demander à Jean-Claude Vrinat.

Jeune encore et de formation à la fois commerciale et restauratrice, Jean-Claude Vrinat, qui a pris en main, voici déjà vingt ans, la belle maison paternelle qu'est le restaurant Taillevent (rue Lamennais, un des « 3 étoiles » du Michelin mais avec un 4 toques avec 19/20 (le maximum) chez Gault-Millan et « 4 étoiles » (le maximum également) au *Bottin gourmand*, peut se prévaloir d'une des plus belles cartes de vins de France.

C'est donc à un connaisseur, à un professionnel de qualité que je suis allé demander d'esquisser les éléments de réponse à cette question : le champagne et la clientèle des restaurants. Mon interlocuteur est formel : le champagne occupe, au rayon des vins, une place à part.

« Pour beaucoup de Français, le champagne est synonyme de fête ; ce symbole est encore plus marqué chez les étrangers. Quelle que soit l'évolution de notre société, il semble bien que cette image soit assurée d'une certaine pérennité : ce qui était vrai il y a vingt ans l'est encore maintenant.

Le champagne occupe une place à part : quand on prononce le mot vin, viennent à l'esprit le Bordeaux, la Bourgogne et les autres vignobles, bien souvent à l'exclusion de la région d'Épernay et de Reims. Le « vin-roi » n'a pas vu son trône vaciller : le champagne est bien français, produit exclusivement sur le sol français, les imitations « étrangères » passant pour de pâles ersatz.

On a, ces dernières années, mis en doute la suprématie des vins français ; au cours de deux dégustations restées célèbres (une à New-York, l'autre à Paris), un vin californien s'était même permis de coiffer sur le poteau un corton-charlemagne (je ne méfie de ce genre d'exercice, car bien souvent les bouteilles choisies n'offrent

aucune garantie quant à la qualité de leur « élevage ».

Mais vin de fête n'impose-t-il pas une image de douceur ? Et pour l'étranger plus encore. Sweet ? Jean-Claude Vrinat est formel : « Si l'image du champagne n'a pas été altérée, sa consommation et le goût du public ont beaucoup changé, même en ce qui concerne les Anglo-Saxons amateurs, hier, de vins doux ». Et M. Taillevent précise :

« Il est de plus en plus rare de voir le champagne consommé tout au long du repas : il est devenu l'apéritif idéal pour « mettre en bouche » ceux que l'on a conviés à célébrer un moment exceptionnel ; la coutume de le servir au dessert est en voie de disparition.

« Oubliés les secs ou demi-secs indispensables sur une carte des vins digne de ce nom (existe-t-il encore des marques qui proposent de telles étiquettes) ! Abandonnés des millésimes anciens, délices de nos grands-parents qui aimaient voir cette couleur jaune or, aux reflets de sauternes, aux bulles incertaines !

Le consommateur s'est tourné vers le brut, puis vers le champagne non dosé, désigné parfois sous le nom d'ultra-brut ; cette évolution semble tous à fait justifiée, l'excès de sucre dénaturant les saveurs et les parfums (au même titre d'ailleurs que le tabac).

La signature des « petits »

« Ces millésimes anciens, dont vous parlez, seront-ils, pour nos successeurs, remplacés par les grands millésimes d'aujourd'hui ?

« Certains détracteurs des progrès réalisés par l'œnologie (l'œnologie a fait place à une véritable science expérimentale que Claude Bernard ne renierait pas) prétendent que les millésimes récents ne vivront pas aussi longtemps que leurs glorieux aînés. Certaines dégustations semblent prouver le contraire ; d'autre part, quelques grandes marques n'hésitent pas, pour des raisons de prestige, à mettre, à la disposition d'amateurs éclairés, des millésimes anciens (champagne Gosset 1973, Bollinger récemment dégorgé) : engageraient-elles leur réputation sans être sûres de leur fait ?

« Ce qui a changé est surtout la qualité des caves mises à la disposition des citadins ; ce sont plutôt des réduits où les vibrations, les changements de température, les courants d'air et parfois la lumière règnent en maître. Peut-on, dans ces conditions, parler du vieillissement des vins ?

« Les prix n'incitent-ils pas le client à chercher des champagnes de petits propriétaires, espérant les payer moins cher ?

« Les grandes marques offrent volontiers des bouteilles aux caractères très suivis, que l'on retrouve quelle que soit la qualité du millésime : le secret vient de l'assemblage. Un amateur de Krug, vin bien différent du René Lalou de Mumm, apprécie les champagnes charpentés, vineux, où l'élevage en fûts de chêne a laissé son empreinte ; quelle que soit l'année, il retrouvera cette forte personnalité.

« Le petit propriétaire n'offre certes pas cette même continuité : son produit est plus sensible aux aléas climatiques ; il offre la joie de la découverte, récompensant des heures passées à la recherche d'une adresse que personne ne connaît mais que tout le monde se communique sous le manteau.

« Existe-t-il un risque avec les produits des petits propriétaires ? Je ne le pense pas car les progrès de la science du vin, les conseils prodigués par les « stations œnologiques », évitent aux vignerons les faux pas ; d'autre part, celui qui signe une bouteille a la pudeur de respecter son nom. La présence des marques et des petits propriétaires est indispensable sur une carte des vins, ces deux catégories se complétant parfaitement.

« Malheureusement le champagne coûte cher. Cette augmentation régulière est-elle justifiée ?

« Pendant très longtemps, les prix du champagne ont suivi l'inflation du coût de la vie ; certaines années, je pense à 1975, 1976 et 1977, ces prix sont même restés stables. Malgré l'augmentation sans précédent de la consommation (celle-ci a sextuplé en vingt ans), aucune folie spéculative n'a perturbé le marché champenois comme cela s'est produit dans le Bordelais, vignoble remis à la raison par un « scandale » qui semblait venir bien à propos.

« Malheureusement, deux phénomènes sont venus troubler la Champagne : le prix du kilo de raisin fixé par le C.I.V.B. a doublé d'une année sur l'autre, la nature aggravant cette décision par deux récoltes successives largement déficitaires. De ce fait, si le coût de la vie a augmenté ces deux dernières années de 25 % (cette estimation est très modeste), le prix du champagne a, lui, subi 45 % de hausse.

« Les cuvées prestigieuses des grandes marques ne sont certes pas encore aussi chères que les grands crus bourguignons ou les premiers crus bordelais, mais elles semblent bien en prendre le chemin avant les abondantes vendanges de 1982. Souhaitons que les Champenois favorisés quantitativement (le sont-ils qualitativement ?) sachent raison garder.

La cuisine au champagne est pleine d'intérêt. Claude Deligne, chef du Taillevent, aime utiliser les « vins tranquilles ». Ils donnent aux sauces un caractère aérien tandis que leur acidité crée un contraste, souligne et équilibre à la fois un poisson

riche en saveur, exaltant son goût d'iodé comme celui de certains crustacés, accompagnant aussi parfaitement une viande blanche. Les marinades au bouzy ou au vertus sont « décisives ». Mais, constate Jean-Claude Vrinat :

« Depuis quelques années, le législateur a fait disparaître du vocabulaire l'expression « vin nature » ou « vin tranquille » pour le remplacer par celui de « coteaux champenois ». Quel était le but de cette décision ? Je n'en sais rien et j'avoue n'avoir jamais eu la tentation d'en chercher l'explication. « Vin nature » et « vin tranquille » étant plus évocateurs que « coteaux champenois », la poésie et la tradition ont fait les frais d'une décision pour le moins contestable.

Et comme je parle avec émotion du bouzy, mon vin préféré sur les portugaises vertes et grasses, il ajoute :

« Les vins rouges champenois, qui sont restés longtemps des vins consommés localement, ont envahi les tables parisiennes et provinciales ; malheureusement la mode, au mauvais sens du terme, a fait beaucoup de ravages : nombreux sont ceux qui n'ont su résister au chant des sirènes.

« Ce qui était une bouteille confidentielle destinée à ceux qui fuyaient les beuglants trop souvent chapoutés (ils ne le sont pas tous heureusement), qui avaient accompagné d'un vin rouge frais les coquillages ou certains poissons à chair grasse, tel le saumon (les ignorants parleront d'une faute de goût), est devenu un produit sans caractère, dont les qualités discrètes s'avèrent être des défauts insupportables.

Jamais au dessert

Pour finir, Jean-Claude Vrinat, qui donne ces conseils de dégustation du champagne : « Avant le repas, oui avec enthousiasme. Pendant le repas, peut-être avec circonspection. Au dessert, jamais. Après le repas si le cœur vous en dit ! », estime que l'on doit remercier les Champenois de nous avoir transmis intacte une tradition instaurée au dix-septième siècle.

Et il conclut : « Il serait très prétentieux de vouloir donner des conseils à nos amis champenois. Jusqu'à présent, il se sont montrés dignes de leur illustre prédécesseur Dom Pérignon ; qu'ils continuent à garder la tête froide : la qualité saura les préserver des tentatives étrangères destinées à faire vaciller leur trône.

« Le consommateur a toujours admis qu'un juste prix vienne récompenser des années d'efforts ; il ne comprendrait pas que le but du lucre et la spéculation soient devenus les seuls maîtres d'une région bée des dieux.

ROBERT J. COURTINE.

UNE CIBLE POUR L'EXPORTATION

La nouvelle vague des buveurs américains

LE goût du « vin pétillant » grandit rapidement aux États-Unis : la consommation de mousseux local et de champagne importé est passée de trois millions de cartons en 1966 à quatorze millions trois cent mille aujourd'hui, dont 80 % de production domestique. Projections pour 1986 : vingt millions six cent mille.

La production de mousseux californien par la méthode champenoise ne constitue que 10 % du total. Elle était de sept cent cinquante mille cartons en 1981 et doublera d'ici à 1985.

Les investissements français pour la production de vin mousseux en Californie comprennent, outre Moët-Hennessy et Piper-Heidsieck, un accord entre Laurent Perrier et Almaden, qui est, dans la vallée de San-José, le huitième producteur de vin des États-Unis. Plusieurs autres marques de champagne français ont des projets du même genre.

La cote du champagne français ne se dément pas auprès des Américains : déboucher une bouteille de Moët (50 % du marché), de Mumm (16,5 %) ou de Piper (7 %) reste le *top plus vite* du savoir-vivre « élégant », voire « romantique », comme disent les magazines féminins et les innombrables revues de luxe destinées aux « hostesses », ces maîtresses de maison qui font de leur art de recevoir le principal atout de la carrière de leur mari.

Avec six cent soixante-quatre mille cartons (près de huit millions de bouteilles) consommés annuellement, les États-Unis sont devenus le premier client mondial du champagne français. Venu, tard au vin secs, les Américains paraissent, maintenant, surtout amateurs de brut (deux tiers des importations), un goût qu'ils sont en train d'inculquer aux fabricants de mousseux californiens.

Mais les champagnes français risquent de rencontrer une concurrence grandissante dans ces mousseux dont la qualité ne cesse de s'améliorer. Et si le « snobisme » du champagne français subsiste chez les Américains d'un certain âge, la curiosité, doublée d'un certain chauvinisme, fait croître l'intérêt des nouvelles générations pour la production domestique. « Notre clientèle, nous disaient un importateur, est celle des gens « arrivés », mais la jeune bourgeoisie des affaires et des professions libérales s'intéresse de plus en plus au californien. »

Les prix pourraient, ultérieurement, faire la différence. Les Américains veulent bien payer cher, mais ils ne veulent pas pour leur argent, et cer-

tain d'entre eux ne sont peut-être plus très convaincus qu'un « blanc de blanc » Korbel à 20 dollars est nécessairement moins « élégant » qu'un Moët à 29 dollars. Sur un total de quatorze millions de cartons de mousseux et de champagne vendus annuellement aux États-Unis, moins d'un million concernent les crus à plus de 11 dollars la bouteille.

Un tassement des ventes a été observé au premier semestre 1982 (- 17,8 % par rapport à l'année précédente), alors qu'elles avaient augmenté de 13,5 % entre 1980 et 1981. Pour l'instant, les responsables français préfèrent penser qu'il s'agit d'une « variation conjoncturelle liée au déficit des dernières récoltes ». Mais, dans le même temps, les ventes de vins et de mousseux français progressaient fortement.

Cette tendance inquiète les importateurs de champagne, qui voient, dans la progression ultra-rapide de la consommation des vins aux États-Unis, l'ouverture d'un vaste marché pour des produits moins « luxueux ». Certains d'entre eux n'hésitent pas à condamner la politique française des appellations contrôlées, à leur goût trop stricte pour le champagne. D'autant que cette dernière barrière du « bon ton », risque d'être battue en brèche si les pourparlers qui s'ouvrent en janvier 1983 entre les producteurs californiens et l'institut des vins de San-Francisco pour attribuer des « appellations » aux crus locaux aboutissent.

Le développement des ventes de champagne français aux États-Unis est aussi une affaire « culturelle » : tous nos interlocuteurs ont souligné qu'il importait de faire passer le champagne du statut de produit de grand luxe destiné à célébrer quelque événement tout à fait exceptionnel à celui d'un vin de table.

« A la limite, ce n'est pas une question de prix, nous disait l'un d'eux, car nombre de bouteilles de bons vins de Californie valent plus cher que les 18 dollars d'un honnête champagne. Mais peu d'Américains — sauf certains de ceux qui ont vécu en Europe — considèrent le champagne comme autre chose qu'un apéritif ou un ingrédient de cocktail. »

James Bond a certes fait beaucoup pour Dom Pérignon (50 dollars la bouteille), mais il incarne précisément un style de turpitudes devant lesquelles la toujours solide morale américaine renâcle. Du moins, en public. L'image publicitaire du buveur américain de champagne français reste à inventer.

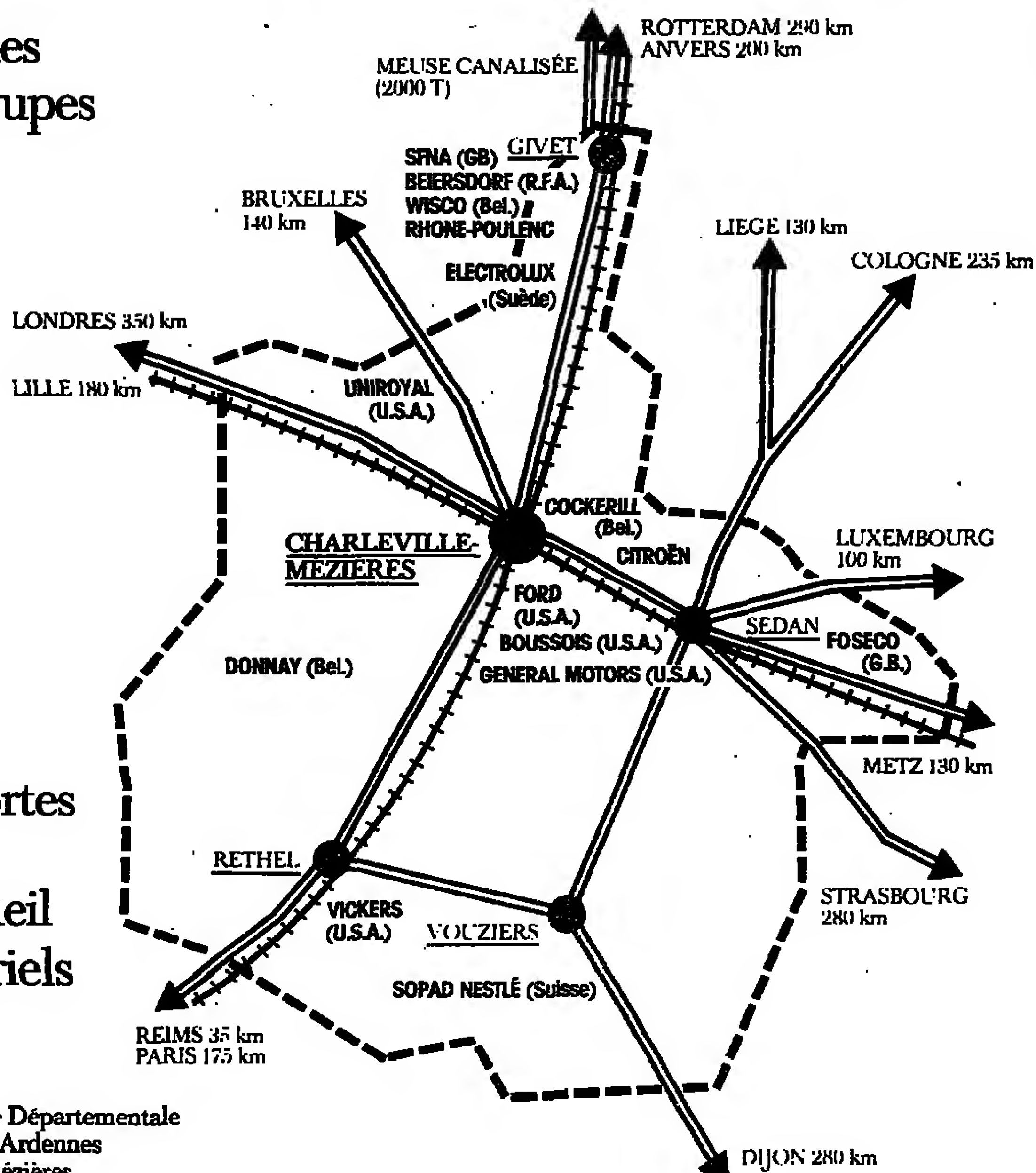
N. B.

Les Ardennes terre d'accueil industriel

Présence des grands groupes

Les plus fortes primes pour l'accueil des industriels

Agence Economique Départementale
Conseil Général des Ardennes
08000 Charleville-Mézières
Tél. (24) 57.22.11



Ardenne

Quel est l'avenir de cette région si longtemps exposée aux fureurs de l'histoire ?

Une terre d'invasions sur ses lignes d'attaque

DE la pointe de Givet au sud du plateau de Langres, la Champagne-Ardenne s'étire sur 350 kilomètres entre les confins de la Brie et ceux de l'Ardenne. C'est déjà une terre de l'Est que l'on traverse en allant de Paris vers la Lorraine ou de la Belgique vers la Bourgogne.

Dans la mémoire collective, qui rejoint souvent l'imaginaire populaire, la Champagne-Ardenne fait souvent figure de pays rude et martyre, victime de sa position géographique. Tout se passe comme si ce pays, déjà handicapé par un climat peu généreux, souffrait encore de son rôle de marche frontière. Les souvenirs des appels affreux dans les camps militaires de Maillé, de Mourmelon, de Suippes, continuent-ils de se mêler aux réminiscences des leçons d'histoire pour faire de la Champagne-Ardenne une terre constamment menacée, souvent envahie, où se disputeraient toujours l'avenir de la France : champs Catalauniques, bataille des Ardennes, capitulation de Sedan, victoires de la Marne ?

Terre rude sur le chemin de l'avanceur, pourquoi la Champagne-Ardenne aurait-elle attiré et retenu les investissements industriels stratégiques ? Qui plus est, avec des moyens de communication peu développés pour limiter la progression de l'ennemi vers la capitale de la France. Et, la plus simple des déductions aidant, condamnant la région à une vocation agricole (encore récemment symbolisée par l'image de la Champagne pouilleuse), on ne s'étonne pas que la Champagne-Ardenne se traduise « en creux », sur les cartes démographiques du Nord-Est, avec quelque cinquante habitants au kilomètre carré.

Ceux qui ont donné de notre région cette image déformée et ternie auraient dû songer que la fréquence des guerres et des invasions n'a pas interdit les périodes de prospérité rayonnante comme celle des foires de Champagne, que la région est le berceau de réussites certaines comme le vin de Champagne et le succursalisme, que la Haute-Marne fut longtemps le premier département métallurgique de France, etc. Mais l'inertie n'est pas propre aux forces physiques, et l'on entend encore affirmer que notre région demeure essentiellement agricole, alors que l'agriculture proprement dite emploie moins de 15 % de la population active et que les deux tiers de ses habitants y sont urbanisés.

C'est aussitôt après la deuxième guerre mondiale qu'un dynamisme certain, des mutations profondes, commencent à progressivement changer l'image de la région. L'ennemi héréditaire ne campant plus sur le Rhin, la situation géographique de la Champagne, jusqu'alors vice rédhibitoire au développement, devient pour elle un atout dans l'Euro-

pe active et peuplée du Nord-Ouest ; elle a soixante millions de clients dans un rayon de 300 kilomètres et son rôle militaire cède le pas à des aspirations industrielles et commerciales. Après avoir souffert de la domination et de la capacité d'attraction de la région parisienne, la Champagne-Ardenne commence alors à bénéficier du report d'une partie de la puissance et de la croissance de celle-ci. Notre région devient académie et les années 60 voient renaitre une université, progressivement, des directions régionales (INSEE, douanes, P.T.T., etc.) ouvrent la voie à la mise en place de l'établissement public régional. Elle fixe des investissements privés extérieurs : I.H.F. à Saint-Dizier, Michelin, Kléber-Colombes à Troyes, Chausson, Schlumberger, Boehringer à Reims, Citroën à Charleville, etc. Les petites villes comme Vitry-le-François, Sedan, Epernay, et les bourgs comme Sézanne, Bar-sur-Aube, Sainte-Ménéhould, sortent peu à peu de leur léthargie. La Champagne-Ardenne gagne deux cent mille âmes en un quart de siècle et dépasse un million trois cent mille habitants. L'hémorragie démographique est stoppée grâce aux villes qui se piquent de tours et de barres dans les nouveaux quartiers périphériques (Verbeau à Châlons-sur-Marne, Vert-Bois à Saint-Dizier, Orgeval, Europe, Châtillons, Croix-Rouge, Val-de-Murigny à Reims, pour ne citer que quelques exemples). Certes, les campagnes vieillissent et se dépeuplent, l'exode rural se prolonge, mais la malédiction est rompue. L'agriculture devient l'une des plus dynamiques de France, grâce à son organisation syndicale, mutualiste et coopérative exemplaire.

Agriculture de pointe

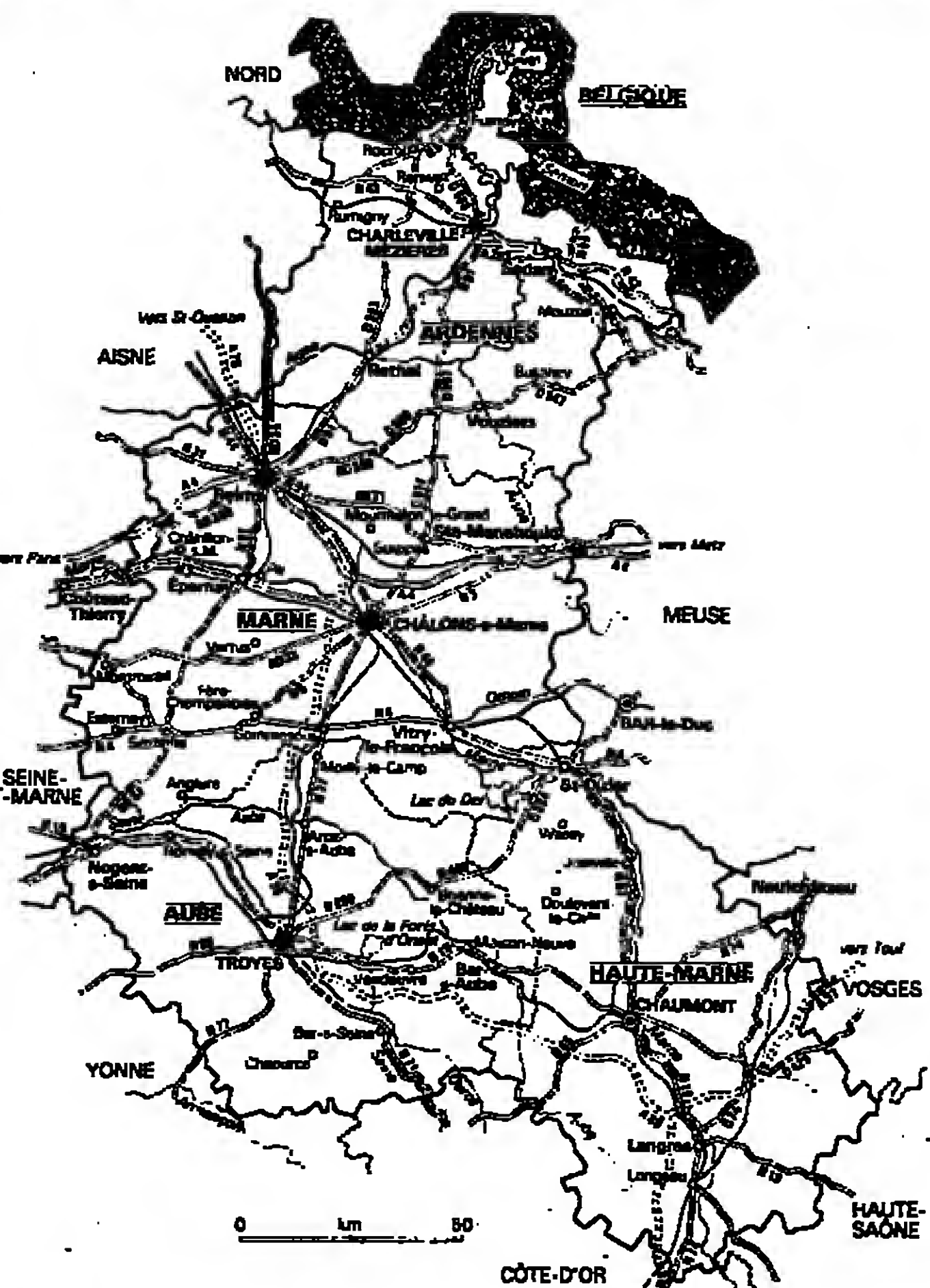
Le vignoble, avec le Comité interprofessionnel du vin de Champagne (C.I.V.C.), donne le premier exemple de l'organisation interprofessionnelle, qui débouche, en 1959, sur la signature d'un contrat indexant le prix du raisin sur celui de la bouteille de champagne. Forte de son organisation, l'agriculture sait reconquérir l'espace et valoriser un potentiel jusqu'alors négligé. Quelque 150 000 hectares de friches et de pins sont livrés aux céréales, à la betterave, à la luzerne... L'aire d'appellation d'origine du vignoble champenois est progressivement plantée au rythme des expéditions, en France et à l'étranger, du nombre de bouteilles du précieux vin. La surface viticole passe, en trois décennies, de 8 000 à 25 000 hectares. L'agriculture champenoise devient un champ d'initiative permanente, créant sucreries, malteries, féculeries, abattoirs. Elle dispute les pre-

mières places aux terres limonueuses de Beauce et de Picardie.

Tantôt perçue comme une région martyre et handicapée, tantôt présentée comme une région dynamique en pleine mutation, où s'établit donc la réalité champenoise ? Il y aurait en Champagne-Ardenne deux départements dévalorisés : les Ardennes et la Haute-Marne, l'Aube préservant un équilibre fragile, tandis que la Marne, département

termes n'épousent pas les limites départementales et le principal contraste oppose, en réalité, le cœur de la Champagne-Ardenne à sa périphérie.

Au centre, c'est la Champagne crayeuse, région céréalière dominée par la côte de l'Île-de-France, tapissée du vignoble. C'est aussi la partie où s'organisent des réseaux de villes autour de Reims, de Troyes, de Châlons-sur-Marne et d'Epernay.



La région Champagne-Ardenne comprend quatre départements : les Ardennes (302 000 habitants en 1982, chef-lieu Charleville-Mézières) ; l'Aube (289 000 habitants chef-lieu Troyes) ; la Marne (544 800 habitants, chef-lieu Châlons-sur-Marne) ; la Haute-Marne (210 000 habitants, chef-lieu Chaumont). Sa capitale est Châlons-sur-Marne, sa superficie de 25 600 kilomètres carrés.

plus dynamique, serait la locomotive régionale. Cette affirmation mérite d'être prudemment nuancée, tant l'appareil statistique départemental est propice à des observations simplificatrices. Sans doute, l'Ardenne proprement dite, la vallée de la Meuse, sont-elles en plein marasme, mais il est vrai que l'Ardenne crayeuse, au sud de Reims, est dans une situation moins catastrophique que le pays de Vitry-le-François, situé dans la Marne. Les disparités in-

c'est là que l'exode rural avait, depuis plus d'un siècle, abandonné les terres qui ont pu être reconquises par les exploitants agricoles sans risque pour ceux-ci de crouter sous le poids des investissements fonciers ; c'est là que les villes offraient des infrastructures et que se trouvait la main-d'œuvre nécessaire au redressement ; enfin, située à moins de 200 kilomètres de Paris, elle était la plus proche et la plus apte à profiter de la déconcentration parisienne.

Il y a bien un contraste fondamental avec la périphérie, moins urbanisée, pays de l'herbe, du bois et du fer et où se sont accumulées les difficultés dès que fut rompu l'équilibre des activités traditionnelles. Jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, la polyculture vivrière, l'exploitation de la forêt, la présence de minerais superficiels, permettaient de conjuguer plusieurs activités : on y était fréquemment ouvrier en même temps que paysan, mais la concurrence de la métallurgie au coke et la spécialisation des régions agricoles ont perturbé ce fragile équilibre. L'exploitation forestière a subi les fluctuations de tout marché incertain, les petites exploitations agricoles, orientées vers l'élevage, productrices de lait et de viande, n'ont bénéficié ni de l'assurance des débouchés ni de la garantie des prix. La métallurgie, supplantée par celle du Nord et de la Lorraine, a connu un déclin continu. Les villes (Langres, Chaumont, Saint-Dizier, Sedan) n'étaient pas à la mesure de l'exode rural, qui, au mieux, n'y trouvait qu'une étape avant de gagner Troyes, Châlons-sur-Marne, Reims, voire, plus loin, des régions plus attractives car, dans l'ensemble, la région Champagne-Ardenne s'est toujours montrée incapable de retenir ses enfants et a subi un solde migratoire négatif (1).

L'espoir industriel

Cette incapacité à retenir sa population montre bien les limites du développement champenois dans le troisième quart du vingtième siècle. On peut se réjouir de l'incontestable réussite agricole en Champagne-Ardenne, mais l'évolution des techniques n'en fera pas une grande source de créations d'emplois. Le secteur para-agricole et les industries agro-alimentaires ne conduiront au mieux qu'à un équilibre. Un espoir émane de la diversification industrielle, qui pourrait prendre le relais des industries traditionnelles. Si la bonneterie auboise a, par exemple, mieux résisté que la métallurgie, la crainte de voir bouleverser les catégories sociales et le niveau des salaires a souvent fait refuser, lorsqu'elles se présentaient, les grandes implantations motrices. Aussi la région Champagne-Ardenne se présente-t-elle avec un agrégat d'établissements, dirigés de l'extérieur, faiblement qualifiés pour la plupart et en dehors des secteurs de pointe.

Les problèmes actuels qui se posent à Saint-Dizier avec Tréfilunion, à Vireux avec la Chiers, à Vitry-le-François avec Leroy démontrent bien que la diversification n'est pas une garantie de stabilité économique suffisante si les établissements ne sont pas, en outre, importants à l'échelle des groupes auxquels ils

sont intégrés. Ces faiblesses structurelles de l'industrie champenoise expliquent aisément les retards du secteur tertiaire, handicapé par l'absence, ou la rareté, de grandes entreprises, de sièges sociaux, de centres de recherche à la base d'un tertiaire novateur. Les techniques « classiques » du développement, comme les équipements de liaison, les zones industrielles, une politique du logement, ont montré leurs propres limites en l'absence du vecteur primordial que constitue l'industrie de pointe. Il n'est jusqu'aux équipements de loisirs (plans d'eau) qui ne produisent pas les effets locaux attendus d'eux, les retombées touristiques en sont insuffisantes et démontrent que, là encore, il s'agit d'un secteur dominé.

Enfin, cause ou conséquence de ses contrastes internes, la Champagne-Ardenne est une région mal structurée, multiséculaire, où chaque préfecture joue, à sa manière, son rôle de capitale. Châlons-sur-Marne se distingue quelque peu avec la préfecture régionale et un rayonnement administratif par conséquent plus grand. La polarisation économique se réalise autour de Troyes, qui domine son département, et de Reims, qui étend son influence sur la Marne, les Ardennes, le pays de Saint-Dizier et le sud de l'Aisne.

Ce rayonnement rémois vers la Picardie, particulièrement sensible à la lecture du journal régional *l'Union*, les relations avec les équipements universitaires ou hospitaliers, ne viennent pas atténuer les forces centrifuges qui affectent la Champagne-Ardenne. Les influences parallèles de Metz et de Nancy sur les franges orientales de la région de Dijon, sur le sud de la Haute-Marne, de Paris surtout (ainsi qu'en témoigne le comportement des Aubois qui vont chercher à Paris et non à Reims ce qu'ils ne trouvent pas à Troyes) ne font que contribuer à disloquer la Champagne.

Structurer notre région, c'est dans cette voie que nous devons nous orienter pour sortir de la crise. La Champagne-Ardenne doit en outre savoir dominer les préventions du monde rural face à la ville et dépasser les querelles urbaines. Elle doit enfin faire un effort de formation pour attirer les investisseurs dans les secteurs de pointe qui lui font cruellement défaut.

GEORGES COLIN, professeur agrégé de géographie, député socialiste de la Marne.

(1) Exception faite de la période 1962-1968, où l'on enregistre un solde positif de sept mille cinq cents habitants, correspondant à l'arrivée des rapatriés d'Afrique du Nord.



LA MARNE

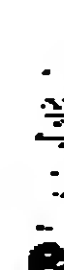
une vocation d'échanges

Une exceptionnelle situation géographique au carrefour des voies de communication entre les régions industrielles du Nord, de l'Est, de l'agglomération parisienne et de Rhône-Alpes, vers l'Europe.

Une tradition commerciale associée à des activités industrielles, agricoles, et, bien sûr, viticoles.

Un point fort de la vie économique régionale doté de tous les atouts nécessaires pour développer la formation, l'enseignement et la pratique d'une vie culturelle et sportive.

Conseil général de la Marne
51038 Châlons-sur-Marne - Cedex
Tél. : (26) 64 91 51



	Le gpe*	Le gpe TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	49,00	58,45
AUTOMOBILES	49,00	58,45
AGENDA	49,00	58,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,54

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col *	Le mm/col TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur des services comptables

C'est une intéressante direction que nous vous proposons de prendre dans cette Société, au C.A. de trois milliards de francs, créée il y a plus de soixante ans et qui a pour activité principale la distribution de produits énergétiques.

Tous les mouvements financiers engendrés par son activité qui s'exerce principalement au travers d'une cinquantaine d'agences dispersées sur le territoire national relèveront au plan comptable de votre responsabilité. L'organisation en place, basée sur un système décentralisé, a prouvé son efficacité, elle sera encore améliorée par l'arrivée prochaine d'un réseau de mini-ordinateurs (Maz 6 HB) reliés à l'ordinateur central. Mais il est capital de veiller à ce que, constamment et à tous les niveaux, les principes soient maintenus et les procédures respectées. Des états fiables, parvenant en temps donné aux exploitants comme à la direction générale, sont une clé essentielle de la bonne marche de cette entreprise en progression constante malgré la conjoncture.

Ce rôle, vous serez en mesure de l'exercer parce que, le niveau expertise atteint, vous avez assumé la responsabilité de la comptabilité, durant plusieurs années, de sociétés au C.A. de plus de cinq cents millions de francs.

Vous dirigerez les cinquante personnes qui relèveront de votre autorité et animerez la centrale qui, dans les agences, dépendront de vous fonctionnellement ne vous pose aucun problème. Votre compétence en matière de techniques comptables et fiscales et quelques connaissances sur les opérations de change vous feront reconnaître immédiatement par tous ceux qui, dans la maison, auront vu, avec regret, partir en retraite votre prédécesseur.

Ce dernier disait aux consultants de CLEAS venus l'interroger pour assurer ce recrutement et auxquels vous écrirez sous référence 202 M. combien vous ne pourriez manquer d'apprécier l'importance de ce poste et sa place déterminante du fait de son implantation à Strasbourg, la direction générale étant à Paris. Également combien les vôtres se plaindraient en Alsace.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS. Tél : 267.35.11

Directeur d'usine

en Alsace 240 000

Nous sommes la filiale française de production d'une importante société allemande d'outillages pour l'industrie et recherchons notre directeur.

Il devra être à même de diriger l'usine, 250 personnes, en tenant compte des impératifs de flexibilité et de qualité demandés par notre clientèle.

Cette fonction, assumée non loin d'une grande ville d'Alsace, sera confiée à un candidat de 36/40 ans, ingénieur de formation (AM, INSA...) ayant une réussite prouvée dans la gestion autonome d'une unité de fabrication.

Au-delà de sa compétence dans les domaines de l'automatique et de la robotique, son caractère «trempé» et la confiance que l'on peut mettre en lui seront décisifs.

Son sens et son goût du contact facilitent son insertion au sein d'une équipe performante. Allemand vivement souhaité.

Bernard Brunel vous remercie de lui écrire sous référence 9559M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec



Directeur régional

220.000 F

Produits grande consommation - Une importante société, filiale d'un groupe international puissant, largement leader sur son marché, connaissant un taux de croissance supérieur à 25% par an, fonde une longue date d'une excellente notoriété, recherche un Directeur Régional. Basé au siège, il sera entièrement responsable d'une grande région (environ 1/5 de la France) et animera une équipe composée de chefs de ventes régionaux et d'une douzaine de vendeurs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'études supérieures, parfaitement formé aux techniques modernes de vente et de management et connaissant bien la grande distribution alimentaire. La rémunération, de l'ordre de 220.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience. Le poste est basé en banlieue sud et suppose des déplacements fréquents. Ecrire à J.A. DENNINGER, Réf. A2308M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Paris

Ce Laboratoire Pharmaceutique, filiale d'un des tout premiers groupes français, est en plein développement et recherche un nouveau collaborateur.

DIRECTEUR MARKETING

Rattaché au P.D.G. de la Société, il est chargé de l'élaboration et de la mise en place du plan marketing à court et long terme : il analyse les données du marché, propose des objectifs, une stratégie et évalue les moyens à mettre en oeuvre. Il fournit des moyens à la force de vente (argumentaires, matériel de visite, informations). Il assure la coordination des actions concernant les différents produits.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation scientifique : il est médecin de préférence ou possède une maîtrise ou un doctorat en sciences biologiques.

Agé d'une trentaine d'années, il justifie d'une expérience marketing (5 ans min) avec un lancement de produits réussis. Dynamique, désireux s'investir dans sa vie professionnelle, il peut à court terme devenir le « bras droit » du patron.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous réf. M12717A à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

egor

DIRECTEUR

Formation Ingénieur

Secteur "LOGEMENTS"

Département Pas-de-Calais (62)

Importante société de Bâtiment et Travaux Publics (C.A. 3 milliards) veut confier la direction de son secteur "logements" Pas-de-Calais (collectifs, parfois individuels, constructions scolaires et universitaires) à un homme capable d'assumer des responsabilités complètes d'entrepreneur : soumissions, contrats, exécution des travaux, gestion de personnel.

Dépendant hiérarchiquement du Directeur Régional, il participera à la détermination des objectifs et des moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser.

Pour réussir dans le poste, il devra avoir une formation supérieure d'ingénieur, 32 ans minimum, plusieurs années d'expérience de direction de travaux. Le sens du commandement et de l'animation d'une équipe, l'esprit d'entreprise, l'aisance dans les démarches commerciales, font partie des qualités requises pour réussir.

Résidence Métropole Nord.

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous la référence 2844 M à Danielle JALBERT.

CORT

65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

UN OPERATIONNEL PATRON DES FONCTIONNELS

Les services financier, informatique et logistique, ont leur directeur. Notre Président cherche leur patron :

Il sera responsable, devant lui, de l'élaboration et du suivi de la politique de la société sur le plan administratif : à ce titre, il assurera le rôle d'interface avec les divisions uniservices des services communs qu'il anime.

En liaison avec les responsables des autres filiales européennes, il contribue aux décisions stratégiques du groupe aux Etats-Unis et à l'harmonisation des applications sur le terrain.

La société française, implantée à l'Ouest de Paris est filiale d'un groupe international en pleine expansion, fortement innovateur sur le plan technologique.

Nous souhaitons rencontrer un véritable entrepreneur dont le rayonnement personnel indiscutable lui permettra de s'affirmer rapidement et de

relever avec succès les nombreux défis que comporte ce poste. Vous avez une solide expérience des questions légales, financières et administratives de l'entreprise d'une part, et du management des hommes d'autre part.

Ingénieur diplômé, vous avez une formation complémentaire de type MBA, INSEAD ou ISA et bien entendu, une parfaite maîtrise de la langue anglaise. Votre évolution se fera au niveau du groupe vers des divisions opérationnelles. Nous rejoindrons aujourd'hui, c'est aussi prendre un siège au comité de direction générale.

Votre dossier de candidature (CV avec photo) sera traité confidentiellement. Adressez-le, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5523, à Média-System, 114 rue Réaumur 75002 Paris

Directeur logistique

Les Laboratoires DIFACOOPER-BOCASAN, filiale d'un grand groupe américain, ont acquis un renom sur le marché français grâce à leurs produits d'hygiène bucco-dentaire très performants.

Dans le cadre de notre rapide expansion (C.A. 81 : 18 M., 82 : 25 M., prévision 83 : 35 M.), nous recherchons notre Directeur de la logistique, pharmacien responsable.

Avec l'aide d'un collaborateur, vous préparerez et prendrez en charge : la transformation des prévisions marketing en planning achats, appros, fabrication... les procédures de contrôle, les expéditions à nos clients. De plus, vous assurerez, au sein de l'entreprise, la fonction de pharmacien responsable.

Un candidat de valeur pourra élargir ses responsabilités en participant aux processus de recherche - développement du groupe présidé par la filiale française.

Dans ce poste à responsabilité pour lequel remporter le résultat et non les moyens, vous devrez faire preuve de souplesse, d'ouverture d'esprit et d'initiative. Votre bon sens et votre faculté de « leader-ship » seront également appréciés. Vous serez, de plus, Pharmacien responsable (1 an de contrôle ou 6 mois de contrôle + D.E.A. de contrôle de médicaments) et bénéficiez d'une expérience d'un an minimum qui vous aura permis d'acquies la connaissance des problèmes logistiques. L'anglais technique lu et parlé est indispensable.

Veillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous pli personnel et sous réf. 15/M à M. B. KRAEUTLER, Président des Laboratoires DIFACOOPER-BOCASAN - Z.A. des Marais - 1. av. de la Merne - 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

DIFACOOPER-BOCASAN

Pharmacien responsable

Maison de la Culture de Conflans-en-Jarnisy (Meurthe-et-Moselle)

recherche

DIRECTEUR DE MAISON DE LA CULTURE

pour la direction d'une Maison de la Culture située dans une agglomération de 20.000 habitants.

DÉFINITION DE POSTE :

- conception, organisation, suivi et développement des activités culturelles et de loisirs
- programmation d'une salle de spectacle
- formation-animation des comités d'adhérents
- collaboration à l'animation d'une radio locale.

FORMATION SOUHAITÉE : études supérieures de bon niveau ; doctorat ou maîtrise en sciences humaines (psychologie, psychosociologie, sciences de l'éducation) ou équivalent ; expérience professionnelle souhaitée.

QUALITÉS DEMANDÉES : grande rigueur dans l'analyse et la solution des problèmes, homme d'action travailleur et entreprenant, excellente aptitude à la relation pédagogique et à l'animation.

RÉMUNÉRATION PROPOSÉE : très élevée, en fonction de la compétence.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae avec photo à :
MAISON DE LA CULTURE
2, rue des Docteurs-Grandjean
54800 CONFLANS-EN-JARNISY.

Inter 17, 47, rue Sausseur, Paris-17, rech. pour maison de jeunes 1. Directeur adjoint, 1^{er} semestre 1983. Post. poste de direction à partir de 83. Exp. exigée : gestion équip. socio-éducatif, act. cult., vie associative. Env. C.V. + lettre man. à M. le Prés. Inter 17.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES

296-15-01

DIRECTEUR COMMERCIAL

MARSEILLE

240.000 Frs + Voiture

Filiale d'un important groupe français, COMASUD est une importante société spécialisée dans le négoce des matériaux de construction. Sa zone d'influence couvre une grande partie du Sud-Est.

Afin de collaborer très étroitement avec lui, pour atteindre des objectifs ambitieux de développement et de rentabilité, le PDG recherche un candidat qui aura en charge l'animation, la coordination et l'organisation de 13 dépôts (C.A. 180 MF), ainsi que la mise en place des structures et des procédures adaptées aux objectifs.

Cette responsabilité implique une expérience réussie dans un domaine similaire mais surtout une forte capacité à maîtriser un poste complexe et diversifié sur le plan des implantations, de la clientèle (professionnels, grand public, revendeurs), de la direction d'équipes et de la gestion.

Nous souhaitons privilégier les candidats d'environ 35 ans dotés d'un fort potentiel, actifs, soucieux de travailler en équipe avec une large autonomie et de relever un défi passionnant.



Merci d'adresser C.V. manuscrite + photo sous réf. 1028/82 à IS CONSEIL 34, cours Gouffé - 13286 MARSEILLE Cedex 6

PARIS - LYON - MARSEILLE

directeur de production

Sud-Ouest

métallurgie

Une entreprise métallurgique spécialisée en estampage, forge et traitement thermique recherche un directeur de production pour lui confier la responsabilité de ses ateliers et des différents services de production (méthodes - ordonnancement - lancement - entretien - outillage - bureau d'études).

Ingénieur Arts et Métiers, il devra avoir une solide expérience de la fonction acquise dans une entreprise à activités similaires, une forte personnalité, le sens du commandement et le souci de l'amélioration de la production.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 3735/M à P. Audhy, Sema-Sélection : 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

sema, selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE BANCAIRE ALSACE

recherche

- INFORMATIENS PROJETS.
- INGÉNIEURS SYSTÈME MVS, IMS/VS.
- ANALYSTES PROGRAMMEURS AVEC EXPÉRIENCE.
- INGÉNIEURS INFORMATIENS CONFIRMÉS.
- INFORMATIENS DÉBUTANTS (MAGE, INGÉNIEURS).

Veuillez transmettre candidature avec C.V. détaillé.

Ecrire sous n° 7.270, Le Monde Publicité
service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

La Commission des Communautés Européennes
soucieuse d'obtenir le concours d'

INTERPRÈTES DE CONFÉRENCE

répondant à ses exigences, organise des stages de formation accélérée.

Le candidat au stage doit :
□ être titulaire d'un diplôme d'études universitaires complètes ; □ être âgé de 30 ans au plus ; □ être de langue française ; □ connaître très bien le grec moderne ainsi qu'une au moins des langues suivantes : allemand, anglais, danois, italien, néerlandais ; □ faire preuve, lors d'un test, de dispositions à l'exercice de la profession d'interprète de conférence.

Le stage a pour but de donner aux élèves-interprètes les connaissances théori-

ques et pratiques nécessaires à l'exercice de la profession d'interprète de conférence. Des informations plus détaillées peuvent être obtenues à l'adresse suivante :

Stage de formation accélérée d'interprètes de conférence, Service commun interprétation-conférences, Commission des Communautés Européennes, rue de la Loi 200, 1049 BRUXELLES BELGIQUE.

CABINET AUDIT CONSEIL

Membre d'Arthur Young International

recherche pour son Centre de DAKAR

AUDITEUR CONFIRMÉ

Il aura la responsabilité d'un département pour lequel il assurera gestion et développement. Il dirigera des missions auprès d'entreprises de dimensions variées et généralement très importantes.

Sa formation sera complétée par des séminaires de perfectionnement nationaux et internationaux.

Sa réussite, dans le cadre d'une large délégation, lui ouvrira la voie de nouvelles responsabilités débouchant sur l'association.

Expérience antérieure en Cabinet d'Audit et Expertise Comptable exigées (à la rigueur mémorialiste).

Merci d'envoyer lettre, CV et photo en précisant rémunération souhaitée à Vicky OBERDOFFER, HELIOS, 7, rue de Chaillot, 75116 PARIS.

Poste à pourvoir d'urgence

Discretion assurée. HAVAS CONTACT

COMPTER EN AFRIQUE

ESC option finances-comptabilité ou DECS. vous avez de 3 à 5 ans d'expérience soit en cabinet soit dans une direction financière et parlez l'anglais. Maîtrisant les problèmes comptables et administratifs, vous souhaitez donner une dimension internationale à votre carrière. Nous vous proposons de devenir au sein d'une de nos filiales africaines :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Rattaché directement au directeur de filiale, vous serez outre son conseil en matière financière, juridique et administrative, responsable de la comptabilité. SODEXHO (CA : 2,5 milliards de F. 30% de croissance, par an, une présence dans 35 pays) est l'un des leaders mondiaux de la gestion hôtelière sur les grands chantiers sur les 5 continents.

Adressez-nous vite votre CV, sous réf. RAF2-M, nous parlerons de DOUALA, LAGOS... SODEXHO Service Central Recrutement BP 36 - 78391 BOIS D'ARCY CEDEX



Recherches pour PAYS FRANCOPHONE D'AFRIQUE

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

POUR ENTREPREPRISE FRIGORIFIQUE puissances 2.500.000/PHI 110 et FRIEN. Poste à pourvoir immédiatement. Ecrire s/réf. 8.038 à PIERRE LICHOU, S.A. B.P. 220-75063 PARIS Cedex 02 qui transmet.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



Un grand avenir pour des ingénieurs dans une entreprise performante Nancy

NORDON et Cie.

Nous avons acquis une réputation mondiale; particulièrement dans notre activité de tuyauterie à très hautes températures et pressions.

NOUS RECHERCHONS :

Avant tout, des Ingénieurs A TRES HAUT POTENTIEL, capables de prendre, à terme rapproché, des RESPONSABILITES DE PREMIER ORDRE dans notre société.

SI VOUS AVEZ :

Un diplôme d'ECN, des Mines ou équivalent. Une première expérience dans un secteur proche du nôtre. Envie de dépasser le stade de la production et de vous intéresser à tous les départements de l'entreprise (technique, commercial, gestion...).

NOUS VOUS PROPOSONS :

Dans un premier temps, la fonction d'INGÉNIEUR DE PROJET. Vous serez chargé de développer de A à Z des projets puis des groupes de projets. Votre réussite vous amènera rapidement à des fonctions beaucoup plus importantes. (Réf. 210011 M)

SI VOUS AVEZ :

Un diplôme d'ingénieur AM ou équivalent. Environ 35 ans et l'expérience des méthodes dans un secteur proche du nôtre.

NOUS VOUS PROPOSONS :

Dans un premier temps, la fonction de CHEF DU BUREAU DES METHODES. (Réf. 210012 M)

SI VOUS AVEZ :

Une bonne formation technique. Une expérience et une solide connaissance en soudure.

NOUS VOUS PROPOSONS :

La fonction d'INGÉNIEUR SOUDEUR. (Réf. 210010 M)

Merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.38.29.



jeunes diplômés, pour évoluer rapidement...commencez par la vente.

Cette Société Française - 5000 personnes, C.A. 1,5 Milliard de francs - est le n° 1 de sa profession. Elle appartient à un très grand Groupe International. Elle vous propose d'être Ingénieur de Vente dans ses agences de DIJON, LILLE, LYON, NICE, MARSEILLE, REIMS,...

Responsables de votre clientèle, vous aurez à promouvoir et commercialiser des équipements destinés aux immeubles et bâtiments, auprès de responsables du secteur public et du secteur privé. Ces postes seront confiés à des Jeunes diplômés d'études supérieures - Ecole d'Ingénieur ou de Commerce - débutants ou ayant une brève expérience de la vente. La Société propose un stage d'intégration et de formation. La rémunération est d'environ 100.000 F+ (et participation aux résultats). La langue anglaise est nécessaire. La dimension du Groupe permet une évolution de carrière.

Une note d'information sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés.

Ecrire sous référence 242 LM - en précisant la région souhaitée - 11, rue La Boétie - 75008 PARIS.

Membre de SYNTEC.



SOCIÉTÉ FRANÇAISE RECHERCHE RESPONSABLE COMMERCIAL

FRANCE-EXPORT
Lieu : NORMANDIE
Formation Ecole de Commerce ou équivalent. Anglais courant. Age min. 30 ans. Expérience min. 5 ans vente domaine textile France et Export. Rémunération selon expérience. Env. C.V. photo s/réf. 3.325 à SWEETS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 05, qui transmet.

GROUPE FRANÇAIS RECHERCHE CONTROLEUR DE GESTION

Formation Ecole de Commerce. Age min. 35 ans. Expérience min. 10 ans dont 5 ans dans une fonction similaire. Groupe avec plusieurs filiales. Rémunération selon expérience. Env. C.V. photo s/réf. 3.325 à SWEETS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 05, qui transmet.

EXPERT COMPTABLE COMMISSAIRE AUX COMPTES 80 KM OUEST DE PARIS recherche pour le second

UN ASSISTANT PRINCIPAL

CHEF DE GROUPE

UN EXPERT COMPTABLE

DIPLOMÉ

Justifiant une expérience professionnelle de plusieurs années et de sérieuses références.

Ecrire avec C.V. et références sous n° 036-762 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ORGANISME DE FORMATION A MARSEILLE cherche

FORMATEUR

- Droit, comptabilité, gestion. - Connaissance de la vie associative.

Envoyer curriculum vitae sous n° T 035.767 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur planning-ordonnancement en Provence

Vous êtes ingénieur A. & M. ou équivalent avec une expérience de plusieurs années dans l'engineering, la construction navale ou d'usines clés en mains, l'offshore.

La planification avec application informatique, vous connaissez. Et vous pratiquez l'anglais.

Une entreprise industrielle de dimension internationale, disposant d'un outil de production performant, située dans le sud de la France, vous propose de prendre en charge la planification d'ensemble de commandes importantes.

Vous appuyant sur une équipe de techniciens compétents, avec coordination au niveau études/approvisionnements/production vous mènerez les programmes généraux et l'ordonnancement production à moyen terme.

Le cabinet de recrutement CLEAS est chargé de réunir les candidatures. Ecrire sous réf. 196 M.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS. Tél : 267.35.11

CONCEPTION DE MACHINES SPÉCIALES

Première entreprise française d'ingénierie, spécialisée dans le secteur électronucléaire, nous recherchons, pour notre établissement de LYON deux

INGÉNIEURS D'ENCADREMENT

Les candidats souhaités sont des Ingénieurs mécaniciens diplômés, possédant une solide expérience en machines spéciales (notamment pour échangeurs de grande dimension ou matériel chaudronné). Leurs compétences techniques et leurs capacités d'encadrement et d'animation doivent leur permettre de prendre la responsabilité d'équipes de 8 à 10 Ingénieurs et Techniciens intervenant de la conception à la mise en œuvre de machines spéciales.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 75113/LM à notre conseil

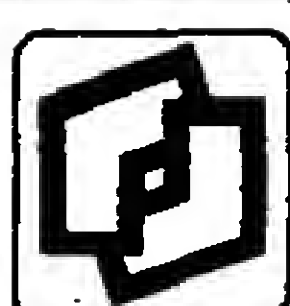
MILO M.R.H

Place de l'Eglise 06910 Auribeau-sur-Siagne

HAVAS CONTACT



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SES SERVICES D'ETUDES ET RECHERCHES

INGENIEUR MATERIAUX COMPOSITES HAUTES PERFORMANCES

PROFIL :
— ingénieur grande école ou thèse de spécialité ;
— expérience industrielle études / production / utilisation des matériaux composites ;
— pratique de la langue anglaise ;
— dynamisme ;
— aptitude à l'expatriation.

MISSION :
— chargé du développement de nouvelles technologies pétrolières faisant appel aux matériaux composites.

INTERET :
— situation d'avenir dans un Groupe à dimension internationale.

LIEU : SUD-OUEST DE LA FRANCE avec interventions à l'étranger.
Ecrire avec C.V. et prétentions sous No 50988 à SNEAP - DC Recrutement
26, Avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU Cedex.

Grande entreprise du secteur **électronucléaire**, filiale d'un des premiers groupes industriels français, recherche, pour son centre informatique situé à **LYON**

INGENIEUR SYSTEME

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience en « **operating système** ».
Vous êtes diplômé d'une formation supérieure, vous connaissez ou vous êtes attiré par le domaine des grands systèmes scientifiques.
Nous vous proposons de vous confier la mise en œuvre de notre centre informatique sur le système **NOS CONTROL DATA**.
Vous parlez anglais et vous êtes sensible aux possibilités effectives de progression offertes par une société en pleine expansion.
Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

MILO M.R.H Place de l'Eglise
69610 Auribeu-sur-Saône

informatique et robotique

Sud-Ouest

Dans le cadre d'un vaste programme de robotisation et d'automatisation de la production, cette importante entreprise nationale crée le poste de responsable de la robotique.

Rattaché au Directeur de l'établissement et en liaison directe avec les services internes de l'usine ainsi que les sociétés extérieures chargées des projets, cet ingénieur sera le maître d'œuvre de l'automatisation des processus de fabrication. Il devra prendre en charge la mise en place du système de robotisation projeté et assurer l'étude et la réalisation de son extension à d'autres secteurs de la fabrication.

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (universitaire ou grande école), cet ingénieur de haut niveau devra posséder une expérience minimum de 5 ans en informatique industrielle appliquée aux processus de fabrication et une expérience de la réalisation de projets. Lieu de travail proche d'une ville universitaire.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 8054 à Melle Biebuyck, Sema-Sélection : 84 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse



300 personnes REGION ORLEANS

Industrie agro-alimentaire recherche un RESPONSABLE PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES

Rattaché à la Direction Générale il animera une fonction déterminante pour la compétitivité de l'entreprise.
Avec l'équipe de direction il définira les objectifs et les moyens de la politique sociale (relations - informations - communication).
Il sera l'animateur permanent de cette politique en direction de l'ensemble du personnel et de ses représentants, en étroite coopération avec tout l'encadrement (embauche - accueil - formation - relations de travail...)
Il suivra la gestion administrative du personnel et des œuvres sociales.
Nous demanderons au candidat une expérience concrète de ces problèmes, le sens du contact et de l'animation.
Salaire motivant pour candidat de très bon niveau.
Ecrire au CANIDE, 7 rue du faubourg Montmartre - 75009 PARIS
Lcme CV - photo et prétentions - discrétion absolue.

Société spécialisée en **EQUIPEMENTS TECHNIQUES** du BÂTIMENT
CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES dès en main recherche pour son Siège Social à LYON - VILLEURBANNE, son

Chef comptable

Responsable et animateur d'une petite équipe, il prendra en charge l'ensemble de la comptabilité générale et le suivi de la trésorerie.
Ce poste convient à un candidat possédant une solide formation, DECS ou équivalent, ayant acquis l'expérience d'une fonction similaire en entreprise, si possible dans le domaine du bâtiment et familiarisé aux applications de l'informatique.
Il s'agit là d'une réelle opportunité d'évolution pour un candidat voulant accéder à des responsabilités polyvalentes au sein d'une structure à taille humaine, dans une société particulièrement performante.
Ecrire au CABINET GATIER sous réf 012 M, 32 rue Barthelemy 69006 LYON.

Cabinet Gatier

DIRECTEUR ADJOINT

Nous sommes l'une des premières sociétés nationales de gestion et d'administration d'immeubles.
Un développement soutenu nous conduit à recruter de nouveaux collaborateurs.

Nous vous proposons un poste opérationnel dans l'une de nos directions où nous vous offrons une **OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE**, au sein d'un groupe en évolution constante.

Vous aurez à prendre en charge et à animer un service de syndic de copropriété, un service de location, un service de gestion d'immeubles et vous serez, de façon plus globale, responsable d'une agence aux plans de la gestion financière (budget), du personnel (recrutement), et de l'animation de l'équipe en place.

Vous possédez des connaissances juridiques et comptables sérieuses mais également des qualités relationnelles, un sens commercial développé. La mobilité géographique sera indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous la réf. 82102 à notre conseil :



Conseil en Recrutement et en Gestion de Personnel
57 Place de la République-69002 LYON Tél. : 842.39.90

ECP, Mines, AM, INPG...

INGENIEUR GENERALISTE

Choisir les systèmes informatiques les plus performants pour concevoir certains équipements complexes indispensables à une fabrication techniquement élaborée, animer l'atelier d'entretien de ces équipements (120 professionnels qualifiés), gérer sur le plan économique le budget du service en recommandant une stratégie (sous-traitance ou intégration). Ce sont les 3 aspects majeurs du poste qu'il offre, au sein de la plus grande unité industrielle (2000 personnes), la filiale très performante (40 % du CA à l'export) d'un des premiers groupes industriels français.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste très complet, un ingénieur généraliste diplômé d'une grande école. Il a de préférence, acquis une première expérience industrielle lui ayant permis de se familiariser avec les technologies de pointe et de s'intéresser à la gestion humaine et économique.

La taille de l'usine (implantée en Haute-Normandie, bord de mer), son évolution technique, son appartenance à un grand groupe, font que les possibilités de développement de carrière sont nombreuses et variées.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4197 AE à :

EGOR S.A.
8 rue de Bern 75008 Paris

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

RESPONSABLE D'EXPLOITATION USINE ALIMENTAIRE

La filiale française d'un important groupe alimentaire international recherche pour sa principale usine située en PROVENCE (500 personnes)

UN INGENIEUR

(35/45 ans) qui sera responsable de l'ensemble de la fabrication et de l'entretien de l'usine.

Rattaché directement au Directeur de l'usine, le candidat devra gérer au mieux l'outil de production constitué par des équipements modernes et qui fait l'objet d'importants investissements en vue de rendre continu la plupart des process.

Le candidat devra assurer les quantitatifs de production dans le respect de la qualité et des budgets de coûts, développer la formation du personnel pour s'assurer de sa constante adéquation aux nouvelles techniques de production et participer au développement technique de l'usine.

Ce poste requiert une solide formation d'ingénieur (Agro - Arts et Métiers, ENSIA) et une expérience réussie de 10 ans en production dans une usine alimentaire bien organisée, appartenant à une Société performante. Des qualités d'animateur et de manager sont indispensables.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + PHOTO récente à No 51.919, CONTESTE Publicité 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

chef du personnel

Vous rejoignez à Reims une des unités de production de **HENKEL FRANCE**, Groupe chimique de 2000 personnes.

Rattaché au Directeur de l'usine (350 salariés), vous assurez la mise en œuvre de la politique du personnel que vous avez contribué à définir avec la Direction des Relations Humaines. Vous exercez l'ensemble de la fonction personnel pour les ETAM. Vous développez la communication et participez activement au dialogue avec les partenaires sociaux. Vous êtes largement responsable de la qualité des relations humaines à tous les niveaux et du bon fonctionnement de l'établissement.
Une expérience de gestion de personnel en milieu industriel est indispensable.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M 420, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.



48, av. de l'Opéra
75002 Paris



recherche pour sa Succursale **DAF NORD à LESQUIN**

CHEF COMPTABLE

Confirmé

D.E.C.S. ou équivalent
Justifiant d'une expérience de la fonction dans activité distribution Véhicules Industriels ou similaire.

Adresser CV détaillé, photo à DAF FRANCE Service du Personnel
SURVILLIERS B.P. N° 4 - 95470 FOSSES



COFLEXIP

recherche

INGENIEUR GRANDES ÉCOLES

— Dynamisme, meneur d'hommes pour poste de fabrication et technique ;
— Adjoint au Chef de Département, il assurera la gestion et le suivi des affaires ;
— Possibilité évolution de carrière ;
— Anglais exigé.

Adresser C.V., PHOTO, PRÉTENTIONS à : SOCIÉTÉ COFLEXIP S.A., Service du Personnel, rue Jean-Huré, B.P. 22, 76580 LE TRAIT.

recherche pour un de ses établissements situés dans l'EST de la France

UN INGENIEUR

pour son Service INVESTISSEMENTS-TRAVAUX chargé d'établir les projets d'investissement et de suivre la réalisation des travaux.

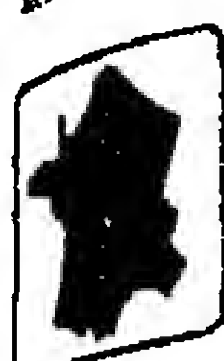
UN INGENIEUR

responsable des METHODES et FABRICATIONS

Ces postes conviennent à des ingénieurs diplômés d'écoles de mécanique ou similaires, ayant de préférence quelques années d'expérience. Possibilité de logement.

Ecr. avec C.V., photo et prétentions à : 32.113 Conteste Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES
PARIS - RHIN - RHONE
POUR SON FUTUR CENTRE
REGIONAL DE CHAUMONT (52)

UN RESPONSABLE ADMINISTRATION ET PERSONNEL

La Société des Autoroutes de Paris - Rhin - Rhône recherche pour son futur Centre Régional de Chaumont (52) un responsable Administration et Personnel.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions d'Administration et de Personnel, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

POSITION CADRE

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

recherche pour
LE CENTRE de COMPTABILITÉ et
D'ÉCONOMIE RURALE du LOIRET

Conseiller en Gestion

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV, sous référence 75114/LM à notre conseil

Le Centre de Comptabilité et d'Économie Rurale du Loiret recherche un Conseiller en Gestion.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions de gestion, être capable de gérer une équipe de collaborateurs, avoir une bonne connaissance des techniques de gestion et de l'organisation.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES
PARIS-RHIN-RHÔNE

recherche
POUR SON FUTUR CENTRE
RÉGIONAL DE CHAUMONT (52)

UN RESPONSABLE
ADMINISTRATION
ET PERSONNEL

chargé, notamment, sous l'autorité du directeur régional et en relation avec les services centraux, du recrutement et de la gestion du personnel (150 agents), de la comptabilité générale et des services généraux.

Il sera assisté dans ses tâches par une équipe de collaborateurs.

Ce poste convient à un(e) candidat(e) possédant obligatoirement une très bonne expérience de la législation du travail et ayant déjà une première expérience professionnelle en comptabilité (niveau DECS).

POSITION CADRE
participation périodique à des astreintes (consignations à domicile).

Affectation provisoire à Dijon pendant la période de formation (3 à 4 mois).

Rémunération annuelle : 118.000 F, voiture de fonction.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.

Adresser C.V. à : Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des Relations humaines, B.P. 52, 21019 Dijon Cedex.



Chef de service production
et entretien

190.000 F

Produits métallurgiques - Cette société, filiale d'un important groupe français, fabrique et commercialise des produits métallurgiques de haute technicité et réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'export. Elle recherche son chef de service production et entretien. Dépendant du directeur de l'usine, et dans le cadre d'une large autonomie, il gère deux ateliers de fabrication dotés de matériels performants et sera responsable de l'ensemble de l'organisation et de la gestion de la production. Son action portera sur l'optimisation des moyens et l'amélioration de la productivité. De plus, il aura en charge le service entretien de l'usine qui utilise des méthodes modernes de gestion (entretien préventif). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation ingénieur (AM ou équivalent) et ayant acquis 4/5 ans d'expérience minimum soit comme responsable de fabrication, soit comme responsable d'un service entretien. Des connaissances en métallurgie seraient un atout supplémentaire. De réelles perspectives de carrière sont ouvertes au sein du groupe pour un élément de valeur. La rémunération, liée à l'acquis professionnel du candidat retenu, pourra atteindre 190.000 francs. Ecrire à M. LE GOUFF. Réf. A3678M.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE

Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon



Chef de fabrication

170.000 F

Produits industriels - Cette société, filiale d'un groupe de tout premier plan au niveau mondial, fabrique et commercialise une gamme de produits destinés à l'industrie de pointe (aéronautique et nucléaire notamment). Elle recherche, pour une usine située dans le centre de la France, un chef de fabrication. Dépendant du directeur général, il aura pour mission l'optimisation des méthodes de fabrication et prendra en charge la gestion complète des ateliers de production : prix de revient, qualité, gestion des stocks, personnel. Il assurera également, en liaison avec les clients, la définition des besoins spécifiques. Le poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure à dominante mécanique. Il aura acquis au moins cinq ans d'expérience dans un poste de responsabilité en production et aura fait preuve de qualités d'organisation et d'animation. Des connaissances en métallurgie seraient un atout supplémentaire. L'anglais est souhaité. De réelles perspectives de carrière sont ouvertes à l'intérieur du groupe. La rémunération, liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu, pourra atteindre voire dépasser 170.000 francs. Ecrire à M. LE GOUFF. Réf. A3682M.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE

Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon

Nous recherchons pour
Le CENTRE de COMPTABILITÉ et
D'ÉCONOMIE RURALE du LOIRET

Conseiller en Gestion

25 ans minimum

Formation exigée : Ingénieur agricole ou équivalent.

Nous offrons :

• Situation très évolutive ;

• Promotion Chef de Bureau dans les trois années à venir.

Adr. C.V., lettre manusc. et photo indispensable au

41, rue de la Brotonnerie,

45000 ORLÉANS

chargé de la Sélection.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

C.P.L.

Filiale important groupe industriel français
(fabrication de circuits imprimés
professionnels)
recherche pour son Usine
d'ORLÉANS

TECHNICIEN
(BTS, DUT mécanique,
électromécanique, électronique).

Ayant une bonne expérience dans un service
Méthodes ou B.E. (CAO-DAO).
Sa personnalité lui permet d'animer une équipe
de 20 personnes, chargées de la réalisation
des gammes et outillages de fabrication.

Adresser C.V., prétentions et photo
à N° 51341 CONTEXTE Publicité,
20, av. de l'Opéra - 75040 cedex 01,
qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recherche

- Ingénieur A.M., INSA, ou ENI, débutant ou 2 ans
expérience, pour service PROCÉDES MÉTHODES.
Activités : recherche opérationnelle - aménagement
des postes de travail et circuits de fabrication - pro-
cédés nouveaux. Connaissances en sécurité réglementaires.

- Ingénieur E.N.S.I.E.T.A., Spécialité : pyrotechnicien
ou mécanicien, pour Service Sécurité. Chargé de l'analyse
sous l'angle sécurité des conditions réelles d'exploita-
tion des installations pyrotechniques.

Ecrire avec C.V. au Chef du Personnel S.N.P.E.

Usine de PONT-DE-BUIS, 29117 PONT-DE-BUIS.

Important groupe de Grès
concession. Auto et P.L.
Rhône-Alpes offre situation
d'avenir à JEUNE CADRE âgé
au minimum de 30 ans de for-
mation sup. (École de com-
merce ou de Gestion com-
merciale D.E.C.S.), pour comptabilité
générale analytique sur infor-
matique, gestion financière et
contrôle de gestion groupe.
expérience confirmée, exigée.
Adr. C.V. avec ré. précises à :
S.C.I.A.S. 15, av. des Sports
01000 BOURG-EN-BRESSE.

ORGANISME DE
RESTAURATION IMMOBILIÈRE
recherche

CHARGÉ D'ÉTUDE

pour OPAH en milieu rural
2 ans d'expérience souhaités.
Début : 72000 F.

A.R.I.M. Pottou-Charente
B.P. 200
17006 La Rochelle Cedex.
Tél. (46) 41-77-57.

A.R.I.M. Pottou-Charente
B.P. 200
17006 La Rochelle Cedex.
Tél. (46) 41-77-57.

A.R.I.M. Pottou-Charente
B.P. 200
17006 La Rochelle Cedex.
Tél. (46) 41-77-57.

A.R.I.M. Pottou-Charente
B.P. 200
17006 La Rochelle Cedex.
Tél. (46) 41-77-57.

A.R.I.M. Pottou-Charente
B.P. 200
17006 La Rochelle Cedex.
Tél. (46) 41-77-57.

A.R.I.M. Pottou-Charente
B.P. 200
17006 La Rochelle Cedex.
Tél. (46) 41-77-57.

A.R.I.M. Pottou-Charente
B.P. 200
17006 La Rochelle Cedex.
Tél. (46) 41-77-57.

A.R.I.M. Pottou-Charente
B.P. 200
17006 La Rochelle Cedex.
Tél. (46) 41-77-57.

A.R.I.M. Pottou-Charente
B.P. 200
17006 La Rochelle Cedex.
Tél. (46) 41-77-57.

NOUS
SOMMES

UNE SOCIÉTÉ D'IMPLANTA-
TION NATIONALE ET NOUS
RECHERCHONS
POUR UN DE NOS ÉTABLISSE-
MENTS INDUSTRIELS SITUÉ
DANS LE NORD-OUEST

NOTRE
CHEF DU
PERSONNEL

AGÉ D'AU MOINS 35 ANS,
IL DEVRA AVOIR UNE EXPE-
RIENCE INDISPENSABLE A
TOUS LES NIVEAUX
DE CE POSTE.

CEPENDANT SA FONCTION
PRINCIPALE SERA D'ASSIS-
TER ENERGIQUEMENT LA DI-
RECTION DE NOTRE USINE
DANS LE CADRE SOCIAL
CAR IL EST POUR NOUS L'IN-
TERLOCUTEUR PRIVILEGIÉ
DES PARTENAIRES SOCIAUX.

BIEN ENTENDU SON RÔLE NE
SE LIMITERA PAS UNIQUE-
MENT AUX RELATIONS SO-
CIALES DE NOTRE ÉTABLISSE-
MENT. IL SERA RESPONSABLE
EN OUTRE DE L'ÉTABLISSE-
MENT DU CLIMAT SOCIAL. IL
PRÉSIDERA LE COMITÉ D'HY-
GIÈNE ET SÉCURITÉ SI VOUS
ÊTES CETTE PERSONNE NOUS
SOMMES PRÊTS À VOUS DE-
FRAYER. VOTRE EXPÉ-
RIENCE UN SALAIRE ANNUEL
DE 150.000 À 180.000 F.
(Euros) 1227, 2 R.
BRETEL, 13001 MARSEILLE.

RESPONS. ADMINISTRATIF
ET FINANCIER
Entreprise P

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur

Nous offrons aux grandes et petites entreprises une large gamme de garanties contre tous les risques à l'exportation. Notre rythme de croissance très important nous conduit à nous orienter résolument vers la modernisation et l'expansion de notre informatique : développement des systèmes centraux et mise en place d'une informatique répartie (DSA, TDS/DS2, emploi d'outils généraux...). Le réseau doit comprendre des DPS 7, des MINI 6 et quelques centaines d'écrans. Dans le cadre de cette évolution, nous cherchons à Paris plusieurs informaticiens :

un responsable des études réf. M6390

Rattaché au Directeur Informatique, vous créez cette fonction de Responsable des Etudes. A ce titre, votre concours est primordial dans le développement des applications que vous dirigez et coordonnez. Vous renforcez la structure de l'équipe que vous animez : elle doit comprendre, à terme, plus de 25 informaticiens.

Agé de 35 ans minimum et, de préférence, diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez une solide expérience de la conduite de projets Temps réel. La connaissance de l'anglais serait appréciée.

deux chefs de projet réf. M6391

Rattachés au Responsable des Etudes, vous prenez en charge la conception et la réalisation d'applications en animant une équipe de trois à six Analystes et Analystes-Programmeurs. En plus de ces activités, des missions d'intérêt général pourraient vous être confiées selon vos goûts et vos compétences. Vous avez aussi la possibilité d'acquies une formation complémentaire.

De préférence titulaires d'un diplôme d'Ingénieur ou d'une M.I.A.G., vous avez déjà eu la responsabilité d'applications de gestion, si possible Temps réel avec Bases de Données sur matériel CII-HB. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

un futur chef de projet réf. M6392

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, vous participez au développement des applications, essentiellement au niveau des analyses fonctionnelles et organiques. Nous comptons sur vos compétences pour évoluer et nous vous dispensons toute la formation complémentaire nécessaire pour y parvenir.

Vous avez, si possible, un diplôme d'Ingénieur ou une M.I.A.G. et, nécessairement, une première expérience en analyse-programmation.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.



49, av. de l'Opéra
75002 Paris



RECHERCHE

UN RESPONSABLE DU PERSONNEL EXPATRIE

■ La mission : au sein d'une équipe opérationnelle, il sera chargé de la gestion administrative du personnel : établissement des contrats - couverture sociale - formalités de départ - suivi avec les familles et recrutement ouvriers et ETAM.

■ L'homme : il est de formation supérieure en Droit du Travail ou équivalent. Une expérience de quelques années en gestion de personnel en entreprise est nécessaire, ainsi qu'une pratique correcte de la langue anglaise.

Ce poste à responsabilités requiert des qualités d'autonomie, d'organisation et de diplomatie. De courtes missions à l'étranger sont à prévoir.

Adresser votre C.V. sous référence RPEX à la Direction du personnel
S. A. E. 32, avenue de New York 75784 Paris Cedex 16



EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Pour renforcer le développement de nos activités, tant en France que dans nos filiales à l'étranger, et pour assister nos Chefs de Départements dans leurs tâches administratives :

- budgets et analytique, devises et trésorerie,
- investissements, assurances et brevets,
- gestion administrative des personnels,

en liaison avec les services fonctionnels des Divisions et du Siège, nous recherchons plusieurs

INGENIEURS DE GESTION

Comptabilité + personnel + finance

Les candidats seront diplômés d'une grande école (d'Ingénieurs ou de Gestion) et mobiles, leurs affectations pouvant évoluer à l'échelle du monde entier. Ils auront acquis une première expérience de 5 à 10 ans comme Responsables de Gestion et parleront couramment au moins une langue étrangère (Anglais ou Espagnol ou Portugais).

Pour un premier contact, merci d'adresser CV, lettre et prétentions sous référence 1402M à

SOURCE

16 rue J.J. Rousseau, 75001 Paris qui nous transmettra.



ÇA BOUGE ...

La Division Couture et Confort (C.A. 500 MF) est la structure de distribution de détail de SINGER, au travers d'un réseau national de 600 points de ventes (petit et gros électro-ménager dont machines à coudre).

Actuellement 4 IBM 34 en site centralisé. Dans le cadre d'un plan global, évolution prévue vers 38. Parallèlement, mise en place d'un vidéotexte interne.

Pour ce faire, nous recrutons immédiatement :

1 CHEF DE PROJET

Responsable notamment du développement des applications comptables dans le cadre du nouveau système. Une solide expérience de 6/7 ans dans une fonction analogue est demandée. Une formation supérieure est souhaitée, mais non indispensable en fonction de l'expérience acquise.

3 ANALYSTES PROGRAMMEURS

- DUT ou équivalent.
- Expérience 2 ans minimum en applications de gestion.
- GAF/COBOL.
- Aisance dans la relation utilisateurs.
- Pour l'un de ces postes, possibilité de contrat à durée déterminée.

Lieu de travail : Porte Maillot.

Salaires attractifs en fonction de la valeur intrinsèque des candidats.

Votre candidature est attendue (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, salaire actuel et souhaité) par Monsieur Bozen - SINGER S.A., 41/43, rue Pergolèse, 78116 Paris

Groupe de Distribution Textile

par succursales en fort développement interne et externe, recrute

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

maîtrisant : DOS-VSE, CICS, COBOL et PLI.

Réf. 2163 M

Il sera chargé d'études concernant de nouveaux programmes touchant aussi bien aux entrepôts qu'à nos points de vente ou à notre gestion comptable.

Il sera âgé d'une trentaine d'années. Le statut prévu pour ce poste est celui de cadre.

ADJOINT AU CHEF DE LA COMPTABILITE

Réf. 2164 M

Titulaire du DECS complet, il travaillera dans la société la plus importante de notre groupe qui réalise 650 M. de chiffre d'affaires et emploie 1300 personnes.

Il faut avoir une expérience de quelques années en comptabilité générale dans une société travaillant sur matériel informatique. Le statut prévu pour ce poste est celui de cadre.

Ces deux premiers postes sont à pourvoir dans la banlieue Nord de Paris.

ANIMATRICES DE VENTE

Réf. 2166 M

Elles seront chargées de superviser une dizaine de magasins portant l'une ou l'autre des enseignes sous lesquelles nous vendons nos produits.

Elles devront :

- superviser le recrutement des vendeuses et participer à leur formation,
- animer les points de vente sur le plan gestion,
- s'attacher à ce que la présentation des produits soit attrayante et fréquemment renouvelée,
- être à l'écoute de la clientèle afin de pouvoir suggérer aux services achats des améliorations concernant les assortiments.

Les candidates devront être âgées d'au moins 25 ans et avoir dirigé un ou plusieurs magasins textiles de petite surface.

Ce poste demande de fréquents déplacements.

ASSISTANTE D'ACHAT confection féminine

Réf. 2171 M

Il faut :

- une expérience d'au moins 3 ans dans les achats textiles de confection femme,
- un sens du stylisme pour faire adapter à nos besoins, les modèles proposés par nos fabricants,
- certaines connaissances de la fabrication afin de pouvoir discuter les coûts avec les fournisseurs,
- un bon contact humain et une excellente présentation,
- parler couramment au moins une langue étrangère.

ASSISTANTE D'ACHAT mobilier-décoration

Réf. 2172 M

Il faut :

- Avoir fait des études d'architecture intérieure ou de décoration, de façon à pouvoir destiner des produits nouveaux ou faire adapter les modèles présentés par les fournisseurs aux besoins de notre clientèle,
- une excellente présentation,
- ne pas être complètement brouillée avec les chiffres.

Ces deux derniers postes sont à pourvoir dans le centre de Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence du poste choisi à
PIERRE LICHOU S.A.,
BP 220 - 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Chef de produit

de haut niveau

Un Groupe français très important, leader dans plusieurs marchés d'hygiène et de cosmétique en circuit sélectif, vient de commencer les travaux de recherche et de mise en œuvre en vue de son introduction à court terme dans la grande distribution.

Pour assister le Directeur du Département en charge de ce projet, ce Groupe recherche un Chef de produit de haut niveau.

Le candidat retenu devra en effet :

- avoir une expérience d'au moins 3 ans du marketing de produits de grande consommation en grande distribution (GMS - GMP),
- avoir acquis cette expérience dans un Groupe connu pour la valeur de sa formation marketing et pour ses succès dans la grande distribution,
- pouvoir prouver son apport personnel dans la réussite du ou des produits qu'il aura gérés,
- avoir effectué un stage de vente de plusieurs mois dans la distribution moderne.

Il sera offert au candidat retenu, outre un travail passionnant de recherche et de mise en œuvre d'un plan d'importance primordiale :

- une grande délégation de responsabilité au sein d'une équipe réduite dans le cadre d'un groupe de premiers plan,
- un niveau de salaire compétitif,
- un poste évolutif.

Ce poste, situé à Paris, suppose de nombreux déplacements de courte durée.

Veuillez adresser C.V. + photo + lettre manuscrite + salaire demandé sous référence 2198/M à



qui respectera vos éventuelles indications de transmission.

OFFRES

Responsable Logistique PARIS

La Division Logistique de la Société Générale de Transport (S.G.T.) recherche un Responsable Logistique à Paris.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'Ingénieur ou d'une M.I.A.G. et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Il devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

Le candidat devra être capable de gérer une équipe de 10 à 15 personnes et de coordonner les activités logistiques de la S.G.T. à Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Responsable Logistique PARIS

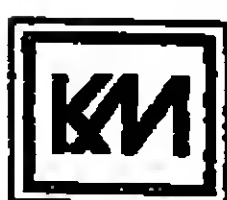
La filiale d'un important groupe Allemand spécialisée dans le domaine de la bureautique renforce ses structures et crée la fonction de responsable logistique.

Sous l'autorité du Directeur Général, celui-ci se verra confier la responsabilité d'une équipe d'une trentaine de personnes. Sa mission sera d'assurer la coordination et l'optimisation des fonctions approvisionnement, stocks, gestion des commandes et distribution.

Agé d'au moins 32 ans, l'homme recherché a acquis une solide expérience de la fonction. Il est, en particulier, familiarisé avec la gestion informatisée des stocks et la langue Allemande.

Ses qualités de manager, sa disponibilité et son souci constant d'apporter des améliorations à «l'outil» existant seront ses principaux atouts.

Yves KERNEVEZ traitera confidentiellement votre dossier de candidature sous réf. **LM 1122**



Kette, Kernevez & ASS. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

du bon côté de l'avenir

Vivons-le ensemble. Nous offrons à des femmes et à des hommes talentueux et enthousiastes, des situations dans les domaines suivants :

Des ingénieurs de conception de circuits intégrés VLSI : mémoires, réseaux prédiffusés, microprocesseurs, circuits Telecom, en technologie MOS et bipolaire.

Des informaticiens pour conception de logiciels de CAO.

Des ingénieurs de test.

Des ingénieurs responsables de lignes de production.

Des ingénieurs de qualité et fiabilité.

Des ingénieurs et techniciens de maintenance électronique.

Des ingénieurs d'applications.

Des ingénieurs de ventes (France et étranger).

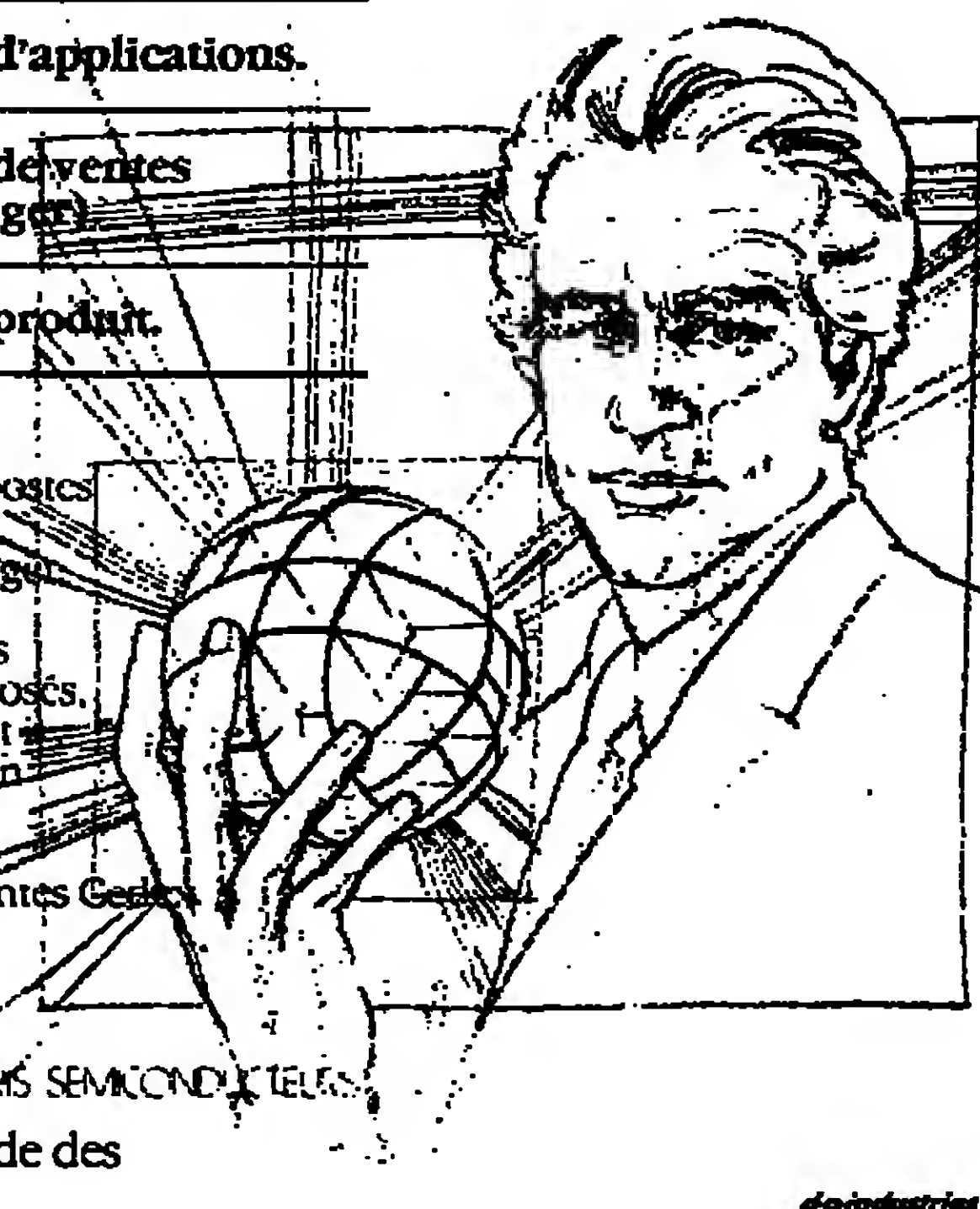
Des ingénieurs produit.

La plupart de ces postes sont en France, et certains à l'étranger.

Pour en savoir plus sur les postes proposés, écrivez rapidement à :
Pierre-Yves Siraudin
Matra Harris
Semiconducteurs
BP 942 - 44075 Nantes Cedex



le nouveau monde des micromondes



Technicien électronique exportation

Une jeune société spécialisée dans la conception et la distribution de systèmes destinés à améliorer l'exploitation et la gestion des super et hyper-marchés, recherche, pour assurer son développement, un jeune technicien électronique à l'exportation. Rattaché au responsable du service technique et très autonome sur le terrain, il aura pour mission de soutenir les distributeurs d'un nouveau produit à fort potentiel dans dix pays européens. Ce poste conviendrait à un jeune candidat de formation technique (niveau BTS électronique) disposant d'une première expérience réussie dans un service technique ou après-vente, si possible à l'export. Une grande disponibilité est nécessaire. Un excellent niveau d'anglais est indispensable. La pratique de l'allemand serait appréciée. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à : B. GOU-LANGE - PS CONSEIL - 8, rue Bellini, 75782 PARIS Cedex 16 - Réf. A220M



Recherche de cadres

Paris

Pour faire face à son développement, le département "Personnel" de PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale française de PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.000 consultants dans le monde), recherche, pour Paris, un consultant de haut niveau. Après une période d'intégration, il prendra progressivement en charge la gestion puis le développement d'un portefeuille clients, et assurera l'intégralité des missions de recrutement dont il sera responsable, en faisant appel aux techniques d'approche les plus diverses (campagne d'annonces, recherche directe...). Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé d'enseignement supérieur, âgé de 30 ans minimum, et justifiant d'une expérience du recrutement de cadres et/ou de la gestion du personnel, acquise soit en cabinet soit en entreprise. Le salaire annuel sera fonction des compétences offertes. Ecrire à : J. MOUNIER. Réf. A262M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune responsable produit

Electronique

Procédé de marquage. Cette société française (chiffre d'affaires 220 millions de francs, 350 personnes), leader sur son marché, possède une gamme élargie et, notamment, un système de marquage unique alliant électronique et informatique. Elle recherche, pour assister le directeur du département, un jeune responsable produit. Après une période de formation, il aura la responsabilité d'une ligne de produits pour laquelle il devra définir les orientations commerciales, marketing et techniques pour permettre une bonne adaptation au marché de ce procédé. Il sera, entre autres, chargé du lancement d'un système de reconnaissance de caractère par vidéo-ordinateur. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 26 ans au moins, de formation électronique (BTS, DUT ou équivalent), possédant une bonne connaissance de l'anglais. Au cours de son expérience professionnelle, il aura abordé, si possible, les fonctions technique, commerciale ainsi que de gestion de produits industriels. La rémunération annuelle sera fonction de l'expérience du candidat. Une voiture de fonction est fournie. Le poste à pourvoir à Paris implique de fréquents mais courts déplacements en province. Ecrire à : Ph. LESAGE. Réf. A2270M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

S'INFORMER, PUIS FORMER, ENSUITE...

Une fonction originale, vivante, une fonction tremplin pour

L'ATTACHE DE FORMATION

que le Groupe

Printemps prisunic®

offre à un

JEUNE DIPLOME GRANDE ECOLE OU A UN UNIVERSITAIRE

ayant de bonnes connaissances en comptabilité, gestion et informatique. Pendant quelques mois, vous vous familiariserez avec notre Groupe, analysant notre approche logistique, étudiant les divers fonctionnements de nos magasins, de notre centrale d'achat. Puis, à partir des besoins que vous aurez définis, vous concevrez - dans un esprit créatif et d'une façon autonome - des stages de formation que vous animerez personnellement - à tous les niveaux du Groupe - sur toute la France. Votre salaire sera de l'ordre de 110.000 F AN + remboursement intégral de vos frais. Adressez votre lettre de candidature avec C.V. et photo sous réf. AF à la Direction Centrale des Relations Humaines du Groupe Printemps-Prisunic 61, rue Caumartin 75009 PARIS.

Un marché en expansion Un groupe qui va de l'avant

Nous sommes les leaders européens de l'appareillage électrique d'installations. Nous réalisons un C.A. de 2,5 milliards de francs dont 30% à l'étranger. Nous employons 11.000 personnes.

Nous offrons une carrière commerciale à de jeunes diplômés : ESC, Universitaires, IUT, BTS...

Débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience de vente de matériel électrique. Formés à nos produits et à nos méthodes de vente, vous êtes armés pour vendre et promouvoir les ventes. Au contact permanent des utilisateurs : professionnels de l'installation et industries, des distributeurs : grossistes et grand public, des prescripteurs : bureaux d'études ou d'ingénierie et architectes, intégrés dans une équipe régionale sympathique, vous avez un métier passionnant et préparez votre avenir. Notre réseau de vente est une pépinière pour nos futurs responsables commerciaux. Nous vous demandons d'être motivés pour la vente, disponibles pour des déplacements, mobiles géographiquement.



Le groupe Legrand est prêt à vous accueillir, nous avons plusieurs postes à pourvoir dans des villes universitaires.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + lettre manuscrite en indiquant vos prétentions, sous réf. 22 M 250, à notre Conseil C.P.A. - 69 rue de Monceau 75008 Paris.

futur chef bureau d'études

Machines spéciales et d'essai

aéronautique

Cette PMI dynamique (200 personnes) en régulière croissance, et leader sur les marchés français et internationaux, construit des matériels d'essai pour l'aéronautique et l'industrie. Elle recherche un ingénieur, futur chef de bureau d'études.

Relevant du Directeur Technique, il devra à court terme être capable de diriger un bureau d'études de 15 personnes dont cinq ingénieurs, de constituer les équipes à affecter aux différents projets et de participer à la conception, au devis, à la réalisation et à la mise au point des prototypes en atelier.

Agé d'une trentaine d'années, diplômé d'une Ecole d'ingénieur à dominante mécanique, il a des connaissances en hydraulique, électronique, automatisisme et systèmes d'asservissements. Une expérience minimum de cinq ans dans un bureau d'études de prototype ou de petites séries est exigée. Le poste requiert un praticien dynamique ayant des qualités d'organisateur, d'animateur et l'esprit d'équipe. Reelles possibilités d'évolution et de diversification d'expériences. Poste basé en proche banlieue sud de Paris.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 11059 M à H. Buiet, Sema Sélection - Centre Metra - 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE

sema selection Paris Lille Lyon
Marseille Toulouse

ingénieur, chef de section chaudronnerie

SERVICE INSPECTION

180 000 F +



TECHIMP l'un des leaders dans l'ingénierie en France et à l'étranger, cherche pour son service Inspection à Paris, un ingénieur, chef de section chaudronnerie.

C'est un ingénieur Arts & Métiers ou équivalent, de 35 ans minimum, ayant l'expérience de la fabrication chaudronnerie et de bonnes connaissances en métallurgie et soudage.

Il dirige 20 à 30 inspecteurs et assure les relations permanentes avec les fournisseurs et les clients, pour contrôler les qualifications du matériel.

Il se déplace 70% de son temps, en France et à l'étranger.

Il a une bonne connaissance de l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 272 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach, 75017 paris



membre de syntec

OFFRES D'EMPLOIS

CENTRE TECHNIQUE DE VÉLIZY

Ref. GLT/CAO

Ref. GLT/LEC

Réf. GLT/HAÏT

Réf GLT/NOU

**PARTICIPEZ AVEC NOUS, AUJOURD'HUI
À LA COMMUNICATION DE DEMAIN.**

- Chargé de l'Analyse et de la proposition de solutions techniques répondant à des besoins d'amélioration du système d'information.
- Maîtrise des outils informatiques & de leurs applications pratiques en milieu industriel exigé.
- Diplôme d'Ingénieur + IAE ou ICG ou Business School exigé.
- 3 à 5 ans d'expérience dans la conception de systèmes de gestion intégrés.
- Anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions — Service des ressources humaines —
GENERAL MOTORS FRANCE 50-08, avenue Louis-Roche - 92231 Gennevilliers Cedex sous réf. YM

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo à Bernard LEGER
Direction des Relations Humaines
22 rue Garnier 92200 Neuilly-sur-Seine.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à
LCT - BP 40 - 78141 VILLEJY-VILLACOURTAY cedex

Adresser lettre manuscrite, C.V. à :
M. Philippe JAY, Conseiller en Recrutement

ASSOCIATION POUR L'EMPLOI DES CADRES
8, rue Duret. B. P. 803.16-75783 Paris cedex 16.

Unu de grupă: PANG-CHUN

Conseil

OC conseil
Renseignements humains

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

L'Institut de Recherches International SERVIER

- Chimie de synthèse
- Pharmacologie
- Développement clinique (Médecins et Pharmaciens)
- Visas Europe (Pharmaciens)

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Solidement implantée en France et aux U.S.A.

Notre C.A. de 130 MF progresse constamment depuis 16 ans
nous recherchons pour notre
DIVISION ELECTRONIQUE

FORMATEUR DE HAUT NIVEAU

Pour prendre en charge la mise en place et l'organisation de notre service formation, élément important dans notre politique APRES-VENTE.
Nous recherchons un Ingénieur Electronicien ou équivalent ayant un goût prononcé pour la pédagogie.
Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. (Référence 9021 A)

RESPONSABLE APRES-VENTE

Pour créer et développer l'activité après-vente comprenant : intervention sur site, gestion des rechanges, fourniture de documentations techniques et formation des clients.

Ce poste s'adresse à un bon gestionnaire, ayant l'expérience de l'après-vente de systèmes informatiques à l'échelle mondiale.
Il offre l'opportunité à un candidat de valeur de prendre, à court terme, de larges responsabilités. (Référence 9021 B)

INGENIEUR DE MAINTENANCE

Pour assurer la maintenance de plusieurs systèmes d'informatique graphique. Nous recherchons un Ingénieur Electronicien (ou équivalent) pouvant faire preuve de disponibilité. (Référence 9021 C)

INGENIEURS LOGICIEL

Débutants ou première expérience. Connaissance en informatique temps réel avec notions en microprocesseur appréciées. (Référence 9021 D)

Lieu de travail : PARIS-ouest

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. correspondante à : JEAN REGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

du bon côté de l'avenir

Vivons-le ensemble. Apportez-nous votre talent, votre compétence et votre enthousiasme. Nous vous offrons un territoire sans limites pour les exprimer.

Un manager assurance produit.

Le manager département microprocesseurs.

Le manager département télécommunications.

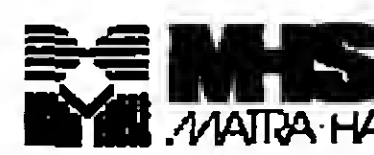
Un responsable de la fabrication

Le manager marketing et ventes aux USA.

3 managers de modules de fabrication.

La plupart de ces postes sont en France, et certains à l'étranger.

Pour en savoir plus sur les postes proposés écrivez rapidement à : Pierre-Yves Siraudin, Matra Harris Semiconducteurs, BP 942 - 44075 Nantes Cedex.



le nouveau monde des micromondes



de industries

Vous cherchez un emploi en 1983 ? Nous vous le proposons maintenant.

1983 sera pour vous un grand tournant, car vous rechercherez votre premier emploi. Soit parce que vous accomplissez actuellement votre Service National et que vous serez libéré en cours d'année 83. Soit parce que, dégagé des obligations du Service National, vous terminez vos études l'an prochain.

Grâce à une formule originale d'insertion des jeunes diplômé(e)s, IBM France peut vous offrir, à Paris ou en province, un poste d'

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

à la date de votre disponibilité, si vous êtes alors titulaire du diplôme d'une

GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU DE COMMERCE.

Le travail que nous vous proposerons est varié et enrichissant. Il vous permettra d'acquérir une connaissance irremplaçable des entreprises, auprès de qui vous jouerez un rôle réel de conseil. Ensuite, la taille et les structures de notre Compagnie vous permettront différentes évolutions de carrière.

Dès à présent vous pouvez donc nous contacter - IBM France (référence CHPM) 2, rue de Marengo - 75001 PARIS. Une réponse rapide vous est garantie.



PARIS
SOCIÉTÉ DE SERVICES

Nous préparons entièrement en charge, depuis de nombreuses années, la promotion et l'organisation de grands salons professionnels réputés, pour le compte de syndicats de branches. Soucieux de faire mieux encore, nous souhaitons confier à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience d'au moins cinq ans en société de services, le poste de

responsable marketing

Créatif et réaliste, gestionnaire et homme de terrain, vous imaginerez et développerez des services originaux, en relation étroite avec les milieux industriels concernés, les administrations de tutelle, les médias nationaux et internationaux... Vous serez assisté par une petite équipe de cadres chevronnés. Bien entendu, vous parlez couramment anglais.

Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 5112 M.



LABORATOIRES DELALANDE
recherchent un

Chef de ventes export

Il assurera l'entière responsabilité de la gestion commerciale d'un secteur géographique correspondant à la moitié de la zone export de la Société : Etablissement et Contrôle du Budget - Animation des Délégués Technico-Commerciaux ou des Agents - Contacts personnels avec les clients les plus importants - Suivi des problèmes d'administration des ventes et de logistique.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, 30 ans minimum, ayant acquis par une expérience de terrain, une bonne connaissance des circuits commerciaux à l'exportation.

Il implique une grande disponibilité pour les voyages et une parfaite pratique de la langue anglaise. La connaissance de l'espagnol serait appréciée. Adresser C.V. (photo + lettre manuscrite) à la Direction Commerciale Export des LABORATOIRES DELALANDE, TOUR Avenir Ouest, 64 rue du 8 Mai 1945 92025 Nanterre Cédex.



ASSOCIEZ-VOUS A LA REUSSITE DE NOTRE PROJET BUREAUTIQUE

INGENIEURS EXPERIMENTES
DANS LA CONCEPTION, REALISATION DE SYSTEMES
MULTITACHES SUR MINI-ORDINATEURS.

Dans notre spécialité nous sommes déjà à la pointe du progrès technologique.

La qualité de nos produits vient de ce que nous prenons le temps d'appliquer une méthode.

Nous proposons :

- un travail dans de petites équipes,
- une société dont la moyenne d'âge est de 32 ans,
- une progression exceptionnelle de 30 % l'an depuis 3 ans.

Lieu de travail : MASSY, 5 minutes de la gare RER.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence 8917 M à Michèle CORBINEAU, Direction des Relations du Travail TRANSAC ALCATEL - B.P. 92 - 91301 MASSY

Ingénieur génie civil

Assurer progressivement la responsabilité complète de la réalisation de petites affaires de génie civil aux plans humain (personnel), technique (devis, réalisation, matériel...) et commercial sous le contrôle de la direction du service «Génie Civil» de l'agence régionale Ile-de-France.

C'est la mission que vous propose un des tout premiers entrepreneurs français de dimension internationale.

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs et justifiez d'une expérience de 7 ans minimum acquise en entreprise de travaux. Déjà rompu aux exigences du métier d'Entrepreneur, vous souhaitez persister dans cette voie et saisir cette véritable opportunité d'évolution.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. 118 A à OC Conseil, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

Jeune diplômé HEC, ESSEC, SCIENCES PO... ou Grande Ecole Scientifique :

vosre coup d'essai sera un coup de maître

Printemps prisunic®

ATTACHE DE DIRECTION GENERALE

et d'assister le Directeur Central des Etudes et du Développement du Holding dans ses activités.
L'exercice de vos responsabilités nécessite un esprit synthétique, précis, rigoureux, qualitatif qui se concrétiseront dans une rédaction aisée.
Votre réussite dans cette fonction vous conduira à une grande carrière dans le Groupe.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo) sous réf. ADG à la Direction Centrale des Relations Humaines du Groupe Printemps-Prisunic - 61, rue Caumartin - 75009 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Techniques et politiques de personnel un développeur

Une bonne maîtrise des techniques favorisant le développement des ressources humaines de l'entreprise, c'est votre atout. Vous l'avez vérifié dans les deux types de poste que vous avez occupés, depuis que vous avez débuté dans la vie professionnelle, il y a une dizaine d'années. En position tour à tour hiérarchique, en tant que responsable de personnel, ou d'état major à la direction centrale du personnel d'un grand groupe, vous avez étudié ou résolu directement des problèmes concernant la gestion des effectifs et des carrières, les rémunérations et l'expression des salariés.

Vous avez compris aussi que les techniques de gestion de personnel seules ne peuvent suffire. Sans une compréhension profonde de l'environnement économique de l'entreprise et une bonne intelligence des rapports sociaux, vous avez senti qu'elles sont vaines. Aussi êtes-vous bien en phase avec les problématiques sociales actuelles.

Vous voyez maintenant le moment venu d'élargir votre champ d'action et de prendre plus de responsabilités tout en restant sur ce créneau des ressources humaines. C'est pourquoi vous passeriez volontiers au conseil. Une approche plus conceptuelle, des terrains d'application plus variés, un niveau d'interlocuteurs plus élevé aussi. Et vous ne seriez pas fâché de tester votre impact personnel. Un expert ne doit-il pas, toujours et encore, démontrer l'intérêt de ses apports à ses clients et aux consultants de son équipe ?

Mais peut-être avez-vous déjà une expérience de ce métier de conseil. Tant mieux, votre insertion dans notre groupe n'en sera que plus rapide. Votre candidature nous sera communiquée par le cabinet CLEAS. Ecrivez-leur sous référence 199 M en précisant les organismes auxquels vous ne souhaitez pas voir transmis votre dossier.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS - Tél : 267 35 11

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL - 30 000 personnes
recherche pour sa

DIRECTION FINANCIERE

CADRE 4 à 5 ANS D'EXPERIENCE

paris

Réf. 03-83 A

Après une période de formation dans les différents établissements, il se verra confier la consolidation des comptes du Groupe ainsi que des opérations complexes faisant intervenir comptabilité, droit, fiscalité et calculs financiers.

De formation comptable (école de gestion ou équivalent, possédant le DECS), il aura de solides connaissances juridiques (niveau maîtrise de droit), et fiscales, et il aura acquis une expérience soit dans un cabinet d'expertise, ou de Commissariat aux Comptes, soit dans un poste équivalent.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo en précisant la référence du poste choisi à
No 51956 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CADRE DEBUTANT

province

2 HEURES DE PARIS

Réf. 04-83 A

De formation HEC, ESSEC, ou école supérieure de commerce. Il lui sera proposé une expérience en comptabilité analytique, analyse interne, et contrôle budgétaire dans un des établissements de la Société.

Ce groupe industriel français privé, ayant une forte activité à l'exportation, offre de réelles opportunités d'évolution, en particulier ces deux postes sont envisagés comme des tremplins permettant l'accès à des responsabilités plus étoffées.

CONTROLEUR DE GESTION d'une grande Entreprise de Travaux

170/190.000 F an

Nous comptons parmi les leaders français dans notre secteur (TRAVAUX ELECTRIQUES ET INDUSTRIELS).

Un contrôle de gestion rigoureux fait partie de nos impératifs quotidiens.

En plus de la conception et du suivi de l'information chiffrée, cette fonction comporte des interventions permanentes auprès des Agences Régionales et Centres de Travaux pour :

- détecter les anomalies
- attirer l'attention des acteurs concernés
- mettre au point avec eux des actions correctrices.

Vous avez la trentaine, une formation d'INGENIEUR (ou éventuellement ESC), une expérience acquise de préférence dans une entreprise de travaux.

Vous avez comme nous une CONCEPTION TRES OPERATIONNELLE DU CONTROLE DE GESTION.

Envoyez votre CV sous réf. 2M 995 aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Le siège du poste est situé en BANLIEUE PARISIENNE OUEST.

Discret et absolu et réponse assurée.

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

DECS Comptable ou Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce - (option finances - comptabilité)

La Direction Centrale des Comptabilités du Groupe

Printemps prisunic®

recrute un jeune

ASSISTANT CHARGE D'ORGANISATION COMPTABLE

Dependant du Directeur Central des Comptabilités, ce jeune cadre viendra renforcer le Département Méthodes Comptables, chargé de l'élaboration des nouvelles procédures comptables et de leur mise en place dans les sociétés du Groupe.

De bonnes connaissances en informatique seraient appréciées.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo sous réf. ACO à la Direction Centrale des Relations Humaines du Groupe Printemps Prisunic - 61, rue Caumartin - 75009 PARIS.

tecsi

Les prestations de haute technicité de notre Division Conseil couvrent tous les aspects s'étendant de l'architecture et de la conception de Systèmes au développement de Logiciels complexes. Domaines d'application : Télécommunications, Bureau, Télématique, Systèmes Industriels, Génie Logiciel.

Nous recherchons des ingénieurs informaticiens

Responsables de projet logiciel

Profil souhaité :

- Ingénieurs et Universitaires de haut niveau, avec spécialisation informatique de type industriel.
- 4 à 8 ans d'expérience acquise dans un environnement Recherche ou Développement (Constructeur - SSCI - Institut spécialisé).
- Aptitudes à exercer des missions de Conseil dans un environnement d'utilisateurs compétents et légitimement exigeants.

Vous trouverez à TECSI :

- Une société de dimension humaine dans un grand groupe industriel.
- Une ambiance naturellement motivante.
- Une compétence reconnue.
- Des ingénieurs de haut niveau, y compris des experts internationaux.

Les candidatures sont à adresser à TECSI-SOFTWARE, 29 rue des Pyramides 75001 Paris.

Techniques avancées, produits diversifiés et direction centrale du personnel !

Si vous avez décidé de poursuivre votre carrière dans la fonction Personnel, au sein d'une société en expansion de haute technicité, nous aurons intérêt à nous rencontrer. Jugez-en : 800 cadres, un centre de recherches, 8 établissements en province, 50 % du CA à l'exportation, des filiales.

Votre prédécesseur a commencé la mise en place d'une gestion de carrière des cadres. Il était également responsable de leurs formations. Depuis, il a été nommé en usine. A vous donc de travailler auprès du directeur du personnel de la société, en liaison avec les chefs d'établissements, leur chef du personnel et leur responsable emploi-formation. Une insertion, sans problème psychologique, mais dans un milieu très spécifique, à la fois de techniques d'avant-garde et de traditions. Aussi, devez-vous «faire votre poste». C'est-à-dire, vous faire reconnaître par les uns et les autres, au siège parisien comme dans les usines, auprès des scientifiques comme des représentants du personnel. Vous ne manquez ni de moyens, ni d'autonomie mais votre rayonnement sera évidemment votre affaire.

Pour réussir, outre les qualités individuelles de bon sens, de contact et aussi de persévérance, il vous faut une formation supérieure vous rendant apte à un minimum de dialogue avec des «super techniciens». Une expérience professionnelle dans l'industrie d'une dizaine d'années dans la fonction personnel est indispensable. Elle devra vous avoir amené à vous intéresser à des fabrications sophistiquées, à entretenir des relations intéressantes avec des ingénieurs «pointus» et des représentants syndicaux «influents». Même si vous ne répondez pas à toutes les exigences du portrait-robot du candidat idéal, écrivez donc aux conseils SIRCA sous la référence 534 81 2M. Confidentialité assurée.

SIRCA

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

WABCO

Freinage de Véhicules S.A.

Spécialiste dans le domaine du freinage de véhicules industriels, leader sur le marché international. Notre niveau de développement nous conduit à rechercher pour notre département organisation et systèmes.

2 organisateurs.

en production Réf. 113 A

Prendre en charge, progressivement des missions complètes d'analyse de systèmes : fabrication, approvisionnement, stocks, ordonnancement, lancement ; mettre en oeuvre des solutions adaptées pour lesquelles vous pourrez vous appuyer sur un système informatique temps réel et sur l'introduction de systèmes autonomes (minis micros...)

C'est la mission qui vous est proposée. Vous êtes ingénieur de formation et bénéficiez comme conseil ou en entreprise industrielle d'une première expérience significative assortie de résultats concrets de la maîtrise des flux industriels. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

OC conseil

Ressources Humaines

Ces 2 postes sont à pourvoir à Claye-Souilly (77). Merci d'envoyer CV complet, lettre manuscrite sous référence choisie à OC Conseil, 91 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

de l'organisation administrative à la bureautique. Réf. 113 B

Assumer progressivement l'ensemble des travaux d'organisation administrative : étude de besoins, proposition de solutions aux responsables des services utilisateurs, sélection et mise en oeuvre des matériels adaptés, conduire l'introduction progressive de la bureautique dans l'entreprise.

C'est la mission qui vous est proposée. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur scientifique et justifiez d'une expérience significative en organisation administrative. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

COMPAGNIE INTERNATIONALE D'ASSURANCES

recherche un

COMPTABLE BTS DUT

Pour son département Comptabilité Générale.

Une expérience de 2 à 3 ans en assurances est souhaitable mais non indispensable.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, prétentions, curriculum vitae et photo sous référence 4272 à DESSEIN - 68, rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

ORGANISME PROFESSIONNEL
RECHERCHE

JEUNE ASSISTANT

PROFIL SOUHAITE :

• 1. A l'échelle des Hypothèses et des Actions
Département : Finance, Comptabilité
INFORMATIQUE

DEBUTANT ACCÉPTÉ

• 2. A l'échelle des Résultats et des Moyens

• 3. A l'échelle des Ressources Humaines et des Techniques
Département : Finance, Comptabilité
INFORMATIQUE

CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

recherche dans le domaine médical

INGÉNIEUR INFORMATIQUE

recherche dans le domaine médical

ETRE UN "VRAI" VENDEUR

recherche dans le domaine médical

INSTRUMENTATION LOGIQUE/INSTRUMENT

recherche dans le domaine médical

4 INGENIEURS TECHNIQUES

recherche dans le domaine médical

TITN

recherche dans le domaine médical

Ingénieurs logiciels

recherche dans le domaine médical

jeune ingénieur

recherche dans le domaine médical

GRANADA

recherche dans le domaine médical

Responsable du p

recherche dans le domaine médical

Bernard Julliot

recherche dans le domaine médical

سكندرية

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ORGANISME PROFESSIONNEL
RECHERCHE

JEUNE ASSISTANT

PROFIL SOUHAITÉ : D.U.T.

- G.E.A. (Gestion des Entreprises et des Administrations).
- Département : Finances, Comptabilité.
- INFORMATIQUE.

EXIGÉ :

Candidat masculin, libéré des obligations militaires.

DÉBUTANT ACCEPTÉ

(toute lettre recevra de nos services une réponse).

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite + photo au :
CLP.A. LIN à l'attention de Monsieur VOLLE,
28, rue de Châteaudun, 75442 PARIS CEDEX 09.

CENTRE DE TRAITEMENT
DE L'INFORMATION

spécialisé dans le domaine médical
recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Expérience souhaitée 2 ans, connaissance Mini 6-DTF appréciée pour développement d'applications transactionnelles s/bases de données sur CII-H.B. 66 et Mini 6.
Envoyer C.V. à CITI 2, 45, rue des Saints-Pères, 75270 PARIS.

«le chemin de toute performance passe
par l'homme»

Cette démarche a toujours guidé EUREQUIP dans ses missions d'assistance et de conseil aux entreprises et administrations de nombreux pays. Vingt années d'expérience, de multiples projets menés à bien dans des secteurs tels que les industries pétrolières et gazières, le nucléaire, les mines, l'agro-alimentaire, les télécommunications, l'informatique, l'électronique, les transports... c'est tout un capital que nous souhaitons mettre à la disposition de

JEUNES DIPLOMÉS
GRANDE ÉCOLE

afin qu'ils puissent développer une carrière à la mesure de leurs aspirations.

Les candidats retenus possèdent nécessairement une première expérience de l'entreprise. Après une période de formation, ils intégreront rapidement des équipes d'un haut niveau professionnel et interviendront, suivant leurs compétences et affinités, sur les projets les plus divers en France et/ou à l'étranger.

La dimension de notre groupe, 190 ingénieurs consultants, nous permet d'attacher beaucoup d'importance à l'homme...

Le dynamisme de nos équipes et les perspectives de développement permettent des évolutions très ouvertes. Merci d'adresser votre candidature aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP, sous la référence 8245 M qui examineront votre dossier avec la plus grande discrétion.

EUREQUIP

Département Recrutement
15, avenue d'Eylès - 75116 PARIS
Tél: 553.84.73

PARIS - LONDRES - HOUSTON

ÊTRE UN "VRAI" VENDEUR, OU LE DEVENIR?

MB Electronique, l'un des leaders dans le domaine de l'instrumentation électronique (plus de 40% de développement par an depuis 10 ans) recherche pour ses départements :

INSTRUMENTATION LOGIQUE/INSTRUMENTATION ET SYSTEMES DE MESURE
4 INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

MB Electronique vous proposera de prendre en charge la vente de matériels de leaders mondiaux dans leurs domaines, tels que Biomation, Data I/O, Fluke, etc... Il s'agit toujours de produits hautement sophistiqués, faisant appel aux technologies les plus avancées. MB Electronique assurera l'éventuel complément de formation nécessaire. La vente de ces matériels à une clientèle de haut niveau constituera un travail supplémentaire pour entreprendre un travail en profondeur et voir les postes proposés évoluer vers de plus larges responsabilités. La rémunération sera élevée en fonction de l'activité, et une voiture de société sera fournie.

Si vous êtes un « vrai » vendeur ou si vous souhaitez le devenir, si vous avez au moins 25 ans, une bonne expérience de l'instrumentation électronique, vous réussirez avec nous. Adressez votre dossier (lettre manuscrite, CV et prétentions éventuelles) à :

MB ELECTRONIQUE

606, r. Fourny, ZI Centre, BP 31, 78330 Buc
Tél.: (3) 956 81 31 - Téléc: MB 695414

Grand quotidien national
recherche pour une « mission ponctuelle »
un (e) chef de publicité
6 mois

70.000 F

Publicitaire de métier, ayant une expérience commerciale de 3 à 5 ans en tant que Chef de Publicité dans un support, nous lui confierons pour 6 mois la responsabilité d'une partie de notre clientèle. Son talent de négociateur commercial, son sens du marché et sa connaissance éprouvée du milieu des annonceurs et des agences le rendront immédiatement opérationnel dans sa mission de fidélisation et de développement.

M. Tallandier vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence 8.887 M.

55, avenue Bugeaud, 75116 PARIS.



Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntec.

TITN

Société d'engineering
et de systèmes informatiques,
filiale THOMSON-CSF Informatique
plus de 500 personnes dont 300 ingénieurs

recherche pour plusieurs projets de télécommunications réseaux locaux et système de messagerie sur mini-calculateurs et micro-processeurs.

Ingénieurs logiciels confirmés

- spécialiste télécommunications,
- minimum 4 ans d'expérience,
- bonne connaissance des modèles d'architecture de réseaux et des normes G.E.T.T.,
- connaissances systèmes bureautiques ou commutation de messages appréciées.

Adressez sous référence PID, C.V. et prétentions à T.I.T.N. - Rue Denis-Papin - Z.I. de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

Nous sommes une Société d'ingénierie importante bénéficiant d'une incontestable notoriété internationale et maintenant depuis de nombreuses années une position de leader sur son marché.

Afin de poursuivre notre développement, nous recherchons un

jeune ingénieur projets

Proche banlieue Ouest. Basé à notre Siège et intégré au service chargé d'élaborer les projets pour des installations en milieu industriel, il devra réaliser l'étude technique des demandes, définir les solutions appropriées et rédiger à chaque fois une offre compétitive aux plans technique et commercial.

Le poste à pourvoir s'adresse à un jeune ingénieur (diplômé d'une école du type ENSIA ou ENSIM) débutant ou avec déjà une première expérience, ayant un bon niveau en Anglais.

Le candidat devra faire preuve d'une certaine mobilité, avoir le goût et l'aptitude pour exercer un rôle technico-commercial dans un contexte d'affaires internationales.

Ecrire en envoyant C.V. et prétentions, sous réf. 802/M à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

GRANADA

Filiale d'un groupe multinational important, nous sommes en France l'un des leaders de la location de téléviseurs et magnétoscopes au grand public et aux collectivités. Nous recherchons un

Responsable du personnel

capable d'assumer la fonction dans tous ses aspects : gestion administrative du personnel (environ 300 personnes), relations sociales, recrutement, information, communication, etc, en liaison avec le directeur administratif et financier et le directeur général.

Nous voyons à ce poste un(e) candidat(e) ayant une formation supérieure et environ 5 ans d'expérience de la fonction personnel. Une bonne maîtrise des données administratives et juridiques de la fonction est indispensable, ainsi que de réelles qualités de communication.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous référence 4679M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

Bellaplast

Wir sind ein führendes Unternehmen der kunststoffverarbeitenden Industrie in Europa. Unsere Hauptproduktlinien sind Verpackungsbecher für die Molkereiindustrie und Trinkbecher, insbesondere für Getränkeautomaten. Im französischen Markt waren wir bisher nicht vertreten. Dies wollen wir ändern.

Daher suchen wir einen

Generalagenten

(Alter zwischen 30 bis 40 Jahre)

der unsere Interessen wahrnehmen wird. Diesem Mitarbeiter der ersten Stunde bietet sich die Gelegenheit, in einer zweiten Ausbaustufe eine Verkaufsniederlassung aufzubauen, wie wir es in anderen europäischen Ländern, z.B. England und Holland, bereits mit großem Erfolg durchgeführt haben.

Der Bewerber sollte eine gute kaufmännische Ausbildung haben, einige Jahre Erfahrung im Vertrieb aufweisen und neben der Beherrschung der deutschen Sprache auch Englischkenntnisse besitzen.

Interessierte Bewerber, denen wir im persönlichen Gespräch weitere Einzelheiten mitteilen, wenden sich bitte an:

Bellaplast GmbH

- Personalabteilung -
Karl-Bosch-Str. 10
D-6200 Wiesbaden 1

Société d'ingénierie à vocation internationale concevant et vendant des ensembles industriels intégrés, nous sommes un des leaders mondiaux dans notre domaine.

Depuis peu, nous élargissons notre activité à

la *Céramique fine*.

Nous souhaitons en trouver

le futur Patron.

Idealement, ce responsable a au moins 37 ans. De formation ingénieur, il parle Anglais couramment, et assimilera rapidement les données techniques de base de son métier.

Autant que technicien, il doit être également un négociateur de haut niveau, capable de mener une petite équipe de techniciens maison et de convaincre une clientèle étrangère exigeante.

C'est un "challenge" passionnant pour un candidat qui aime l'esprit d'entreprise.

Notre groupe lui donnera les moyens de son ambition.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 11.053 à :



Emplois et Entreprises

18 rue Voltaire 75002 PARIS

Située dans le centre de Paris, SITB est une Société de Services et de Conseil en INFORMATIQUE DE GESTION. Tout en ayant su conserver une taille humaine, elle est dans le peloton de tête des SSSI françaises et occupe une position très forte sur son créneau : le Secteur BANQUES FINANCES.

JEUNES DIPLOMÉS

(INSA, ENSI, Sup de Co...)

Nous avons décidé d'investir dans vos capacités en vous assurant une formation complète et rémunérée aux techniques de base de l'informatique, d'une durée de 2 mois environ.

A l'issue de ce stage, votre participation à des projets vous permettra d'acquérir une haute qualification technique dans des domaines de pointe (Bureautique, Réseaux, Télétraitement...).

Ayant fait vos preuves, vous pourrez alors vous orienter :

- soit vers des responsabilités de conception et de mise en œuvre de systèmes informatiques complexes,
- soit vers des carrières commerciales et de conseil (Domaine Banques-Finances).

Quelle que soit votre spécialité, votre expérience professionnelle, nous examinerons votre candidature avec la plus grande attention.

Nous attachons en effet autant d'importance à votre dynamisme et à votre désir de réussir dans cette nouvelle voie qu'à la couleur de votre diplôme.

Lieu de travail permanent Paris Centre.

Début du stage : janvier 83.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous réf. JD 1182 M

à Madame PERONNIN, SITB 38, rue des Jeûneurs 75002 Paris.

CADRES
COMMERCIAUX

Si vous êtes diplômé HEC - ESSEC - ESC ou d'un niveau équivalent.

Si vous avez réussi une expérience de la négociation commerciale à haut niveau - 5 ans au moins -.

Si vous voulez DEVELOPPER vos QUALITES de GESTIONNAIRE et d'ANIMATEUR.

Nous vous proposons d'apporter votre concours à notre Direction Commerciale France, afin d'assumer d'ici 1 à 3 ans LA RESPONSABILITE D'UNE DIRECTION REGIONALE organisée comme une PME - Gestion des Affaires, des Biens et des Personnes.

Merci d'écrire sous la référence DCF-en indiquant vos prétentions à CGR, Direction du Personnel et des Affaires Sociales - BP. 50
75755 Paris cedex 15.

THOMSON-CSF
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

OFFRES D'EMPLOI
CONTROLEUR DE GESTION
d'une grande Entreprise de Travaux

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur (BTS, DUT, Licence) et avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans en tant que contrôleur de gestion dans une entreprise de travaux.

Envoyer votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

Responsables
projet logiciel

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur (BTS, DUT, Licence) et avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans en tant que responsable de projet logiciel dans une entreprise de travaux.

Envoyer votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

COMPTABLE
BTS
DUT

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur (BTS, DUT, Licence) et avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans en tant que comptable dans une entreprise de travaux.

Envoyer votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

ou à :

Direction des Ressources Humaines
15, rue de la Harpe, 75005 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CIBA-GEIGY

DIVISION MATIERES PLASTIQUES ET ADDITIFS

recherche un

INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Basé au siège à Rueil Malmaison, ce collaborateur aura à promouvoir et vendre plusieurs lignes de produits à usage industriel auprès d'une clientèle de producteurs et / ou transformateurs de matières plastiques. Il devra effectuer de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire national. Le profil souhaité est celui d'un scientifique (chimie ou autre...) avec une formation complémentaire du type IAE, ICG... Une expérience de la vente en milieu industriel serait appréciée mais nous recherchons avant tout une personnalité dynamique et entreprenante, capable de mener des négociations de long terme, et dotée d'un bon équilibre général car ce poste est évolutif.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre, CV, photo et prétentions à Mlle MONTEIL Département du Personnel 2 et 4 rue Lionel Terray - 92506 RUEIL MALMAISON

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

de dimension nationale
Crédit et location
aux particuliers et entreprises

recherche

INSPECTEURS COMMERCIAUX

pour DÉVELOPPER et animer les régions suivantes :

- RÉGION PARISIENNE + départ. 28, 41, 45 ;
- RHONE-ALPES ;
- BASSE-NORMANDIE ;
- AUVERGNE-LIMOUSIN.

Les candidats devront avoir un dynamisme commercial la rigueur d'un gestionnaire, le sens de la disponibilité et de la mobilité. Première expérience ou niveau d'études supérieures appréciées. (Salaire fixe + indemnités de déplacement).

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo, n° 7.285 le Monde, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Important Établissement Bancaire recrute

pour son service du Contentieux à Paris

JURISTE DROIT PRIVÉ

L'intéressé sera plus spécialement chargé, au sein d'une équipe de spécialistes, des opérations de recouvrement concernant notamment des dossiers complexes. Ses attributions couvriront la totalité du traitement de ces dossiers jusqu'à leur solution.

De bonnes connaissances dans la matière des mesures conservatoires, des voies d'exécution, des procédures collectives de règlement judiciaire et de liquidation de biens sont nécessaires.

Une expérience de plusieurs années acquise chez un avocat ou syndic ou dans un service contentieux d'entreprise est indispensable.

Adresser candidature avec C.V. mentionnant les prétentions sous réf. 48882 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - Qui transmettra

chef de personnel

ÉLARGISSEZ VOTRE EXPÉRIENCE
AU NIVEAU D'UNE DIRECTION CENTRALE

HENKEL-FRANCE, Groupe chimique de près de 2000 personnes, vous offre cette possibilité à son siège social à Paris. Adjoint du Directeur des Relations Humaines, vous participez à la définition de la politique du personnel et bénéficiez d'une large délégation pour sa mise en œuvre. Vous accomplissez des missions importantes au niveau du Groupe dans les domaines de l'administration, des relations et du développement social. Vous assumez également la responsabilité complète de la formation et assurez le suivi de la gestion des Cadres en vous appuyant sur les compétences de l'équipe en place.

Vous avez 35 ans minimum, une formation supérieure et une large expérience de la fonction personnel. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M422, à Hélière REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI
SELECTION

49, av. de l'Opéra
75002 Paris

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés
ÉRIA - ÉCA AUTOMATION)

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL

EN INFORMATIQUE

(630 personnes - C.A. 170 M.F.)

partenaire d'un groupe industriel

de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

recherche des :

INGENIEURS INFORMATIENS CONFIRMES

- ayant au moins 6 ans d'expérience profes-

sionnelle,

Postes à pourvoir : avant vente

suivi d'affaires

conduite de projets

Domaines : télécommunications,

réseaux de données

télématique

microinformatique

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et

prétentions sous réf. 2012 à

GROUPE SYSECA - Service du Personnel

315, Bureau de la Colline

92213 St Cloud Cedex

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

CADRE DE PERSONNEL

Débutant ou ayant une première expérience.

Formation souhaitée supérieure, éventuellement

technique.

Directement rattaché au Chef du Personnel, il participera aux tâches de gestion et d'administration.

D'excellentes qualités de contact, une grande

disponibilité et le goût des statistiques seront les

critères de choix.

A terme de larges possibilités d'évolution de

carrière sont offertes dans le groupe.

Lieu de travail : BANLIEUE NORD OUEST.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec

photo et prétentions sous n° 51915, Contesse

Publicité 01, avenue de l'Opéra 75004 Paris-

cedex 01 qui transmettra. Il sera répondu à

toutes les candidatures.

IMPORTANT CABINET D'AUDIT

ET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

COLLABORATEURS

Débutants ou ayant 1 an d'expérience D.E.C.S. et langues

étrangères appréciées.

Envoyer C.V. et prétentions à :

G.D.V. et Co

114, avenue Charles de Gaulle

92522 NEUILLY.

SOCIÉTÉ DU SECTEUR TERTIAIRE

(1000 personnes)

située dans le quartier ÉTOILE

recherche

ANALYSTE OU ANALYSTE PROGRAMMEUR

possédant un niveau DUT, MIAGE ou équivalent, il

rejoindra une petite équipe qui conçoit, réalise, met

en place et maintient des applications de gestion sur

un mini-ordinateur PDP 11. Deux années mini-

mum d'utilisation de ce matériel ainsi que du BASIC-

plus - 2 sont indispensables.

Envoyer CV, prétentions sous N° 8323 à

PARFRANCE Annonces

4, rue Robert-Estienne 75008 PARIS

qui transmettra

Ingénieur de vente débutant

Ensia ou équivalent

«Une période de formation d'un an environ vous permettra de vous familiariser avec les produits et techniques du groupe. Vous prendrez ensuite la responsabilité d'un marché.»

La connaissance de l'anglais est indispensable. Ce poste basé en banlieue Ouest de Paris, nécessite de fréquents déplacements en France.

Merci d'adresser votre CV et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5725, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

Filiale française d'un important groupe allemand commercialisant

des biens d'équipement en liaison avec la distribution automobile,

située banlieue sud de Paris, recherche

un chef de service logistique

Priorité sera donnée à un spécialiste de la gestion des stocks et des appro :

- ayant une formation spécifique et une bonne connaissance des liaisons

avec l'informatique ;

- le goût des contacts humains et de l'organisation ;

- une expérience réussie dans un poste similaire et une bonne connaissance

de la langue allemande sont indispensables.

Nous offrons un poste stable et de nombreux avantages sociaux.

Les candidats intéressés peuvent adresser leur C.V. et desiderata

sous référence M 2111



EUROLEAD

68, rue de Rennes - 75006 Paris

Direction absolue

Société industrielle française du secteur biens de consommation,

en expansion continue, recherche son

Chef du Service Juridique et Fiscal

Adjoint au Directeur Administratif et Financier

Docteur en Droit, diplômé IEP...

Il aura une expérience de plusieurs années en entreprise

ou en cabinet d'audit avec de bonnes connaissances

financières et comptables.

Poste basé en proche banlieue parisienne.

Age minimum : 29 ans.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée

sous réf. 432 M.



18, Avenue Matignon - 75008 PARIS.

BANQUE INDOSUEZ

recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (MBA apprécié) et vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais.

Vous avez quelques années d'expérience acquise :

- soit dans un service de contrôle de gestion d'une banque ou d'une

industrie de service,

- soit dans le département organisation-conseil d'un cabinet d'audit.

Le poste est à pourvoir dans le service de planification et de contrôle de

gestion où vous participerez à l'élaboration et au suivi des budgets de la

banque.

Après cette première affectation, vous aurez de larges possibilités d'évo-

lution dans la banque et son groupe.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo

sous réf. 21.42 C.B. à

BANQUE INDOSUEZ

Service Recrutement - Carrières - Formation

44 rue Courcelles 75008 PARIS.

Personnel: des opportunités

Prendre en charge, dès aujourd'hui ou à terme, la totalité de la fonction personnel d'un établissement décentralisé en Région Parisienne ou en Province (100 à 500 personnes): assumer la fonction aux plans gestion des ressources humaines, administration du personnel et relations sociales; intégrer la dimension politique du poste tout en assurant la permanence des travaux quotidiens.

Telle est la mission que vous propose un des tout premiers groupes de travaux français de dimension internationale.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez depuis quelques années orienté votre carrière vers la gestion et l'administration du personnel. Cette expérience, par sa durée et sa nature, vous permet aujourd'hui de prétendre à une véritable autonomie. Vous souhaitez par ailleurs rejoindre un groupe qui allie à sa dimension et à ses moyens, une réelle détermination dans la gestion de ses ressources humaines.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. 116 B, à OC Conseil, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil

Ressources humaines

TITN

Société d'ingénierie informatique
Filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE

Plus de 500 personnes dont 300 ingénieurs et cadres, spécialistes des systèmes informatiques avancés recrutés pour sa division logiciel

Ingénieurs logiciel

de formation Grande Ecole ou Université (DEA, DESS) confirmés ou débutants, pour participer à tous niveaux à des projets dans les domaines du logiciel de base, des systèmes Temps Réel, de la télématique, des bases de données et de la bureautique, utilisant des mini-ordinateurs et des micro-processeurs.

Adresser sous réf. Si 1 C.V. et prétentions à T.I.T.N. - rue Denis-Papin - Z.I. de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

OFFRES D'EMPLOI

Ingénieur "VOTRE" RESEAU

Les ingénieurs du Réseau ont pour mission de développer et d'entretenir le réseau de données de l'entreprise.

ADMINISTRATEUR DE SON RESEAU

Le rôle de l'administrateur du réseau est de garantir la disponibilité et la performance du réseau de données de l'entreprise.

Il doit assurer la maintenance du matériel et des logiciels, et veiller à la sécurité des données.

Une expérience de plusieurs années dans ce domaine est requise.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à M. LANGEVIN, 83-85, Av. A. Briand, 94110 ARCUEIL.

Envoyer C.V. et prétentions à l'attention de M. LANGEVIN.

PERKIN-ELMER

83-85, Av. A. Briand

94110 ARCUEIL

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

bleu

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DIRIGER "VOTRE" RESEAU?

Fluke, leader mondial pour les multimètres numériques, recherche pour développer en France l'implantation de ses multimètres de grande diffusion.

L'ANIMATEUR DE SON RESEAU

Un travail en profondeur au sein de MB Electronique aboutira à la restructuration et au développement d'un large réseau de distributeurs couvrant toute la France, réseau qui pourra progressivement s'ouvrir à d'autres produits.

Ce poste, nécessitant de sérieuses qualités humaines, donnera lieu à une forte rémunération, après une expérience probante. La société fournit une voiture. Si vous voulez diriger « votre » réseau, envoyez votre dossier (lettre manuscrite, CV et prétentions) à :

MB ELECTRONIQUE
606, z. Fourmy, 21 Centre, BP 51, 78530 Sucy
Tél. : (1) 956 81 31 - Téléc. : MB 695414

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICE

proche Gares Est et Nord
recherche

COLLABORATRICE JURIDIQUE

Possédant maîtrise droit, mention droit social, pour secondar responsable service paye et personnel.
Disponible rapidement.
Expérience souhaitée 1 an minimum.

Merci d'adresser C.V. manuscrit et prétentions sous réf. 50104 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel
94307 VINCENNES CEDEX
(qui transmettra)

RADIAL

composants électroniques passifs
recherche pour ses bureaux d'études

INGÉNIEUR DÉBUTANT

ou quelques années d'expérience.
- Formation microélectronique, électromécanique ou électromécanique.
- Connaissances électroniques + BASIC.
- Anglais lu et écrit indispensable, parlé souhaité.
- Evolution intéressante pour candidat de valeur.

Envoyer C.V.,
101, rue Philibert-Hoffmann
93118 ROSNY-SOUS-BOIS.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PRIVÉE EN PLEINE EXPANSION

Equipe très introduite sur le

marché obligataire

et disposant de moyens techniques performants, recherche :

son Responsable Commercial

Possédant une réelle connaissance du marché obligataire et de ses techniques.

Il (elle) devra ANIMER et CONSEILLER une clientèle d'investisseurs.

Dynamisme et aptitude aux contacts commerciaux sont indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé avec prétentions et photo

sous référence 8764 sur enveloppe à :

JEAN RÉGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75006 PARIS, qui transmettra.

SON RESPONSABLE ADMINISTRATIF DES VENTES

ASSISTANTE

PERKIN ELMER

Ingénieur de vente débute
Environnement dynamique

un chef de service logistique

Chef du Service Juridique et Fiscal

Importante société réalisant des ensembles industriels complexes dans des techniques de pointe recherche

Ingénieur électricien

débutant ou ayant une première expérience
ENSEEG, ENSEIHT, ENSEM, SUPELEC

Il viendra renforcer une équipe d'une dizaine d'ingénieurs. Sa fonction l'amènera à prendre en charge des études de conception approfondies en électrotechnique et électromécanique nécessitant l'utilisation de programmes informatiques aux éléments finis.
Ultimeurement, il sera amené à suivre la réalisation et les essais de machines électriques spéciales. Les possibilités de carrière sont variées compte tenu de la taille de la société.
Lieu de travail : Paris proche banlieue Sud-Ouest.
Adresser CV, photo, sous réf. 5733, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

chargé de clientèle allemande

Vous possédez une formation solide : école de commerce, université, vous êtes parfaitement bilingue allemand.

Au sein d'une petite équipe, vous devrez maintenir et développer nos affaires avec les sociétés allemandes, en matière d'assurances industrielles.

Il s'agit d'un poste salarié, basé à Paris, déplacements à prévoir.

Allianz assurances
vous prie d'adresser CV et prétentions à M. Marchez - Allianz - BP 24
75761 Paris Cedex 15

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSIT

recherche

1 AUDITEUR INTERNE

Profil :
- 30 ans, formation supérieure (École de Commerce ou de gestion) complétée éventuellement par un DECS.
- Expérience de l'audit souhaitée, acquise dans une entreprise à vocation internationale ou dans un cabinet Anglo-Saxon, pour prendre en charge les missions d'audit dans les différentes sociétés du groupe.
- Larges perspectives d'évolution.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. 49971 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX
(qui transmettra)

Bureau d'étude

recherche

UN ARCHITECTE ET/OU INGÉNIEUR

POUR SON SERVICE HABITAT ANCIEN

Il aura un rôle d'assistance auprès de maîtres d'ouvrage dans le domaine technique (diagnostic, conception, marchés) et une mission de rédaction et d'étude plus générale en relation avec l'administration.

Expérience 3 ans minimum chez un maître d'ouvrage, maître d'œuvre ou BET indispensable.

Écrire sous n° T 036647 M, Régie-Press
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SAXBY

Département automatismes recherche

Ingénieurs Grandes Ecoles

pour leur confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger dans le cadre de budgets importants.
Une expérience de quelques années est indispensable, dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique.
Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience des candidats.
Poste d'avenir pour des candidats de valeur.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à SAXBY, 40 rue de l'Orillon 75526 Paris
Cedex 11.

CAMPENON BERNARD

TECHNICIEN SYSTEME

Sous la responsabilité de l'ingénieur Système et dans un contexte d'informatique répartie, il participe à l'installation matérielle et logicielle de configuration informatique au Siège, comme en Province. Il assure la formation des utilisateurs. Il assure le dialogue technique avec les constructeurs.

Ce poste requiert au moins une formation D.U.T. informatique complétée par une première expérience (mini informatique - informatique répartie). Rémunération stimulante proposée.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle, sous la référence 329/M à M. BOLON
CAMPENON BERNARD
92/98 Bd. Victor Hugo 92115 CLICHY.

IER

PREMIER FABRICANT FRANÇAIS ET LEADER EUROPÉEN D'IMPRIMERIES INFORMATIQUES SPÉCIALISÉES
recherche d'urgence

un ingénieur

FORMATION ELECTROMÉCANIQUE parlant couramment anglais pour une mission de 12-18 mois, consistant à faire homologuer ses produits selon les normes U.S.A. et CANADA.

Convientrait à Jeune Ingénieur suritaire, ou à Ingénieur cinquantaine en recherche d'emploi. Voyages à l'étranger à prévoir.
Adresser Curriculum-Vitae et prétentions à Direction Générale - I.E.R.
12, r. Sébastopol, 92400 Courbevoie.

telsa informatique

Une équipe d'ingénieurs spécialisés temps réel désirent se développer dans les domaines suivants :

- CONTRÔLE DE PROCESSUS
- TELE-INFORMATIQUE
- LOGICIEL DE BASE
- CFAO

recherche

INGÉNIEURS

confirmés ou ayant 2 ou 3 ans d'expérience, pour participer à l'expansion de la Société.
Adr. C.V. et prétentions à : **TELSA INFORMATIQUE**, 9, boulevard Jean-Jaurès, 92100 BOULOGNE.

audit senior supervisor

IMPORTANT CABINET INTERNATIONAL

d'audit recherche pour son bureau de Paris Seniors confirmés ou Supervisors.

Mous vous offrons :

- une formation de qualité aux techniques d'Audit les plus avancées,
- de réelles perspectives de carrière et des possibilités de promotion rapide en fonction de vos performances.

Le poste nécessite :

- un diplôme d'enseignement supérieur,
- un bon niveau d'anglais,
- le niveau certifié supérieur de l'Expertise Comptable,
- 3 à 5 ans d'expérience dans un Cabinet d'Expertise Comptable.

Des déplacements sont à prévoir.

Disponibilités début Janvier 1983.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, sous référence 7434-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra (en maintenant le nom des cabinets auxquels il ne faut pas communiquer la candidature).

ICA International Classified Accountancy PARIS NEW YORK

CONSEIL JURIDIQUE

Responsable d'un cabinet de conseil juridique et fiscal à Paris 8^e, bénéficiant d'une large clientèle française de PME, je recherche aujourd'hui mon plus proche collaborateur

titulaire d'une Maîtrise, DESS ou DEA de Droit des Affaires, il a si possible une qualification en Droit Fiscal. Il dispose d'au moins 3 ans d'expérience à un poste similaire. Précis et organisé, il a le sens des contacts pour s'adapter à l'équipe en place et à la clientèle.

Rémunération de l'ordre de 150 000 F et + selon expérience. Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo si possible) sous référence LM 1611 ou :

Cabinet **PANISSOD-SUNNER**
109, rue de Turenne - 75003 Paris
que j'ai chargé de se recruter et qui garantit toute discrétion.

SOCIÉTÉ D'ETUDES INDUSTRIELLES
proximité Place de la République - Paris, recherche

REDACTEURS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

- Ingénieurs
- Techniciens confirmés (BTS souhaité) pour analyse de systèmes de technologie avancée et établissement de documentation technique.

PLUSIEURS POSTES A POURVOIR

Adresser CV et prétentions à **STUDEC**
102, rue Amélie - 75011 Paris

BUE

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

recherche, un

INGÉNIEUR EN ORGANISATION
CONFIRME

ayant déjà acquis une expérience d'au moins 3 ans, de préférence dans le secteur bancaire.

Il sera chargé de définir et de mettre en place des structures et des processus administratifs.

Il participera à la conception et à la mise en œuvre de systèmes d'informations. Le candidat retenu sera motivé par le travail d'équipe, les contacts et l'animation.

Des connaissances informatiques dans le domaine du traitement interactif sont souhaitables.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions **BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE**
Recrutement Cadres - 4, rue Gallien
BP. 89 - 75006 Paris Cedex 02.

responsable logistique

Société leader dans la fabrication et la distribution de biens d'équipement recherche son

Missions :

- animation des services Approvisionnement, traitement des commandes et magasins (30 personnes),
- détermination et développement des "outils" de distribution,
- mise en place, en collaboration avec l'informaticien, d'un nouveau système de gestion des stocks et des commandes,
- traitement des commandes relatives à des marchés particuliers,
- liaison avec les agences commerciales régionales et les autres services de la société.

Profil :

- Pour ce poste-clé directement rattaché à la Direction Générale, le candidat retenu devra :
- être un parfait gestionnaire, un meneur d'hommes et un excellent négociateur,
- être âgé de 35 ans maximum, de formation Arts et Métiers ou équivalent,
- avoir l'expérience d'un poste similaire et bien connaître les rouages de l'entreprise,
- posséder de solides connaissances en gestion informatique et la pratique courante de l'anglais.

La rémunération aux services de 150.000 F sera fonction de l'expérience acquise.

Lieu de travail : SURESNES.

Envoyer lettre + C.V. + photo + rémunération actuelle à notre Conseil sous référence M I **ROUSSEL GAZEL**
ROUSSEL GAZEL
48, rue Dutoit - 75015 Paris
qui garantira réponse et discrétion.

Informaticien

Organisme professionnel d'assurances recherche son informaticien pour la gestion des différents fichiers, l'étude de l'encodage des informations et le traitement des données statistiques.

Matériel : Système VSPC fonctionnant sur ordinateur 3032.

Pour réussir dans cette fonction, il devra justifier d'une maîtrise, d'un 3^e cycle universitaire ou grande école, ainsi que d'une expérience professionnelle réussie dans la branche informatique (5 ans minimum) avec si possible, la connaissance du 3032.

Si ce poste vous intéresse adressez candidature manuscrite et C.V. sous référence 2356/M à

ID IMPACT DEVELOPPEMENT, Monceau Commercial Building, 38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS

Importante société informatique recherche

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou ayant une 1^{re} expérience en MICROPROCESSEURS pour département recherche développement.

Adresser votre dossier de candidature à S.E.S.A. 30, quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX.
Préciser réf. sur enveloppe : 54 LM.

EKA

OFFRES D'EMPLOIS

Filiale d'un groupe américain
POUR SA NOUVELLE AGENCE D'ÉVRY
JEUNE INGÉNIEUR

NOUS PROPOSONS :
- Une carrière Technico-Commerciale dans le domaine de l'Automatisation Industrielle.

NOUS DEMANDONS :
- Posséder une première expérience de la micro-informatique ;
- Anglais courant souhaitable.

Merci d'adresser C.V. + photographies + photo à :
IPC MERTENS FRANCE
1, place du Marché, 91000 ÉVRY.

SOCIÉTÉ CHIMIQUE
FILIALE D'UN IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
(350 personnes proche banlieue Nord Paris)

1 JEUNE INGÉNIEUR TRAVAUX

Rattaché au Directeur Technique, il aura à intervenir dans les domaines : entretien et maintenance régulation fluides, optimisation d'installations.

Ce poste est susceptible d'évoluer à terme de quelques années vers la responsabilité directe et entière de la fonction.

ENTRETIEN/TRAVAUX

Nous recherchons un jeune ingénieur (Arts et métiers, I.D.N., I.N.S.A., Génie Mécanique ou Électrique, École Supérieure d'Électricité) qui posséderait des compétences techniques solides et sera motivé pour les diversifier et les mettre en œuvre dans un milieu industriel à forte valeur ajoutée technique.

Rémunération à discuter en fonction de la formation et de l'expérience des candidats (ss).

Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photographies sous le n° T 036.783 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ORA Conseil

SOCIÉTÉ DE CONSEIL MULTIDISCIPLINAIRE RECHERCHE

CONSULTANTS HAUT NIVEAU
dans les branches INFORMATIQUE, COMMERCIAL/MARKETING, PRODUCTION INDUSTRIELLE/GESTION DE PRODUCTION, FINANCES/GESTION

L'important développement voulu par ORA CONSEIL nécessite, dans chaque domaine, des experts de formation supérieure ayant atteint une maîtrise professionnelle reconnue et disposant de leur expérience au service des moyennes et grandes entreprises et des groupes. Leur rémunération se situera entre 200 000 et 300 000 F/an ; un intéressement peut être envisagé.

Adressez lettre et C.V. sous la référence PR à :
ORA CONSEIL, 23, rue Jean-Giraudoux, 75116 Paris.

Filiale d'un groupe allemand
DEMI-PRODUITS EN MÉTAUX NON-FERREUX**1 TECHNICO COMMERCIAL BILINGUE ALLEMAND**

POUR LA VENTE D'UNE DE SES LIGNES DE PRODUITS DANS LA PARTIE NORD DE LA FRANCE

CHERCHONS :
un homme dynamique ayant un sens aigu des initiatives disponible pour fréquents déplacements.

PROPOSONS :
- Rémunération élevée ;
- Statut cadre ;
- Voiture de fonction.

Ecrire avec C.V. et photo sous le n° T 036.689 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

IPSOS, Société d'Études et de Sondages

UN(E) ASSISTANT(E) DE CHARGÉ D'ÉTUDES POUR SON DÉPARTEMENT MEDIA

Le profil souhaité est celui d'un(e) jeune diplômé(e) ayant le goût de l'analyse des données chiffrées, l'esprit de synthèse ainsi qu'un fort intérêt pour les traitements informatiques, notamment en matière de media planning.

Adressez C.V., détaillé à Catherine POTIN, IPSOS, 39, rue Censier, 75005 PARIS.

Collaborateur juridique et fiscal DE HAUT NIVEAU

Destiné à prendre rapidement la direction du poste.

Ecrire avec C.V. à M. 43845 BLEU, 17, rue Labou.

94307 Vincennes cedex qui transmettra.

(Description assurée, il sera répondu à toutes les demandes.)

STE D'INGENIERIE INFORMATIQUE recrute INGENIEURS CCIAUX PARIS et/ou TOULOUSE, chaque poste implique la responsabilité d'une ou plusieurs activités sectorielles : prospecteur, suivi de la clientèle, promotion produits, analyse demande, négociation haut niveau. Les candidats attendus sont ceux d'ingénieurs grandes écoles ayant 2 à 5 ans d'expérience, ou diplômés E.S.C. (opt. inf.). Les candidatures de débutants sont également considérées avec attention. Rémunération importante. Mobilité internationale requise pour ce type de fonction.

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo à :

Nicole de CLIPPELIER, INFO'ROP, 88, av. Général-de-Gaulle, 94000 CRETEIL.

ASSOCIATION PARIS recherche

FORMATEUR (TRICE) DE FORMATEURS

Stage Insertion Jeunes 240 h. exp. stage milieu P. J. J. souh.

Ecrire avec C.V. détaillé à :
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CENTRE MUSICAL

PROFESSEURS DE PIANO

Dynamiques et disponibles.

Envoyer C.V. détaillé + photo sous le n° T 036.250 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE NATIONALE

recherche pour Région Parisienne

COLLABORATEURS

Expérience Audit souhaitée

Env. C.V. avec photographies à :
FIDEX ILE DE FRANCE, 23 bis, rue de Valenciennes, 92309 Levallois.

ORGANISME FORMATION

recherche

PROFESSEURS

en informatique, dépanneur T.V. HIFI.

Adressez C.V. ASPOFORC 153, Bd. Hausmann 75008 Paris.

ORGANISME DE FORMATION DE FORMATEUR POUR INGENIEURS

DÉLÉGUÉ (E) RÉGIONAL (E)

Pl. temps, disp. disp. hebdo. Salaire mensuel brut 6.674 F.

Envoyer C.V., candidature pour le 22 novembre à : CLAP, 33 ter, rue de Fontenille, 75000 Rouen. T. (33) 59-57-37.

ANIMATEUR (TRICE) SOCIO-CULTUREL PERMANENT

Expérimenté (e) pour l'animation d'un équipement de quartier en banlieue Est.

Env. C.V. au Centre Socio-Culturel des Dardes, 14, avenue des Dardes, 93220 Gagny. Tél. : 388-51-51.

VILLE DE BOIGNY (53) recherche**ASSISTANTS SOCIAUX**

Polyvalents de Secteur titulaires du Diplôme d'État pour l'animation, la consultation, la prescription Services Sociaux Municipaux.

Adressez candidat, et C.V. à :
MONSIEUR LE MAIRE

MONDIAL INFORMATIQUE

STE D'INGENIERIE INFORMATIQUES

PARIS/TOULOUSE INGENIEURS D'ÉTUDES

1° Exp. mini-micro (réseau, traitement de signaux, etc.).

2° Exp. CI - HB - DPS 7/8.

ANALYSES PROGRAMMEURS

Exp. CI - HB 68 - COBOL et DM (V. appréciable).

Env. C.V. + photo à MONDIAL INFORMATIQUE, 64, bd de Stalingrad, 94400 VITRY.

POUR IMPORTANTES STES INGENIEURS INFORMATIQUES

LOGICEL

Exp. temps réel-assembleur codeur, TELEPHONE

Responsabilités projets/services

SALAIRES MOTIVANTS

Tél. pour R.V. INTER-COMPUTER, 806-50-00.

Vous qui êtes insatisfaits de votre job actuel, la

SOCIÉTÉ MODERNE D'ÉLECTRONIQUE

(PMI en forte expansion, bientôt 9 ans d'existence) vous propose des postes

D'INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

pour des ÉTUDES de micro-processeurs (matériel) et logiciels (systèmes) (domaines variés).

Vous êtes débutant ou confirmé et une jeune équipe expérimentée vous aide, afin de développer des produits nouveaux, vous attire.

Lieu de travail, Paris-13.

Adressez votre C.V. détaillé à :
Service du personnel, S.M.E., 58, rue Diderot, villa Malabry, 75014 PARIS.

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS recherche délégués (ss) région Paris, 25 ans minimum.

Bonne culture générale. Dynamiques. Formation assurée. Rémunération importante. Tél. pour R.V. : 538-58-57.

F. acte-comptable 2° acheteur, possédant BEP, délégué Salarié débutant : 5.000 brut. Envoyer C.V. à S.A. STORÉZ, 79, rue Mercadet, 75018 Paris.

Env. dossier de candidature avec photo en précisant la rémunération actuelle et montant du salaire à l'adresse ci-dessous à l'attention de THÉRIER LOGEAS

STE D'EQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES RECHERCHE pour son unité de Paris

1 CHIEF DE BUREAU D'ÉTUDES

40 personnes dont 6 cadres de formation ingénieur, 30-35 ans. Niveau SUP. AERO, A.M., Conception de produits nouveaux. Réalisation et mise au point de prototypes. Amélioration de produits existants.

Ecrire C.V. réf. 3328 à :
SOCIÉTÉ D'INGENIERIE INFORMATIQUE, 153, Bd. Hausmann 75008 Paris.

SOCIÉTÉ D'INGENIERIE INFORMATIQUE recrute INGENIEURS S. A. ANALYSE-PROG. SUR DPS et mini pour l'entreprise soumettent des candidatures à fort potentiel, mini-micro/électronique, option info, 2 ans exp. prof. ou moins. Mobilité internationale requise. Adressez lettre manuscrite + photo à :
NICOLE DE CLIPPELIER, INFO'ROP, 88, av. Général-de-Gaulle, 94000 CRETEIL.

S.I.B.F. 842-211 91150 ÉTAMPES recherche

UN (E) ASSISTANT (E) TECHNIQUE

Formation souhaitée : S.T.S. assistant (e) et ingénieur.

Atteint et Anglais lus.

Études de propriétés industrielles, recherche et suivi de brevets.

Le poste exige une grande rigueur et un esprit méthodique.

Env. dossier de candidature avec photo en précisant la rémunération actuelle et montant du salaire à l'adresse ci-dessous à l'attention de THÉRIER LOGEAS

STE D'EQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES RECHERCHE pour son unité de Paris

1 CHIEF DE BUREAU D'ÉTUDES

40 personnes dont 6 cadres de formation ingénieur, 30-35 ans. Niveau SUP. AERO, A.M., Conception de produits nouveaux. Réalisation et mise au point de prototypes. Amélioration de produits existants.

Ecrire C.V. réf. 3328 à :
SOCIÉTÉ D'INGENIERIE INFORMATIQUE, 153, Bd. Hausmann 75008 Paris.

SOCIÉTÉ D'INGENIERIE INFORMATIQUE recrute INGENIEURS S. A. ANALYSE-PROG. SUR DPS et mini pour l'entreprise soumettent des candidatures à fort potentiel, mini-micro/électronique, option info, 2 ans exp. prof. ou moins. Mobilité internationale requise. Adressez lettre manuscrite + photo à :
NICOLE DE CLIPPELIER, INFO'ROP, 88, av. Général-de-Gaulle, 94000 CRETEIL.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro ordinateurs)

exp. en trad. techniques, éco et matérielles cherches emploi salarié (poss. recherche) ou indépendant.

Env. C.V. au Centre Socio-Culturel des Dardes, 14, avenue des Dardes, 93220 Gagny. Tél. : 388-51-51.

DES INGENIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

Option : informatique, automatique, électronique.

Débuteurs 3 à 5 ans d'expérience.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. et AXIAL PUS 5/100 Fontenay-sous-Bois, 75009 Paris qui transmettra.

capitaux propositions commerciales

Homme 32 ans, ch. associé (e) connaît. éditeur, revues, associé maison éditeur. PUBLI-ROGER SUI, 101, r. Réaumur, 75002 Paris et

Commerçant dynamique cherche

PARTICIPANTS pour boutique luxe Paris-8^e. Ecrire sous le n° T 036.807 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Comptable agréé recherche cause maladie sans suppléant salé ou honoré. Rémunération possible.

YTO SA, 6, rue des Ombres, 94100 Fontenay-sous-Bois.

cours et leçons**JAPOCOURS**

Le cours de japonais débutant

possibilité leçons particulières

Renseignem. : tél. 530-14-64.

formation professionnelle**CADRES NON INFORMATIQUES**

Vous êtes intéressés par

Nous vous informons à l'information en vous faisant écrire sur votre IBM le programme de gestion qui vous tient à cœur.

DEMAN (3) 416-85-13.

information divers**TROUVER UN EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE EMPLOI (120-130 pages)

Les 3 types de C.V.

Bonnes réponses aux tests.

Graphologie et ses pièges.

12 méthodes détaillées, etc.

Pour inform., écri. CIDEM M. 5, sq. Mondvi, 78 Le Châtelier

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe). Demander une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montjoye, 75428 PARIS CEDEX 09.

CADRE spécialisé. Distribution journalière, cherche emploi. Ecrire sous le n° T 036.807 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

FEMME 35 ans. Études Sup. fonction personnel, expérience internationale. Recherche poste de confiance, études sur conditions de travail, ch. poste fonction personnel (ing. Paris).

Diplômé maîtrise droit des affaires. Recherche emploi ou collaboration entreprise sur conseil juridique. Délégué O.M. CHABASSON, 38, av. Junot, Paris-18^e.

J.H. 32 ans, sciences-Po. Économiste. Parle angl. connaît. Allemand. Grande expérience animation. Formation. Cherche activité administrative gestion ou analyse secteur sport.

MUNICIPALITÉ ou ASSOCIATION

T. 974-43-26 ou 271-38-43.

CADRE spécialisé. Distribution journalière, cherche emploi. Ecrire sous le n° T 036.807 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

FEMME 35 ans. Études Sup. fonction personnel, expérience internationale. Recherche poste de confiance, études sur conditions de travail, ch. poste fonction personnel (ing. Paris).

Diplômé maîtrise droit des affaires. Recherche emploi ou collaboration entreprise sur conseil juridique. Délégué O.M. CHABASSON, 38, av. Junot, Paris-18^e.

J.H. 32 ans, sciences-Po. Économiste. Parle angl. connaît. Allemand. Grande expérience animation. Formation. Cherche activité administrative gestion ou analyse secteur sport.

MUNICIPALITÉ ou ASSOCIATION

T. 974-43-26 ou 271-38-43.

CADRE spécialisé. Distribution journalière, cherche emploi. Ecrire sous le n° T 036.807 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

FEMME 35 ans. Études Sup. fonction personnel, expérience internationale. Recherche poste de confiance, études sur conditions de travail, ch. poste fonction personnel (ing. Paris).

Diplômé maîtrise droit des affaires. Recherche emploi ou collaboration entreprise sur conseil juridique. Délégué O.M. CHABASSON, 38, av. Junot, Paris-18^e.

J.H. 32 ans, sciences-Po. Économiste. Parle angl. connaît. Allemand. Grande expérience animation. Formation. Cherche activité administrative gestion ou analyse secteur sport.

MUNICIPALITÉ ou ASSOCIATION

T. 974-43-26 ou 271-38-43.

CADRE spécialisé. Distribution journalière, cherche emploi. Ecrire sous le n° T 036.807 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

FEMME 35 ans. Études Sup. fonction personnel, expérience internationale. Recherche poste de confiance, études sur conditions de travail, ch. poste fonction personnel (ing. Paris).

secrétaires

BANQUE INTERNATIONALE

recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION TRILINGUE

pour son département international

Elle aura 5 années d'expérience professionnelle, de préférence dans la banque.

ELLE DEVRA CONNAÎTRE :
- La sténographie, dactylographie ;
- La documentation ;
- L'anglais et l'espagnol parfaitement.

Esprit d'initiative, capacité d'adaptation et rigueur soignée très appréciées au sein d'une petite équipe dynamique.

Envoyer C.V., photographies et photo sous le n° T 036.714 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

POUR BANQUE

1° USINE DE PRODUITS CHIMIQUES

SECRÉTAIRE POUR SON DIRECTEUR

Niveau BAC G1 ou B.T.S. 3 à 5 ans d'exp. souhaités. Répondre sous réf. N° 1430

2° POUR SON SIÈGE SOCIAL

SECRÉTAIRE ASSISTANTE DE RESPONSABLE CCIAL

Niveau BAC G1 ou B.T.S. ANGLAIS COURANT. 3 à 5 ans d'exp. souhaités. Répondre sous réf. N° 1431.

Env. lettre manuscrite + CV + photo (recto) + photo (verso) à :
PSYCHOLOGIE ET EFFICACITÉ, 17, rue des Arcades, Paris-17^e.

traduction demande

TRADUCTRICE ALL. Angl. ayant travaillé longtemps en All. exp. en trad. techniques, éco et matérielles cherches emploi salarié (poss. recherche) ou indépendant.

Env. C.V. au Centre Socio-Culturel des Dardes, 14, avenue des Dardes, 93220 Gagny. Tél. : 388-51-51.

Commerçant dynamique cherche

PARTICIPANTS pour boutique luxe Paris-8^e. Ecrire sous le n° T 036.807 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Comptable agréé recherche cause maladie sans suppléant salé ou honoré. Rémunération possible.

YTO SA, 6, rue des Ombres, 94100 Fontenay-sous-Bois.

cours et leçons**JAPOCOURS**

Le cours de japonais débutant

possibilité leçons particulières

Renseignem. : tél. 530-14-64.

formation professionnelle**CADRES NON INFORMATIQUES**

Vous êtes intéressés par

Nous vous informons à l'information en vous faisant écrire sur votre IBM le programme de gestion qui vous tient à cœur.

DEMAN (3) 416-85-13.

information divers**TROUVER UN EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE EMPLOI (120-130 pages)

Les 3 types de C.V.

Bonnes réponses aux tests.

Graphologie et ses pièges.

12 méthodes détaillées, etc.

Pour inform., écri. CIDEM M. 5, sq. Mondvi, 78 Le Châtelier

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe). Demander une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montjoye, 75428 PARIS CEDEX 09.

CADRE spécialisé. Distribution journalière, cherche emploi. Ecrire sous le n° T 036.807 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

« Il faut transformer une part significative de l'épargne liquide en ressources stables pour l'industrie »

déclare M. Chevènement

Plus de sept cents personnes — patrons, cadres supérieurs, fonctionnaires, chercheurs, universitaires — étaient attendues aux Journées de politique industrielle qui se tiennent les 15 et 16 novembre à la Maison de la recherche et de l'industrie. M. Jean-Pierre Chevènement a ouvert ces Journées par un long discours sur la nouvelle politique industrielle de la France.

Une politique industrielle, a déclaré M. Chevènement, « doit procéder d'une réflexion collective ». C'est le but de ces journées de travail. Elles seront suivies de multiples manifestations tout au long du premier semestre de 1983, qui culmineront avec les Assises nationales de l'industrie française à la fin du mois de juin. « Ces travaux nourriront la préparation du IX^e Plan et permettront d'élaborer une loi sur le développement industriel de la France qui sera intégrée l'automne prochain dans la deuxième loi de plan. »

« De tous les atouts dont nous disposons pour assurer le redressement de l'industrie française, le plus important est sans conteste, aux yeux de M. Chevènement, la promotion d'un vrai dialogue social, l'avènement rendu possible d'une démocratie industrielle. Jamais, depuis la libération, les conditions n'ont été réunies comme aujourd'hui pour réduire la frac-

ture sociale dont souffre le monde de l'industrie. » Pour le ministre de la recherche et de l'industrie, « la révolution technologique ne peut se faire qu'avec les travailleurs ». Il faut également valoriser la « politique de produit ». Un centre de promotion de la création industrielle va être créé en liaison avec le ministère de la culture et un colloque se tiendra au début de 1983 sur le thème « Industrie et beauté ».

M. Chevènement voudrait voir se développer quatre synergies nouvelles : recherche-industrie ; formation et développement industriel ; production et distribution ; banque et industrie. Sur ce dernier chapitre, le ministre souhaite « transformer une part significative de l'épargne liquide en ressources stables pour l'industrie comme cela se fait pour la construction ».

Un programme d'action pour l'automobile

La nouvelle politique industrielle, qui se trouve à l'intersection de « deux logiques, l'une de planification, l'autre de marché », doit insérer cinq choix stratégiques :

« La réduction de la dépendance énergétique » avec notamment la poursuite du programme électronucléaire qui est un « atout nouveau pour la réindustrialisation » des secteurs de base et « crée une véritable source nationale d'énergie ».

« La modernisation des industries de base. » L'accroissement de la compétitivité des industries de transformation, où plusieurs actions sectorielles sont en cours. De plus, « un programme d'action pour aider l'industrie automobile nationale est en cours d'élaboration. Il visera à encourager l'investissement de production, la mise au point de nouveaux modèles et la recherche sur des thèmes mobilisateurs (véhicules 3 litres). Les solidarités entre les constructeurs et leurs sous-traitants seront renforcées. »

« La valorisation de l'agriculture. » Une action d'ensemble doit s'appliquer aussi bien aux activités d'amont — les engrais, le machinisme agricole, les biens d'équipement pour l'ensemble de la filière agro-industrielle — qu'aux activités d'aval — industries agro-alimentaires, transformation du bois et du cuir. »

« La promotion des nouvelles technologies, ce qui nécessite une « vigoureuse impulsion publique ». Les grands projets de développement technologique seront poursuivis : électronucléaire, aéronautique, espace, océan, informatique, industries de la communication. »

Reprenant les thèmes qui lui sont chers, M. Chevènement devait conclure : « Le plus grand danger pour la France, c'est l'absence d'ambition, car si nous ne réussissons pas la grande mutation technologique et industrielle de notre pays dans les dix ans qui viennent, ce sera la fin de la France. »

Le niveau des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) doit baisser en France

déclare M. Fabius

« Depuis des années et des années, on assiste en France, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres pays, à un alourdissement des prélèvements obligatoires. Finalement, la droite n'a — jusqu'à présent — la gauche ne sont bien placées pour donner des leçons sur ce terrain. Je le reconnais très honnêtement », a déclaré M. Laurent Fabius diman-

che 14 novembre au « Club de la presse » d'Europe 1.

« Pas la droite puisque, lorsque M. Giscard d'Estaing a pris le pouvoir en 1974, le taux de prélèvement obligatoire par rapport à la richesse nationale était un peu inférieur à 35 % — 34,5 % je crois — et qu'il était en 1981 de plus de 42 %, c'est-à-dire que les prélèvements obligatoires ont augmenté d'un point chaque année. Nous-mêmes n'avons pas réussi jusqu'ici à stabiliser le niveau. »

« Pourtant, je crois que c'est un impératif absolu. En théorie, il n'y a pas de niveau maximum. On peut tout soutenir, en théorie. Dans la pratique, c'est autre chose. Si l'on dépasse un certain niveau de prélèvement obligatoire, on crée, d'un point de vue économique d'abord et d'un point de vue psychologique ensuite, une espèce de désintéressement de l'initiative. Et c'est quelque chose de très dangereux. »

« C'est pourquoi notre effort, maintenant, doit être tourné non seulement vers la stabilisation des prélèvements obligatoires, mais vers une réduction de leur niveau. C'est très difficile, surtout en période de faible croissance. Néanmoins, c'est nécessaire. Comment y arriver ? Par une conception un peu nouvelle de la dépense publique et de la dépense sociale. »

A propos de la politique industrielle et des problèmes financiers, M. Fabius a déclaré : « Un élément est passé inaperçu dans le discours de Pierre Mauroy, élément pourtant fort important : l'éventualité de la création d'un livret d'épargne industrielle. Ce dont il s'agit, c'est de faire, dans les années qui viennent, le même effort pour l'industrie que celui que l'on a fait, et que l'on va continuer de faire, pour les collectivités locales et pour le logement pendant les trente dernières années. Si l'on veut vraiment que l'industrie soit la priorité n° 1, il faut les financements correspondants. Je crois que la création d'un livret industriel, un peu analogue au livret d'épargne tel qu'il existe actuellement, mais consacré aux investissements dans l'industrie, serait à la fois pour le public et pour les entrepreneurs une aide très puissante. Nous y travaillons en ce moment (...) au plan interministériel. »

[M. Fabius confirme que l'idée d'un livret d'épargne industrielle, initialement contenue dans le projet de loi sur le développement et la protection de l'épargne puis écartée, n'est pas abandonnée. Rapprochés « comptes d'épargne investissement » par le président de la République lors de sa conférence du 9 juin dernier ou « livrets d'épargne industriels » selon la terminologie en vigueur Rue de Rivoli, ces nouveaux instruments d'épargne volontaire seraient essentiellement destinés aux entreprises. Calqués sur les principes des livrets d'épargne logement, ils accueilleraient des liquidités épargnées par les entreprises à des fins d'investissement et bénéficieraient alors d'avantages fiscaux.]

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les exportateurs français aux Etats-Unis ont peu profité de la hausse du dollar

De notre correspondant

Washington. — En 1980, le dollar valait en moyenne 4,23 francs. L'année suivante, la parité était de 5,44. On a dépassé 7,30 cette semaine... Un taux de change aussi exceptionnel aurait pu provoquer un véritable boom des ventes françaises en Amérique. Il n'en est rien, et tout le monde se demande pourquoi.

Les statistiques sont troublantes : de juillet à septembre, les exportations françaises aux Etats-Unis n'ont atteint que 8,03 milliards de francs, à peu près la même somme qu'au troisième trimestre de 1981 (8,01 milliards). Autant dire qu'un volume elles ont sensiblement reculé, puisque l'inflation s'est conjuguée avec la forte hausse du dollar. Sur neuf mois, c'est un peu mieux, avec une progression de 11,1 %. Mais là aussi, il y a reculé, compte tenu de la hausse des prix, et, surtout, de la dépréciation du franc.

La France a augmenté sa part dans le marché américain, passant de 2,2 % au premier trimestre 1981 à 2,4 %, pour la première période de 1982. Faut-il y voir ? Les ventes britanniques sont deux fois plus importantes (4,8 %) et les ventes allemandes encore meilleures (5,1 %). Inutile de parler du Japon qui fait, à lui seul, plus de 14 % du marché local. Même Taiwan vend davantage que la France aux Etats-Unis.

Comment expliquer que le taux de change n'ait pas eu plus d'effet ? On peut trouver une demi-douzaine de raisons — conjoncturelles, structurelles et psychologiques. La récession qui sévit depuis l'été 1981 ne favorise évidemment pas la consommation. Et le franc n'est pas la seule monnaie à avoir baissé par rapport au dollar. Nos principaux concurrents bénéficient, eux aussi, du taux de change, sans oublier des pays tiers, comme l'Argentine ou le Brésil, dont la monnaie se porte plus mal encore et qui s'implantent aux Etats-Unis grâce à de faibles coûts de production.

Une double incertitude affecte les exportateurs français. Incertitude quant à la situation économique de leur pays qui ne les encourage pas à prendre des risques et à engager les frais de prospection. Incertitude aussi quant au taux de change : baisseront-ils les prix, alors que le balancier risque d'aller dans l'autre sens ?

Certaines firmes sont soucieuses du « standard » de leurs produits. Elles préfèrent rester chères et jouer sur la marge (comme Peugeot) plutôt que de profiter du taux de change et miser sur le grand nombre (comme Renault). D'autres n'ont pas le choix, leur contrat étant libellé en francs, ce qui permet à des intermédiaires américains d'empocher la plus-value.

Faiblesse des réseaux commerciaux

L'Hexagone arrive en huitième position pour les investissements étrangers. Ses placements sont, à la fois, trop faibles et trop exotiques sur l'industrie. La France ne consacre que 4 % du total des investissements aux réseaux commerciaux, contre 28 % pour la Grande-Bretagne, 32 % pour l'Allemagne fédérale et 60 % pour le Japon.

Autre handicap : la nature des exportations. La France vend, bien sûr, des automobiles, des hélicoptères, des avions... Mais dans l'ensemble, ses marchandises incorporent assez peu de valeur ajoutée : les biens d'équipement ne représentent que 38 % du total, contre 46 % pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. Cela entretient de vieux schémas. La France est assimilée au parfum, au vin et au fromage, alors que l'Allemagne et le Japon ont une image plus « sérieuse », donc plus fiable.

Les mauvaises performances tricolores s'expliquent enfin par des comportements et des sentiments

erronnés. L'Amérique est perçue par la plupart des P.M.E. françaises comme un marché trop grand et trop complexe. Elles ont peur d'y mettre le pied. Or, il n'existe pas un marché américain, expliquent les spécialistes de l'expansion économique, mais une bonne dizaine. Pris individuellement, chacun de ces marchés, grand comme la Hollande, est accessible à des entreprises moyennes. La concurrence des produits locaux n'est pas aussi forte qu'on le croit généralement : le sous-développement technique des Etats-Unis dans plusieurs secteurs, comme l'électro-ménager, offre d'énormes possibilités.

Mais à condition de « mettre le paquet », avec un produit original et une cible géographique précise. Si beaucoup de Français sont complexes par l'Amérique, d'autres ne le prennent pas assez au sérieux. Des industriels passent une semaine à New-York, prennent un agent et croient avoir prospecté le marché américain. Les Japonais, eux, n'hésitent pas à faire le « parcours du combattant » : les foires, les salons, les chambres de commerce de l'Amérique profonde, avec tout ce que cela suppose de restaurants sans étoile et de motels tristounets. La France est encore trop pauvre en pionniers.

R. S.

« Un commando a arrosé de gazole environ neuf cents carcasses de moutons d'origine britannique, après avoir pénétré par effraction, dans la nuit de vendredi à samedi 13 novembre, dans un entrepôt appartenant aux établissements Gullier, un grossiste en viandes de Trégueux, dans la banlieue de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord). Le commando s'est réclaté, par la suite, des éleveurs de moutons de l'Ouest, dénonçant les importations de moutons anglais. — (Corresp.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.-U.	7,3040 7,3180	+ 170 + 210	+ 345 + 395	+ 920 + 1040
S. can.	5,9755 5,9815	+ 60 + 110	+ 150 + 220	+ 430 + 550
Yen (100) ..	2,7250 2,7280	+ 125 + 150	+ 250 + 280	+ 550 + 610
DM	2,8215 2,8240	+ 130 + 155	+ 260 + 290	+ 790 + 820
Flarin	2,5940 2,5965	+ 120 + 150	+ 270 + 320	+ 790 + 810
F.R. (100) ..	14,5485 14,5575	- 50 + 100	- 75 + 155	- 290 - 105
F.S.	3,2825 3,2860	+ 260 + 290	+ 500 + 540	+ 1365 + 1450
L. (1 000) ...	4,9075 4,9125	- 480 - 395	- 915 - 810	- 2130 - 1955
F. français ..	11,9380 11,9400	+ 320 + 425	+ 700 + 825	+ 2130 + 2575

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 11/16	10 1/16	9 5/8	10 1/4	9 11/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16
S.E.-U.	6 5/8	7 1/8	6 7/8	7 1/4	7 1/8	7 3/8	6 7/8	7 1/8
DM	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4
F.R. (100) ..	11 3/4	12 1/4	12 3/8	13 1/4	12 1/4	13 3/8	12 3/8	13 1/2
F.S.	3 1/4	2 1/2	2 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/8	4 1/4
L. (1 000) ...	20 1/2	24 1/4	23 1/4	24 3/4	23 1/4	24 5/8	21 5/8	22 3/4
F. français ..	9 5/8	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 5/8	8 13/16	9 1/16	9 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F

tout compris*

A l'Hôtel-Club Oamarit*** à Jerba Zarzis.

Tennis. Equitation.

*1 semaine en pension complète (vin à table inclus) au départ de Paris ou de Lyon.

(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82 et du 7 au 27 Janvier 83.)



REPUBLIQUE TOURS

Le droit de choisir.

Tél.: Paris: (1) 355.39.30 - Tél.: Lyon: (7) 837.72.38.

anglais intensif

ELS USA

UNIVERSITÉ NEW YORK

DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chezy 92200 Neuilly Tél. 637.35.88

TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F

tout compris*

A l'Hôtel-Club Oamarit*** à Jerba Zarzis.

Tennis. Equitation.

*1 semaine en pension complète (vin à table inclus) au départ de Paris ou de Lyon.

(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82 et du 7 au 27 Janvier 83.)



REPUBLIQUE TOURS

Le droit de choisir.

Tél.: Paris: (1) 355.39.30 - Tél.: Lyon: (7) 837.72.38.

un mieux fiscal pour un mieux social

CHEQUE REPAS

1870 f.

exonérés par an et par salarié

tél. (1) 723.38.16

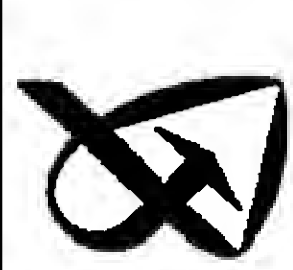
15-20 NOV. 1982

PORTE DE VERSAILLES - 9 H - 18 H

PARIS

interal⁸²4 SALONS SPECIALISES 228.000 M² - 5.400 EXPOSANTS

LA PLUS IMPORTANTE MANIFESTATION MONDIALE CONSACREE AUX INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES



EMBALLAGE

Salon International Emballage Conditionnement et Présentation. Tous les produits et matériels: emballages, matériaux, machines, accessoires, procédés.



MATIE

Salon International du Matériel et des Techniques pour l'Industrie et le Commerce de la Viande.



GIA

Salon International du Génie Industriel Alimentaire. Le GIA est le salon des méthodes et des moyens de production des agro-industries.



SIAL

Salon International de l'Alimentation. La gamme complète des produits alimentaires français et les spécialités de 60 pays.

INTERAL : 7, rue La Boétie - 75008 Paris - Tél. : 265.22.83

AFFAIRES

AVEC LA CRÉATION DE VIDÉOGRAPHIE SYSTÈME

La télématique française regroupe ses forces pour s'attaquer au marché américain

Un important accord vient d'être conclu entre plusieurs sociétés et administrations afin de présenter un front commun pour la promotion aux États-Unis des matériels et technologies français dans le domaine de la vidéo-graphie, du télétexte et vidéotex (Antiope, Télémat, etc.).

Il y a un peu plus de deux ans, la D.G.T., l'É.D.F., le quotidien économique les Échos, et quelques sociétés spécialisées créaient aux États-Unis la société Alphatex, pour promouvoir la télématique française sur le sol américain. Depuis, plusieurs initiatives similaires ont vu le jour à l'initiative d'administrations ou de firmes privées et nationalisées.

Ces actions en ordre dispersé, se concurrençant les unes les autres, risquaient de nuire non seulement aux intérêts des parties prenantes, mais aussi et surtout à ceux de la télématique française, les acheteurs potentiels américains assistant goguenards à ces querelles intestines.

Pour remettre un peu d'ordre et coordonner les efforts pour promouvoir les produits télématiques français aux États-Unis, M. André Rousselet, qui était encore directeur

de cabinet de M. Mitterrand, avait confié, au début de l'été, une mission de conciliation à M. Abel Far-noux, le père de la filière électronique.

Après quatre mois de discussion, une solution a été finalement trouvée et acceptée par tous. Une société unique, Vidéo-graphie Système (V.S.), va être créée en France. Son capital sera réparti de la façon suivante : Thomson-C.S.F. (51 %), Cap-Gemini-Sogeti (13 %), Steria (13 %), la Compagnie française de câbles télégraphiques (8 %), Sofra-ter (8 %), les Échos (5 %), la Compagnie continentale de signalisation (1 %) et Unitel (1 %). Des options ont été offertes à Matra et à la C.G.E. pour leur permettre, le cas échéant, de participer au capital.

V.S. créera une filiale américaine (Videographic Systems of America) dans laquelle seront regroupées les activités commerciales et techniques des sociétés déjà présentes aux États-Unis : Alphatex, Antiope and Telematic Corporation, Intelmatic et Videodial. M. Bernard Joseph a été nommé président de V.S. et de V.S.A., M. Jacqueline Beytout, P.-D.G. des Échos, étant présidente d'honneur de V.S.

AGRICULTURE

AU « GRAND JURY » R.T.L.-LE MONDE

Tant qu'un certain nombre de dispositions ne seront pas prises, il ne sera pas possible d'envisager l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E.

déclare M^{re} Cresson

Invitée de l'émission « Grand Jury » R.T.L.-le Monde, dimanche 14 novembre, M^{re} Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, après avoir souligné que « la rigueur n'est pas une fin en soi » mais « un moyen d'action nécessaire dans une période difficile », a abordé le problème des relations franco-soviétiques :

« Ce sont les problèmes relatifs aux produits agro-alimentaires qui ont motivé mon voyage en U.R.S.S. (...) J'ai obtenu un accord général portant sur l'achat de produits agricoles français, c'est-à-dire une intention de la part des Soviétiques de redresser, tout au moins dans le domaine agricole, la situation déficitaire de notre balance (...) Les Soviétiques m'ont assuré qu'ils réviseraient leur position quant à leurs achats français dans l'avenir afin d'améliorer les échanges avec notre pays (...) Quant au beurre, nos partenaires de la Communauté se disent qu'il n'y a pas de raison de vendre cette denrée à l'U.R.S.S. suivant le prix du marché mondial, lequel est inférieur au prix du marché communautaire (...) Je n'ai pas encore compris comment on pouvait vendre à l'U.R.S.S. de la technologie et pas du beurre. Il est vrai que le stockage coûte cher (...) »

S'agissant des prochaines négociations du GATT, qui auront lieu à Genève, M^{re} Cresson a déclaré : « Il serait souhaitable que l'Europe parle d'une seule voix. Je pense qu'elle le fera, à l'intérieur de certaines limites. (...) Il faudrait rappeler aux Américains que, contrairement à ce qui se dit, la Communauté est le premier acheteur de produits agricoles du monde (...) Par ailleurs, elle a connu une forte augmentation de

S'agissant des prochaines négociations du GATT, qui auront lieu à Genève, M^{re} Cresson a déclaré : « Il serait souhaitable que l'Europe parle d'une seule voix. Je pense qu'elle le fera, à l'intérieur de certaines limites. (...) Il faudrait rappeler aux Américains que, contrairement à ce qui se dit, la Communauté est le premier acheteur de produits agricoles du monde (...) Par ailleurs, elle a connu une forte augmentation de

ÉTRANGER

Le Mexique met en œuvre un sévère programme d'austérité

De notre correspondant

Mexico. — Le gouvernement mexicain vient de parvenir à un accord avec le Fonds monétaire international (F.M.I.). Il s'agit de la traditionnelle « lettre d'intention » rendue publique par le ministre des finances, M. Jesus Silva Herzog, à la suite d'une longue négociation avec le F.M.I. (le Monde du 12 novembre). Mexico devrait obtenir un prêt de 3 840 millions de dollars au titre des facilités élargies. Des négociations sont aussi en cours portant sur un crédit complémentaire de 1 200 millions de dollars au titre du financement compensatoire.

L'accord est intervenu à temps pour éviter une suspension des paiements que l'on commençait à craindre. Il permet en effet au Mexique d'envisager une renégociation de sa dette extérieure avec ses principaux créanciers, qu'il avait convaincus au mois d'août de lui donner un délai de quatre-vingt-dix jours, lequel vient à expiration le 23 novembre. Les accords passés avec le F.M.I. sont considérés comme une sorte de garantie par la plupart des organismes financiers.

La dette totale publique et privée du Mexique s'élève à 78 milliards de dollars, 32,3 milliards de dollars étant dus avant la fin 1983. Dans les dernières semaines de 1982, le Mexique devrait normalement rembourser 8,5 milliards de dollars au titre de la dette à court terme, et 2,5 milliards de dollars au titre de la dette à moyen et long terme. Une échéance à laquelle il lui serait bien entendu impossible de faire face sans renégociation.

Le programme d'austérité, annoncé conformément à l'usage dans la « lettre d'intention », est brutal et sévère. Il prévoit une limitation de l'accroissement net de la dette extérieure à 5 milliards de dollars par

FRANCIS PISANI.

SOCIAL

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires sera garanti en 1982 et 1983

(Suite de la première page.)

Contrairement à ce que demandait notamment la FEN, M. Le Pors n'a pas accepté de « rattrapage » des salaires sur les prix en cours d'année, si un dérapage est constaté par rapport aux prévisions gouvernementales. Mais le « relevé de conclusions » proposé a de bonnes chances de donner, dans une large mesure, satisfaction aux syndicats puisqu'il institue une clause de sauvegarde du pouvoir d'achat en masse et en niveau. Ainsi, si l'évolution des prix en 1983 dépasse 8 % en niveau, les traitements seront ajustés début 1984.

Pour l'évolution en masse, le ministre s'est déjà accordé une marge de manœuvre puisqu'il prévoit 9,05 % pour 1983 (alors que la moyenne des prix devrait être de 8,30 %), mais il a aussi une clause de sauvegarde jouera en fin d'année. Dans l'hypothèse où l'inflation ne dépasserait pas l'année prochaine la déflation escomptée par le gouvernement, les fonctionnaires subiront des pertes de pouvoir d'achat, mais seulement temporaires. Le rattrapage est au bout du tunnel, et il sera large puisque, a précisé le ministre à la FEN lundi, la clause de sauvegarde concernera non seulement 1983, mais aussi 1982...

M. Le Pors est donc parfaitement fondé à dire, comme il le fait dans l'« Humanité » du 15 novembre, que « personne ne peut sérieusement contester l'effort réalisé pour sauvegarder effectivement le pouvoir d'achat des fonctionnaires ». Il a également raison de souligner que « de vraies négociations ont eu lieu, les choses ont bougé ». De telles concessions peuvent même lui faire espérer les mêmes signatures que

pour le « relevé de conclusions » du 29 septembre 1981, à savoir la FEN, F.O., la C.F.T.C. et les autonomes.

Mais force est de reconnaître que la rigueur salariale chère à M. Delors a du plomb dans l'aile. L'introduction d'une clause de sauvegarde, conçue de manière avantageuse, est une sérieuse entorse au dispositif gouvernemental initial. A quoi aura-t-il servi de rappeler l'illégalité de l'indexation des salaires sur les prix, si en fin de course on fait revenir l'échelle mobile... par la fenêtre ? On ne voit plus pourquoi, à la S.N.C.F., à la R.A.T.P. et chez Renault où on négocie de nouveau, mardi, de telles clauses de sauvegarde ne seraient pas également instituées.

L'effet de contagion de la fonction publique étant indéniable, le secteur privé aura d'autant plus de mal à être en retrait que, si les fonctionnaires ont leur pouvoir d'achat sauvegardé, on ne voit plus pourquoi il n'en serait plus de même pour des salariés plus exposés. L'arbitrage politique l'a donc emporté.

Même si cela ne garantit pas une signature de la C.F.D.T., M. Le Pors a également fait un geste sur les bas salaires. Les syndicats avaient demandé qu'une « provision », un crédit indicatif, soit prévue par le relevé pour financer des mesures structurelles — qu'un groupe de travail doit élaborer — pour les bas salaires. Sur les 9,05 % d'évolution en masse pour 1983, 0,20 %, soit 600 millions de francs, seront consacrés à des mesures catégorielles, dont 100 millions pour les traitements du bas de l'échelle (C et D). Là aussi, le compromis a prévalu. Mais à quel prix ?

MICHEL NOBLECOURT.

DES LENTILLES CHEZ OSIRIS

OSIRIS vous rendra un ensemble de services unique en France. Lentilles du 1^{er} fabricant mondial (Bousch et Lomb) : confort incomparable.

PROMOTION JUSQU'AU 30.11.82 :

496 F sans adaptation, 650 F adaptation comprise

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

Paris 1^{er} : 20 quai de Méjèsrie
Tél. (1) 233.00.20

Paris 8^e : 21 avenue de Friedland
Tél. (1) 563.55.99

Laboratoires OSIRIS

5 CENTRES SPÉCIALISÉS Paris 1^{er}, Paris 8^e, Bordeaux, Lille, Lyon

DOW CHEMICAL et le Roofmate : une contribution exceptionnelle aux économies d'énergie de la France

Une publication judiciaire dans les colonnes de ce journal a récemment porté à la connaissance de ses lecteurs le jugement d'un tribunal parisien.

La société DOW CHEMICAL FRANCE pense utile de répondre par avance aux questions éventuelles en publiant les informations suivantes :

Le Roofmate (*), mousse de polystyrène expansé extrudé, est AUJOURD'HUI utilisé comme isolant thermique dans les toitures dites inversées (toits plats en terrasses, en parkings, en jardins, etc.)

Le Centre scientifique et technique du bâtiment (C.S.T.B.) a accordé son agrément à cette utilisation en toiture inversée de l'isolant Roofmate. Cet agrément a été accordé par le canal du groupe spécial n° 5 « Toitures » de la commission chargée de formuler les avis techniques, successivement :

- En 1973 (Avis technique n° 5/73-29) ;
- En 1976 (Avis technique n° 5/76-149) ;
- En 1980 (Avis technique n° 5/80-289).

Cette utilisation a donc obtenu toutes les autorisations nécessaires des services techniques.

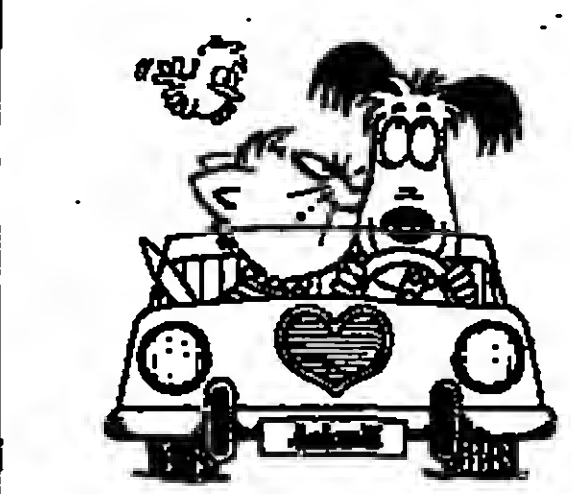
L'utilisation du Roofmate en toiture inversée a été adoptée par les professionnels du bâtiment (architectes, constructeurs, étanchéistes, etc.). Le Roofmate a également reçu tous les agréments des compagnies d'assurances qui garantissent les utilisateurs dans le cadre de la police individuelle de base (P.I.B.) couvrant la garantie décennale en matière de construction.

De très nombreux chantiers ont démontré, et démontrent chaque jour d'avantage, la fiabilité du Roofmate. Le Roofmate, isolant de choix, contribue aujourd'hui d'une façon exceptionnelle à l'effort français d'économies d'énergie.

Le Roofmate reste donc à la disposition d'un public de professionnels sans cesse croissant. Et la courbe du chiffre d'affaires de DOW CHEMICAL FRANCE en témoigne : on ne devient pas la cent quatre-vingt-quatrième entreprise française (classement l'Expansion, novembre 1981) sans offrir des produits de qualité.

DOW CHEMICAL FRANCE
B.P. 31, 06561 Valbonne.

(*) Marque déposée. The Dow Chemical France.



Louie soit MATTEI
Le grand lionneur économique

PARIS :

205, Rue de Bevery (12 ^e)	346.11.50
102, Rue Ordener (10 ^e)	284.32.30
Porte de la Villette (19 ^e)	633.01.59
11, Place du Louvre (1 ^{er})	260.10.51
11, Rue Chausse-d'Antin (9 ^e)	265.72.18
25, Rue Jeanne-d'Arc (13 ^e)	585.30.66
46, Rue de Putey (16 ^e)	582.16.37
35, Av. de Saint-Ouen (17 ^e)	228.30.70

24 STATIONS
en région parisienne
CENTRAL RENSEIGNEMENTS
(1) 346.11.50
80 AGENCES EN FRANCE

CONTRE LA FLAMBÉE DE VOS COUTS DE TRANSPORTS... UTILISEZ L'EAU!



une flotte fluviale diversifiée est à votre service.

Vous désirez m'envoyer, sans aucun engagement de ma part, votre documentation concernant le transport par voie navigable

Nom _____ Prénom _____

Société _____ Fonction _____

Secteur _____

Téléphone _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION, 2, boulevard de Labor Maaubourg, 75007 Paris, Tél. 560.32.24

Le labyrinthe d'...

Le labyrinthe d'...

Le labyrinthe d'...

LES VARIATIONS DE

Mois	1982	1981	1980
Novembre	878	878	878
Décembre	878	878	878
Janvier	878	878	878
Février	878	878	878
Mars	878	878	878
Avril	878	878	878
Mai	878	878	878
Juin	878	878	878
Juillet	878	878	878
Octobre	878	878	878

Le labyrinthe d'...

Le labyrinthe d'...

Le labyrinthe d'...

Le labyrinthe d'...

Le labyrinthe d'...

DU 1^{er} NOVEMBRE AU 31 DÉCEMBRE

Le labyrinthe des hausses de loyer

La sortie du blocage total des loyers et le passage à une limitation de leur hausse ne posent guère de problèmes aux organismes gestionnaires, qu'ils soient publics (H.L.M., par exemple) ou privés (administrateurs de biens à qui des propriétaires confient la gestion de leur patrimoine) : rompus à l'écoulement juridique de la prose réglementaire et

● LOGEMENTS SOUMIS A LA LOI DE 1948

Toutes les catégories de logements (à l'exception des locaux de la catégorie IV, qui ne peuvent subir aucune majoration annuelle légale de loyer) sont passibles d'une augmentation de 8 % de leur loyer.

Rappelons que c'est ordinairement au 1^{er} juillet que le décret annuel fixe les augmentations, par catégorie, est publié au Journal officiel.

● LOGEMENTS H.L.M.

Les loyers de ces logements sont habituellement augmentés deux fois par an, en janvier et en juillet. La règle générale à la sortie du blocage est une augmentation de 8,25 % pour l'ensemble de l'année, soit 80 % de la variation de l'indice du quatrième trimestre 1981. En cas de travaux (1), l'augmentation peut atteindre la totalité de la variation de cet indice, soit 10,32 %. Chaque organisme pratique néanmoins sa propre politique des loyers, et nombre de ceux-ci ont été relevés une, voire deux fois, depuis janvier 1982. Si avant le 10 juin l'augmentation a été de 5 %, le loyer pourra être majoré de 3,1 % au 1^{er} novembre ; si elle a été de 7 %, le loyer pourra être majoré de 1,7 % ; si la hausse a atteint 10 %, aucune nouvelle augmentation ne peut être pratiquée.

Cette règle de hausse maximale annuelle de 8,25 % s'applique aux logements « conventionnés » (construits ou réhabilités avec aide de l'Etat, ce qui se traduit par une forte hausse de loyer, les locataires bénéficiant de l'A.P.L. - l'aide personnalisée au logement), qu'ils appartiennent ou non au secteur H.L.M.

Reste le cas des logements où la hausse de loyer due au conventionnement aurait dû intervenir pendant la période de blocage ou avant la fin de l'année 1982. La majoration prévue par la convention (et variable selon les cas) sera appliquée en deux temps : moitié au 1^{er} novembre et moitié au 1^{er} janvier 1983.

● LOGEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ (ET DU SECTEUR FINANCIER PAR LE CRÉDIT FONCIER)

Trois cas sont à considérer : la révision du loyer, le renouvellement du contrat avec le même locataire, ou la signature d'un nouveau contrat (avec un nouveau locataire). Dans ces trois cas, la date de signature du contrat et l'indice trimestriel pris en compte jouent un rôle essentiel.

Dans les deux premiers cas, quelle que soit la date prévue pour la révision du loyer ou pour le renouvellement du contrat, entre le 11 juin et le 31 décembre 1982, la hausse du loyer ne pourra être supérieure à 80 % de l'évolution de l'indice pris comme référence. Si aucun indice n'est cité dans le contrat, c'est le dernier indice connu à la date de la révision ou du renouvellement qui doit être pris en considération. D'où l'importance de la date de publication de ces indices au Journal officiel.

Au cas où des travaux (1) auraient été réalisés par le propriétaire bailleur depuis la dernière majoration, la hausse du loyer peut atteindre 90 % de l'évolution de l'indice de référence, sans toutefois que la majoration supplémentaire puisse dépasser un montant égal à 10 % du coût des travaux exécutés.

souvent équipés d'outils informatiques, c'est automatiquement qu'ils appliquent les deux décrets parus au Journal officiel du 31 octobre. Il en va tout autrement pour les petits propriétaires qui gèrent seuls leur bien et pour les locataires soucieux de vérifier, en recevant leur nouvelle quittance de loyer, que leur propriétaire ne s'est pas trompé sur

Enfin, dans le cas d'un contrat révisable tous les trois ans, il convient de cumuler la totalité de la progression de l'indice sur les deux premières années et 80 % ou 90 % du dernier indice, selon les cas.

Pour ce qui est de la signature d'un contrat avec un nouveau locataire, la progression du loyer pourra être de 90 % de la progression annuelle de l'indice si le précédent augmentation de loyer du contrat précédent remonte à un an. Si cette dernière majoration remonte à moins d'un an, le nouveau loyer pourra être relevé par rapport à l'ancien de 90 % de la variation des deux derniers indices connus entre la précédente

majoration de loyer et la signature du nouveau contrat.

Nous avons rassemblé, dans le tableau ci-joint, les chiffres essentiels servant au calcul des loyers révisables au 1^{er} novembre.

Les seuls logements dont le loyer puisse être fixé librement sont les appartements neufs ou ceux qui sont vacants depuis plus de dix-huit mois. Toutes ces dispositions s'appliquent non seulement aux appartements à usage d'habitation ou à usage mixte (habitation et activité professionnelle), mais aussi aux garages, places de stationnement, jardins ou locaux accessoires loués par le même pro-

le pourcentage de hausse à appliquer ou ne s'est laissé aller à aucun dérapage, ni à aucun rattrapage totalement exclus par la loi. Afin de répondre aux questions que se posent - et que nous posent - de nombreux lecteurs, tant propriétaires que locataires, nous tentons ci-dessous de faire le point, secteur par secteur.

prétaire ou même locataire, avec ou sans contrat séparé.

Des négociations sont entreprises au sein de la commission nationale des rapports locatifs dans la perspective de la conclusion d'accords de modulation pour l'année 1983.

Rappelons enfin que l'article 22 de la loi Quilès prévoit que « le montant du dépôt de garantie ne peut faire l'objet d'une révision, ni au cours du contrat de location ni lors du renouvellement de ce contrat ».

JOSÉE DOYÈRE.

LES VARIATIONS DE L'INDICE TRIMESTRIEL DU COUT DE LA CONSTRUCTION

Trimestre de référence	Indice de référence	Date de publication au « J.O. »	Indice correspondant de l'année précédente	Variation annuelle de l'indice	Majoration normale : 80 % de la variation	Majoration avec travaux ou pour un nouveau locataire : 90 % de la variation
4 ^e trim. 1981 ...	673	2 avril 1982	619	10,32 %	8,25 %	9,28 %
1 ^{er} trim. 1982 ...	697	1 ^{er} juillet 1982	638	10,63 %	8,50 %	9,56 %
2 ^e trim. 1982 ...	717	13 octobre 1982	636	12,73 %	10,18 %	11,45 %

RÉGIONS

L'enquête d'utilité publique pour l'accélérateur du CERN est terminée

L'enquête d'utilité publique relative à la construction de l'accélérateur géant de particules LEP (le Monde du 23 décembre 1981) par l'Organisation européenne pour la recherche scientifique (CERN) s'est achevée le 5 novembre dans les communes de pays de Gex (Ain).

Le projet de creusement d'un tunnel de 26,6 kilomètres de circonférence, de quatre laboratoires souterrains d'observation et de huit puits

Lyon. - Les opposants (écologistes et agriculteurs) ont apporté leur contribution, notamment par le biais d'expertises complémentaires. Quant aux registres ouverts dans les mairies concernées, ils n'ont reçu que fort peu de doléances. En revanche, treize maires désignés par l'Association des élus gessiens - qui rassemble les trente-huit communes du pays - ont rédigé une motion qui réclame une série de garanties à l'Etat.

« Ici se réalise vraiment l'un des plus beaux aspects de la science qui est d'unir les hommes ». Cette phrase a été prononcée par Jean-Paul II, le 15 juin dernier, lors de sa visite au CERN. « Unir les hommes », l'expression du souverain pontife mérite d'être analysée. Le souci d'universalité est, certes, évident, puisque deux mille trois cents physiciens venus du monde entier sont les utilisateurs privilégiés de ce laboratoire européen géant. Ils y étudient l'infiniment petit de la matière.

Mais l'union ecuménique a ses limites. Les responsables de l'Association gessienne de protection de la nature (AGEMA), par exemple, ne sont pas disposés à accepter la LEP sans réserve. « Pour la première fois au monde, disent-ils, une installation nucléaire sera construite et fonctionnera non plus sur un terrain réservé et d'accès strictement contrôlé, mais dans une vaste zone ouverte et habitée ». Ils s'interrogent aussi sur les dangers de radioactivité. « Comment imaginer qu'aucune fissure ne puisse se produire dans le béton sur l'ensemble du tracé et pendant vingt ans ? » De plus, les écologistes craignent qu'à la fin des expérimentations le tunnel ne devienne une poubelle pour déchets radioactifs.

« Des failles énormes »

Les cultivateurs, par la voix de M. Bernard Turty, président du Groupement de défense des agriculteurs et des propriétaires fonciers, insistent sur les risques pour l'alimentation en eau. Le CERN est rassurant, mais personne n'a pu garantir qu'il n'y aurait aucun problème. Une garantie, il est vrai, délicate, puisque, selon un physicien membre de la commission d'enquête publique, « à chaque ouvrage souterrain correspond une modification du régime des eaux. Mais on ne peut savoir dans quel sens... ».

« Ici, il y a des failles énormes, disent les agriculteurs, et le terrain est instable. Le CERN leur répond : « Nous utiliserons des techniques éprouvées pour le forage du tunnel et des puits d'accès : puits moulés ou, éventuellement, congé-

d'accès, a déjà suscité bien des remous. Le percement d'une galerie préparatoire estimée « illégale » et sanctionnée en première instance par le tribunal administratif de Lyon a été finalement autorisé par le Conseil d'Etat (le Monde du 29 juin 1981 et du 12 mars 1982).

Aujourd'hui, personne ne paraît douter de la réalisation du projet.

De notre correspondant régional

lution. Le tout sous contrôle de la direction départementale de l'agriculture et du service régional de l'aménagement des eaux.

M. Tardy estime aussi que les terrains occupés par les puits (20 hectares), ajoutés à l'emprise routière, aux déblais et à l'urbanisation induite pour le logement des travailleurs du chantier, vont entraîner une « diminution » des terres agricoles.

« Nous sommes », constate-t-il, « de moins en moins en zone rurale et de plus en plus en zone urbaine ».

Les risques à long terme (radioactivité, émission d'ozone ou d'oxyde d'azote), au dire de M. Robert Lévy-Mandel, directeur adjoint du CERN, parfaitement maîtrisés et presque négligeables. Pour lui, il est abusif de qualifier de nucléaire un site qui, en fait, étudie l'infiniment petit de l'atome. « Autour des installations, explique-t-il, la radioactivité sera de 1 à 2 millirems par an, contre environ 100 millirems dus aux rayonnements cosmiques ou naturels. Quant aux émissions d'ozone et d'oxyde d'azote, elles seront tout aussi insignifiantes ».

Comme l'anneau a vu son orientation sensiblement modifiée - un glissement de 30 degrés vers le sud-ouest - il sera essentiellement creusé dans la molasse, un terrain bien connu des ingénieurs du CERN, puisque c'est celui de l'actuel accélérateur S.P.S., où se télescopent protons et antiprotons (le Monde du 11 mars 1981).

L'impact négatif sur l'environnement se mesure aussi en termes d'esthétique. C'est sur ce terrain que se situe l'opposition la plus farouche d'un élu. M. Jean Honorat, maire d'Echevène, Les bâtiments seront d'une hauteur de 15 mètres maximum. Les projections photographiques prises sous tous les angles à partir de l'habitat existant paraissent rassurantes. Mais il restera au CERN à tenter d'éviter l'aspect désolant des bâtiments standardisés, dont il a parsemé son territoire.

Seul point d'accord entre les opposants et le CERN : les nuisances de chantier. Le charroi de 1 million de mètres cubes de terrassement fera souffrir les routes et... les tym-

pans des riverains. En pleine activité, les camions se succéderont sur le tronçon le plus sensible au rythme de deux par minute. La pollution sonore sera le prix à payer par les riverains pour une institution qui, par ailleurs, apporte de l'argent au pays.

3 500 emplois

En 1981, le CERN a induit en salaires directs ou indirects 300 millions de francs français, uniquement pour le pays de Gex. La même année, les commandes et les contrats ont été passés pour 37 % à des entreprises françaises (79 millions de francs suisses sur 211 millions). L'emploi de trois mille cinq cents salariés permanents, dont 52 % de Français, est une contribution appréciable sur le marché régional du travail.

Les élus du pays de Gex ont remis à la commission un rapport de près de cent pages, juste avant la clôture de l'enquête publique. Ils demandent des compléments d'information sur six points. Ils souhaitent que le LEP soit déclaré « installation nucléaire de base », ce qui entraînerait, selon M. François Meylan, maire de Vesonne, un contrôle des activités du CERN par un organisme extérieur « dépendant de l'Etat français ».

Sur la question controversée du régime des eaux, les maires réclament une commission d'experts fonctionnant « avant, pendant et après » les travaux. Ils exigent le renforcement préalable des routes avant le début du chantier, souhaitent des constructions qui respectent l'environnement et indiquent que tout changement de puissance ou d'affectation de la machine devrait être, à leurs yeux, précédé d'une nouvelle étude d'impact.

Reste que le CERN, organisation internationale, n'est pas soumise à la TVA. Comme laboratoire de recherche, il n'acquiesce pas les taxes professionnelles. Le manque à gagner est tout à fait réel pour une commune comme Prevessin, qui subit, sans contrepartie, une forte emprise sur son territoire (40 hectares). M. Meylan suggère que l'Etat français verse aux communes une « compensation ».

CLAUDE RÉGENT.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA GAUCHE :

NATURE, ENJEUX, CONTRAINTES

Colloque du Forum des économistes

les 20 et 21 novembre à 9 h 30.

Ancienne École polytechnique, 5, rue Descartes, 75005 PARIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Financement et stratégie

SDR c'est plus efficace lorsque l'on est partenaires

La SDR définit avec vous une stratégie financière et devient le partenaire de votre entreprise en lui apportant tous les financements, des fonds propres aux long et moyen terme, et l'accès aux aides régionales et nationales.

En France et Outre-Mer, 19 SDR vous offrent la souplesse d'une "Régionale" alliée au poids d'une "Multirégionale".

19 SDR : la multirégionale

Sociétés de Développement Régional
Dans votre région, ou à l'Association Nationale des SDR.
11 bis rue Balzac 75008 Paris
Tél. (1) 359.23.18



(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
Direction générale des infrastructures hydrauliques

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Construction du barrage de Gargar sur l'oued Rhou-Wilaya de Mostaganem

Le Ministère de l'Hydraulique, Direction générale des infrastructures hydrauliques, lance un avis d'appel d'offres ouvert national et international pour la construction du barrage de Gargar sur l'oued Rhou-Wilaya de Mostaganem.

Les travaux, objet du présent appel d'offres, sont les suivants :

1. - Excavation 1.730.000 m³ ;
2. - Remblai 4.600.000 m³ ;
3. - Béton 69.000 m³ ;
4. - Forage et injections 58.000 ml.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le dossier en s'adressant au Ministère de l'Hydraulique, Direction générale des infrastructures hydrauliques, D.I.M.T. Kouba-Alger. Contre la somme de 2.000 DA, à partir du samedi 6 novembre 1982.

Les offres établies conformément aux clauses du dossier et à la réglementation en vigueur, notamment la circulaire n° 21 du 4 mai 1981 du Ministère du Commerce, devront parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse suivante : Ministère de l'Hydraulique, Direction générale de l'administration, Bureau des marchés, Kouba, Alger. Avec la mention : « Ne pas ouvrir. Appel d'offres pour la construction du barrage Gargar ».

La date limite de dépôt des offres est fixée au 6 février 1983 à 16 heures.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant cent vingt jours.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JOUR-EN-JOAS - TEL. (3) 956 80 00 - POSTE 478
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (N° 154 OFC)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1983
date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la première session :
lundi 29 novembre 1982.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Investissement et création

SDR c'est plus efficace lorsque l'on est "du pays"

Chaque SDR, bien implantée dans sa région, met à votre disposition son réseau de relations et sa connaissance du milieu industriel. Elle prend, sur place, toutes les décisions pour le financement de vos investissements.

En France et Outre-Mer, 19 SDR vous offrent la souplesse d'une "Régionale" alliée au poids d'une "Multirégionale".

19 SDR : la multirégionale

Sociétés de Développement Régional
Dans votre région, ou à l'Association Nationale des SDR.
11 bis rue Balzac 75008 Paris
Tél. (1) 359.23.18



SOCIAL

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires sera garanti en 1982 et 1983

On sait l'importance de l'oléiculture en

ESPAGNE

et des productions de l'olivier dans ce pays du soleil.

Nombre d'oliviers 190 millions	Huile d'olive
Moyenne annuelle (de 75-77 à 81-82)	410 000
Production	66 900
Exportation	—
Importation	—
Consommation	336 200

Oliviers de table	Huile d'olive
Production	184 600
Exportation	87 300
Importation	—
Consommation	79 000

Ces productions d'ESPAGNE seront présentées sur le stand du Conseil Océanographique International Hall 7 niveau 3 allée F numéro 58 Au SIAL (Salon International de l'Alimentation) du 15 au 20 novembre 1982 - Porte de Versailles - Paris.

communiqué
du Groupement Espagnol des Exportateurs d'Huile d'Olive

LANCER DE VOS COÛTS DE TRANSPORT
UTILISEZ L'EAU!

Chaque diversifiée est à votre service

CHE OFFICIEL	COURS parité	COURS 12/11	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS parité	COURS 12/11
Unité S (100)	7 288	7 314	7 110	7 480	Or fin (ballo au barre)	96760	94500
Unité D (100 DM)	282 850	282 410	274	289	Or fin (lingot 250 gr)	96760	94500
Unité F (100 FF)	14 575	14 575	800	14 700	Plaque française (220 gr)	630	670
Unité L (100 L)	259 620	259 920	263	262	Plaque française (110 gr)	405	405
Unité M (100 M)	80 620	80 620	76	82	Plaque suisse (220 gr)	620	610
Unité N (100 N)	100 080	100 070	95	101	Plaque latine (220 gr)	648	648
Unité O (100 O)	12 095	12 088	11 760	12 450	Souverains	735	744
Unité P (100 P)	9 850	9 957	8	10	Plaque de 20 dollars	3300	3225
Unité Q (100 Q)	4 911	4 918	6 850	5 150	Plaque de 10 dollars	1602 50	1620
Unité R (100 R)	329 650	328 350	318	320	Plaque de 5 dollars	820	820
Unité S (100 S)	80 270	80 270	85	86	Plaque de 50 pence	3670	3670
Unité T (100 T)	40 340	40 340	40	40 800	Plaque de 10 florins	621	630
Unité U (100 U)	6 106	6 080	5 750	5 800			
Unité V (100 V)	7 950	7 960	6 400	7 200			
Unité W (100 W)	5 870	5 874	5 780	6 050			
Unité X (100 X)	2 713	2 728	0 259	2 750			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. COMMUNISME : « Un immense besoin de changement », par Jean Laly; « Un homme qui faisait corps avec son peuple », par Francis Cohen; « Diplomatie continue et diplomaties alternatives », par Raoul Bertrand.

ÉTRANGER

3. LES OBSEQUES DE LEONID BREJNEV
4. EUROPE
- ITALIE : la démission de M. Spadolini.
- 5-6. DIPLOMATIE
- La visite du président du Botswana à Paris.
8. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

10. La convention nationale des Clubs Perspectives et Réalités.

SOCIÉTÉ

11. Au Conseil national de la LICRA : les formes modernes de l'antisémitisme.
- MEDECINE.
13. SCIENCES.
14. JUSTICE.
15. FAITS ET JUGEMENTS.

SPORTS

14. FOOTBALL.

CULTURE

16. THÉÂTRE : L'Exil, de Montherlant.
- MUSIQUE : Richter joue Szymanowski; Madame Butterfly, à Strasbourg.
18. TÉLÉVISION : VU, « La gym, une drogue ».

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. Les deux innovations apportées à la comptabilité française par la quatrième directive européenne.
22. BIBLIOGRAPHIE.

UNE SEMAINE AVEC CHAMPAGNE-ARDENNE

23. Les plus belles bulles du siècle; Au pays de l'indépendance; Le maudit.
24. Brut de Californie.
25. Du bon usage du « vin roi ».
- La nouvelle vague des buveurs américains.
26. Le terminus des taxis de la Marne.

ÉCONOMIE

43. CONJONCTURE.
- COMMERCE EXTÉRIEUR.
44. AFFAIRES.
45. SOCIAL.
46. RÉGIONS.

RADIO TÉLÉVISION (18)

- INFORMATIONS
- SERVICES (28):
- Journal officiel; Météorologie; Mots croisés.
- Annouces classées (29 à 42); Carnet (15); Légion d'honneur (28); Programmes des spectacles (17-18); Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » daté 14-15 novembre 1982 a été tiré à 477 358 exemplaires.

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...

LOOK DE CHAÎNE

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LE CONGRÈS DE L'UNION DES P.S. DE LA COMMUNAUTÉ

Pour un « programme commun » européen de lutte contre la crise

Le douzième congrès de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne s'est tenu les 12 et 13 novembre à Paris. Ses débats ont été essentiellement consacrés à la crise économique. L'Union a réélu à sa présidence M. Joop Den Uyl, ancien premier ministre des Pays-Bas.

Nous sommes bien seuls ! Quand allez-vous revenir au pouvoir ? Cette réflexion - rapportée en substance - de M. Mitterrand aux chefs de délégation reçus à l'Élysée souligne, s'il en était besoin, que la puissance d'intervention des partis socialistes dans la Communauté européenne est limitée.

Conscients que leurs travaux n'ont guère de chance d'être suivis d'effets, les participants au congrès de l'Union n'en ont pas moins exprimé des analyses convergentes sur la crise, sur les réponses dangereuses à leurs yeux que fournissent les gouvernements conservateurs et, dans une moindre mesure, sur les politiques qu'il convient de conduire d'un point de vue socialiste.

La résolution adoptée relève que l'incapacité de la Communauté européenne à répondre à la montée du chômage « résulte en grande partie d'une politique consistant à diminuer le rôle économique et social de l'État, à réduire l'inflation au détriment de l'emploi, à restreindre le rôle de la planification et de la démocratie industrielle. Elle condamne les politiques dites « monétaristes », qui, selon les socialistes, n'ont d'autre résultat que d'aggraver la crise.

Tous s'accordent à considérer la lutte contre le chômage comme la première priorité, ce qui implique une relance concertée. La résolution affirme que les investissements publics jouent « un rôle prépondérant » dans le processus de relance. Elle se prononce pour un renforcement du secteur public dans chacun

des pays de la Communauté, pour des politiques industrielles concertées, une action conjointe en matière de recherche, l'élaboration de législations coordonnées afin de parvenir à la réduction à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire du travail, l'extension des droits des travailleurs.

Ce résultat a fait dire à M. Huntzinger, membre adjoint du secrétariat national du P.S. français, chargé des relations internationales, que les deux grandes traditions du socialisme européen (les sociaux-démocrates et ceux qui, comme en France, insistent sur la maîtrise par l'État de l'appareil de production) se sont rapprochées dans leurs analyses de la crise et dans les réponses qu'ils entendent y apporter.

Le socialisme de la Communauté, de l'avis des Français, pourrait être capable d'élaborer une sorte de « programme commun minimum » de lutte contre la crise, qui devrait servir, par partie, de base à la campagne des élections de 1984 à l'Assemblée des Communautés européennes. Cette démarche soulignerait combien il est nécessaire qu'une politique de relance soit concertée pour être efficace. M. Healey, représentant le parti travailliste britannique, le remarque, comme l'ensemble des participants et singulièrement les Français : la Grande-Bretagne sous gouvernement travailliste, et actuellement la France, ont appris, a-t-il observé, qu'il est très difficile de poursuivre des objectifs de plein emploi et de croissance quand les pays qui sont autour « vont dans la direction opposée ».

Ces convergences n'ont pas masqué les divergences ou les nuances qui se sont exprimées au cours du congrès, notamment sur le protectionnisme, l'élargissement du Marché commun et la sécurité en Europe.

La résolution rejette toute idée de protectionnisme. Il y a là plus qu'une nuance avec les propos tenus par M. Cheysson devant le congrès et la dénonciation de la « dérive libérale » de la Communauté, exprimée, lorsqu'il a reçu les délégués, par M. Mauroy. Le premier ministre estime que « l'Europe ne doit pas demeurer la zone économique la plus perméable du monde ».

A propos de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal, la résolution affirme qu'il s'agit d'un « impératif politique urgent » et rappelle la date du 1^{er} janvier 1984 recommandée par l'Assemblée des Communautés européennes. Pour sa part, M. Joseph a souligné que l'élargissement soulève par ses amis mérites mieux, pour être réussi, qu'une fuite en avant débouchant, après des négociations hâtivement conclues, sur une négociation permanente ».

Le problème de la sécurité, qui fait l'objet d'un débat permanent entre les socialistes de l'Europe du Nord, les Allemands du S.P.D. et les Français, a donné lieu à un bref incident. M. Joop Den Uyl, a fait état des inquiétudes exprimées par les socialistes de l'Europe du Nord sur la fabrication éventuelle par la France de la bombe à neutrons. M. Bruno Friedrich, vice-président de l'Union, représentant du S.P.D., a estimé qu'un débat sur ce sujet et une concertation avec les socialistes et le gouvernement fédéral allemand sont aussi justifiés que le débat sur l'implantation des fusées Pershing 2 en R.F.A. Pour les socialistes français, une telle discussion doit être discrète et non publique. Elle suppose d'abord que les Européens aient répondu à une question essentielle à leurs yeux : la sécurité de l'Europe doit-elle être assurée par les États-Unis, ou les Européens sont-ils décidés à l'assurer eux-mêmes ?

JEAN-YVES L'HOMÉAU.

SELON UN TRANSFUGE SOVIÉTIQUE

LE K.G.B., dirigé par M. Andropov, se serait opposé à l'invasion de l'Afghanistan

New-York (A.F.P.). - Selon un espion soviétique de haut rang passé à l'Ouest, dont l'hebdomadaire américain Time publie les déclarations, Leonid Brejnev avait pris la décision d'envahir l'Afghanistan contre l'avis du K.G.B. dirigé par M. Andropov.

M. Vladimir Kuzichkin, ancien vice-consul à l'ambassade soviétique de Téhéran avant de se réfugier en Grande-Bretagne en juin, a également affirmé que le président afghan, M. Babrak Karmal, était un « agent du K.G.B. » depuis de nombreuses années, et que son prédécesseur, Hafizullah Amin, avait été assassiné par un commando du K.G.B. parce qu'il menait une politique antisoviétique. Selon l'ancien espion, Brejnev avait rejeté les avertissements du K.G.B. selon lesquels « un régime ouvertement communiste provoquerait une hostilité à l'égard de l'Afghanistan » qui se retournerait ensuite contre l'Union soviétique. M. Kuzichkin cite l'un de ses supérieurs, un général du K.G.B., critiquant Brejnev pour avoir entraîné un enlèvement des Soviétiques dans une guerre qu'« ils

ne peuvent ni gagner ni abandonner ».

Avant l'invasion fin décembre 1979, les Soviétiques avaient tout d'abord placé au pouvoir Nour Mohammed Taraki, puis l'avaient éliminé et remplacé par Hafizullah Amin, contrairement, dans les deux cas, à l'avis du K.G.B., qui, selon M. Kuzichkin, les jouait peu sûrs. Finalement, le bureau politique décida de se débarrasser de H. Amin en essayant de l'empoisonner, à l'indiqué le transfuge. Comme cette méthode avait échoué, un commando composé, selon M. Kuzichkin, de plusieurs centaines de Soviétiques, donna l'assaut au palais présidentiel à Kaboul et réussit à tuer Amin.

Après la mort de celui-ci, M. Karmal, qui séjournait en U.S.S.R., fut conduit à Moscou où il accepta de devenir le nouveau chef de l'État et de demander aux Soviétiques d'intervenir pour protéger son régime. Mais, selon l'espion, avant même cette annonce, les Soviétiques avaient commencé à envahir l'Afghanistan.

LA PRÉPARATION DU SOMMET DE L'O.U.A.

Le conseil des ministres de l'Organisation panafricaine se réunit à Tripoli

Le conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, chargé de préparer le sommet convoqué pour le 23 novembre à Tripoli, se réunit ce lundi 15 novembre dans la capitale libyenne, où il siégera jusqu'au 21 novembre. La R.A.S.D. (République arabe sahraoui démocratique) ayant annoncé qu'elle ne participerait pas au sommet (le Monde daté 31 octobre - 1^{er} novembre), la Libye, pays hôte, a bon espoir de réunir le quorum des deux tiers (34 États membres sur les 51 que compte l'O.U.A., depuis l'admission, en février, de la R.A.S.D.) nécessaire à la fois à la tenue du conseil des ministres et du dix-neuvième sommet de l'Organisation panafricaine.

Sur les 21 États qui avaient refusé de siéger à Tripoli, début août, plusieurs avaient justifié cette abstention par la seule présence de la R.A.S.D. Cet obstacle étant levé, le quorum devrait être réuni dès l'ouverture du conseil des ministres. On ignore encore si celui-ci proposera que figure, à l'ordre du jour du sommet, la question du Sahara occidental.

BAISSE DE LA LIVRE STERLING

Sur les marchés des changes très calmes, où le dollar est resté ferme à 7,31 F, on a très légèrement baissé le cours de vendredi 12 novembre (7,3140 F). L'écartement a été le vif repit de la livre sterling, revenue, à Paris, de 12,09 F à un peu plus de 11,90 F. Le repli est attribué à la fois à la baisse des prix du pétrole, qui diminue les recettes pétrolières du Royaume-Uni, et à la volonté discrète de la Banque d'Angleterre de relancer un peu les exportations britanniques en faisant glisser sa monnaie. La tension du franc est restée satisfaisante vis-à-vis du mark, dont le cours est resté stable à 2,5225 F environ.

M. JACQUES RIBOUREL CÈDE MOMENTANÉMENT LA PRÉSIDENCE DE SON GROUPE

La Cogedim (Compagnie générale de développement immobilier), filiale de Paribas, spécialisée dans la promotion immobilière, a été appelée à la rescousse pour « conforter financièrement le groupe Ribourel et épauler sa gestion ».

Le Crédit du Nord, filiale de Paribas et actionnaire à 50 % de Ribourel depuis novembre 1981, avait récemment souhaité, en effet, « un renforcement de la structure financière et de la gestion » du groupe, justifié par la croissance rapide enregistrée ces dernières années par ce promoteur d'immobilier de loisir.

La société Ribourel abandonne la structure de la société à conseil d'administration pour adopter celle à conseil de surveillance et à directeur. M. Jacques Ribourel, qui se consacrerait aux problèmes de promotion et de commercialisation de la société, cède momentanément la présidence du groupe à M. Armand Lebe, conseiller à la direction générale du Crédit du Nord, tandis que M. Gérard Mayau, secrétaire général de Cogedim, prend les fonctions de directeur général du groupe.

tail. Dans cette hypothèse, la plus vraisemblable, le roi Hassan II a indiqué qu'il ne se ferait pas représenter à la conférence des chefs d'État et de gouvernement.

Le Maroc risque donc de connaître un échec diplomatique, même quand quelques États (l'Égypte, le Soudan, la Somalie) ont déjà annoncé qu'ils ne se rendraient pas à Tripoli, pour protester contre l'accession à la présidence annuelle de l'O.U.A. du colonel Kadafi, dont ils fustigent l'« impérialisme » et le « terrorisme ».

En revanche, tout en dénonçant l'occupation du nord de leur territoire par des troupes libyennes et l'appui offert par M. Kadafi à M. Goukouni Oueddei, les nouvelles autorités tchadiennes envoient à Tripoli leur ministre des affaires étrangères, M. Miskine. La décision du président Hissène Habré est d'autant plus surprenante que quelques États, proches de la Libye, refusent encore de reconnaître son gouvernement et approuvent la rébellion, dans le Tibesti, de M. Goukouni Oueddei.

SIX NOUVEAUX ABANDONS SUR LA ROUTE DU RHUM

Après une semaine de course, les premiers solitaires ont atteint l'autarcie « du rhum et des vents alizés ». La moyenne déjà élevée (près de 8 nœuds contre 6,6 pour Michael Birch en 1978) devrait encore augmenter dans les prochains jours. Avec des vents portants de près de 30 nœuds, les multicoques de tête ont filé entre 11 et 13 nœuds de moyenne, dimanche 14 novembre.

À 21 heures, le petit trimaran Gouloise IV d'Eric Loizeux précédait toujours le grand catamaran Elf Aquitaine de Marc Pajot. Le trimaran Fleury-Michon de Philippe Poupon, qui avait le plus progressé dans la journée, apparaissait à la troisième place devant le monocoque Kitter VII de Michel Malinovsky, qui était resté au nord des Açores sur la route la plus directe où il n'encontrait des vents tourmentés l'obligeant à des manœuvres constantes. Six abandons ont été enregistrés depuis samedi 13 novembre, portant le total à quatorze.

NOUVELLES BRÈVES

● S.N.C.F. et R.E.R. : des arrêts de travail perturbent le trafic de la banlieue sud. - À la veille des négociations salariales à la S.N.C.F., divers arrêts de travail ont eu lieu, lundi 15 novembre, à l'initiative de la C.G.T., la C.F.D.T., F.O. et la C.F.T.C. D'une durée moyenne de deux heures - c'était même « un minimum » pour la C.F.D.T. - ils ont affecté surtout la banlieue du réseau Austerlitz, où le trafic était réduit des deux tiers lundi matin, et la ligne C du R.E.R. (d'Austerlitz à Saint-Quentin-en-Yvelines). Au départ de Paris-Lyon, un train sur deux fonctionnait en début de matinée, et trois sur quatre par la suite.

● Une partie des contractuels qui surveillent les parcmètres de Paris sont en grève illimitée, depuis lundi matin 15 novembre.

Groupe de progrès

Ce stage est, parmi d'autres, réalisé en intra ou inter entreprises.

Pour tous renseignements :

CSP

66, r. Lafayette
75009 Paris
246.89.99/57.37

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (français, allemand, italien, espagnol, russe, grec), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être obtenue par un des diplômes suivants :

- Chaire de commerce étrangères, compétences indispensables pour tous les emplois de commerce et des échanges économiques ;
- B.T.S. traducteur commercial assistant et formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;
- Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, de l'édition, du tourisme, de l'hôtellerie, etc. ;
- Examen chaque année dans les principales villes de France ;
- Diplôme, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profitent de cette opportunité pour améliorer leur compétence ;
- Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes sur demande à Langues et Affaires, Serv. 2866/35, rue Colonne, 92303 Paris-Levallois, tél. 278-87-88 ou 278-73-43 (échal. privé à distance).

Deux coopérants soviétiques détenus par l'UNITA ont été libérés en Angola

La diplomatie Andropov

Même s'il est en train de porter un jugement définitif sur la diplomatie soviétique, le général de l'Union soviétique, Leonid Brejnev, a déclaré que la diplomatie soviétique était « une diplomatie de la vérité ».

Qu'en pense-t-il ? Le général Brejnev a déclaré que la diplomatie soviétique était « une diplomatie de la vérité ».

Le général Brejnev a déclaré que la diplomatie soviétique était « une diplomatie de la vérité ».

Le groupe et l'Union

Le groupe et l'Union

Les Pal

Les Pal

FRED

12, rue de la Paix, 75002 Paris